

مذا من راصح

# « L'Economie »/Mondial de l'automobile

## Le Monde

ÉDITION SPÉCIALE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14833 - 7 F

MARDI 6 OCTOBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

### La politique du bâton en Algérie

Le pouvoir a-t-il choisi les méthodes de la répression à tout prix pour tenter de mater la rébellion islamique? Le décret que vient de signer M. Ali Kafi, président du Haut Comité d'Etat (HCE), et qui prévoit la création de trois cours spéciales pour juger les auteurs d'actes terroristes ou subversifs, le donne à penser. Il s'agit d'un retour en arrière plus que symbolique puisque ces tribunaux d'exception avaient été supprimés par la Constitution de février 1989, adoptée par référendum après les sanglantes émeutes d'octobre 1988.

Décontenancé par une violence qu'il n'arrive pas à maîtriser malgré des coups de flet réussis mais sans cesse à recommencer, le pouvoir cherche, aujourd'hui, à intimider ses adversaires. Intégristes dont il semble, hélas, mal mesurer la détermination. Cette politique du gros bâton, il la conduit parallèlement aux « discussions » qu'il vient d'entamer avec les « forces vives » du pays, et dont on voit mal, dans ces conditions, vers quelle heureuse issue elles vont conduire.

POUR arriver à leurs fins, M. Kafi et son équipe n'y vont pas par quatre chemins. Pas de procès publics, semble-t-il, pour les « terroristes », puisque l'identité des magistrats ne pourra être divulguée au risque d'entraîner de deux à cinq ans de prison. Le délai de garde à vue passe de quarante-huit heures à douze jours pleins. Les peines dont sont passibles les auteurs d'actes terroristes ont été revues à la hausse : de cinq ans minimum à dix ans, de dix à quinze ans de prison. Un délit de grâce de deux mois sans poursuite judiciaire est, cependant, accordé aux membres des « groupes armés » qui se repentent.

L'âge de la responsabilité pénale est abaissé de dix-huit ans à seize ans. Des mineurs pourront donc être traduits devant les cours spéciales. Manière de décourager les jeunes de se laisser entraîner dans des manifestations à caractère politique ou religieux. Le gros des manifestants intégristes ont, en effet, toujours été formés d'adolescents des quartiers déshérités des villes, où l'ex-Front islamique du salut (FIS) est solidement implanté.

QUANT aux éléments les plus radicaux des « groupes armés », membres d'une organisation terroriste à l'étranger, en clair les « sghamas » jadis enrôlés dans la résistance contre le régime de Kaboul, ils sont passibles de lourdes peines. La nouvelle réglementation définit toute une gamme d'actes considérés comme terroristes ou subversifs : attentat à la vie, obstacle au libre exercice du culte, atteinte aux libertés publiques et privées ainsi qu'aux symboles de l'Etat, entrave à la circulation sur la voie publique, reproduction de documents jugés subversifs.

Ces dispositions, qui offrent prise à toutes sortes d'abus, pourront aussi bien être utilisées contre d'autres forces politiques que l'ex-FIS pour réprimer des mouvements purement sociaux, voire pour contraindre au silence de simples individus, tentés de s'opposer à tel ou tel aspect de la politique gouvernementale. C'est dire que le pouvoir, sous la pression de l'armée - ou du moins de certains de ses chefs, les plus influents - s'engage sur la route de tous les périls.

### Pour la dernière session parlementaire de la législature

## M. Bérégovoy tente d'éviter le vote d'une motion de censure

L'Assemblée nationale se réunit pour sa dernière session avant les élections législatives. Avant d'entamer la discussion budgétaire, elle débattre de la réforme de la procédure pénale et de la lutte contre la corruption. M. Bérégovoy va tenter d'éviter le vote d'une motion de censure contre son gouvernement.

par Thierry Bréhier

Comment se lancer dans un sprint au terme d'un marathon? A l'ouverture de la dernière session de la seconde législature socialiste, à la veille d'une consultation électorale que toutes les enquêtes d'opinion lui promettent catastrophique, M. Pierre Bérégovoy aimerait que les entraîneurs des coureurs victorieux lui fournissent une recette miracle.

Quand, jeudi, à la sortie du conseil des ministres, le président de la République lui remettra les insignes de grand-croix de l'ordre du Mérite, témoignage qu'il est depuis six mois à l'hôtel Matignon, le premier ministre pourra, certes, se retourner avec satisfaction sur le chemin parcouru.

Lire la suite et nos informations page 11



### La chute du Boeing-747 d'El Al

## Plus de 200 morts et disparus dans la catastrophe d'Amsterdam

Un Boeing-747 cargo de la compagnie israélienne El Al s'est écrasé, dimanche soir 4 octobre, sur deux immeubles d'un quartier d'Amsterdam (Pays-Bas). Un bilan faisait état, lundi matin 5 octobre, de six morts (dont les trois membres d'équipage et un passager), vingt-neuf blessés et deux cent neuf disparus. En Israël, les autorités n'écartent aucune hypothèse, y compris celle d'un attentat.

AMSTERDAM

de notre correspondant

Imagine-t-on les ravages que provoquerait le crash d'un Boeing-747 sur la cité des 4000 de La Courneuve ou sur les tours de Savigny-sur-Orge, peu de temps après avoir décollé de Roissy ou d'Orly, les réservoirs pleins de kérosène? C'est exactement ce qui s'est passé, dimanche 4 octobre, dans le sud-est d'Amsterdam, où un avion-cargo de la compagnie israélienne El Al a transpercé deux des immeubles de la cité Bijlmermeer. Il était

18 h 36, soit pour certains l'heure du dîner et pour d'autres celle de l'émission sportive dominicale la plus regardée.

Transformées en murs de feu, les deux tours ont constitué l'effroyable toile de fond d'un « spectacle » dantesque : gyrophares des véhicules de secours (600 pompiers ont été mobilisés), brancards déployés à même le sol, noria des ambulances et des hélicoptères d'évacuation des blessés.

CHRISTIAN CHARTIER

Lire la suite et nos informations page 14

### Après seize ans de guerre civile

## Accord de paix au Mozambique

Après seize ans de guerre, et vingt-sept mois de négociations, le gouvernement marxiste de Maputo a signé, dimanche 4 octobre, à Rome, un accord de cessez-le-feu avec son opposition armée, la RENAMO (Résistance nationale du Mozambique), soutenue par l'Afrique du Sud. L'accord met fin au dernier conflit né de la décolonisation et de la guerre froide en Afrique australe. Ancienne colonie portugaise, le Mozambique est aujourd'hui dévasté, guetté par la famine et paralysé par quelque deux millions de réfugiés fuyant les combats.

L'accord prévoit un cessez-le-feu immédiat, la délimitation des zones sous contrôle de l'une et l'autre partie, le regroupement des troupes bellicistes et leur fusion au sein d'une nouvelle armée. Des élections, législatives et présidentielles, seront organisées dans les douze mois. L'Italie devrait mettre sur pied, dans un délai de trente jours, une Conférence des donateurs pour coordonner l'aide internationale à ce pays, qui est l'un des plus pauvres de la planète.

Lire page 4

l'article de GEORGES MARION

## Maastricht : la bataille des ratifications

Les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis à Luxembourg, préparent l'ordre du jour du sommet de Birmingham

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Depuis que M. John Major a annoncé, le 1<sup>er</sup> octobre, son intention de présenter le traité de Maastricht à la Chambre des communes pour ratification vers la fin de l'année, la menace d'une crise européenne grave a reculé. Londres, au moins jusqu'au prochain revirement, semble à nouveau souscrire à la démarche européenne telle que l'entendent ses partenaires.

Mais la Communauté pour autant n'est pas encore remise sur les rails : la spéculation sur les marchés des changes peut se déclencher à la moindre manifestation de faiblesse des gouvernements et, en dépit du sursaut de M. Major, la « bataille de la ratification » est loin d'être gagnée. C'est dans ce contexte incertain que les ministres des affaires étrangères des Douze devaient, lundi et mardi à Luxembourg, préparer le sommet extraordinaire qui se tiendra le 16 octobre à Birmingham.

Les chefs d'Etat et de gouvernement y auront un ordre du jour chargé. Ils doivent s'interroger sur les moyens de faire aboutir les processus de ratification, en particulier au Danemark, et sur les réponses à donner aux inquiétudes apparues dans l'opinion publique, en France et ailleurs, à propos de la construction européenne; enfin, ils évoqueront les problèmes monétaires, même s'ils le font délibérément en termes très généraux.

PHILIPPE LEMAITRE

Lire la suite page 5

### ESPACE EUROPÉEN

#### Allemagne : les racines de la xénophobie

La tradition de la « germanité », traduite encore aujourd'hui dans le droit du sang, crée un rapport à l'étranger en contradiction avec la conception moderne des droits de l'homme (lire aussi page 5).

« Dialogue euro-arabe en panne : les pays de la Communauté comprennent mal l'évolution du Maghreb sur lequel pèse la menace intégriste. »

pages 7 à 10

### L'ÉCONOMIE

#### L'unification outre-Rhin : la crise des deux ans

L'unification, le 3 octobre 1990, des deux Allemagnes n'a pas tenu ses promesses. Le redressement des nouveaux Länder se révèle plus lent, plus douloureux et surtout beaucoup plus coûteux que prévu.

« L'insolente santé du tabac : loin de souffrir de la mauvaise image de leur produit, les fabricants de cigarettes voient leurs bénéfices augmenter. »

Lire aussi « Chers catalogues », « La Thaïlande rebondit » et la chronique de Paul Fabra

pages 31 à 36 et pages 43 à 48

### MONDIAL DE L'AUTOMOBILE

#### Le retour de la petite voiture

Le Mondial de l'automobile, qui ouvre ses portes le 8 octobre à Paris, est placé sous le signe de la petite voiture destinée à ménager les budgets familiaux, mais aussi la circulation urbaine. Mais les grosses cylindrées seront aussi présentes car la course à la puissance continue.

pages 37 à 42

### Atmosphère de krach à la Bourse de Paris

Après une baisse brutale de 8,7 % la semaine dernière, la chute de la Bourse de Paris s'est encore accélérée lundi 5 octobre dans une atmosphère de panique. Le recul de 0,8 % en début de matinée de la place parisienne n'a cessé de s'amplifier tout au long de la journée. En milieu d'après-midi, l'indice CAC 40 perdait environ 5 %, du jamais vu depuis un an.

Mais Paris n'était pas un cas isolé. La Bourse de Londres cédait 3,6 %, comme Francfort en clôture, et Wall Street près de 2 % après une heure de cotations.

#### Elections au Koweït

Une remarquable liberté d'expression

page 3

#### Les désordres de Cabourg

Le maire est au centre de polémiques sur fond d'affaires

page 17

Le sommaire complet et d'autres pages 30

EN PAGE CENTRALE

## AVEZ-VOUS DE BONS RÉFLEXES ?



A L'ÉTRANGER : Algérie, 480 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 780 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Amériques latines, 9 F; Côte d'Ivoire, 405 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2,200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Suède, 480 F CFA; Suisse, 15 KRS; Suisse, 1,80 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



## DÉBATS

# Un entretien avec Jean-Claude Barreau

« Il faut renforcer sans honte notre politique traditionnelle d'assimilation »

« L'an dernier, vous aviez fait un certain bruit en publiant un livre assez vif sur l'islam, qui allait vous coûter votre poste de président de l'Office des migrations internationales (OMI). Aujourd'hui, vous récidivez, chez le même éditeur, avec un livre sur l'immigration... »

« Dans les deux cas, il y a l'ambition de parler simplement de questions complexes. Mais, pour l'islam, j'étais le non-spécialiste qui interpellait les spécialistes. Cette fois, je suis le spécialiste qui s'adresse au public. Pendant trois ans, j'ai été en France l'un des animateurs principaux de la politique des flux migratoires. Or, chose étrange, personne pendant ces trois années ne m'a donné la moindre directive. C'est un fait révélateur : les hommes politiques, de gauche comme de droite, ne savent plus quoi penser. Et quand on n'a plus d'idées-forces, on ne peut plus commander. Avec les responsables d'autres organismes publics, nous avons imaginé une politique et l'avons peu ou prou imposée à l'Etat. Aujourd'hui, cette politique fait l'objet d'un consensus général mais inavoué. C'est ce consensus inavoué que je veux expliquer. Le fait de ne plus être président de l'OMI ne donne une plus grande liberté de parole. »

« Cette politique de l'immigration, à laquelle vous voulez vous identifier, n'est-elle pas perçue par le public comme un échec ? »

« Cette politique n'a pas échoué. Elle est seulement inachevée. C'est une politique à deux faces : l'une, de rigueur ; l'autre, d'ouverture. Jusqu'ici, seul le volet répressif a été perçu, parce que l'ouverture n'a pas été avouée. »

« Mais, aux yeux de beaucoup de Français, c'est l'inverse : ils ont l'impression de vivre en plein laxisme, avec des frontières poreuses. »

« La plupart des mesures adoptées sous les gouvernements de Michel Rocard et d'Edith Cresson ont été des mesures de reprise en main : la réforme de l'Office de protection des réfugiés et apatrides, la réforme des visas, la législation des zones de transit dans les ports et aéroports, la suppression des autorisations de travail pour les demandeurs d'asile, l'intervention de l'OMI dans la délivrance des certificats d'hébergement... Si beaucoup de Français ont cependant l'impression que l'Etat ne contrôle pas grand-chose, c'est parce que, depuis 1974, les divers gouvernements, de droite et de gauche, ont popularisé l'idée - fautive - que l'immigration était stoppée. C'est un mythe. Dans un système de frontières ouvertes comme le nôtre, l'immigration est inévitable. »

« De la même manière, affirmer et répéter que le nombre d'étrangers en France n'augmente pas a un effet dévastateur. C'est seulement une vérité juridique. Les hommes politiques s'abritent derrière la définition légale de la citoyenneté pour cacher un fait patent : la stabilité du nombre des étrangers selon la loi masque une forte et visible augmentation de la proportion de personnes d'origine étrangère. »

Président de l'Institut national d'études démographiques (INED) depuis 1989, Jean-Claude Barreau passe volontiers pour un provocateur. Dans les diverses fonctions qu'il a occupées, cet homme de cinquante-neuf ans s'est souvent distingué par des initiatives peu orthodoxes. Prêtre à Paris, chargé de l'adolescence délinquante, il avait publiquement annoncé son mariage en 1971 et demandé sa réduction à l'état laïc. Editeur, écrivain, il fut nommé rapporteur de la commission du livre au ministère de la culture (1981) puis conseiller culturel et de coopération à l'ambassade de France à Alger. Revenu en France, il fut chargé de mission à la présidence de la République (1985-1986), puis nommé inspecteur général de l'éducation nationale et président de l'Office des migrations internationales (OMI). Il allait être relevé de cette dernière fonction en novembre 1991 après la parution d'un livre controversé, *De l'islam en général et du monde moderne en particulier* (La Préaux-Clercs). Jean-Claude Barreau publie ces jours-ci, chez le même éditeur, *De l'immigration en général et de la nation française en particulier* (201 pages, 110 F.).



« A l'heure de l'Europe, le modèle français est-il encore valable ? »

« Mais bien sûr ! Cessons de rêver à une intégration des immigrés directement à l'Europe. L'Europe n'est pas une patrie. Présenter le patriotisme comme le même illusionnisme procédural de celle de nos ancêtres puritains quand ils croyaient pouvoir faire l'impossible sur la sexualité. La nation est le seul lieu possible de l'intégration. Pour intégrer, l'Europe est trop grande, et les régions sont trop petites. Le modèle français d'intégration n'est pas remis en question par la construction européenne. »

« Si nous avions plus d'enfants, nous aurions moins peur de l'immigration »

« Comment imaginer, dans une même Europe, sans frontières intérieures, la coexistence d'un modèle français d'intégration, d'un modèle britannique marqué par le communautarisme et d'un modèle allemand fondé sur le droit du sang ? »

« La politique des flux doit être menée en commun. C'est le sens des accords de Schengen conclus le 19 juin 1990 par plusieurs pays de la CEE : ils visent notamment à unifier les règlements qui concernent les étrangers aux frontières extérieures communes. Mais la politique d'intégration reste et doit rester nationale, car elle touche à l'affectif, au lien social. Notre tradition est bien assimilationniste en même temps que tolérante. Rien ne nous interdit d'exporter à nos voisins, d'être un modèle européen. Nos voisins qui n'ont pas connu nos expériences scolaires de l'immigration auraient beaucoup à apprendre de notre savoir-faire à ce sujet si nous osions l'assumer à nouveau. »

« Sur le plan des institutions, quelle mesure immédiate faudrait-il prendre ? »

« Je plaide pour la restauration du grand ministère de la population qui a existé de 1945 à 1975. Un ministère chargé de tous les arrivants dans la société française : les nouveaux-nés comme les immigrés. Car, contrairement aux idées reçues, le fait de vouloir des enfants n'est pas opposé à une volonté d'ouverture à l'immigration. Ce sont les enfants français, qui intègrent les enfants étrangers. Si nous avions plus d'enfants, nous aurions moins peur de l'immigration. Pendant les « trente glorieuses », la France a eu à la fois une forte politique pour la natalité et une forte politique pour l'immigration. Même si les circonstances ont changé, même si les politiques doivent être différentes, il y a là une leçon à retenir. »

Propos recueillis par ROBERT SOLÉ

« Au lieu d'expulser, on ferme les yeux ou on met en prison »

« L'immigration, dites-vous, est inévitable. Il faut donc s'y résigner... »

« Elle est inévitable. La France est géographiquement un carrefour. Même en envoyant l'armée aux frontières, Le Pen ne l'arrêterait pas. Les individus les plus dynamiques du tiers-monde sont fascinés par les « lumières de la ville », les lumières de notre civilisation technique. Dans un système de frontières ouvertes, celui que nous voulons conserver par respect pour notre droit, l'arrêt de l'immigration est impossible. Mais on peut, on doit en moduler les flux. Il y a des rythmes de tolérance : trop rapides, les flux deviennent une immigration de substitution, génératrice de troubles et mal acceptée par les indigènes ; lents, les flux sont perçus comme une immigration de renfort, et bien acceptés, surtout en France, vieux pays d'immigration. »

« Aujourd'hui, on ne veut pas parler de flux, on ne veut parler que d'intégration. Le mot « immigration » est banni du vocabulaire, comme si Le Pen l'avait rendu grossier. On s'imagine qu'une politique de l'intégration dispensera d'une politique de l'immigration. Si, depuis 1974, date de l'arrêt officiel de l'immigration par le président Giscard d'Estaing, il n'y avait plus de flux, le problème de l'intégration ne serait-il pas largement résolu ? Or il ne l'est pas. Sans une politique claire et énergique des flux migratoires, l'intégration est vouée à l'échec. C'est le tonneau des Danaïdes : les immigrés intégrés - à Montfermeil, à Mantes-la-Jolie ou ailleurs - sont aussitôt remplacés par de nouveaux arrivants. »

« Comment contrôler les flux, dans un système de frontières ouvertes ? »

« Par la dissuasion. L'effet dissuasif est capital. Pour ne pas subir un afflux d'immigrés, il faut clairement faire savoir que les irréguliers seront expulsés. Et il faut les expulser. Or on ne le fait pas. Cela se sait, à des milliers de kilomètres d'ici, car il existe une sorte de téléphone planétaire qui fonctionne très bien. De Ceylan aux Galapagos, la France a la réputation d'être le pays du monde duquel on ne risque jamais d'être expulsé. Au lieu d'expulser, on ferme les yeux ou on met en prison des irréguliers qui n'ont rien à y faire et font dangereusement augmenter la population pénale. »

« Vous savez bien qu'il n'est pas facile d'expulser un étranger, même par la contrainte. Beaucoup de pays refusent d'accueillir leurs nationaux expulsés. »

« C'est difficile, mais nous avons les moyens - y compris diplomatiques - d'obliger les pays de départ à reprendre leurs ressortissants. Il faudrait y affecter de l'argent, des hommes. C'est d'ailleurs ce que nous avons fait pour l'Office des réfugiés. Les dossiers de demande d'asile sont maintenant traités en trois mois au lieu de trois ans. L'effet dissuasif a été immédiat : en 1991, le nombre de demandeurs d'asile a diminué de moitié par rapport à 1990. Le message a été entendu. Mais, si l'on n'expulse aucun débouté, le nombre augmentera à nouveau. »

« Il n'y a rien à changer à nos lois. Décisions seulement d'exécuter nos décisions de justice, même avec des avions, les fameux « charniers » dont a parlé Edith Cresson : ils n'ont rien de honteux s'ils sont convenablement humanisés, et si l'on y met seulement ceux qui le méritent. »

« Vous réclamez, à la fois, l'ouverture et la rigueur... »

« Elles sont intimement liées. Sans ouverture reconnue des frontières, même aux travailleurs, il n'est pas possible de réprimer le travail clandestin et les détournements de procédure. Sans rigueur, sans nécessaires expulsions, il n'y a pas d'ouverture qui puisse être acceptée et comprise par l'opinion. »

« Comment définiriez-vous le rapport des Français avec l'immigration ? »

« L'immigration est un sujet central en France, car la France est un vieux pays d'immigration. Elle a été, au vingtième siècle, après les Etats-Unis, le principal pays d'immigration de la planète. C'est ce qui la distingue de ses voisins, Allemagne, Italie ou Espagne, qui, elles, ont une culture d'émigration. Si la France a accueilli tant d'étrangers, c'est qu'elle a réalisé »

« la révolution démographique en même temps que sa révolution politique, un siècle avant les autres pays européens. L'immigration fut un mouvement naturel pour compenser la baisse des naissances. Par la suite, les deux guerres mondiales opérèrent un hécatombe parmi la population masculine, et il fallut encore faire appel à des étrangers. Aujourd'hui, quatorze millions de Français, soit un quart de la population, ont un rapport direct avec l'immigration, ayant un père, une mère, un grand-père ou une grand-mère d'origine étrangère. »

« Casser la machine à désintégrer qui a été mise en place »

« Les immigrés proviennent de pays de plus en plus lointains, de cultures de plus en plus éloignées. Le modèle français d'intégration est-il encore possible dans ces conditions ? »

« Le modèle français se distingue doublement du modèle américain : d'abord, par sa laïcité ; puis, par le fait qu'il intègre des individus et non des communautés. Ce modèle peut très bien fonctionner encore, à condition de casser la machine à désintégrer qui a été mise en place il y a une vingtaine d'années. Je veux dire par là une série de mesures fondées sur le multiculturalisme et le communautarisme. »

« Par exemple ? »

« Les conventions sur le service militaire conclues avec un certain nombre de pays. Il n'est pas normal qu'un jeune Français assume ses obligations militaires dans un autre pays. »

« Ou encore l'enseignement des langues et cultures d'origine par des professeurs étrangers, envoyés et payés par des Etats étrangers. Ce que nous avons refusé à Mussolini, nous l'avons, en 1973, accordé à la Turquie ou au roi du Maroc... Pourquoi enseigner l'arabe comme une « langue d'origine », une langue des immigrés, en honorant le Coran dans les murs de l'école publique, - alors qu'il mériterait d'être enseigné comme une grande langue étrangère, la langue de nos voisins ? »

« Il y a aussi les conventions internationales contraignantes à notre égard. Ainsi celle conclue en 1981 avec le Maroc, qui donne droit de cité en France à la république. On en revient au temps des Mérovingiens, au temps du droit personnel, celui des Francs, celui des Gallo-Romains... Il est inacceptable que le droit des femmes, le statut de la famille, le code civil soient balayés par des étrangers vivant en France. »

« Il y a enfin la jurisprudence du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation. Pour le Conseil d'Etat, toute personne est soumise à la loi de son pays d'origine dont elle a la nationalité. On en arrive ainsi à reconnaître la polygamie. C'est le fameux arrêt Montchoix de 1980. Quant à la Cour de cassation, elle a validé le mariage contracté au Maroc par un Algérien qui avait pourtant épousé une Française en premières noces. »

« Comment concevez-vous l'intégration ? »

« Il faut casser les ghettos et renforcer sans honte notre politique traditionnelle d'assimilation. L'emploi le mot à dessein : je suis »

**Le Monde des DEBATS**

Le Monde

**LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE**

EN KIOSQUE LE 10 OCTOBRE/30 F

**Le Monde**

Edité par le SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Gail directeur de la gestion Manuel Lacroix secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)

Yves Agnès Jacques Anselme Thomas Ferenzi Philippe Horwath Jacques-François Simon

Daniel Vernet directeur des relations internationales

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Mey (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

**REDACTION ET SIEGE SOCIAL :** 18, RUE FALGOUTRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : 40-65-25-99

**ADMINISTRATION :** 1, PLACE HUBERT-BONNIER-MEY 94883 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-60-30-10



مجلس النواب

laude Barrea

ÉTRANGER

«Happening» démocratique au Koweït

La campagne pour les élections du 5 octobre a permis une remarquable liberté d'expression

KOWEÏT

de notre envoyée spéciale

Des banderoles le long de toutes les rues, les portraits des candidats à tous les coins de rue, de grandes tentes bédouines sur chaque terrain vague au cœur de la ville; depuis un mois, les Koweïtiens vivent un formidable «happening» démocratique pour élire leur nouveau Parlement, promis par l'émir Jaber Al-Ahmad Al-Sabah au temps noir de l'occupation irakienne.

Ces élections, réclamées de longue date par l'opposition, devaient marquer le retour à la vie parlementaire, interrompue depuis la dissolution, en 1986, «pour mauvais usage de la démocratie», du dernier Parlement élu démocratiquement. Le Koweït est la seule monarchie du Golfe à s'être dotée d'une Constitution stipulant que «la souveraineté réside dans le peuple» et le Parlement koweïtien jouit d'un réel pouvoir de contrôle sur l'exécutif.

Dix-neuf mois après la libération du pays, ces élections se déroulent toutefois dans un climat de grand désenchantement politique, économique et social, qui a succédé aux espoirs de changement nés après la libération. Ceci explique sans doute le grand intérêt montré par les Koweïtiens pour les discours des 178 candidats qui s'affrontent pour les 50 sièges de l'Assemblée nationale. «L'invasion irakienne et l'occupation ont donné une nouvelle conscience politique à la population et lui ont ouvert les yeux sur les dangers environnants», affirme un universitaire. Plus qu'auparavant, les électeurs cherchent à choisir le bon candidat, qui n'est plus uniquement leur ami ou celui d'un de leur famille. La campagne électorale a en tout cas permis à chacun de s'exprimer librement et les attaques violentes et directes contre le gouvernement, accusé d'incapacité, de corruption, de violation de la démocratie, de népotisme, n'ont pas manqué, non seulement de la part des témoins, mais aussi de candidats nouveaux, qui ont exprimé les deux tiers des revendications.

Une particularité de ces élections est qu'aucun candidat n'a osé réclamer ouvertement du gouvernement, même si celui-ci soutient bien évidemment un sous-main un certain nombre d'entre eux. «Le gouvernement a tellement peur de notre attitude pendant un an et demi, que même les gens qui le soutiennent doivent le critiquer pour répondre au sentiment général», explique ainsi un analyste.



L'opinion dénonce toutefois d'ores et déjà l'«ingérence» du gouvernement, accusé de pratiquer l'achat de voix et la promesse de prébendes et, surtout, d'avoir poussé à l'organisation de «primaires».

L'invasion et ses conséquences

Regroupée depuis la libération, sous le thème unique de l'opposition de la Constitution, en un front de sept groupes, l'opposition islamique et démocratique a toutefois fait campagne séparément, et dans un certain nombre des vingt-cinq circonscriptions qui élisent chacune deux députés, plusieurs candidats de ces groupes s'affrontent. Réclamant par tous les moyens le retour à la démocratie a été d'autant plus souligné que nombre de candidats ont beau jeu de rappeler, comme l'a martelé à plusieurs reprises le docteur Ahmad Al-Khatib, un des leaders du Forum démocratique, «que toutes les catastrophes qui ont frappé le Koweït, comme le krach financier de 1982 ou l'invasion irakienne, sont arrivées en l'absence d'un Parlement. Jouer avec l'avenir du peuple koweïtien, c'est fini», a-t-il dit. Nombre de candidats soulignent également la responsabilité de la communauté internationale, «qui n'est pas intervenue pour libérer la seule famille Al Sabah et qui doit

continuer à veiller sur le Koweït». Avec des nuances sur les conséquences à en tirer, l'opinion dans son ensemble a réclamé avec force l'ouverture des dossiers de l'invasion irakienne pour, au minimum, «comprendre et savoir ce qui s'est réellement passé», une revendication qui a d'ailleurs amené, à la veille du scrutin, le prince héritier et premier ministre, cheikh Saad Al-Salem Al-Sabah, à affirmer que «le gouvernement ne s'opposera pas à l'ouverture de ces dossiers», tout en précisant que «ceux qui vivent dans les maisons de verre ne devraient pas jouer la pierre». Une façon de rappeler que nul à l'époque ne s'était montré très clairvoyant et que si l'opposition entend attaquer le gouvernement sur ce point, celui-ci saura se défendre.

Au cœur du débat électoral, l'invasion irakienne et ses conséquences ont amené un certain nombre de thèmes nouveaux lors de cette campagne. L'un des moindres n'est pas la volonté exprimée par la plupart des candidats d'abolir la double classe de citoyens, qui touche les bédouins, ces Koweïtiens sans nationalité, nombreux auparavant dans la police et l'armée, et qui seraient au nombre d'environ deux cent mille. Donner le droit de vote aux femmes est un autre thème. Seuls en effet peuvent voter aujourd'hui les hommes de plus de vingt et un ans qui bénéficient de la citoyenneté de première classe, c'est-à-dire dont la famille était installée au Koweït avant 1920; ce qui corres-

pond à seulement quatre-vingt mille personnes, sur les cinq cent vingt mille habitants (environ 12 % de la population). Ces thèmes devraient faire l'objet de débats importants au sein du futur Parlement, même si côté gouvernemental on ne fait montre d'aucune objection a priori à cette évolution.

La sécurité a bien évidemment été un des thèmes majeurs soulevés lors de toutes les réunions électorales, un consensus existant pour l'insistance sur l'alliance nécessaire avec l'Occident. Si nul ne remet en cause les accords de sécurité signés avec les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, l'inquiétude demeure pour l'avenir, les Koweïtiens ayant bien conscience que les intérêts occidentaux peuvent changer. «Notre politique étrangère doit être entièrement basée», nous affirmait ainsi un candidat islamiste, bien incapable toutefois d'avancer au stade actuel une solution crédible à un problème qui ne dépend pas seulement du Koweït.

L'opposition a également dénoncé avec virulence la dilapidation des richesses du pays. Les Koweïtiens veulent savoir où en sont les réserves de leur pays et que réserve l'avenir. Le contrôle financier, privilège que s'est acquis le gouvernement, demeure une revendication d'autant plus forte que la guerre et la reconstruction ont englouti des sommes considérables et que le déficit du budget koweïtien atteindra cette année 6 milliards de dollars. «La corruption, avoue un homme politique, a atteint dans ce pays des proportions inimaginables, comme si la crainte de l'avenir poussait chacun à s'en mettre plein les poches avant qu'il ne soit trop tard».

Si le doute demeure sur la réelle volonté du gouvernement de jouer le jeu d'une démocratie à laquelle il a été contraint après la libération, chacun admet qu'il lui sera plus difficile cette fois de balayer un Parlement récalcitrant. Pour l'instant on n'en est pas là et en permettant à chacun de s'exprimer librement, le temps au moins de la campagne électorale, le gouvernement a sans doute désamorcé quelque peu le mécontentement réel qui règne dans le pays. La majorité de la population attend en tout cas du futur Parlement qu'il tienne un gouvernement «bon, donc, à la fois républicain, le plus démocratique, soient octroyés sur les affaires du pays. Un an et demi après la libération du Koweït par les alliés, c'est la première vraie sanction politique de l'invasion.

FRANÇOISE CHIPAUX

ÉTATS-UNIS : à un mois du scrutin présidentiel

M. George Bush semble incapable de rattrapper son retard sur M. Clinton

WASHINGTON

de notre correspondant

M. Bush n'a plus que quatre semaines de campagne pour convaincre. C'est peu. Même les commentateurs les plus prudents commencent à sérieusement douter que le président sortant et candidat républicain puisse réaliser la remontée historique à la Harry Truman qu'il est de plus en plus seul à prédire.

S'il ne baisse pas les bras, M. Bush (soixante-huit ans) affiche un visage fatigué et semble parfois las. Le président passe d'un train à un avion, d'une limousine à un hélicoptère, d'un plateau de télévision à un studio de radio. Il sillonne le pays sans un moment de répit. Les résultats n'en sont que plus accablants : M. Bush ne dépasse pas le seuil des 40 % d'intentions de vote; il paraît incapable d'écarter l'indéniable avance de 10 points dont dispose son concurrent démocrate, M. Bill Clinton, le gouverneur de l'Arkansas.

Sans doute faut-il se méfier de sondages faits à partir d'un échantillon national puisque l'élection se joue État par État. Mais même les enquêtes d'opinion réalisées dans les États qui pèsent le plus donnent M. Bush largement battu. «L'incapacité du président à communiquer (avec les électeurs), écrit l'hebdomadaire Newsweek dans sa dernière édition, ne laisse pas de saper ses collaborateurs».

Les États-majors républicain et démocrate se sont finalement entendus, au cours du week-end, sur la tenue de trois débats télévisés entre M. George Bush et M. Bill Clinton, les 11, 15 et 19 octobre (le débat du 13 octobre étant réservé aux candidats à la vice-présidence). Les républicains comptent sur la présence du candidat indépendant Ross Perot, simplement «invité» sur le plateau. Aux côtés du milliardaire texan souvent clownesque et du gouverneur Clinton encore un peu «jeune», ils espèrent que M. Bush, toujours à la traîne dans les sondages, apparaîtra comme le plus «présidentiable» des trois.

Souhaité par les républicains, le retour de M. Perot n'a, pour le moment, pas changé le physionomie de la course. Selon un dernier sondage CNN/USA Today, M. Clinton reste en tête avec 51 % des intentions de vote, devançant M. Bush (35 %) et le milliardaire texan (14 %). Signe des temps : la presse commence à publier le Who's Who d'une éventuelle administration démocrate...

Une «vision» tardive de l'économie

Ce n'est pas que M. Clinton (quarante-cinq ans) paraisse susciter un enthousiasme débordant. C'est plutôt M. Bush qui semble désavoué. Le président est accusé de n'avoir rien fait pour empêcher la détérioration de la situation économique. Cette accusation recouvre en réalité divers griefs, essentiellement formulés dans la classe moyenne : une école publique en pleurs et une école privée de mieux en mieux dotée; un système de santé défilant, aux coûts les plus élevés du monde occidental, une insécurité de l'emploi croissante.

Les républicains veulent éviter que la campagne tourne autour de ces questions : ils entendent privilégier un débat sur la personnalité.

des candidats. A moins d'un mois du scrutin du 3 novembre, le moins que l'on puisse dire est que leur stratégie n'a pas - ou pas encore - fait ses preuves. Pour sa part, Bill Clinton a constamment maintenu la barre sur le même cap, celui du débat économique et social, et les électeurs lui en savent gré : c'est l'essentiel de leurs préoccupations.

Tardivement, M. Bush - sur les conseils de M. James Baker - s'est efforcé de définir sa «vision» de l'économie. La campagne y a gagné en sérieux, présentant aux électeurs deux approches de politique économique bien distinctes. D'un côté, George Bush, chantre du capitalisme entrepreneur, pourfendeur de toute esquisse d'une hausse de la fiscalité, convaincu des mérites du libre-échange et décidé à promouvoir sans tarder, avec le Canada et le Mexique, une grande zone commerciale américaine, le traité NAFTA, North American Free Trade Agreement, que les présidents des trois pays doivent parapher le 7 octobre à San-Antonio, au Texas. M. Bush compte sur la libéralisation du commerce et sur des baisses sélectives de la fiscalité pour relancer la croissance et l'investissement.

M. Perot veut élargir le petit écran

Avec beaucoup d'économistes, estime que seule une impulsion de l'État peut enrayer le cycle de croissance très faible dans lequel est empiétrée l'économie américaine. Il propose un programme de grands travaux publics étalé sur quatre ans et devant être financé par une hausse sélective de la fiscalité. M. Clinton a donné son approbation de principe, dimanche, au NAFTA, tout en faisant part de réserves : il craint le démantèlement de secteurs entiers de l'industrie américaine qui pourraient franchir la frontière mexicaine pour se libérer de toute contrainte en matière d'environnement et trouver une main-d'œuvre docile à moins d'un dollar de l'heure.

Entre les deux «grands», qui se déignent à coups de «spots» télévisés, l'un et l'autre tronquant allégrement faits, chiffres et déclarations, il y a Ross Perot, revenu dans la bataille pour qu'on ne le considère point comme un «État» au total, il en faut 270, les républicains pensent pouvoir gagner l'élection avec seulement 45 % du vote populaire, dès l'instant où M. Perot, en prenant quelque 10 % des suffrages aux bons endroits, rendrait M. Bush à nouveau compétitif.

ALAIN FRACHON

Après un bref voyage en Syrie, en Egypte et en Israël

M. Dumas affirme que la France veut «faciliter le travail des uns et des autres»

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a achevé, dimanche 4 octobre, en Israël, une rapide tournée au Proche-Orient qui l'a également mené en Syrie et en Egypte. A Jérusalem, M. Dumas a déclaré que la France veut «faciliter le travail des uns et des autres», et annoncé que M. François Mitterrand effectuera une visite d'État en Israël à la fin du mois prochain.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La France presse Israël de répondre aux ouvertures syriennes, faute de quoi ni elle ni personne ne pourra promouvoir le sommet historique que beaucoup espèrent entre le président syrien Hafez El Assad et le premier ministre israélien Itzhak Rabin. Ce serait, en clair, le but de M. Dumas, s'il faut s'en tenir aux déclarations publiques faites durant son séjour de quarante-huit heures au Proche-Orient. Mais le résultat de l'actuelle tentative diplomatique française dans la région tiendrait, pour le moment, selon les Israéliens, en un seul mot : échec. «M. Dumas n'a rien apporté de bien nouveau», disait en substance l'analyste matin la presse israélienne. Et beaucoup de journaux d'ajouter : «De toutes façons, Israël n'attendait rien de cette tournée française».

Seulement voilà, M. Dumas, qui s'est entretenu samedi 3 octobre, et pour la seconde fois en trois semaines, avec le chef de l'État syrien à Damas, a terminé sa mission à Jérusalem par deux tête-à-tête séparés, le premier avec M. Rabin, l'autre avec son homologue et «excellent ami» israélien, M. Shi-

mon Péret. Personne, hormis ces trois hommes, ne sait ce qui s'est dit. Plus tôt dans la matinée, le chef de la diplomatie française avait été reçu au Caire par le président Hosni Moubarak, partenaire et soutien de Paris dans cette entreprise de remise sur rails de la politique française au Proche-Orient.

«Optimisme raisonnable», «discussions franches et cordiales», M. Dumas, aussi bien à Damas qu'au Caire et à Jérusalem, s'est montré, en public, plus scrupuleux que jamais de ne rien révéler de sa mission. Ne niant ni ne confirmant que son objet était de s'entretenir pour obtenir un sommet israélo-syrien, le ministre français a tout de même souligné l'importance de la volonté certaine d'ouverture et de sérieux perçue aussi bien à Damas qu'à Jérusalem, et il a répété, après tant d'autres, qu'il existait bel et bien, ces temps-ci, «une chance pour la paix» dans la région.

M. Mitterrand fin novembre en Israël

Le président syrien, qui, comme à son habitude, a très longuement parlé, a notamment répété et commenté devant M. Dumas le récent discours de son ministre des affaires étrangères aux Nations unies, discours dans lequel la Syrie proposait une «paix totale» à Israël contre un «retrait total» des territoires arabes occupés. «Cette déclaration, a dit le ministre français, appelle une déclaration en retour».

Annouçant la date de la visite d'État que M. François Mitterrand fera en Israël du 26 au 28 novembre prochain, après celle du président Haïm Herzog à Paris le 18 du même mois, le chef de la diplomatie a très classiquement rappelé les «profonds liens d'amitié» qui unissent les deux peuples. M. Shimon Péret, que l'on dit beaucoup plus

francophile que son premier ministre, lequel ne jurait que par l'Amérique, s'est à son tour félicité de «la chaleur et de la proximité retrouvée» entre Israël et la France.

Pour autant, a-t-il indiqué, M. Dumas, apparemment soucieux de ne pas inquiéter outre mesure Washington, «notre souci est de faciliter le travail des uns et des autres sans vouloir interférer dans ce qui est organisé, et qui fonctionne bien. Notre idée est de faciliter ce qui ne va pas de soi». Bien qu'un peu frustré d'avoir été tenu à l'écart du processus de paix israélo-arabe lancé par les États-Unis - et accessoirement par l'ex-URSS - il y a onze mois, la France n'a pas l'intention de se substituer au «parrain» favori des belligérants. Ainsi, même si elles changent de rythme ou d'ampleur, les négociations entre l'État juif et la Syrie, a-t-il dit, «doivent se tenir dans les enceintes prévues par la conférence de Madrid». «Si les

choses doivent se développer, a-t-il ajouté, c'est là qu'elles le pourront».

Pour le moment, avait déclaré à la sortie du conseil dominical des ministres M. Benjamin Ben Eliezer, responsable du logement, «nous sommes encore très très loin d'un compromis territorial» avec la Syrie. Les «révélation» de deux publications britanniques selon lesquelles les adversaires se seraient en fait déjà mis d'accord sur une formule de retrait partiel du plateau du Golan, conquis en 1967 et annexé par Israël en 1981, n'ont pas été confirmées. Selon le Middle-East Mirror, l'État juif serait prêt à reconnaître la souveraineté syrienne sur la totalité du plateau, à condition que Damas accepte de laisser un cinquième de la surface en location-bail aux Israéliens et un autre cinquième en zone démilitarisée, contrôlée par une force internationale.

PATRICE CLAUDE

LIBAN

Nouvelles attaques du Hezbollah dans le Sud

BEYROUTH

de notre correspondant

Pour la deuxième fois en moins d'une semaine, le Hezbollah, pro-iranien, a lancé, dimanche 4 octobre, deux attaques contre la milice libanaise auxiliaire d'Israël, l'Armée du Liban sud (ALS), dans la «zone de sécurité» limitrophe de l'État juif. «La résistance reste l'unique moyen pour libérer les territoires occupés (...). Nous ne remettrons nos armes que lorsque l'armée israélienne se sera retirée du Liban», a déclaré l'un des huit députés du Hezbollah,

M. Mohammed Raad. Un citoyen chiite, considéré comme le «leader en chef», M. Hussein Abdel Nabi, agent notoire des Israéliens dans la «zone de sécurité» et tortionnaire connu au camp de prisonniers de Khyam, tenu par l'ALS, aurait été tué dans l'opération.

Selon le Hezbollah, les deux attaques ont fait six morts et cinq blessés dans les rangs de l'ALS, qui affirme pour sa part ne déplorer que deux morts et cinq blessés. Une vive tension règne dans la région, où l'on craint une riposte israélienne.

L. G.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE



مركزا من راحل

## AFRIQUE

MOZAMBIQUE : après seize ans d'une guerre dévastatrice

# Le gouvernement de Maputo a conclu un accord de paix avec la rébellion

L'accord de paix entre le Mozambique et son opposition armée a été signé, dimanche 4 octobre, à Rome, par M. Joaquim Chissano, président du Mozambique, et M. Afonso Dhlakama, chef de la RENAMO (Résistance nationale du Mozambique), après d'ultimes négociations menées au siège de la communauté catholique de Sant'Egidio et commencées depuis plus de deux ans. Les « parains » de l'accord, le président du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, et le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Pik Botha, assistaient à la signature. L'accord devrait mettre fin à l'une des guerres les plus longues du continent africain.

Comme en Angola, autre ancienne possession portugaise d'Afrique australe, l'accord de cessez-le-feu signé dimanche entre dans le cadre du règlement global des conflits issus de la décolonisation et de la guerre froide dans la

région. Durant seize ans, dès l'indépendance du Mozambique, les troupes de la RENAMO, soutenues et armées par l'Afrique du Sud et la Rhodésie voisines, ont affronté le pouvoir de Maputo, régime se réclamant du marxisme.

Un million de Mozambicains

Le résultat est dramatique : peuplé de 15 millions d'habitants, ravagé par la sécheresse, la famine et les destructions de toutes sortes, le pays sort de la guerre exsangue. Il est l'un des plus pauvres au monde. Selon la Banque mondiale, le Mozambique a un revenu annuel de quatre-vingt dollars par tête d'habitant, contre cent vingt à la Somalie. Samedi, la radio mozambicaine annonçait encore que, pour la deuxième fois en quinze jours, et après plusieurs autres mouvements similaires, des troupes de l'armée régulière, stationnées dans le centre du pays, s'étaient mutinées à la suite du non-paiement de leur solde depuis plusieurs mois.

Les discussions entre les belligérants avaient commencé il y a vingt-sept mois, sous la médiation de l'Italie, et avec la participation de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe, soutiens de chacune des parties. En août dernier, les négociateurs avaient fait un pas impor-

tant dans la voie d'un accord en annonçant une heureuse conclusion pour le 1<sup>er</sup> octobre 1992. Des difficultés de dernière minute portant, notamment, sur l'administration des zones contrôlées par la RENAMO, sur l'organisation de la future armée nationale et sur celle des services de sécurité, ont repoussé de quelques jours la signature.

Dans ses grandes lignes, l'accord de dimanche prévoit une cessation immédiate des hostilités - le Parlement de Maputo doit se réunir rapidement pour donner force de loi au cessez-le-feu - suivie du regroupement des troupes, de la démilitarisation des zones de guerre, de la libération des prison-

niers et de la formation d'une nouvelle armée composée de trente mille hommes venant des deux camps. Des élections générales - Assemblée et présidence de la République - se tiendront dans les douze mois, sous contrôle international. Enfin, l'Italie devrait convoquer dans les trente jours une « conférence des donateurs » pour aider le Mozambique à sortir de la situation économique catastrophique où il se trouve, ce qui n'est pas le moindre des défis dans un pays où tout est à reconstruire et où la sécheresse risque de susciter une famine comparable à celle qui sévit en Somalie.

G. M.

### AFRIQUE DU SUD

## Un tueur sans regrets

Bénéficiaire des accords conclus entre M. De Klerk et M. Mandela, qui ont permis, la semaine dernière, la libération de quelque cent cinquante prisonniers, Barend Strydom, membre d'une organisation néo-nazie sud-africaine, ne regrette rien. Condamné à mort pour la meurtre, en novembre 1988, de sept Noirs et d'un Indien, tués au hasard dans une rue de Pretoria, Barend Strydom, dans un entretien publié dimanche 4 octobre par le quotidien *Rapport*, affirme : « Mes victimes n'étaient pas des gens innocents. Il s'agissait de gens qui voulaient s'emparer de mon pays. (...) Je ne regrette rien. Si nécessaire, je tuerais encore. »

Barend Strydom, qui déclare avoir tué des Noirs par amour pour la nation afrikaner, a

ajouté : « Mon geste n'avait rien d'impulsif. Il était préparé de longue date. Mon attaque devait répondre à la campagne de terreur menée à l'époque par l'ANC. (...) Pour moi, ce n'était qu'une journée de travail comme une autre. J'étais un guerrier. » Il compte avoir sept enfants avec son épouse, car « ce n'est qu'en développant la race blanche que l'on pourra s'opposer à la domination numérique des Noirs ».

Il y a quelques jours, une psychologue qui l'avait longuement examiné durant sa détention avait déclaré que Barend Strydom, un ancien policier, était un dangereux psychopathe. Elle se disait convaincue qu'il tuerait à nouveau. - (Reuters.)



- SUPERFICIE : 784 000 km<sup>2</sup>.
- POPULATION : 15 800 000 habitants.
- CAPITALE : Maputo.
- LANGUE : portugais (officielle).
- RELIGIONS : animistes (40 %), chrétiens (30 %), musulmans (30 %).

- HISTOIRE : Découvert par Vasco de Gama en 1498, le pays a été une colonie portugaise jusqu'à l'indépendance, le 24 juin 1975. Depuis lors, la guerre civile n'a pas cessé, opposant le Front de libération du Mozambique (FRELIMO), qui a pris le pouvoir au départ des Portugais, à la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), et a fait plus d'un million de morts.

La RENAMO a engagé, le 8 juillet 1990, à Rome, des négociations directes avec les représentants de Maputo sous l'égide du gouvernement italien et de la communauté catholique Sant'Egidio, organisation spécialisée dans l'aide au tiers-monde. Au cours de sa longue lutte, le mouvement rebelle, qui affirme disposer de 22 000 hommes, a enlevé aux forces gouvernementales le contrôle de larges portions du territoire, notamment au centre, dans la vallée du Zambeze.

Ses actions de guérilla ont pratiquement réduit à néant les transports terrestres dans le pays, où seuls quelques axes restent ouverts, mais de façon précaire, sous la protection de convois armés. Le premier accord, signé à Rome le 1<sup>er</sup> décembre 1990, a permis une trêve partielle autour des principales

voies de communication et de transport, notamment la région de Beira et le long du fleuve Limpopo.

La RENAMO reconnaît avoir reçu le soutien des Rhodésiens (jusqu'à l'indépendance du Zimbabwe en 1980), puis des Sud-Africains, mais affirme que ces derniers ont cessé leur assistance depuis 1984, année de la signature du traité de Nkomati - pacte de non-agression avec l'Afrique du Sud. Mais l'aide sud-africaine à la rébellion a continué durant plusieurs années sous diverses formes.

M. Joaquim Chissano est à la tête de l'Etat depuis le 3 novembre 1986, après la mort de Samora Machel. Une nouvelle Constitution, adoptée le 30 novembre 1990, a supprimé la référence au communisme et au socialisme, introduit le multipartisme et prévu des élections législatives et présidentielles, mais celles-ci ont été repoussées en attendant l'accord de paix.

- ÉCONOMIE ET RESSOURCES : Ruiné par seize ans de guerre civile, le Mozambique est un des pays les plus pauvres du monde. L'agriculture constitue l'essentiel des ressources : noix de cajou, noix de coco avec la pêche (sardines) et les mines (charbon). Deux grands ports : Maputo et Beira. PNB : 80 dollars par habitant en 1990.

- DETTE EXTÉRIÈURE : 5,3 milliards de dollars en 1990.

- FORCES ARMÉES : 58 000 hommes (garde frontière comprise).

## A TRAVERS LE MONDE

### AFGHANISTAN

#### Combats entre gouvernementaux et intégristes du Hazb

Des combats ont opposé, dimanche 4 octobre, le groupe intégriste Hezb-I-Islami aux forces gouvernementales, à Hérat, dans l'ouest de l'Afghanistan. Les hommes de M. Hakimzayar auraient tué cent cinquante hommes et fait deux cents prisonniers, selon des rumeurs. Des affrontements sporadiques ont lieu, par ailleurs, dans la province du Baghlan, dans le nord du pays. Une source du Hezb a assuré samedi que Kaboul lui avait demandé un délai supplémentaire de dix jours pour appliquer l'une des conditions cruciales du cessez-le-feu du 29 août : le retrait hors de la capitale des milices ouzbèkes alliées du président Rabbani et du général Massoud, ministre de l'Intérieur.

Le chef de l'Etat intérimaire, dont le mandat expire le 28 octobre, vient par ailleurs de demander l'appui des Nations unies pour superviser, début novembre, une « grande assemblée » qui devrait décider de la composition et de la structure du prochain gouvernement, a annoncé samedi Radio-Kaboul. L'ONU a fait connaître son acceptation de principe. - (AFP, Reuters, UPI.)

### IRAK

#### Chute du dinar

Conséquence de l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU, vendredi 2 octobre, de la résolution 778 autorisant la saisie d'une partie des avoirs irakiens gelés à l'étranger (*le Monde* daté 4-5 octobre), le dinar irakien a perdu près de 34 % de sa valeur sur le marché noir, chutant de 23 à 35 dinars pour un dollar. Au change officiel, 1 dinar vaut 3 dollars.

Cette chute entraînera un renchérissement des marchandises importées. Selon des sources officielles, elle devrait également entraver les capacités du gouvernement à continuer de subventionner certains produits. La ministre irakienne de la culture et de l'information, M. Hamed Youssef Hammedi, a qualifié la résolution 778 d'« acte de piraterie » et de « larcin commis sous le couvert du Conseil de sécurité ».

### MAURITANIE

#### Manifestations contre la vie chère

L'ouguiya, la monnaie nationale de la Mauritanie, a été dévaluée de 28 % par rapport au dollar, conformément aux accords passés avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, a déclaré,

dimanche 4 octobre, le ministre du plan, M. Mohamedou Ould Michel.

L'annonce de la dévaluation, qui a entraîné une augmentation de 40 % des prix des produits de première nécessité, a provoqué, dimanche, des manifestations à Nouakchott, près du marché central. Les forces anti-émeutes ont dû intervenir et un couvre-feu a été instauré dans la capitale, durant la nuit.

M. Ahmed Ould Daddah, responsable de l'Union des forces démocratiques (UFD), le principal parti d'opposition, a affirmé que la dévaluation est « la preuve la plus évidente de l'écroulement de la politique économique du régime ». Plusieurs autres formations ont appelé à des manifestations de protestation. Pour sa part, le ministre du plan a précisé que « les besoins de la Mauritanie en produits de première nécessité sont assurés pour trois mois », estimant « injustifiée la fièvre qui s'est emparée du marché ». - (AFP.)

□ Visa d'entrée pour les Français. - L'entrée des Français en Mauritanie est désormais soumise à un visa, a-t-on annoncé, samedi 3 octobre, de source officielle dans la capitale mauritanienne. Cette mesure a été prise dans le cadre d'une nouvelle convention, signée jeudi à Nouakchott, sur la circulation des personnes et des biens entre les deux pays. - (AFP.)

### EN BREF

□ ALGÉRIE : un homme d'affaires allemand tué par les forces de l'ordre. - Le représentant en Algérie de la firme allemande Siemens a été tué, jeudi 1<sup>er</sup> octobre, dans le quartier d'Hydra, à Alger, par les forces de l'ordre alors qu'il rentrait chez lui en voiture, a-t-on appris samedi 3 octobre. Il semble que les forces de l'ordre ont ouvert le feu parce qu'il franchissait, à grande vitesse, un barrage de contrôle. - (AFP.)

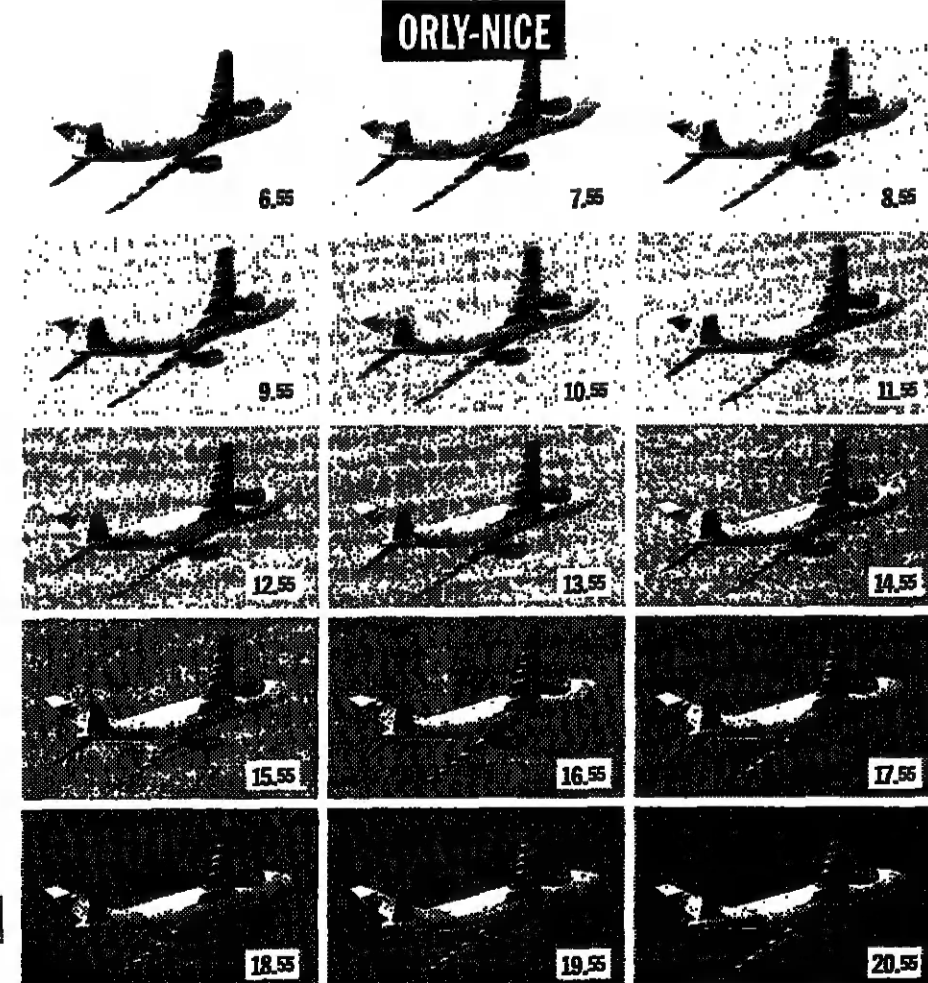
□ JAPON : manifestations contre le voyage de l'empereur en Chine. - Un inconnu a lancé un engin contre l'empereur Akihito alors qu'il prononçait un discours dans un stade à Tendo, dans le nord du Japon, le dimanche 4 octobre. Le chef de l'Etat n'a pas été touché. Il

semble s'agir d'un geste de protestation contre la visite, hautement controversée, dans les milieux nationalistes et d'extrême droite, que le couple impérial doit faire en Chine du 23 au 28 octobre. Plusieurs manifestations en ce sens ont eu lieu ces derniers jours. Un sanctuaire shintoïste a ainsi été endommagé samedi, à Tokyo, par une bombe. - (AFP, Reuters.)

□ MAROC : saisie d'un hebdomadaire indépendant. - Le dernier numéro de *Maroc-Hebdo*, un hebdomadaire d'informations indépendant, a fait l'objet d'une saisie, vendredi 2 octobre, a indiqué, samedi, son directeur, M. Mohamed Selhami. Celui-ci a précisé que le numéro en question comportait notamment un dossier sur

les élections communales du 16 octobre. - (AFP.)

□ Le Front Polisario menace de reprendre la lutte armée. - Le « ministre » des affaires étrangères de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) a annoncé, au cours d'une conférence de presse réunie dimanche 4 octobre à Alger, que le Front Polisario menait de reprendre la lutte armée contre le Maroc si celui-ci « refuse l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental ». M. Salem Ould Salek a accusé Rabat d'avoir conduit le plan de paix de l'ONU à une « impasse », et l'a appelé à retirer les populations qu'il a transférées au Sahara occidental, jugeant qu'un référendum « crédible » ne peut se tenir dans les conditions actuelles. - (AFP.)



## DU LEVER DU SOLEIL AU LEVER DES ÉTOILES ON PEUT PARTIR TOUTES LES HEURES POUR NICE.

Si Air Inter vous propose 1 vol toutes les heures pour aller à Nice et revenir à Paris-Orly, c'est pour vous permettre de choisir jusqu'au dernier moment. Air Inter vous offre encore plus de possibilités de voyager à tarifs réduits avec les nouvelles formules d'abonnement 3 et 6 mois, la nouvelle Carte Évasion pour tous ou les nouveaux vols Grand Bleu pour les jeunes, et, avec son Ibis Super Loisirs pour tous à 830 F Aller Retour, Air Inter est la compagnie la moins chère sur cette ligne. Renseignez-vous vite auprès d'Air Inter (Paris 45 45 90 00) ou de votre agent de voyages et Minitel 3615 - 3616 AIRINTER.

**AIR INTER**  
L'AVION FACILE



## EUROPE

ALLEMAGNE : le deuxième anniversaire de l'unification

### Inquiétude croissante face à l'intolérance

Le premier anniversaire de l'unification allemande avait été marqué par un mouvement d'indignation générale devant les premières attaques racistes d'Hoyerswerda. Le deuxième, célébré ce week-end, l'a été par l'inquiétude croissante des forces politiques traditionnelles devant la propagation d'une vague d'intolérance dont personne n'avait prévu l'ampleur et qui se révèle compliquée à maîtriser. Trois cimetières juifs ont été profanés, à l'ouest comme à l'est du pays, entre vendredi et dimanche. Par ailleurs, quelques milliers de personnes ont assisté, vendredi à Pennemünde, à une commémoration d'ampleur limitée du lancement de la première fusée V2, utilisée à partir de 1944 pour bombarder la Grande-Bretagne.

BERLIN

de notre correspondant

La célébration de la nouvelle fête nationale a donné lieu à plusieurs tentatives de mobilisation, en ordre dispersé, contre la résurgence du racisme et de l'antisémitisme. Cinq mille personnes ont participé, dimanche 4 octobre, à un rassemblement au camp de concentration de Sachsenhausen, près de Berlin, où un mémorial dédié aux victimes

juives avait été détruit par un incendie criminel une semaine plus tôt. Une vingtaine d'organisations, le gouvernement de Brandebourg et tous les groupes parlementaires du Parlement régional avaient appelé à ce rassemblement.

Deux autres manifestations, réunissant une dizaine de milliers de personnes chacune, avaient eu lieu, samedi, à Francfort et à Nuremberg pour dénoncer la multiplication des attaques contre les foyers d'immigrés et les dangers de l'extrême droite. La direction des Verts avait voulu faire de la manifestation de Francfort le premier grand rassemblement au niveau fédéral. A l'issue du meeting, le conseiller municipal pour les relations multiculturelles, M. Daniel Cohn-Bendit, a estimé qu'il s'agissait du début d'un mouvement antiraciste en Allemagne.

Les principaux dirigeants de la majorité et de l'opposition s'étaient retrouvés, samedi, à Schwerin, capitale du Land de Mecklembourg-Poméranie occidentale, dans l'est de l'Allemagne, pour célébrer ensemble la fête nationale. On redoutait des incidents, mais la manifestation s'est déroulée dans le calme. Les groupes d'extrême droite avaient obtenu l'autorisation de se rassembler à Dandau, où quelques centaines de jeunes ont marché derrière des emblèmes nazis. A Schwerin, ils ne se sont pas manifestés.

Les deux mille cinq cents policiers mobilisés pour la circonstance n'ont trouvé, pour s'occuper, qu'un petit groupe d'extrême gauche qui n'eurent que

le temps de jeter des œufs et quelques tracts.

Au cours de la cérémonie officielle, le président de la République fédérale, M. Richard von Weizsäcker, et le ministre-président régional, M. Berndt Siebe, ont appelé une nouvelle fois les Allemands de l'Est et de l'Ouest à ne pas se décevoir, à savoir servir les coudes et consentir des sacrifices pour surmonter les difficultés de la réunification. Ils ont tous deux dénoncé les violences contre les immigrés et la montée de l'intolérance. Le président fédéral a appelé l'opinion publique à se désolidariser des agresseurs. Il a souligné que chacun était responsable de la défense de la démocratie, de l'Etat et du droit.

On ne doit pas une nouvelle fois assister à ce qui se déroule devant nos yeux « quand on chasse des hommes sans défense », a-t-il dit. Cette mise en garde contraste avec l'attitude observée jusqu'ici par les responsables gouvernementaux, qui se sont toujours refusés officiellement à admettre que les agressions bénéficient d'un soutien dans une partie de l'opinion publique. Leur tactique vise pour le moment à empêcher de magnifier la violence en l'imputant uniquement à des groupes extrémistes qui, comme autrefois pour l'extrême gauche, seraient coupés de la population.

HENRI DE BRESSON

Lire également page 7 l'article de LUC ROSENZWEIG et ERIC LE BOUCHER et SOPHIE GÉRARD

### Maastricht : la bataille des ratifications

Suite de la première page

Le gouvernement britannique compte sur une démonstration d'unité des Douze à la fois pour mieux encadrer la spéculation qui continue d'attaquer la livre et pour convaincre le Parlement de Westminster de ratifier le traité. M. Major n'a pas les moyens de « jouer les Thutemps » en tapant du poing sur la table; il doit à la fois se battre pour le maintien de la livre et pour la ratification du traité. M. Major a donc fait valoir à M. Major lors de leur récente entrevue parisienne, il est vraisemblable que les ministres économiques britanniques ont plaidé dans le même sens : prolonger ainsi l'incertitude ne peut que nuire à la livre sur les marchés et interdire la baisse des taux qu'ils espèrent. M. Major en a pris acte et a corrigé le tir.

Sur le terrain monétaire, personne ne suit exactement ce que veulent les Britanniques. Lors de la réunion des douze ministres des finances le 28 septembre, M. Norman Lamont, le chancelier de l'Echiquier, a soutenu, contrairement à ce qu'il a dit dans les « conclusions » présentées le SME comme « un élément clé de la stabilité et de la prospérité économique en Europe ». Le lendemain, M. Major revenait cependant à la charge pour une réforme du SME. A-t-il en réserve un plan secret? Rien de l'indique. Il y a tout lieu de croire que ses partisans s'en tiendront de toute façon à l'idée que, pour l'essentiel, les règles du SME sont satisfaisantes et que, s'il faut changer quelque chose, c'est le comportement des gouvernements qui, d'une part, les appliquent mal (des changements de pacte au sein du SME auraient été

justifiés depuis longtemps), d'autre part, ne consentent pas les efforts de contrôle de tous les équipements militaires de l'ex-armée soviétique sur le territoire géorgien, qui avaient été placés récemment sous juridiction russe par un décret de M. Eltsine : « Toutes les installations et les armements de l'ex-Union soviétique, y compris les bases aériennes militaires et les unités de gardes-frontières demeurent propriété de la Géorgie », stipule un décret du Conseil d'Etat géorgien. Les conséquences pratiques de ce décret restent à vérifier sur le terrain, et il

justifiés depuis longtemps), d'autre part, ne consentent pas les efforts de contrôle de tous les équipements militaires de l'ex-armée soviétique sur le territoire géorgien, qui avaient été placés récemment sous juridiction russe par un décret de M. Eltsine : « Toutes les installations et les armements de l'ex-Union soviétique, y compris les bases aériennes militaires et les unités de gardes-frontières demeurent propriété de la Géorgie », stipule un décret du Conseil d'Etat géorgien. Les conséquences pratiques de ce décret restent à vérifier sur le terrain, et il

Les Douze auront ainsi un échange de vues sur la manière d'écarter les Danois à regagner le giron communautaire. Ils feront un premier tour de table sur la « subsidiarité », c'est-à-dire sur les précautions à prendre pour éviter des transferts de pouvoirs des instances nationales vers les instances communautaires. Cependant, à l'intention de transmettre le 12 octobre à ses partenaires un Livre blanc exposant sa position après le « non » au référendum de juin, mais sans préciser encore exactement ce qu'il souhaite obtenir avant de retourner vers les électeurs.

#### L'inconnu danois

Dans ces conditions, les débats ne pourront aller très loin à Birmingham, où devrait surtout s'exprimer le désir de faciliter le rattachement danois. Ainsi, du côté français, on semble prêt à accorder aux Danois, s'ils le demandent, une clause d'exemption (opting out), comparable à celle dont bénéficient les Anglais et qui leur permettrait de ne pas passer, le moment venu, à la monnaie unique. Mais une telle manifestation de bonne volonté suffira-t-elle à convaincre les députés britanniques hostiles au traité tant qu'ils ne seront pas assurés que, l'après-décision réelle, il entrera effectivement en vigueur?

Vu de Londres, le débat sur la subsidiarité risque également d'être décevant à Birmingham. Les Français, et d'autres, se méfient d'une utilisation de ce concept qui en ferait un instrument de blocage, sous prétexte de freiner le prétendu principe réglementaire de la Commission. « Maastricht n'a pas inventé la subsidiarité, on en fait depuis vingt ans sans le savoir. Il faudra assurément en parler, c'est le fondement à la fois, mais un code de bonne conduite devrait suffire », explique l'un d'eux avec un scepticisme non dissimulé.

« La ratification à Westminster demeure un voyage à risque », estime une personnalité bruxelloise. L'acte de loi dans Maastricht auquel les Douze vont probablement se livrer à Birmingham, même avec quelques fioritures destinées à apaiser une oreille britannique sensible, risque d'être mal accueilli par une fraction appréciable du Parti conservateur.

Et, comme le remarquait l'ancien président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, à propos des troubles monétaires récents (le Monde daté 4-5 octobre), il n'est pas actuellement de véritable leadership en Europe capable de convaincre les Anglais qu'il n'y a pas de solution alternative à la stratégie de consolidation proposée. Ni la Commission européenne, encore mal remise des critiques qui lui ont été adressées ni le tandem franco-allemand qui, pour de multiples raisons, n'est pas au mieux de sa forme, ne semblent en mesure de jouer ce rôle.

PHILIPPE LEMAITRE

GÉORGIE

### Les revers essuyés par l'armée en Abkhazie provoquent des tensions entre Moscou et Tbilissi

Les déclarations bellicueuses des militaires géorgiens après leurs revers militaires en Abkhazie inquiètent la Russie. Le président géorgien, M. Eduard Shevardnadze, a bien du mal à préserver ses bonnes relations avec Moscou.

MOSCOU

de notre correspondant

Cette fois, c'est la guerre, rien que la guerre : la prise de la ville de Gagra par les forces abkhazes et leurs alliés a suscité de la part des responsables géorgiens un flot de déclarations martiales, accompagnées de bombardements de la localité par l'aviation. M. Shevardnadze, le président géorgien, a lancé samedi 3 octobre un appel à la réconciliation de la ville, ajoutant que d'importantes préparations militaires étaient en cours. Mais c'est le jeune commandant du corps d'intervention géorgien en Abkhazie, Gueorgi Karacachvili, qui a manifesté les intentions les plus radicales : « A présent, la patience de la Géorgie est épuisée, nous déclarons la guerre à l'Abkhazie, et il ne restera plus à Gagra un seul Abkhaze, un seul Tchétchène [des volontaires tchétchènes combattent aux côtés des Abkhazes], ni un seul bâtiment », a déclaré, selon l'agence Nega, le commandant Karacachvili.

Autre signe de détermination - les autorités de Tbilissi ont annoncé, samedi également, leur intention de prendre le contrôle de tous les équipements militaires de l'ex-armée soviétique sur le territoire géorgien, qui avaient été placés récemment sous juridiction russe par un décret de M. Eltsine : « Toutes les installations et les armements de l'ex-Union soviétique, y compris les bases aériennes militaires et les unités de gardes-frontières demeurent propriété de la Géorgie », stipule un décret du Conseil d'Etat géorgien. Les conséquences pratiques de ce décret restent à vérifier sur le terrain, et il

pourrait en fait s'agir d'un avertissement, sinon d'une simple manifestation de mauvaise humeur.

Le ministre russe de la défense, le général Pavel Gratchev, s'en a pas moins immédiatement réagi, ordonnant aux unités russes présentes sur place de faire obstacle à toute tentative « illégale » de s'emparer de leur matériel. « La décision unilatérale prise par Tbilissi risque de provoquer une aggravation rapide de la situation et un affrontement armé avec des unités des forces armées russes », a ajouté le général Gratchev.

Sept semaines après le lancement de leur opération de remise au pas de l'Abkhazie, les autorités géorgiennes se trouvent donc dans une situation paradoxale : alors même qu'elles disposent, en principe d'une énorme supériorité militaire, et que M. Shevardnadze n'avait pu en faire de mal à utiliser au profit de la Géorgie ses bonnes relations avec Moscou et son excellent « image » en Occident, les forces géorgiennes ont subi un retentissant échec sur le terrain et leurs rapports avec la Russie sont en passe de tourner au vinaigre. Le président géorgien accuse le Parlement de Moscou, qui a adopté récemment une résolution plutôt favorable aux Abkhazes, et de manière plus générale les « forces réactionnaires » qui font pression sur Boris Eltsine, de porter la responsabilité des événements récents.

#### « Collision » russo-géorgienne

Mais la réalité est sans doute plus complexe : l'accord passé début septembre entre les présidents russe et géorgien, et que les dirigeants abkhazes avaient accepté de graves défauts, il prévoit que les forces géorgiennes resteraient sur le terrain, ce qui ne pouvait manquer de relancer les affrontements. Il supposait d'autre part que la Russie se chargeait de rendre hermétique la frontière entre son territoire et celui de la Géorgie, pour rendre impossible

le passage des « volontaires » de la fédération des peuples du Caucase du Nord, et que les troupes russes restées sur place observeraient une totale neutralité.

En fait, les infiltrations de volontaires se sont poursuivies, et les troupes russes, irritées par certains incidents et par le comportement brutal d'une garde géorgienne souvent constituée d'éléments incontrôlés, ont manifesté une certaine compréhension à l'égard des agissements des combattants abkhazes et de leurs alliés, même si elles ne les ont pas forcément aidés directement. Sympathies ou antipathies mises à part, agir autrement aurait d'ailleurs été très difficile sans risquer de voir la situation dégénérer dans toutes les régions musulmanes du Caucase du Nord, où les activistes locaux, qui contestent l'autorité des dirigeants mis en place à l'époque soviétique et sur lesquels Moscou s'appuie toujours, s'emparent d'utiliser à leur profit tout signe de « collision » russo-géorgienne.

M. Boris Eltsine, qui a eu au cours du week-end un entretien téléphonique avec M. Shevardnadze, et doit s'adresser mardi 6 octobre aux députés russes, aura l'occasion d'apporter un peu de clarté sur les intentions actuelles de Moscou. Si l'on se fonde sur certaines déclarations officielles récentes, il semble que les Russes veulent à nouveau obtenir ce que les Géorgiens ont toujours refusé : un retrait de leurs troupes d'Abkhazie. Mais les déclarations bellicueuses des dirigeants géorgiens rendent un tel retrait plus improbable que jamais, et M. Shevardnadze, soumis aux pressions de responsables d'humour très bataillards, va devoir jouer un jeu très serré pour tenter de garder son image d'homme raisonnable et de bon voisin. Sa position, à en croire le grand écrivain Fasil Iskander (lui-même d'origine abkhaze), est peu enviable : « Il court devant un train et pense qu'il le conduira tout en ayant peur de se faire écraser par ce même train ».

JAN KRAUZE

OKI

# Résolument.

**IUA** INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA  
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.S.E.P.

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

■ **Université à San Francisco,**  
spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

**MBA** Master of Business Administration  
for International Management

■ **Fillière d'admission : 3<sup>e</sup> CYCLE :**  
Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ **Programme américain de 12 mois**  
à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :  
17-25, rue de Chailot, 75116 Paris

Tél.: (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA  
Programme accrédité en Angleterre - IUA HONG KONG

**IUA**



## EUROPE

La situation dans l'ex-Yougoslavie

# Lente reprise du pont aérien humanitaire à Sarajevo

Quatre avions américains et canadiens chargés de vivres et de médicaments se sont posés, dimanche matin 4 octobre, à Sarajevo, mais cinq autres vols prévus ont dû être annulés en raison des mauvaises conditions atmosphériques. Endommagées

par les combats de ces dernières semaines, les installations de guidage au sol de l'aéroport sont actuellement inutilisables.

Dans la nuit de dimanche à lundi, une offensive de l'artillerie serbe dans le quartier musulman de Dobrinja a fait au moins

deux morts. La vieille ville et le centre de la capitale bosnienne, toujours privée d'électricité, ont également été les cibles de tirs de mortiers. L'hôtel Holiday Inn, où résident les envoyés spéciaux de la presse internationale, a été touché, lundi matin,

par des tirs de chars et de mitrailleuses qui ont provoqué un début d'incendie. Selon des témoins, au moins deux obus ont touché un des étages supérieurs de l'établissement, faisant un blessé léger. (AFP, Reuters.)

## Le CICR dénonce les exécutions sommaires dans les camps

Face à l'aggravation de la tragédie que vit la population de Bosnie-Herzégovine, M. Sadako Ogata, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR), et M. Cornelio Sommaruga, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), se sont efforcés, samedi 3 octobre à Genève, de mobiliser l'opinion mondiale en faveur des centaines de milliers d'hommes et de femmes en danger de mort dans cette République de l'ex-Yougoslavie. Selon le HCR, une aide massive est nécessaire pour que 2,7 millions de personnes puissent affronter « le rigoureux hiver balkanique ».

GENÈVE

de notre correspondante

M. Sommaruga a convoqué les diplomates en poste à Genève et leur a remis une déclaration qui explique notamment que « des dizaines de milliers de personnes ont été déplacées de force dans des condi-

tions inhumaines. Des centaines, voire des milliers, de civils ont péri pendant ces déplacements : des milliers de prisonniers ont été maltraités et nombre d'entre eux ont disparu ou ont été sommairement exécutés, même dans des camps visités par le CICR ».

À l'occasion de la conférence, le président Sommaruga s'est dérangé de la réserve qui avait, depuis toujours, force de loi à la Croix-Rouge, pour dresser un implacable réquisitoire. Devant la presse, il s'est félicité que ses délégués aient pu libérer 1 561 internés du camp de Trnopolje, au prix de négociations ardues tendant à garantir la sécurité de passage à destination de la ville croate de Karlovac (le Monde daté 4-5 octobre), mais il a révélé que des milliers d'autres détenus civils y avaient été conduits de force immédiatement après les opérations de libération.

Le CICR a pu visiter à ce jour 12 000 prisonniers civils dans vingt-six camps, mais, malgré les démarches entreprises et en dépit des engagements pris à Londres, il n'a pas eu accès à plus de vingt autres lieux de détention dont l'emplacement est pourtant connu de l'organisation. M. Sommaruga s'est insurgé contre « les traitements in-

tolérables » réservés aux blessés. Il a rappelé que l'emblème de la Croix-Rouge et les principes essentiels du droit international sont sans cesse bafoués.

Il s'est élevé avec indignation contre la « politique perverse » de « purification ethnique » dont la plupart des victimes sont, précise-t-il, des musulmans. M. Sommaruga affirme avoir eu connaissance d'autres « documents » et « écrits » des belligérants qui, non seulement permettent, mais recommandent la pire : pillage, viols, exécutions sommaires. Il en conclut que tous les efforts déployés par le CICR « n'ont eu que des effets insignifiants par rapport à la tragédie ». Le CICR refuse la thèse selon laquelle les coupables des atrocités seraient des « éléments incontrôlés ».

Les vrais responsables, selon l'organisation humanitaire, sont les dirigeants musulmans, croates et serbes de Bosnie, respectivement M. Alija Izetbegovic, Mate Boban et Radovan Karadzic, à qui il demande de prendre « sans délai toutes les mesures qui s'imposent pour que cessent les exactions commises par les groupes armés dans les régions qu'ils contrôlent ».

ISABELLE VICHNIAC

## Lord Owen « porteur de nouvelles sombres » devant l'Assemblée du Conseil de l'Europe

STRASBOURG

(Conseil de l'Europe)

de notre correspondant

« Je suis porteur de nouvelles tristes, de nouvelles sombres », a déclaré lord Owen devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, samedi 3 octobre, à Strasbourg. Le représentant de la CEE à la Conférence de paix sur l'ex-Yougoslavie a longuement décrit les atrocités dues à la politique de « purification ethnique ». Se référant à l'Holocauste, il s'est indigné du massacre de civils pour la seule raison qu'ils sont musulmans.

Aussi a-t-il lancé un avertissement à « ceux qui tournent le dos à ce qui se passe dans l'ex-Yougoslavie » : les centaines de millions de musulmans dans le monde ne pardonneront jamais aux Européens de « s'être résignés et d'avoir accédé à leurs corrections ».

La priorité aujourd'hui, en raison de l'arrivée de l'hiver, doit être, a expliqué M. Owen, l'intensification de l'aide alimentaire. Il n'est pas certain, a-t-il poursuivi, que la reprise du pont aérien suf-

fise à rattraper le temps perdu : « Les stocks nécessaires n'ont pu être constitués et certains experts ont calculé qu'il y aurait cent mille morts en Bosnie-Herzégovine dans le moins mauvais des cas ».

Ensuite, il faudra tenter d'obtenir, selon le médiateur européen, la démission de Sarajevo car il n'est pas question de « créer un nouveau Beyrouth ». Pour lord Owen, il est impérieux d'appliquer les principes de la Conférence de Londres en ce sens que « les frontières géographiques de Tito ne pourront être modifiées par la force, sans accords communs ».

Dans ces conditions, la Bosnie devra être organisée en régions « non exclusivement fondées sur des bases ethniques, autrement dit elles seront à populations mixtes ». Selon la même logique, les Albanais du Kosovo resteront en Serbie comme les Hongrois dans la Voïvodine. Et M. Owen de poursuivre : « Les Serbes de la Krajina devront également accepter l'idée de vivre en Croatie en bénéficiant d'un statut spécial ».

MARCEL SCOTTO

## Le désarroi des Bosniaques

Assiégés par les Serbes, les Musulmans de Sarajevo se sentent trahis par une Europe indifférente qui leur avait promis une aide. Mais où sont les armes ?

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

« Prions Dieu pour nous venir en aide, car personne ne peut plus nous aider que Dieu. » D'une voix émue mais ferme, le prêtre de la prière du vendredi dans cette mosquée de Sarajevo vient de résumer ce sentiment croissant d'isolement total et d'abandon de la capitale bosniaque assiégée et bombardée depuis six mois par les forces sécessionnistes serbes de M. Radovan Karadzic. Un dernier sursaut d'espoir : « Que Dieu aide l'Europe à ouvrir les yeux pour qu'elle voie enfin ce qui se passe ici. »

Ces restes d'espoir, nombreux sont ceux qui y ont totalement renoncé, y compris au cœur du pouvoir bosniaque. Ainsi, conseiller du président Alija Izetbegovic, M. Kemal Mulic ne se fait-il plus aucune illusion sur les chances d'intervention étrangère : une intervention que le gouvernement bosniaque n'a cessé de réclamer, estimant qu'elle seule pourrait faire reculer les forces serbes ; intervention également à laquelle la prière d'aujourd'hui pour dénoncer : « Il est scandaleux de laisser se déchaîner l'armée, le régime serbe de Slobodan Milosevic (le président de la Serbie) et laisser les gens se faire massacrer. »

A ce sentiment d'abandon, s'ajoute celui d'avoir été trahi par une communauté internationale — mais surtout par l'Europe — indifférente aux épreuves endurées par les Bosniaques. A la question de l'imam : « L'Occident nous avait promis une aide, mais où sont les armes ? », le commandant en chef de l'armée bosniaque, le major Sefer Halilovic, répond : « Nous nous sentons trahis chaque jour davantage par la communauté internationale. Les gouvernements étrangers savent très bien ce qui se passe ici, connaissent tout de l'agression serbo-monténégro », constate-t-il en parlant de l'embargo sur les armes touchant toutes les Républiques de l'ex-Yougoslavie et de « la plus grande injustice faite à la population de Bosnie-Herzégovine ». Et le major Halilovic d'accuser : « Les pays occidentaux

sont responsables de ce qui se passe ici. »

Plus direct encore, ce responsable d'une unité bosniaque, Ramiz Delalic, dit « Celso » (le Tondou), jeune chef (il a vingt-sept ans), de l'un de ces groupes paramilitaires que l'armée a récemment absorbés dans le cadre d'une réorganisation totale : « Le monde occidental nous a condamnés à mort. Nous n'avons pas le droit de vivre en tant que musulmans dans les Balkans », dit-il, ajoutant avec amertume, après avoir évoqué le cynisme de l'Occident : « Le monde s'occupe d'espèces animales en voie de disparition. Ici, c'est tout un peuple qui disparaît dans l'indifférence. »

Aucune

base arrière

Et, alors que son unité a déjà du mal à se pourvoir en vivres : « Si le monde ne nous envoie pas d'armes, nous serons très bientôt tués ; nous sommes très faibles, sur la survie, personne ne survira à l'hiver si nous ne recevons pas d'aide », conclut-il, après avoir souligné la différence existant entre la situation de la Croatie en guerre, bénéficiant de frontières perméables pour se procurer de l'armement, et celle de la Bosnie-Herzégovine, totalement enclavée, ne disposant d'aucune « base arrière » pour se ravitailler.

« Celso » comme son supérieur hiérarchique, le major Aliovic — ancien officier de l'ex-armée yougoslave, où il avait ce grade, — soulignent le « déséquilibre écrasant des forces » dans ce qu'ils décrivent comme un combat « entre David et Goliath ». Les munitions ? Les Bosniaques en ont « suffisamment pour se défendre », selon le chef de l'armée, « mais pas assez pour lancer une offensive ». Ce en quoi il paraît encore plus optimiste que « Celso », aux gestes et à la voix déboussolés lorsqu'il affirme être « prêt à donner tout le monde pour obtenir de l'armement ».

Optimisme est d'ailleurs un bien grand mot quand on constate la différence de langage survenue en quelques semaines. Car là où, au début de l'été, le major Aliovic annonçait que ses forces allaient rapidement briser l'encerclement de Sarajevo, il n'émets plus maintenant que l'espoir de pouvoir le

faire avant l'hiver. Le vice-ministre de la défense, actuel ministre par intérim, M. Munir Bazic (un civil), est plus catégorique et explique calmement qu'il est « impossible de briser l'encerclement depuis l'intérieur de Sarajevo ». « Nous comptons sur une action synchronisée à partir de l'intérieur et de l'extérieur de la capitale », dit-il.

Mais, pour ce faire, il faudrait davantage d'armes aux Bosniaques, et ces derniers projettent d'ouvrir une route pour acheminer de l'armement dans Sarajevo. S'il ne cache visiblement pas la difficulté d'une telle tâche, compte tenu de la concentration des forces serbes autour de la capitale, M. Bazic évoque un « impasse ». « Nous devons briser l'encerclement avant l'hiver », pour toutefois tempérer le propos par un : « Tout dépendra des armes que nous arriverons à nous procurer. »

Erreurs

de préparation

Commandant l'artillerie bosniaque, ancien colonel de l'ex-armée yougoslave, Vebija Karic assure qu'ils pourraient « briser l'encerclement de Sarajevo, mais à un prix faramineux, très lourd en vies humaines ». Jusqu'à présent, les différentes tentatives bosniaques pour repousser les forces serbes de M. Karadzic ont toutes été vouées à l'échec, malgré des pertes très élevées. « En juillet, assure-t-il, nous avons déjoué le plan. » Le ministre par intérim explique, quant à lui, ces échecs par « des erreurs de préparation », notamment de la part d'anciens officiers « yougoslaves » — passés aux forces bosniaques — mal entraînés. Ces erreurs, les autorités les analysent, mais n'en jugent les responsables qu'après la guerre, car ils « ne peuvent toucher à rien pour le moment ». Des mutations ont néanmoins déjà eu lieu au sein de l'état-major, qui a été réorganisé, selon M. Bazic.

Déjà en manque de munitions, les Bosniaques sont pourtant obligés de répondre quotidiennement aux bombardements serbes, usant ainsi celles dont ils auraient besoin pour lancer une contre-attaque, indique le colonel Karic. Ses hommes vont jusqu'à récupérer la

charge des obus non explosés (par défaut de détonateurs) pour assurer leur approvisionnement à côté des munitions et des armes prises aux forces serbes, explique-t-il, en faisant état d'un autre handicap — de taille — dont souffrent les forces bosniaques : d'énormes difficultés de communication pour terminer des attaques de l'intérieur et de l'extérieur de Sarajevo, afin de briser le siège.

Les « alliés »

croates

De plus, toujours selon le colonel Karic, les « alliés » croates « ne fournissent pas de munitions aux Bosniaques », sauf dans les quelques régions où la cohabitation entre les deux forces est bonne. Quant à une éventuelle démission de Sarajevo, le major Aliovic n'y est pas hostile, mais à condition que les forces serbes en fassent autant et retirent leurs « 580 canons de gros calibre, leurs 180 chars et 120 blindés ». Dans le même temps, le commandant en chef de l'armée bosniaque assure ne croire en aucune garantie donnée par l'adversaire, dont le but est d'occuper la plus grande partie de Sarajevo pour s'y livrer à un nettoyage ethnique. Un adversaire « qui n'a jamais respecté ses engagements, profitant de toutes les trêves pour se renforcer ».

« Nous ne pouvons pas perdre ; Milosevic ne peut pas gagner et faire la grande Serbie », Sarajevo, de plus en plus étouffée, paraît se réfugier dans l'autoprotection pour combattre le découragement. Entendue à de multiples reprises, cette phrase est le plus souvent suivie de cette simple réflexion : « Ce serait injuste. » Quant à se rendre, il n'en est pas question, affirme-t-on à la direction du Parti de l'action démocratique (SDA), la formation du président Izetbegovic. « La population est évidemment fatiguée du siège, mais elle ne se rendra pas, car elle serait massacrée ».

Un homme, au moins, garde espoir en une intervention étrangère : « Nous n'avons pas abandonné l'idée que nous faisons partie de la civilisation. » Il s'agit du chef spirituel de la communauté musulmane de l'ensemble de l'ex-You-

goslavie, M. Yakub Selimovski. « La situation va chaque jour en empirant, mais nous vivons dans l'espoir que cela ira mieux », dit-il en assurant qu'il « espère toujours une aide étrangère », que « l'Europe » stoppe l'agression et protège la Bosnie-Herzégovine. « Si le monde nous aide, nous aurons moins de victimes. Si le monde ne nous aide pas, nous en aurons plus, mais la Bosnie-Herzégovine survivra quand même. Tous les Bosniaques ont conscience que l'Europe pouvait nous aider, mais qu'elle ne l'a pas fait. Tous savent que les États-Unis pourraient arrêter cette guerre très vite. »

La place de la Bosnie-Herzégovine est en Europe, souligne M. Selimovski. Or, « ce serait une erreur [de la part de cette dernière] de ne pas reconnaître l'Islam comme une religion à l'égal des autres. Et si les gens ici cherchent des armes n'importe où, la responsabilité en incombera à l'Europe. Si quelqu'un nous offre des armes et que l'Europe refuse toujours de nous aider, nous les accepterons d'où qu'elles viennent, de pays islamiques ou autres », avertit M. Selimovski, pour qui l'Europe sera mal placée pour reprocher quoi que ce soit aux musulmans. « Personne ne sera en droit de condamner les victimes pour s'être procuré [là où elles le peuvent] les armes nécessaires à leur défense. »

YVES HELLER

Les Serbes condamnent une éventuelle « zone d'exclusion aérienne ». — M. Radovan Karadzic, dirigeant des Serbes de Bosnie, a plus participé aux efforts internationaux de paix si une « zone d'exclusion aérienne » est proclamée au-dessus de la Bosnie-Herzégovine. « Si une telle proposition est adoptée par les Nations unies et la Communauté européenne, les Serbes de Bosnie se désengageront immédiatement du processus de paix mené par l'ONU et la CEE », écrit dans une lettre adressée au secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali. Il explique qu'une telle zone fournirait aux musulmans de Bosnie un avantage stratégique « et laisserait les Serbes blessés, abandonnés et les nombreux civils sans lignes de ravitaillement ». — (Reuters.)

TCHÉCOSLOVAQUIE :

après le vote négatif du Parlement

## Les négociations sur la séparation sont dans l'impasse

PRAGUE

de notre correspondant

La crise politique qui secoue la Tchécoslovaquie depuis le rejet, le 2 octobre, par le Parlement d'une loi devant permettre la scission de la Fédération au moyen d'une réforme de la Constitution, s'est encore aggravée dimanche soir. Les premiers ministres tchèque et slovaque, M. Vaclav Klaus et M. Vladimir Meciar, qui devaient se rencontrer mardi 6 octobre à Zidlochovice (Moravie) pour discuter des relations entre leurs deux Républiques une fois la Tchécoslovaquie dissoute, ont annoncé que la réunion des deux gouvernements, prévue depuis deux semaines, n'aurait pas lieu.

Les deux hommes, qui ont été en contact téléphonique pendant le week-end, ne se sont pas mis d'accord sur les modalités et le thème de cette rencontre. Le chef du Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) a souhaité une réunion à l'échelon des directions politiques avec le Parti démocratique civique (ODS) de M. Klaus, afin de « débloquer la crise ».

Irrité par le soutien apporté par les députés du HZDS au projet social-démocrate de constitution d'une commission parlementaire devant permettre la transformation de la Fédération en une Union tchéco-slovaque (le Monde du 3 octobre), l'ODS a refusé de discuter d'une loi sur le transfert de nouveaux pouvoirs fédéraux vers les Républiques — transfert réclamé par les Slovaques.

Mise

en garde

M. Meciar a justement posé comme condition à une rencontre des gouvernements de Prague et de Bratislava l'adoption préalable de cette loi, qui ouvrirait la voie à une structure confédérale. Or, cette loi est la dernière arme entre les mains de M. Klaus pour obliger son homologue slovaque à discuter de la séparation des deux Républiques.

Visiblement affecté par les revers subis ces derniers jours, le premier ministre tchèque n'a d'ailleurs pas caché que sa patience avait des limites. Estimant que les dirigeants slovaques avaient rompu des accords importants, à commencer par la « dénonciation par M. Meciar » de la règle retenue par le gouvernement fédéral pour le partage des biens de la Fédération (le Monde du 25 septembre), pour finir par le vote de jeudi, M. Klaus a clairement signifié que son homologue devait faire un geste pour confirmer qu'il pense sérieusement à une séparation.

Il a, par ailleurs, mis en garde contre « une dérive chaotique » du pays, dont la séparation est, selon lui, inéluctable. « Je ne vois pas comment pourrait exister un État commun tchéco-slovaque après le 1er janvier 1993 », puisqu'il ne disposerait pas de ressources. « Les parlementaires ne voteront pas un budget fédéral, comme nous l'avons fait ces deux ou trois dernières années », a-t-il averti.

MARTIN PLICHTA

Après l'accident de la mer Egée

## La marine américaine limite le déploiement des missiles Sea Sparrow

La marine américaine a décidé, samedi 3 octobre, de restreindre le déploiement des missiles Sea Sparrow en attendant les résultats de l'enquête sur le tir accidentel de deux de ces missiles, à partir du porte-avions *Saratoga*, qui a fait cinq morts dont le commandant dans l'équipage d'un escadron d'escadre turc, pendant des manœuvres de l'OTAN en mer Egée.

Un communiqué de la marine précise que ces missiles seront placés à un « niveau limité de préparation », ce qui inclut « le retrait de certains composants servant à la mise à feu de ces missiles ». Certaines unités pourront toutefois rester opérationnelles afin d'assurer la protection des bâtiments. Une enquête sur cet incident sera ouverte, dans le cadre de l'OTAN. Le président George Bush a, lui aussi, promis aux autorités turques l'ouverture d'une enquête « totale et exhaustive ». — (AFP, Reuters.)



## ESPACE EUROPEEN

# Les racines de la xénophobie en Allemagne

Malgré l'ouverture de l'après-guerre, l'idée ethnique de la « germanité » l'emporte encore sur une conception plus politique des droits de l'homme

Les dirigeants allemands sont plus qu'embarrassés : un mois après les événements de Rostock, la vague de xénophobie qui se traduit par des attaques répétées de foyers abritant des demandeurs d'asile ne semble pas vouloir refluer. L'agressivité des activistes d'extrême droite s'étend maintenant aux symboles du génocide commis par les nazis contre les juifs, comme l'a montré l'incendie du baraquement juif du camp de concentration de Sachsenhausen.

Si la population reste majoritairement opposée à ces actes de violence et de vandalisme, il apparaît dans les divers sondages effectués sur ce thème qu'une minorité importante éprouve des sentiments hostiles à l'égard des étrangers

vivant sur le sol allemand. Cet état d'esprit gagne même une jeunesse éduquée – au moins dans la partie ouest du pays – dans un esprit de tolérance et de refus des idéologies racistes. On a pu également observer des comportements inquiétants chez les habitants des quartiers de Rostock, Quedlinburg ou Wismar, où se sont déroulés ces incidents, une attitude plus que complaisante vis-à-vis des skinheads et autres néo-nazis.

Les interprétations « sociales » de ce phénomène, avancées entre autres par le chancelier Kohl pour expliquer ces violences, le rejet des responsabilités sur le régime stalinien dans l'ex-RDA, ne suffisent plus à rassurer. L'extension des troubles à l'ouest du pays, la mon-

tée des attitudes xénophobes chez les « riches » des anciens Länder, les rendent en partie caducs.

### L'impuissance des autorités

Le problème n'est pas tant l'existence dans les esprits et les attitudes des Allemands de sentiments hostiles aux demandeurs d'asile, aux immigrés, aux étrangers, dans l'ordre croissant de dégradation. Les Allemands ne se distinguent pas en cela de leurs voisins français, britanniques ou italiens, qui cultivent eux aussi les fleurs vénénueuses du racisme et de la xénophobie dans leur jardin plus ou moins secret.

L'Allemagne ne possède pas non plus le monopole de l'exercice de la

violence anti-immigrés, de la profanation des cimetières juifs, de l'existence de partis politiques installés publiquement l'exclusion des « allogènes ».

Mais on sent, outre-Rhin plus qu'ailleurs, une impuissance dramatique des autorités politiques et morales de la nation à maîtriser des phénomènes qui causent un tort considérable à l'image de leur pays à l'étranger. Tous les hommes et les institutions disposant d'un certain poids en Allemagne sont pourtant intervenus pour condamner les actions xénophobes et demander un châtiment sévère pour leurs auteurs : le président fédéral Richard von Weizsäcker, le président du Bundestag Rita Süssmuth, les évêques, tout l'establishment

politique, religieux et littéraire, se sont exprimés à ce sujet, sans effet notable sur les comportements. On peut même retirer l'impression que cette « réaction » des élites est plus destinée à donner le change à l'étranger qu'à intervenir efficacement dans le champ social.

Pire, au-delà des discours, on constate que les actions menées par le gouvernement visent surtout à conforter les xénophobes dans leurs convictions. Ainsi, le récent accord signé à Bucarest entre Rudolf Seiters, ministre allemand de l'Intérieur, et son collègue roumain, qui prévoit la « reprise », contre rétribution en deutschemarks, des ressortissants roumains expulsés d'Allemagne – pour l'essentiel des Tziganes, – marque la fin de la généreuse politique de droit d'asile pratiquée par la RFA au nom de la responsabilité historique de l'Allemagne dans les persécutions dont ce peuple avait été victime sous le III<sup>e</sup> Reich.

### Le droit du sang

Ceux qui accusent les Sinti et Roms fuyant les persécutions dont ils sont victimes dans les pays ex-communistes d'être des voleurs, des pollueurs, bref une insulte au paysage germanique, ne peuvent que triompher : ces gens seront retournés « en bloc », sur des critères ethniques, à l'envoyeur, et non pas, ce qui serait admissible, en raison de délits commis sur le territoire allemand. La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) s'inquiète du précédent ainsi créé, en faisant valoir que ce traitement appliqué aux Tziganes originaires de l'ex-Yugoslavie pourrait conduire ceux-ci à la mort.

Le passé de l'Allemagne, l'idée que se font ses citoyens de la

Gemeinschaft, cette communauté de culture et de valeurs constitutive de la *Deutschheit*, la germanité, impliquent une conception ethnique exclusive. Le « droit du sang » en matière de code de la nationalité est profondément ancré dans la lecture et l'esprit des lois, même si l'on a ces dernières années assoupli les procédures permettant la naturalisation des enfants d'immigrés nés en Allemagne, n'ayant connu d'autre pays et d'autre culture que celle de la République fédérale.

Ainsi, les Allemands « ethniques », dont les ancêtres ont émigré il y a deux siècles dans la Russie de l'impératrice Catherine II, ne connaissant que quelques mots de la langue de Goethe, sont-ils accueillis de plein droit dans la communauté nationale. Le jeune Turc, brillant titulaire de l'*Abitur* (baccalauréat), né et éduqué à Cologne ou à Berlin, n'envisageant pas de rentrer dans son pays d'origine, restera au contraire toujours un *Ausländer*, un étranger, et non pas un immigré candidat à l'intégration.

Il est difficile dans ces conditions aux responsables allemands de mener une campagne efficace contre la xénophobie. Leurs actes contredisent trop leurs belles paroles pour seconder comme il le faudrait la conscience collective. Le peuple allemand a beau être, avec le néerlandais, le plus curieux des autres, comme en témoigne sa fringale de voyages à l'étranger et sa passion réelle pour l'ethnologie, il n'en reste pas moins attaché à la « pureté ethnique » de son pré carré.

LUC ROSENZWEIG

## Le Suisse qui pourfend l'Europe

Ténor de la droite nationaliste, Christoph Blocher mène croisade contre le rapprochement avec la CEE

BERNE

de notre correspondant

CURIEUSEMENT, Christoph Blocher a gardé un profil bas dans les jours qui ont suivi le référendum du 27 septembre sur les nouvelles transversales ferroviaires alpines, largement approuvées par 63,5 % de « oui » par le corps électoral helvétique. Lui qui tient depuis de longs mois le haut du pavé de la croisade anti-européenne a préféré ménager l'avenir en s'abstenant de s'engager sur ce terrain, même si ses adversaires présentent ce vote comme un premier pas vers l'intégration. Ses cartouches, il les réserve en priorité au traité instituant l'Espace économique européen (EEE) qui sera soumis le 6 décembre prochain à l'approbation de ses compatriotes.

En attendant, le chef de file des opposants à l'Europe communautaire n'a pas manqué d'interpréter à sa manière l'acceptation du traité de Maastricht en France. A ses yeux, ce résultat sert à « une raison de plus pour les Suisses de dire non à l'EEE ». Malgré le refus du Danemark, constate-t-il, « le petit « oui » français signifie que la CEE va réaliser l'union mondiale, ce qui prouve bien que les petits Etats n'ont rien à dire ». « Un important chômage dans les pays économiquement faibles et une forte inflation dans les autres, par exemple en Allemagne, sont les conséquences de cette évolution erronée, poursuit-il. En adhérant à l'EEE, la Suisse ne pourra plus s'en dissocier, ce qui sera un désavantage pour son économie et les salariés. »

### Pas de contradiction

Quand il s'agit de pourfendre l'Europe, Christoph Blocher ne fait pas dans la dentelle. Il martèle ses arguments depuis qu'il bar la campagne pour convaincre ses compatriotes des méfaits d'un rapprochement avec la CEE. Le spectacle est garanti quand, bon comédien, il s'adresse en dialecte alémanique à des auditoires conquis d'avance à ses thèses anti-européennes. A coup de slogans simplistes, il sait parler à la Suisse profonde qui se reconnaît en lui. Dans les arrière-salles de bistrot des villages ou dans les salles plus vastes des villes, il égrène inlassablement et sans complexes la liste de ses certitudes. « D'abord l'EEE ressemble dangereusement à un traité colonial indigne d'un peuple libre. » Ensuite, il le décrit comme « un premier pas vers l'adhésion à la CEE entraînant une perte de souveraineté et la remise en cause de la traditionnelle neutralité de la Confédération ».

N'hésitant pas à exploiter les inquiétudes de ses compatriotes, Christoph Blocher brandit l'épouvantail d'une Europe « qui appauvrira la Suisse. Le chômage et les impôts augmenteront, les frontières seront ouvertes aux étrangers, nos droits démocratiques seront amo-

dis et nous devons adopter la législation européenne qui garantit le droit de grève et de participation dans les entreprises ».

Devant un parterre de petits propriétaires, il assure que « l'intégration européenne fera grimper les taxes d'intérêt ». S'adressant à des paysans et à des fromagers, il déclare que « les Suisses n'ont pas combattu en vain les juges étrangers pendant sept cents ans pour se vendre ensuite à l'étranger ». Pour mettre les rieurs de son côté, il va jusqu'à s'engager à « s'opposer à l'entrée des plus stupides qui choisissent eux-mêmes leur boucher ». Pour l'assistance l'illusion est claire aux membres du gouvernement de Berne et aux eurocrates de Bruxelles.

Sûr de sa vérité, Christoph Blocher ne supporte pas la contradiction, bien que les rares tentatives de débat aient jusqu'ici tourné court ou à son avantage. Le secrétaire

groupe chrétien EMS, colonel de l'armée, député au Conseil national à Berne depuis 1979 et président de l'Union démocratique du centre (UDC) du canton de Zurich.

### Un véritable réactionnaire

En quelque sorte le prototype d'un certain Helvète : avec sa solide carrure, l'œil clair et le cheveu blond, il paraît sortir tout droit d'un tableau de Ferdinand Hodler. Son d'Albert Kistler, ses lunettes favorables.

Fils d'un pasteur de la campagne zurichoise, Christoph Blocher est le septième d'une famille de onze enfants. Attribuant sa réussite à sa seule volonté, il aime à raconter qu'il a d'abord travaillé chez un paysan avant d'entreprendre des études de droit tout en faisant de petits boulots pour se le payer. Croyant et pratiquant, il lit la Bible tous les matins de même qu'il accompli chaque jour au moins 5 kilomètres de jogging sur les bords du lac de Zurich.

Depuis une dizaine d'années qu'il a repris l'entreprise chimique EMS, il s'est aussi rapidement enrichi. Sa fortune est évaluée à des centaines de millions de francs suisses et il est membre de plusieurs conseils d'administration.

En politique, Christoph Blocher se définit comme « un Suisse patriote, conservateur et libéral, attaché aux valeurs éprouvées ». Il n'apprécie cependant guère d'être comparé à Jean-Marie Le Pen ou qualifié d'extrémiste. Le modèle qu'il ne récuserait pas serait celui de Franz-Josef Strauss, le défunt chef de la CSU allemande, surnommé « le tueur de Berlin ». Chantre d'un néolibéralisme exacerbé, il se veut le porte-parole de la majorité silencieuse et il se plaît à dérouter par son franc-parler.

C'est à l'occasion du référendum sur l'adhésion à l'ONU refusée par les électeurs que Christoph Blocher avait créé l'Action pour une Suisse indépendante et neutre. Aujourd'hui, cette association, qui compte dix mille adhérents, surtout en Suisse alémanique, a trouvé dans l'opposition à l'Europe un nouveau champ de bataille. En fait, Christoph Blocher incarne le refus de tout ce qui semble nouveau ou étranger dans la Confédération, de l'Europe aux avions de combat F-18, en passant par la semaine de quarante heures, la politique d'asile ou l'aide au développement. Comme le remarquait un journaliste zurichois, Christoph Blocher est « un réactionnaire dans toute l'acceptation du terme ». Pourtant, il se défend de préconiser le repli sur soi. A ceux qui en douteraient, il réplique que son usine, qui emploie 2 500 personnes, réalise près de 90 % de ses ventes à l'étranger, dont plus de la moitié dans la CEE.

S'il s'est imposé comme un leader de l'UDC, Christoph Blocher a aussi contribué à diviser son parti, dont le représentant au gouvernement helvétique, Adolf Ogi, sou-



(L'Hebdo)

d'Etat Franz Blankart, qui a négocié pour la Suisse le traité sur l'EEE, l'a appris à ses dépens : sa courtoisie et sa parfaite connaissance du dossier n'ont pas pesé lourd devant la grosse artillerie de Christoph Blocher. Un face-à-face organisé par la revue *Bilan* avec le vice-président allemand de la Commission européenne Martin Bangemann a également viré au dialogue de sourds, son interlocuteur s'obstinant à voir dans la Communauté un « Reich européen » qui se substituerait à des Etats souverains.

### Fils de pasteur

Toujours est-il qu'en partant en guerre contre l'Europe Christoph Blocher est devenu l'un des hommes politiques les plus connus – et sans doute aussi le plus contesté du pays. Le rôle qu'il joue contre l'intégration européenne rappelle un peu celui de James Schwarzenbach qui s'était fait, dans les années 70, le champion de la lutte contre « la surpopulation étrangère ». Si l'époque a changé et si les caractères des deux hommes ne sont pas tout à fait comparables, tous deux sont des conservateurs ultras de Zurich et ont profité des hésitations de la classe politique traditionnelle.

Agé de cinquante-deux ans, Christoph Blocher a tout du parfait notable helvétique : patron du



OKI

Efficacement.

## humanitaire à Sarajevo

Le Secrétaire d'Etat américain, James Baker, a annoncé mardi 5 octobre qu'il se rendra à Sarajevo pour rencontrer les dirigeants de la République fédérale de Bosnie-Herzégovine.

Lors d'une conférence de presse à Washington, Baker a déclaré qu'il était « profondément préoccupé » par la situation humanitaire à Sarajevo et qu'il espérait que sa visite pourrait contribuer à améliorer la situation.

Baker a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre le conflit en Bosnie-Herzégovine et a appelé à une approche plus constructive de la part des parties belligères.

Il a ajouté que les États-Unis continueront de fournir une aide humanitaire à la population civile de Sarajevo et de soutenir les efforts de médiation internationale.

Baker a conclu sa conférence de presse en déclarant qu'il était convaincu que la situation à Sarajevo pourrait s'améliorer si les parties belligères étaient prêtes à négocier de bonne foi.

Il a également souligné que les États-Unis restent engagés à soutenir la paix en Bosnie-Herzégovine et à promouvoir la coopération internationale.

Baker a remercié les journalistes pour leur présence et a annoncé qu'il se rendra à Sarajevo dans les prochains jours.

Il a conclu sa conférence de presse en déclarant qu'il était convaincu que la situation à Sarajevo pourrait s'améliorer si les parties belligères étaient prêtes à négocier de bonne foi.

Il a également souligné que les États-Unis restent engagés à soutenir la paix en Bosnie-Herzégovine et à promouvoir la coopération internationale.

Baker a remercié les journalistes pour leur présence et a annoncé qu'il se rendra à Sarajevo dans les prochains jours.

Il a conclu sa conférence de presse en déclarant qu'il était convaincu que la situation à Sarajevo pourrait s'améliorer si les parties belligères étaient prêtes à négocier de bonne foi.

Il a également souligné que les États-Unis restent engagés à soutenir la paix en Bosnie-Herzégovine et à promouvoir la coopération internationale.

Baker a remercié les journalistes pour leur présence et a annoncé qu'il se rendra à Sarajevo dans les prochains jours.

Il a conclu sa conférence de presse en déclarant qu'il était convaincu que la situation à Sarajevo pourrait s'améliorer si les parties belligères étaient prêtes à négocier de bonne foi.

Il a également souligné que les États-Unis restent engagés à soutenir la paix en Bosnie-Herzégovine et à promouvoir la coopération internationale.

Baker a remercié les journalistes pour leur présence et a annoncé qu'il se rendra à Sarajevo dans les prochains jours.

Il a conclu sa conférence de presse en déclarant qu'il était convaincu que la situation à Sarajevo pourrait s'améliorer si les parties belligères étaient prêtes à négocier de bonne foi.

Il a également souligné que les États-Unis restent engagés à soutenir la paix en Bosnie-Herzégovine et à promouvoir la coopération internationale.

Baker a remercié les journalistes pour leur présence et a annoncé qu'il se rendra à Sarajevo dans les prochains jours.



مکذا من لامل

8 Le Monde • Mardi 6 octobre 1992 •

GAZ DE FRANCE EST HEUREUX  
DE VOUS ANNONCER  
UNE BAISSÉ DE 2% SUR  
SES TARIFS DOMESTIQUES  
A COMPTER DU 2 OCTOBRE.  
APRÉS LA BAISSÉ DE 3%  
SURVENUE EN AVRIL DERNIER,  
C'EST LA DEUXIÈME BONNE  
NOUVELLE EN 6 MOIS.  
AVEC GAZ DE FRANCE,  
ÉCONOMISER L'ÉNERGIE  
C'EST MIEUX EN PROFITER



AVEC LE GAZ NATUREL, VOIR AUTREMENT, VOIR PLUS LOIN.



## ESPACE EUROPEEN

# Dialogue difficile par-dessus la Méditerranée

Les Etats de la Communauté comprennent mal l'évolution de leurs voisins maghrébins sur lesquels pèse la menace intégriste

REVUE  
DE PRESSE

### A deux vitesses

A deux vitesses, à géométrie variable, ou marchant d'un même pas vers la mort, cette Europe désormais qualifiée de « massacrée » cherche son rythme. En Grande-Bretagne, l'économiste ne croit pas au « décollage immédiat d'une fusée européenne sélective ». « Même si cela était le cas, ajoute l'hebdomadaire de la City, cela n'aurait rien pour effrayer les traders. La Grande-Bretagne et le Danemark ont déjà réservé des tickets pour un voyage plus lent, avec le droit de sauter en marche... »

### Mourir pour Dorothea

En pleine tempête monétaire, l'industriel italien Carlo De Benedetti s'est écrit dans l'hebdomadaire *l'Espresso*, dont il est le propriétaire : « Mourir par Dorothea, non ! » Le PDG d'Olivetti exprime ainsi une irritation largement partagée en Europe devant les conséquences de la rigidité allemande en matière de taux d'intérêt, conséquence des besoins du gouvernement de Bonn pour le redressement de l'ex-RFA. Ce refus de mourir métaphoriquement pour Dorothea met en rage le directeur du Spiegel, Rudolf Augstein, qui traite Carlo De Benedetti de « Polichinelle ».

Pour le directeur du magazine hémibourgeois, il y aurait deux poids, deux mesures : « Pourquoi ne nous divisons-nous pas contre la mauvaise gestion économique de l'Italie du Sud ? Les citoyens de la ville hanséatique ayant l'anglophilie dans leurs gènes, on ne s'écouera pas de voir Rudolf Augstein plaider pour que la Grande-Bretagne ne soit pas abandonnée au bord du chemin : « Nous avons besoin de l'Angleterre, et le président de la Bundesbank Helmut Schlesinger a fait une erreur en avançant que la reddition de la livre sterling au sein du SME devrait se faire aux conditions posées par la Bundesbank. Cela convient tout à fait à l'idée de Kohl et de Mitterrand d'une Europe à deux vitesses, dont il ne pourrait résulter qu'un mal-être horrible. »

### Le couple franco-allemand

L'apparente solidité du couple franco-allemand dans le tourbillon monétaire et politique est remarquable mais diversément appréciée : ainsi *l'Espresso* constate que « le résultat de la crise actuelle a été de renforcer les liens entre la France et l'Allemagne, en premier lieu en créant un lien plus étroit entre le franc et le deutschemark. Cette initiative est présentée comme un moyen de sauver la CEE. Qu'en est-il en réalité ? La naissance de ce couple renforcé, avec un réajustement interne au détriment de la France, ne signifie-t-il pas plutôt la fin de l'Europe réellement communautaire ? »

The Economist ne se laisse pas aller à l'europhobie, largement répandue outre-Manche, et plaide pour l'approfondissement de la CEE avant qu'elle ne procède à son élargissement : « Il est déjà clair qu'il est difficile de concilier les ambitions de douze membres, sans créer une impression de coaction. Imaginons que l'on tienne un habit susceptible d'être à vingt-quatre personnes, il serait essentiel d'effectuer des retouches pour chacun. Le sens de l'union sera préservé en laissant ouverte l'adhésion à chacun des niveaux, avec des critères clairs. »

L. R.

### SALAMANQUE

de notre envoyé spécial

L'ACCESSION éventuelle des islamistes au pouvoir en Algérie n'est plus tout à fait une hypothèse d'école, propre à susciter des hausses d'épauls et des grognements débauchés. Ce scénario catastrophique, les participants au récent séminaire ministériel franco-espagnol de Salamanque l'ont évoqué au cours de leurs échanges de vues sur la situation au Maghreb (1). Actualité oblige.

A la vérité, les pays européens, et singulièrement les plus concernés d'entre eux — au premier rang la France et l'Espagne — ont du mal à saisir les évolutions qui se dessinent sur les rives maghrébines de la Méditerranée et donnent l'impression de n'y voir que du blanc. Difficile, dans ces conditions, de parler de grande politique, de coopération à long terme. Les circonstances imposent de garder les pieds sur terre, d'agir au coup par coup en prenant bien soin, comme l'ont souligné les « séminaristes » de Salamanque, de « ne pas hypothéquer l'avenir ». Dans un sens ou dans un autre.

### Assistance à pays en danger

Les responsables espagnols n'ont pas tort de le penser : « La Maghreb est une bombe à retardement », qui devrait franchir, en 2020, le cap des cent millions d'habitants. Avec des économies désarticulées sur lesquelles pèse le poids d'une dette extérieure qui dépasse les 60 milliards de dollars. Avec un chômage endémique qui touche plus de la moitié des jeunes en quête d'un premier emploi.

Avec des écarts de niveau de vie qui se creusent d'une rive à l'autre, de 1 à 20, par exemple, entre la France et le Maroc. Et, au bout du

compte, avec une population prête à prendre tous les risques pour gagner l'Éldorado européen, même dans une embarcation de fortune, sur une mer cruelle, à travers le détroit de Gibraltar. Face à un possible déferlement, l'Europe communautaire s'inquiète, se concentre et se protège. La France compte déjà deux millions de Maghrébins, l'Espagne en annonce entre trois cent et quatre cent mille, clandestins compris. L'une et l'autre ont évoqué, à Salamanque, les moyens de mieux harmoniser leur politique de visas, dans le sens d'une plus grande rigueur. Sans se faire trop d'illusions sur la possibilité de dresser une muraille sous brèches, tout au long du flanc sud de la CEE.

D'aucuns ont insisté, à Salamanque, sur la nécessité de soigner cette « mal-vie » à sa source. Ainsi ont été évoqués, entre autres pistes de réflexion, la réhabilitation des banlieues des grandes villes maghrébines, le développement du réseau des petites et moyennes entreprises (PME) sous couvert d'accords de partenariat, la relance des projets d'intégration régionale dans le cadre de la politique méditerranéenne rénovée (PMR). La liste n'est pas limitative, le concours d'idées reste ouvert.

Pour leur part, les Etats du Maghreb appellent leurs vis-à-vis européens à la rescousse au nom du saint principe d'assistance à pays en danger, que ce danger ait le visage d'un chômage ou d'un islamisme, les deux tendant à se confondre. Hassan II nourrit l'idée fixe d'un pont lancé au-dessus du détroit de Gibraltar pour amarrer concrètement le Maroc à la CEE à l'entrée de laquelle son royaume est toujours candidat. L'Algérie, qui, faute de mieux, applique aujourd'hui la politique du « compter sur soi », aurait besoin d'une sorte de plan Marshall pour échapper à la décadence économique.

Mais, d'un bord à l'autre du bas-

sin occidental de la Méditerranée, le dialogue a du mal à se nouer. Les troubles en Algérie et la mise en quarantaine internationale de la Libye ont, pour le moment, fait capoter l'ambitieux dialogue des « 3 + 5 » — les cinq pays de l'Europe du Sud et les cinq pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA). « Ce dossier est complètement bloqué », admettent les milieux officiels français (2).

L'Europe communautaire a cru, un peu trop vite, avoir trouvé avec l'UMA — aujourd'hui en panne — l'interlocuteur idéal pour traiter les problèmes dans leur véritable dimension. De Tripoli à Nouakchott, chaque pays en est réduit à s'enfermer dans ses frustrations ou ses fantasmes. Ainsi, le Maroc, qui réduirait volontiers le « Maghreb utile » aux seules limites de son territoire, ne serait pas mécontent de se voir appliquer de facto par la CEE la « clause de la nation maghrébine la plus favorisée ».

Si, d'une certaine manière, le Maroc donne des frissons à l'Europe, l'inverse est également vrai. Les pays de l'UMA ont du mal à se situer par rapport à leurs voisins du Nord. Ils balancent entre une coopération bilatérale dont ils apprécient la solidité et un dialogue multilatéral, dénué de toute ambiguïté. Il n'empêche que l'idée d'une Europe forte ne les séduit pas a priori, tant ils craignent de ne pas peser lourd en face d'elle.

### Un défi lancé aux Arabes

Le Maroc tente donc de faire de l'extrême et, pour l'heure, de négocier durement avec la CEE, au nom de ses intérêts, la mise en place d'une zone de libre-échange. L'Algérie se tient sur son quant-à-soi. Un commentaire du très officiel quotidien *El Moudjahid* dénonçait récemment « la mythologie de la culture méditerranéenne » qui ne serait rien d'autre qu'un

« défi lancé aux Arabes ». Il est vrai que, économiquement parlant, l'Europe communautaire ne se sent pas naturellement attirée vers la Méditerranée et le Maghreb. Et ce d'autant moins qu'à l'avenir l'espace que la CEE est appelée à gagner se situera au nord et à l'est de ses frontières actuelles. « Nous devons sensibiliser nos partenaires aux problèmes du Maghreb », déclare Roland Dumas à Salamanque. C'est l'intérêt de toute l'Europe de prendre en considération ses difficultés.

### Esthétisme démocratique

Au demeurant, la question reste posée de savoir si aide au développement et progrès démocratique doivent aller de pair. Déjà, la CEE se préoccupe d'inscrire la question du respect des droits de l'homme dans la logique d'une future coopération euro-maghrébine. Il est clair que l'interruption du processus électoral, au mois de décembre 1991, en Algérie, et les commentaires acides qu'elle a alors suscités du côté de l'Elysée continuent d'avoir un effet délétère sur les relations avec Paris. D'autant que le « dirigisme éclairé » du premier ministre, Belaid Abdesslam, laisse sceptique plus d'un bailleur de fonds.

« La France va-t-elle s'acharner longtemps à faire de l'esthétisme démocratique alors que nous sommes en train de nous noyer ? », s'interrogent amèrement les milieux algériens. L'accusation n'est pas sans fondements, dans la mesure où Paris entretient des rapports de bonne qualité avec les régimes marocain et tunisien qui n'ont, pourtant, de démocratique que la façade. Mais, vu d'Europe, il importe bien davantage de protéger ces deux pays de la « tornade verte » qui souffle depuis Alger.

A vrai dire, les gouvernements européens n'ont plus d'idées très

précises sur ce que devraient être les lignes de force d'une coopération avec leurs homologues maghrébins. Ce flou nourrit ainsi, à l'encontre de la France, un procès en suspicion sur l'autre rive de la Méditerranée, notamment en Algérie. Comme si cette politique « au fil de l'eau » dissimulait des visées inavouables ou trahissait simplement un manque de courage et de discernement.

Les pays européens savent le remue-ménage que créerait, d'un bout à l'autre du Maghreb et à l'intérieur des communautés maghrébines en Europe, l'arrivée au pouvoir des « barbus » en Algérie. Pour autant, ils ne s'interdisent pas de garder le contact avec les islamistes, et même d'héberger les plus exaltés d'entre eux. Comme cela est de tradition avec n'importe quels opposants susceptibles d'accéder, un jour, aux affaires.

Les incertitudes du moment, sur l'autre rive de la Méditerranée, rendent ainsi le dialogue euro-maghrébin particulièrement laborieux. Elles brouillent les perspectives, poussent aux calculs, suscitent des malentendus. Les « séminaristes » français et espagnols de Salamanque n'ont pu que prendre acte de ces intempéries politico-économiques dont personne ne semble être, aujourd'hui, en mesure de maîtriser le cours.

JACQUES DE BARRIN

(1) La réunion de Salamanque a réuni, les 28 et 29 septembre, autour des ministres des affaires étrangères et de l'intérieur français et espagnols, les ambassadeurs des deux pays accrédités dans les cinq Etats du Maghreb.  
(2) D'un côté, l'Espagne, la France, l'Italie, Malte et le Portugal ; de l'autre, l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie.

## LIRES ET REVUES

### L'Europe une

Jean-Pierre Faye propose un voyage à travers les philosophes qui, de la Renaissance à nos jours, ont annoncé cette « Europe une » que Nietzsche voyait venir « lente et hésitante ». Avec cet aphorisme de septembre 1888, tiré des *Pensées sur les chers Européens* d'aujourd'hui et de demain, qui ne rendrait pas Heidegger Kohl : «...un « Reich allemand » — combien de « Reichs allemands » ne donnerait-on pas pour un seul Goethe !... »

► Jean-Pierre Faye, *L'Europe une. Les philosophes et l'Europe*. Préface de Jacques Delors. Gallimard. 290 pages. 75 francs.

### De l'Oural vers l'Atlantique

Jusqu'à la fin des années 80, les démographes s'intéressaient essentiellement aux migrations du Sud vers le Nord. La fin de la division de l'Europe a attiré l'attention sur d'autres mouvements de populations possibles, de l'Est vers l'Ouest cette fois. Ce livre contient les rapports préparés pour des réunions ministérielles du Conseil de l'Europe.

► De l'Oural à l'Atlantique, la nouvelle donne migratoire. Les éditions du Conseil de l'Europe. 286 pages.

### La Communauté européenne dans une nouvelle Europe

Cet ouvrage, disponible en allemand, publie sous la direc-

tion de Christian Daubner les réflexions d'un groupe de travail d'universitaires et de hauts fonctionnaires français et allemands, sur la manière dont la Communauté a réagi aux changements de 1989-1990 sur le Vieux Continent.

► Die europäische Gemeinschaft in einem neuen Europa. Ed. Nomos. Baden-Baden. 282 pages.

### L'Europe de l'Atlantique à l'Oural ?

Un jeune historien et diplomate allemand a étudié le passé européen du général de Gaulle et la politique menée dans ce domaine pendant les dix premières années de la V<sup>e</sup> République. Un regard original qui prend d'autant plus de valeur après les bouleversements de 1989.

► Hans-Dieter Lucas, *Europe vom Atlantik bis zum Ural ?* Ed. Bouvier. Bonn. 438 pages. 120 DM.

### La vie quotidienne au Parlement européen

Pour qui veut connaître les coulisses du Parlement à trois sièges (Strasbourg, Bruxelles et Luxembourg), neuf, douze pays et 518 élus, voici un livre qui apprendra beaucoup. Non seulement sur la petite histoire de la tribune parlementaire, mais sur la subtilité politique menée par les groupes, où l'on voit que le facteur national est omniprésent dans le quotidien de l'action.

► Marc Abélès, *La Vie quotidienne au Parlement européen*. Hachette. 440 pages. 118 F.

## PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VI<sup>e</sup>  
Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE  
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS  
RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens

Catalogue bimestriel

Envoi sur simple demande

## L'HERMÈS

Editeur universitaire  
depuis 22 ans

### DROIT

ECONOMIE - GESTION  
LANGUES DES AFFAIRES

catalogue gratuit sur demande

13 rue Ségur 75006 PARIS TEL. 46 34 07 70





## ESPACE EUROPÉEN

# Etre autrichien, européen et... neutre

L'indépendance par rapport aux blocs était une composante de l'identité. Mais que faire quand les blocs ont disparu et que l'Europe ouvre ses portes ?

VIENNE

de notre correspondant

L'AUTRICHE, confortablement retirée depuis 1955 dans le cocon de la neutralité, s'interroge, depuis l'éclatement d'une guerre sur le territoire voisin de l'ex-Yougoslavie, sur la valeur réelle de ce statut qui semble avoir perdu sa raison d'être avec la fin du conflit Est-Ouest. Par quelle politique de réchange garantir au mieux la sécurité du pays ? Faut-il défendre la neutralité au risque de se voir barrer la route de l'intégration dans la CEE ? Peut-on l'abandonner et miser sur la future politique de sécurité commune européenne qui se dessine à l'horizon encore bien lointain ? Ou faut-il sans tarder demander l'adhésion à l'OTAN ?

Autant de questions - et de réponses - qui divisent l'opinion et la classe politique autrichienne, en particulier la coalition gouvernementale formée de socialistes et de conservateurs.

La volte-face de la Suède en matière de neutralité et la position nuancée de la Suisse - les deux pays n'ont pas évoqué, contrairement à Vienne, la neutralité dans leurs demandes d'adhésion à la CEE - ont créé un certain malaise. Les désaccords sur cette question sont d'autant plus douloureux qu'en Autriche la neutralité n'est pas perçue comme simple concept juridique et politique, mais a contribué à façonner l'identité nationale après 1955. La fête nationale, le 26 octobre, commémore le vote au Parlement de la loi sur la neutralité en 1955 et le départ des dernières troupes alliées.

Vienne cherche désespérément à ménager la chèvre et le chou, à savoir sauvegarder la neutralité en l'interprétant de manière plus souple et intégrer le pays dans la défense

européenne commune. On ne sait pas quand et sous quelle forme celle-ci verra le jour, mais elle est de plus en plus ressentie comme la seule garantie de sécurité pour un pays voué à vivre encore longtemps à la limite d'une région troublée.

Le chef de la diplomatie autrichienne, Alois Mock, n'est pas seul à faire une analyse très sombre de la crise des Balkans, qui risque, selon lui, de prendre une nouvelle dimension dans le cas d'un engagement des pays islamiques en Bosnie-Herzégovine aux côtés des Musulmans. La scission de la Tchecoslovaquie et la présence de fortes minorités hongroises en Slovaquie, en Voïvodine et en Roumanie sont d'autres éléments propres à créer un scénario assez inquiétant pour la sécurité de l'Autriche. « Jamais depuis 1968 la sécurité de l'Autriche n'a été plus menacée », estime Andreas Khol, porte-parole du ÖVP (parti conservateur) pour les affaires étrangères.

### Des menaces aux frontières

Les responsables restent prudents pour des raisons de politique intérieure et n'osent pas demander ouvertement l'abandon de la neutralité. Mais selon les sondages, l'opinion publique bouge : en janvier dernier, 56 % des Autrichiens ne voulaient pas qu'on touche à la sacro-sainte neutralité. En juin dernier, 38 % étaient déjà de l'avis qu'à la suite du grand chambardement à l'Est elle avait perdu son sens. Selon le directeur de l'Institut ISMA, la raison de ce changement est la crise dans les Balkans.

Erhard Busch, chef de l'ÖVP et vice-chancelier, avait néanmoins essayé des critiques acerbes de tous les côtés lorsqu'il avait déclaré publiquement : « La neutralité telle qu'elle a été perçue en 1955 est

morte » et demandé de « mettre fin aux ambiguïtés » et de « reconnaître ouvertement que l'Autriche souhaite intégrer la CEE mais pour des raisons économiques que pour des raisons de sécurité ».

Le bouillant chef de l'opposition de droite, M. Joerg Haider, surnommé parfois le Le Pen autrichien, est allé jusqu'à réclamer haut et fort l'adhésion à l'OTAN, « seule organisation qui dispose des moyens militaires pour assurer la sécurité de ses membres ».

### Des distances face à l'Allemagne

Le chancelier Franz Vranitzky et la quasi-totalité des responsables sociaux-démocrates hésitent et veulent surtout éviter de brûler les étapes, car ils savent bien que les Autrichiens tiennent à la neutralité, synonyme pour la génération d'après-guerre d'essor économique, de stabilité politique et de nouvelle identité autrichienne face à l'Allemagne.

Le chancelier a rejeté l'idée d'une adhésion à l'OTAN. Il mise sur la sécurité européenne collective « à laquelle l'Autriche participera activement ». Un mémorandum adressé à Bruxelles en juin dernier ne mentionne d'ailleurs plus la neutralité et donne l'assurance aux Douze que l'Autriche souscrira à la politique commune aussi bien en matière de diplomatie que dans le domaine de sécurité.

Dans le débat sur la neutralité, qui est systématiquement placé sous le signe de la discorde, il y a une seule certitude : la loi constitutionnelle sur la neutralité interdit à l'Autriche d'adhérer à une alliance militaire et d'accepter des bases militaires étrangères sur son territoire.

Le reste relève d'une conception très large de la « politique de neutralité » dans laquelle Vienne a tou-

jours privilégié un engagement international. L'Autriche est membre de l'ONU (contrairement à la Suisse) et a toujours massivement participé aux opérations des « casques bleus ». Vienne s'est également rallié aux sanctions de l'ONU contre l'Irak et la Serbie. Sans parler des facilités accordées aux avions des alliés ayant participé sous l'étiquette de l'ONU au conflit dans le Golfe.

Werner Fasslabend, ministre de la défense, a cependant lancé un pavé dans la mare lorsqu'il a offert à l'ONU l'utilisation de « bases logistiques » en Autriche pour les troupes et avions engagés dans ses missions humanitaires en ex-Yougoslavie. Comme lors de la guerre du Golfe, l'Autriche autorise les avions de l'ONU - plus de 500 jusqu'à présent selon le ministre - à survoler l'Autriche.

Mais leur permettre d'atterrir en Autriche, pour Heinz Fischer, président du Parlement (social-démocrate), ce serait trop et dépasserait les engagements qu'impose à l'Autriche la solidarité internationale au sein de l'ONU. « Le statut de neutralité serait progressivement vidé de son sens par de telles actions », estime-t-il.

### Un premier pas vers l'UEO

L'Union de l'Europe occidentale (UEO) semble être la mieux placée, aux yeux de nombreux dirigeants autrichiens, pour devenir le pilier de la future défense européenne commune. « L'Autriche devra se rapprocher de l'UEO, qui a un nouveau rôle à remplir dans la future architecture de sécurité européenne », estime Ernst Suchanpek, directeur politique au ministère des affaires étrangères. Alois Mock insiste de son côté auprès des socialistes pour que l'Autriche soit représentée par un observateur auprès de l'UEO et du Conseil de coopération

nord-atlantique (COCONA), forum Est-Ouest créé par l'OTAN et ses anciens adversaires de l'Est.

Le débat sur la sécurité de leur pays a pris les Autrichiens au dépourvu. Le conflit Est-Ouest et la présence de deux blocs militaires hostiles avaient fait bénéficier l'Autriche, grâce à sa position stratégique d'avant-poste de l'Ouest, à la charnière des deux blocs, d'une garantie implicite de l'OTAN en cas d'invasion par les troupes de l'URSS et de ses alliés. La disparition du pacte de Varsovie et la fin du conflit Est-Ouest ont privé le pays de ce parapluie dont on préférait ne pas parler en vertu de la neutralité.

Mais maintenant ? « L'Autriche restera seule dans un éventuel conflit et l'OTAN organiserait dans le meilleur des cas une opération « voisin en détresse » pour nous », estime Andreas Khol avec quelque ironie, en faisant allusion à l'aide humanitaire - « Voisin en détresse » - organisée en Autriche pour l'ex-Yougoslavie.

Détail surprenant en marge d'un débat mené avec beaucoup d'émotion : personne n'a sérieusement évoqué jusqu'à présent l'éventualité de renforcer la défense du pays pour être en mesure, le cas échéant, de se défendre par ses propres moyens. Cette hypothèse semble totalement exclue en Autriche, qui dépense 1,3 % seulement de son PIB, soit 18 milliards de schillings (9 milliards de francs), pour sa défense. Peter Jankowitsch, porte-parole social-démocrate pour les affaires étrangères, a catégoriquement exclu l'adhésion de l'Autriche à l'OTAN en arguant entre autres qu'un tel acte demanderait de tripler le budget militaire.

WALTRAUD BARYLI

Bruxelles

Strasbourg

## Regain d'optimisme en Alsace

STRASBOURG

de notre correspondant

LES actions de Strasbourg dans la lutte qui oppose la capitale alsacienne à Bruxelles pour le siège du Parlement européen sont en hausse. Le résultat spectaculaire obtenu à Strasbourg au référendum sur le Traité de Maastricht - 72,2 % de « oui » - est en soi une récompense pour tous les partisans de l'Europe. L'optimisme affiché par Catherine Trautmann ne tient pas seulement à ce score flatteur. Le maire de Strasbourg vient en quelques semaines de marquer plusieurs points.

Le Conseil de l'Europe a retrouvé une seconde jeunesse avec l'implosion du bloc communiste et l'intérêt que lui portent les nouvelles Républiques de l'Europe centrale et orientale et de l'ex-URSS. Le chantier du Palais des droits de l'homme où pourront être examinées les plaintes des citoyens de quarante pays européens est largement avancé. Le système informatisé nécessaire à la mise en œuvre des accords de Schengen (SIS) sur la libre circulation s'installe à Strasbourg. Dans le même sanctuaire, Europol va être opérationnel au 1<sup>er</sup> janvier prochain pour coordonner la lutte de la CEE contre la criminalité internationale. La métropole alsacienne vient d'être préférée à Berlin et à Düsseldorf pour accueillir l'Observatoire européen de l'audiovisuel. Arrêt sur la confidentialité et la chaîne culturelle franco-allemande doit s'élargir à d'autres pays de la Communauté.

### Comblant le déficit démocratique

Catherine Trautmann vient - enfin - d'obtenir la garantie de l'Etat pour construire un nouvel hémicycle de 750 places (et plus si nécessaire) et 1200 bureaux supplémentaires. Certes, les nouvelles installations ne pourront être livrées à l'Assemblée avant la fin de 1996. D'ici là, il y aura bien longtemps que les parlementaires européens disposeront de l'Espace Léopold à Bruxelles, encore que le chantier ait pris beaucoup de retard.

Tout aussi gênantes pour Bruxelles apparaissent les déclarations de Helmut Kohl sur la « furie réglementaire » de la Commission européenne. Le distributeur du chancelier allemand ternit l'image de la commission et de sa ville d'accueil.

Ce besoin urgent d'une Communauté plus transparente fait souffler un vent d'optimisme sur Strasbourg. La cité alsacienne est prête, considèrent ses responsables, à répondre tout de suite aux aspirations de l'opinion publique européenne alors que ce n'est pas le cas de Bruxelles. D'autant que le gouvernement belge, confronté à de graves difficultés politiques et budgétaires, et la région bruxelloise avec lui, ont du mal à tenir leurs engagements à l'égard des institutions européennes.

Aussi Strasbourg prend-elle au sérieux les signes d'apaisement manifestés par Bruxelles. On veut voir la recherche de la paix dans la bataille du siège du Parlement. Les espoirs sont grands qu'au conseil européen d'Edimbourg de la fin de l'année, François Mitterrand obtienne un compromis définitif : les sessions « ordinaires » à Strasbourg et les sessions « extraordinaires » à Bruxelles. Restent les parlementaires européens qui, même si chez certains l'évolution est visible, sont toujours en majorité favorables à Bruxelles, le « contrôle démocratique » nécessitant, selon eux, d'être... « à proximité » du conseil des ministres des Douze et de la Commission européenne.

MARCEL SCOTTO

TRIBUNE

# L'unité italienne en question

par Sergio Romano

NI le gouvernement Amato ni les Italiens n'ont eu le temps et la volonté, ces dernières semaines, de réfléchir à l'Europe de Maastricht et à la position de l'Italie dans la Communauté. Le référendum en France, le sommet franco-allemand de Paris, le procès fait à la technocratie bruxelloise, les déclarations de John Major et la dureté polémique des relations germano-britanniques ont été commentés en Italie comme des événements lointains, plus objet de curiosité intellectuelle que matière d'importance immédiate pour les intérêts du pays.

Jamais l'opinion italienne n'a été autant absorbée par la contemplation de ses propres plaies et de ses pro-

pres maux : crise du système politique, corruption, déficit budgétaire, chômage, augmentation des impôts, réductions des dépenses sociales, manifestations, grèves, protestations contre les dirigeants syndicaux. Tous savent que la crise finira par agir comme un instrument chirurgical sur leur système, sur le système politique et sur les restes de l'Etat-providence. Peu semblent se rendre compte que cela a déjà eu pour effet, à l'échelle européenne, de modifier la hiérarchie entre les pays de la Communauté et d'établir pour chacun d'entre eux, à la « Bourse de Bruxelles », une nouvelle quotation.

« L'Europe à deux vitesses » n'est pas l'expression appropriée. Si la

France et l'Allemagne, malgré tous les démentis, s'apprennent, avec le Benelux, à créer de facto une monnaie unique, les absents et les retardataires formeront en fait un groupe homogène, caractérisé par des aspirations et des rythmes de développement divers. L'Angleterre et le Danemark n'ont jamais entièrement renoncé à la perspective d'une Europe des marchands dans laquelle chaque Etat aurait le contrôle de ses dépenses sociales, de la politique fiscale, de la masse monétaire et des taux d'intérêt.

Ils ont accepté d'adhérer à la Communauté afin de ne pas rester à l'écart d'une organisation forte ; mais ils ont toujours à la tentation de lui tourner le dos toutes les fois qu'elle manifeste des signes de faiblesse et de division. A tort ou à raison, Londres et Copenhague sont convaincus de pouvoir mener, si nécessaire, une autre politique, atlantique et nordique. Ils n'envisagent pas l'éclatement de l'Europe communautaire comme un malheur, mais comme la possibilité d'un retour à une liberté perdue.

### Un cas à part

Cet éparpillement présente, pour l'Espagne, le Portugal, l'Irlande et la Grèce, à la fois des avantages et des désavantages, selon leur situation particulière. Mais, à une exception près, la Grèce, ils n'ont rien à se reprocher. Admis dans la Communauté quand ce club existait déjà depuis des années, ces pays ont fait de leur mieux - l'Espagne en particulier avec succès - pour moderniser leur économie, mettre de l'ordre dans leur budget et avancer du même pas que les grands pays.

Ce n'est pas leur faute si l'unification allemande, les élections américaines et la stagnation économique se sont donné rendez-vous en 1992 pour renverser les plans ébauchés à Maastricht en décembre dernier et gêner la marche vers l'unité européenne. Aucun homme d'Etat espagnol, portugais ou irlandais ne peut être accusé d'impéritie, d'impréparation ou de légèreté. Ils ont simplement subi les conséquences d'événements extérieurs qu'ils ne pouvaient ni rejeter ni contrôler.

Le cas de l'Italie est totalement différent. Parmi les fondateurs de la Communauté, elle est le seul pays

qui doive sortir du rang et ralentir sa marche. Les événements des dernières semaines comportent pour les Italiens une double régression : par rapport au groupe des Six qui a toujours joué d'une grande autorité morale en tant que noyau originel de la construction communautaire, et par rapport au groupe des sept pays les plus industrialisés de l'Occident capitaliste. On pourra se consoler en évoquant l'exemple de l'Angleterre, contrainte elle aussi d'avouer publiquement sa fragilité économique. Mais la comparaison est trompeuse car elle ne tient pas compte de quelques différences. D'abord, la Grande-Bretagne croit pouvoir mener une autre politique que l'Italie à tout miser sur l'Europe.

Nous ne savons pas si les calculs anglais sont réalistes et combien de temps il faudra pour que la réalité se conforme aux vieilles convictions de M<sup>rs</sup> Thatcher. Mais nous savons que l'Italie sans l'Europe est seulement un pays méditerranéen. L'Angleterre peut toujours vivre à l'ombre des Etats-Unis ; l'Italie risque de tomber dans un club dont les membres s'appellent Monbarak, Khaddafi, Milosevic, Tudjman, Hassan II et dans la trajectoire des hypothèses Felipe Gonzalez.

### Un pays méditerranéen

Ce n'est pas tout. L'Angleterre a une économie fragile, stagnante, alourdie par les vieilles structures coloniales, mais elle a un système politique solide, une administration efficace, un marché financier fort. Elle n'est plus une grande puissance, mais sait encore vendre des services - informations, assurances, finances - au reste du monde.

L'Italie est sous plusieurs aspects dans une situation inverse. Beaucoup de secteurs de son économie et de sa société sont dynamiques et entrepreneurs, mais son système politique et administratif est inefficace, corrompu et extraordinairement coûteux. Son exclusion du club privilégié de l'Union monétaire n'est pas la conséquence d'une conjoncture défavorable et d'une difficile transition économique : c'est la sentence par laquelle l'Europe juge et condamne la classe politique et le régime italiens. Si la Grande-Bretagne est encore sous bien des aspects un vieil empire à la recherche

de son rôle international, l'Italie est une puissance moyenne en train de glisser vers les degrés les plus bas de sa catégorie. L'histoire anglaise des cinquante dernières années peut être représentée comme un déclin lent et continu ; celle de l'Italie comme un long progrès extraordinaire, suivi d'une chute brutale.

Tôt ou tard, les Italiens cessent de penser seulement aux impôts, aux retraites, aux bons du Trésor, aux dépenses de santé et aux pots-de-vin. Ils découvriront alors brutalement que leur pays, entre-temps, a échoué dans la « scène B ». Il n'est pas possible aujourd'hui de dire s'ils préféreront croire les démentis émis par des diplomates, ou s'ils chercheront à faire mentir le verdict par un surcroît d'orgueil. Tout dépendra en dernière analyse de leur capacité à réformer le régime et à licencier la classe politique qui a si mal administré leurs ressources économiques et morales.

S'ils n'y parviennent pas, si le pays reste à la porte de l'Union monétaire, la crise de Maastricht finira par accentuer l'incompatibilité et la division entre les régions du Nord, qui n'ont pas l'intention de renoncer à l'Europe, et les régions méridionales qui s'adonneraient plus facilement aux douces habitudes de la société méditerranéenne. Les frustrations de la politique européenne finiront par alimenter les frustrations italo-italiennes et se répercuter sur l'unité nationale. Pour rester unie, l'Italie n'a d'autre solution que de faire partie de l'Europe unie.

► Ancien ambassadeur, Sergio Romano commente l'actualité pour plusieurs journaux italiens.

PREMIER VOLUME DE LA COLLECTION "SAVOIRS"

LE MONDE diplomatique

les mers, avenir de l'Europe

132 pages en couleurs 45 francs

POUR UNE POLITIQUE DU GRAND LARGE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde ÉDITIONS

VOYAGE A L'INTERIEUR DE L'EUROCRATIE

Jean de La Guénière

EN VENTE EN LIBRAIRIE



# POLITIQUE

## Le premier ministre se prononce pour un mandat présidentiel de sept ans non renouvelable

M. Pierre Bérégovoy, dimanche 4 octobre, l'invité de l'émission « 7 sur 7 » sur TF1. Voici les principaux extraits de son intervention.

• Les sondages. — « Des sondages, nous connaissons très bien. Rappelez-vous les sondages du mois de mai qui donnaient une majorité à « oui » variant de 70 à 75 %. Je me souviens d'un sondage d'octobre 1991 qui donnait 37 % de suffrages à François Mitterrand, et à la présidence de la République, il en a eu 52. Les sondages, il faut en tenir compte, c'est une photographie de l'opinion, ce n'est pas la réalité. »

• L'Europe. — « Il faut que la Commission de Bruxelles fasse un métier, elle le fait généralement bien, mais il ne faut pas qu'elle se mette à nous imposer ses idées. »

• Le remaniement gouvernemental. — Interrogé sur les chances de départ de M. Soisson du gouvernement Cresson sur les conditions de son retour dans celui de M. Bérégovoy, le premier ministre explique : « Il y avait un doute et un doute

liste parce que je crois qu'il est difficile de lever d'ailleurs qu'une formation l'emportera nettement (...). Les Français sont très prudents, avisés (...), ils ne donneront pas à une coalition une majorité telle qu'elle écrasera les autres. »

• L'Europe. — « Il faut que la Commission de Bruxelles fasse un métier, elle le fait généralement bien, mais il ne faut pas qu'elle se mette à nous imposer ses idées. »

• Le remaniement gouvernemental. — Interrogé sur les chances de départ de M. Soisson du gouvernement Cresson sur les conditions de son retour dans celui de M. Bérégovoy, le premier ministre explique : « Il y avait un doute et un doute

levé. D'ailleurs, Jean-Pierre Soisson a toujours considéré qu'il n'avait bénéficié d'aucune majorité du Front national. Ce doute est levé parce que les vice-présidents du conseil régional de Bourgogne ont été élus dans le Front national (...). La démonstration est faite par Jean-Pierre Soisson, a obtenu une majorité, majorité relative, qu'il peut gouverner la région Bourgogne sans aucune compromission avec le Front national. »

Interrogé sur l'attitude d'écologistes dans son gouvernement, M. Bérégovoy déclare : « Je ne cours après personne (...). Je crois que c'est la clarté des choix politiques qui déterminera l'attitude des Français (...). Je n'écarterai personne (...). Être soi-même, cela ne dit pas pas rechercher la démagogie à grappiller quelques voix ici ou là ; cela signifie avoir un langage clair, les écologistes ont le mandat

est complexe, il faut donc leur parler (...) le langage du mandat de la responsabilité. A partir de là, nous nous mettrons à l'œuvre, je pourrais accepter un mandat de cinq ans, c'était un régime présidentiel, mais je crois que la France n'en a pas besoin, en plus, ce n'est pas bon pour la stabilité de nos institutions. A partir de là, il semble que la meilleure formule, c'est (...) sept ans non renouvelable (...) cela permet au président de la République d'être un peu au-dessus de la mêlée, de pouvoir un changement de majorité, cela donne une permanence à l'institution (...). Le président de la République, après réflexion, partage un point de vue, parce qu'il faut que le gouvernement, même de la Constitution, il faut que le président de la République, chef des armées, fixant les grandes orientations, puisse exercer dans la sérénité cette haute fonction. »

• La réforme des institutions. — « Une réforme des institutions, je la crois souhaitable, mieux clarifier les rapports de la justice avec l'exécutif, sans doute, pour donner au Parlement un peu plus de pouvoir. Mais il faut que cela résulte d'un large débat (...). Cela pourrait se faire en Congrès, cela nous mènerait à un référendum avant les élections législatives, cela pose des problèmes. »

A propos du mandat présidentiel le premier ministre explique : « Je me dis que deux fois cinq, cela signifie que l'on

très vite au bout de trois ans dans la campagne pour le deuxième mandat, et plus ce serait changer les institutions, plus je pourrais accepter un mandat de cinq ans, c'était un régime présidentiel, mais je crois que la France n'en a pas besoin, en plus, ce n'est pas bon pour la stabilité de nos institutions. A partir de là, il semble que la meilleure formule, c'est (...) sept ans non renouvelable (...) cela permet au président de la République d'être un peu au-dessus de la mêlée, de pouvoir un changement de majorité, cela donne une permanence à l'institution (...). Le président de la République, après réflexion, partage un point de vue, parce qu'il faut que le gouvernement, même de la Constitution, il faut que le président de la République, chef des armées, fixant les grandes orientations, puisse exercer dans la sérénité cette haute fonction. »

## M. Bérégovoy tente d'éviter le vote d'une motion de censure

Suite de la première page

Il pourra se dire que, si les socialistes ne peuvent pas faire passer une loi, ils ne peuvent pas faire passer une loi. Mais, si les socialistes ne peuvent pas faire passer une loi, ils ne peuvent pas faire passer une loi. Mais, si les socialistes ne peuvent pas faire passer une loi, ils ne peuvent pas faire passer une loi.

Il pourra faire remarquer que la loi est votée, mais elle n'est pas appliquée. Mais, si la loi est votée, mais elle n'est pas appliquée. Mais, si la loi est votée, mais elle n'est pas appliquée.

Mais M. Bérégovoy sait bien que cela ne lui suffit pas pour prétendre à la présidence de la République. Mais, si cela ne lui suffit pas pour prétendre à la présidence de la République. Mais, si cela ne lui suffit pas pour prétendre à la présidence de la République.

Or, le chef du gouvernement aimerait bien ne pas être celui qui a conduit le PS à la plus formelle déroute électorale depuis sa création. Mais, si le chef du gouvernement aimerait bien ne pas être celui qui a conduit le PS à la plus formelle déroute électorale depuis sa création.

### Le RECOURS-France souhaite le retour de la droite

MONTPELLIER

Un congrès du RECOURS-France, organisation de défense des rapatriés d'Afrique du Nord, a été organisé à Montpellier. Mais, si le congrès du RECOURS-France, organisation de défense des rapatriés d'Afrique du Nord, a été organisé à Montpellier.

M. Jacques Chirac, qui avait fait adopter en 1986 de substantielles indemnités, a été élu dans un message qui promet l'accélération de l'achèvement de la politique. Pour sa part, M. Georges Frêche, maire (PS) de Montpellier, a fait l'éloge, devant les congressistes, de « l'œuvre accomplie par la France en Algérie », fustigeant « les cheyennades » et la « thèse-mondialisme pleurnichard » de la gauche. Il a déclaré : « Une réforme de l'Algérie, de l'époque coloniale, je peux comprendre les gens ayant rejoint l'OAS », a-t-il dit. Le congrès du RECOURS-France a décidé de faire du 1<sup>er</sup> novembre prochain une journée nationale de la sauvegarde des cimetières français d'Algérie. (Inédit.)

Il faut que nous soyons vraiment en mesure de faire un métier, elle le fait généralement bien, mais il ne faut pas qu'elle se mette à nous imposer ses idées. Mais, si elle se met à nous imposer ses idées, elle ne peut pas faire passer une loi.

### Du temps et de l'argent

Pour gouverner, cette première victoire, M. Bérégovoy a besoin de temps. Il espère que les cinq mois qui lui restent, si le calendrier électoral est respecté, lui permettront, mieux que les six premiers mois qu'il a eus à Matignon, de faire admettre que la gauche peut faire triompher le slogan qu'il lui propose : « Sécurité, solidarité, intégrité, compétitivité. » Car son printemps et son été ont été moins réussis qu'il ne le souhaitait quand M. Mitterrand lui a confié, en juin, le mandat de gouverner.

La mise en place d'une réforme aussi importante que mal préparée, le permis à points, l'a obligé à recourir à l'autoritarisme et dialogue avec les chauffeurs routiers. Une série d'incidents dans les prisons l'a contraint à la même méthode avec le personnel pénitentiaire. La mise à nu, pendant la campagne référendaire, des frustrations engendrées par la dégradation de la situation de la faillite sociale, l'a forcé à solliciter au secours les dirigeants de l'opposition pour éviter que ne soit décrié le grand dessein européen du président de la République.

Tenter d'obtenir le rejet de la gauche par la France rurale, rejet dont l'ampleur vient d'être évaluée, impose que M. Jean-Pierre Soisson ait, devant lui, un peu de temps et... un peu d'argent. Or, la situation économique, que M. Bérégovoy promet depuis le 15 septembre et qu'il espère démontrer que la politique de la gauche est compétitive, va permettre un redressement général de l'emploi, mais pas au rendez-vous. Heureusement pour l'actuel premier ministre, la rigueur budgétaire qu'il a imposée au ministre de l'Économie, M. Michel Rocard, et à M<sup>me</sup> Edith Cresson permet à M. Michel Sapin de se montrer un peu plus généreux que lui-même ne l'a été.

### La session de tous les dangers

La session souhaitée est, en fait, entre les mains des députés de l'opposition. Ils parviennent à renverser le gouvernement, le président de la République serait probablement amené à dissoudre l'Assemblée nationale, ce qui, en surcroît, affaiblirait encore son mandat au cours d'une troisième session législative. Or, la session parlementaire qui s'ouvre est celle de tous les dangers.

Dernière de la législature, ne peut être que la préparation à la répétition de la campagne électorale des députés de la majorité

seront encore plus exigeants pour obtenir les petits cadeaux et les grandes concessions. Mais, si les députés de l'opposition ne peuvent qu'être enclins à leur force, ils ne peuvent qu'être enclins à leur force. Mais, si les députés de l'opposition ne peuvent qu'être enclins à leur force, ils ne peuvent qu'être enclins à leur force.

Certes, une partie de l'état-major de l'opposition ne peut qu'être enclins à leur force. Mais, si une partie de l'état-major de l'opposition ne peut qu'être enclins à leur force, elle ne peut qu'être enclins à leur force.

La mise en place d'une réforme aussi importante que mal préparée, le permis à points, l'a obligé à recourir à l'autoritarisme et dialogue avec les chauffeurs routiers. Une série d'incidents dans les prisons l'a contraint à la même méthode avec le personnel pénitentiaire. La mise à nu, pendant la campagne référendaire, des frustrations engendrées par la dégradation de la situation de la faillite sociale, l'a forcé à solliciter au secours les dirigeants de l'opposition pour éviter que ne soit décrié le grand dessein européen du président de la République.

Tenter d'obtenir le rejet de la gauche par la France rurale, rejet dont l'ampleur vient d'être évaluée, impose que M. Jean-Pierre Soisson ait, devant lui, un peu de temps et... un peu d'argent. Or, la situation économique, que M. Bérégovoy promet depuis le 15 septembre et qu'il espère démontrer que la politique de la gauche est compétitive, va permettre un redressement général de l'emploi, mais pas au rendez-vous. Heureusement pour l'actuel premier ministre, la rigueur budgétaire qu'il a imposée au ministre de l'Économie, M. Michel Rocard, et à M<sup>me</sup> Edith Cresson permet à M. Michel Sapin de se montrer un peu plus généreux que lui-même ne l'a été.

### La réforme de la politique agricole

L'ordre du jour a donc été fixé. Mais, si l'ordre du jour a donc été fixé, il ne peut qu'être fixé. Mais, si l'ordre du jour a donc été fixé, il ne peut qu'être fixé.

La cote de M. Mitterrand a baissé de 10 points. Mais, si la cote de M. Mitterrand a baissé de 10 points, elle ne peut qu'être baissée. Mais, si la cote de M. Mitterrand a baissé de 10 points, elle ne peut qu'être baissée.

En vente en librairie et grandes surfaces. EUROPE LE GRAND ATLAS. 299 F seulement. ÉDITIONS SATLAS.

probablement inscrite en décembre que le accord est trouvé avec les organisations professionnelles. Mais, si le accord est trouvé avec les organisations professionnelles, il ne peut qu'être trouvé. Mais, si le accord est trouvé avec les organisations professionnelles, il ne peut qu'être trouvé.

Le budget, pour lequel le gouvernement a fait un effort, mais, si le budget, pour lequel le gouvernement a fait un effort, il ne peut qu'être fait. Mais, si le budget, pour lequel le gouvernement a fait un effort, il ne peut qu'être fait.

Premier ministre sursitaire, M. Bérégovoy doit, de surcroît, gérer la situation créée par la démission du chef de l'État. La difficulté n'est pas la surcharge d'emploi

du qu'elle lui impose que l'alourdissement du climat politique et économique qu'a entraîné l'annonce du départ de M. Mitterrand. Les états-majors des partis sont obligés d'intégrer à leur réflexion la possibilité d'une élection présidentielle anticipée. Les dirigeants d'entreprises tentés d'attendre, mais, si les dirigeants d'entreprises tentés d'attendre, ils ne peuvent qu'être tentés. Mais, si les dirigeants d'entreprises tentés d'attendre, ils ne peuvent qu'être tentés.

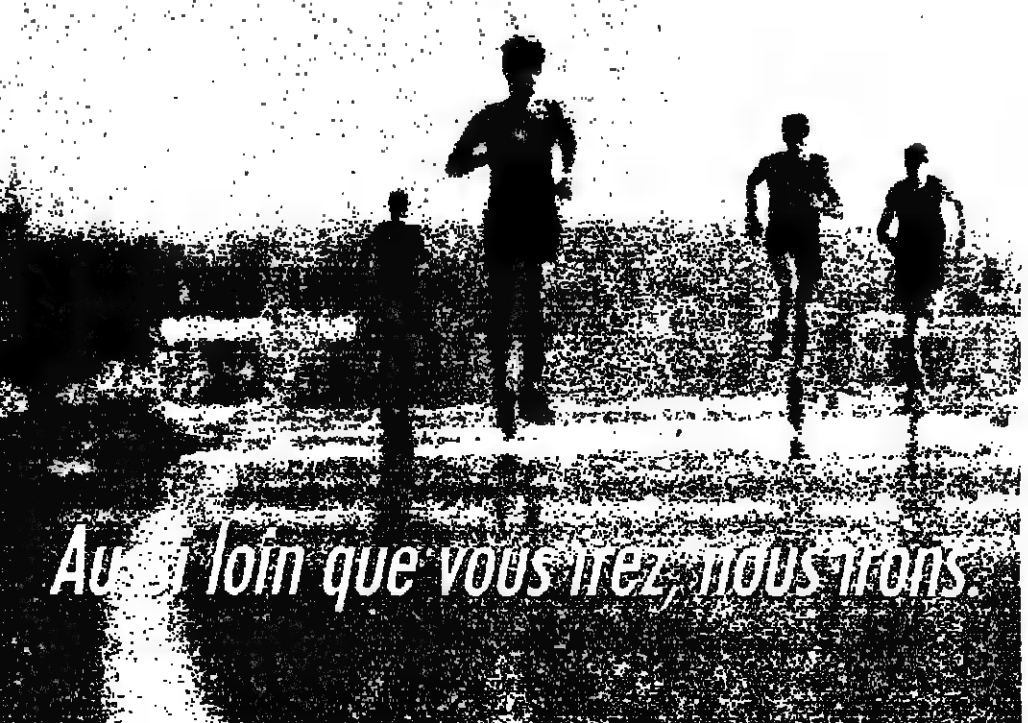
C'est sans doute pour éviter de créer l'illusion d'une présidentielle anticipée qu'il a, dimanche 4 octobre, exclu la réduction à cinq ans du mandat présidentiel, assurant que le chef de l'État, lui-même, préférerait maintenant la solution d'un septennat non renouvelable.

M. Bérégovoy avait été affublé du surnom de « gestionnaire de M. Antoine Pinay. Va-t-il maintenant être celui du surnom d'un autre président du conseil de la IV<sup>e</sup> République, Henri Queuille, le « docteur Bérégovoy » ?

THIERRY BRÉHIER

## IMPRIMANTES OKI

Nager, pédaler, courir, répit et tenir la distance. Pas de doute, le triathlon exige un effort de tous les instants. Et une volonté proche de l'obstination, celle d'aller jusqu'au bout. Cette volonté qui anime le nageur de fond, le triathlète, elle nous incite à nous dépasser. A offrir des imprimantes d'une fiabilité à toute épreuve. A nous engager auprès de l'équipe de revendeurs sur laquelle vous pouvez compter. En bref, à mettre notre expertise au service de vos exigences et de vos idées. C'est clair, aussi loin que vous irez, nous irons. OKI Systèmes (France) - Tél. (1) 46.15.80.00





مركزا من رلاصل

## POLITIQUE

Face à ses partenaires de l'UDF

### Le CDS est décidé à préserver son autonomie

Réuni samedi 10 octobre à Paris, le conseil politique du CDS a décidé de préserver son autonomie. Le groupe UDF de l'Assemblée nationale, qui se soit mobilisé pour leur cause, la présidence du Sénat, sans qu'ils aient l'Assemblée nationale.

Au lendemain de l'élection de M. Monory à la présidence du Sénat, le conseil politique du CDS s'est laissé bercer par une euphorie. Tout en continuant de toucher les dividendes de leur engagement au profit du « oui » à Maastricht, les dirigeants centristes de l'un des leurs. Outre qu'elle contribuera à défendre leur trésorerie, elle conforte, à leurs yeux, leur stratégie d'autonomie au sein de l'UDF. M. Monory a été longuement ovationné par ses amis. « C'est un grand moment de bonheur de plaisir pour nous tous », a déclaré M. Pierre Méhaignerie. Non sans émotion, le président de M. Alain Poirer a assuré ses amis de sa fidélité en expliquant qu'il continuerait comme par le passé à participer à la vie du parti. « Il ne faut pas prendre la grosse tête, a-t-il relevé, sinon on n'entend plus grand-chose », M. Monory a réjoui d'avoir fait démonstration que le CDS n'est pas marginalisé dans l'UDF.

Les succès des responsables du CDS ne retirent pas les mêmes enseignements. L'UDF persiste à penser que l'UDF reste un instrument indispensable à Paris, faire front à l'opposition, comme la démonstration en a été faite au Sénat. Mais son rôle de médiateur des identités demeure un atout précieux. Les groupes doivent durer, ils résistent », a souligné M. Bernard Bosni, secrétaire général. A l'exception notable de leur président exécutif, M. Dominique Baudis, la plupart des responsables du CDS sont partisans de maintenir cette stratégie d'autonomie. M. Monory, qui avait pourtant jugé

« déloyale » la création du groupe UDF à l'Assemblée nationale, est aussi s'être ravisé. Certains responsables se félicitaient même de ce que l'UDF se soit mobilisé pour leur cause, la présidence du Sénat, sans qu'ils aient l'Assemblée nationale.

#### « La porte de l'ouverture »

Les centristes ont eu la mer de toutes les représailles pour les prochaines élections législatives. De la part du RPR qui, dans les témoignages rapportés de province, encourageait des candidats de « faux indépendants ». De la part de l'UDF qui accentue actuellement le chantage aux investitures. Lors du bureau politique qui a précédé le conseil national, M. Méhaignerie a expressément exigé de ses collègues qu'ils se rendent compte que du CDS.

À quelles foudres il doit s'attendre de la part de ses partenaires de l'opposition, le CDS a eu à cœur d'étouffer prestement. « Sur la gauche, les sirènes de l'ouverture qui pourraient ressurgir dans l'ombre de M. Jean-Pierre Soisson. Pour M. Méhaignerie, le nouveau ministre de l'Agriculture n'est qu'un « usurpateur », qui a choisi « une aventure personnelle ». « Nous sommes fatigués, a-t-il ajouté, de voir des gens volontairement en retard. La porte de l'ouverture est fermée depuis longtemps, c'est François Mitterrand qui l'a lui-même fermée ».

Afin de bien marquer leur détermination à ne pas accepter une ouverture qui, selon eux, ne peut être envisagée qu'au moment de l'élection présidentielle, les centristes ont voté à main levée la condamnation du gouvernement sur son prochain budget en insistant sur la faillite de sa politique d'aménagement rural. Un vote acquis à l'unanimité, moins deux voix des deux députés de l'Yonne, le département de M. Soisson.

DANIEL CARTON

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

### M. Charles Millon (UDF) souhaite une « cohabitation de combat »

M. Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, qui était l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde », a rappelé son opposition à la cohabitation. « Si nous avons un socle de convictions qui est clair, et précis, nous pourrions aller négocier avec le président de la République, a-t-il précisé. Si, par contre, le président de la République ne peut jouer nos différences, les divergences, la cohabitation telle qu'on aimerait la voir ne durera pas une seconde ».

« J'espère que nous aurons une majorité suffisante pour que le président de la République en tire les conclusions. C'est la meilleure des solutions », a ajouté M. Millon. Si le président de la République n'en tire pas les conclusions, il faut appeler à la cohabitation de combat. Mettons noir sur blanc toutes les réformes que nous voulons faire, et qu'il n'y ait pas le moindre croche-pot pour empêcher ces réformes-là. Il y aura peut-être une crise, mais une crise, c'est le président de la République qui l'aura provoquée (...). Au moindre croche-

pot de signature des ordonnances, nous provoquerons une crise, une vraie crise ».

Pour le président du groupe UDF, l'opposition a désormais « le devoir historique de choisir l'alternance ». « La gauche s'est effondrée, a perdu sa crédibilité, a-t-il expliqué. C'est donc la droite qui reprend le rôle de l'alternance. Elle prend le risque de gâcher ses chances par des politiques de compromis, par des attitudes de fuite. Il n'y aura plus de gauche, ni droite pour rendre l'espérance ».

Enfin, interrogé sur le projet de budget de 1993, M. Millon a estimé que « la politique a démissionné devant le budgetaire » et qu'il faudrait « l'avenir à faire le nettoyage, chapitre par chapitre, des services votés ». Prenant l'exemple du budget de l'éducation, on a augmenté, il a affirmé, « ce n'est pas un problème quantitatif, c'est un problème d'organisation, d'utilisation des crédits ».

A « L'heure de vérité » de France 2

### Le nouveau président du Sénat ne sera pas un « combattant politique »

« Le rôle du président du Sénat n'est pas de combattre politiquement », a déclaré M. René Monory, dimanche 4 octobre, lors de l'« heure de vérité » de France 2. Le président du Sénat a comme mission principale de veiller à l'application stricte de la Constitution. Le nouveau président du Sénat doit être élu au sein du système des primaires organisées au sein de l'UDF, qui a conduit à son élection. « Tant que l'UDF est divisée, elle n'a pas de pouvoir de dialogue avec le RPR », a souligné M. Monory. Mais à partir du moment où elle est unie, elle devient un partenaire à part entière, ce qui est profitable pour l'ensemble de l'opposition. Enfin, concernant le projet de budget, M. Monory a estimé que « la grande erreur de ces dix dernières années a été de vouloir augmenter les dépenses de fonctionnement, alors qu'on avait de moins en moins de crédits ». « Il faut savoir si on sauvera nos pays en faisant de la aide sociale ou en faisant de l'investissement », a-t-il ajouté, en proposant une stabilisation des dépenses de fonctionnement.

### M. Harlem Désir lance le Mouvement Action Égalité

Le Mouvement Action Égalité, parti politique de gauche, se fait le porte-voix du « mouvement social », a tenu, samedi 3 et dimanche 4 octobre, à Paris, ses premières réunions. Il s'agit d'un bureau national provisoire, présidé par M. Harlem Désir.

La génération hétéroclite du SOS-Racisme, aujourd'hui trentenaire, plaide d'impudence d'entrer en politique. Harlem Désir se frotte à l'ensemble des milieux de la cité, et donc à des désemparés du milieu purement associatif, elle veut « prendre la parole » car les services dirigeants qui, naguère, la couvraient de sollicitude le lui « confisquent » plutôt. Ainsi vient-elle de se doter d'un parti de classique facture, le Mouvement Action Égalité, forme retravaillée du Mouvement pour l'emploi lancé récemment par M. Harlem Désir.

Malgré les inspirateurs de cette nouvelle formation sont issus de la famille du SOS-Racisme - MM. Harlem Désir, Bernard Tormen, Malik Boutin... - l'idée qu'ils poursuivent à travers leur parvient d'autres horizons. Les connaissances du milieu n'ont pointé qu'un petit quart de « potes » parmi les trois cents cinquante participants à ces réunions constitutives. Les autres sont des militants en déshérence, orphelins du PS, du PC ou transfuges de l'extrême gauche, comme M. David Assouline.

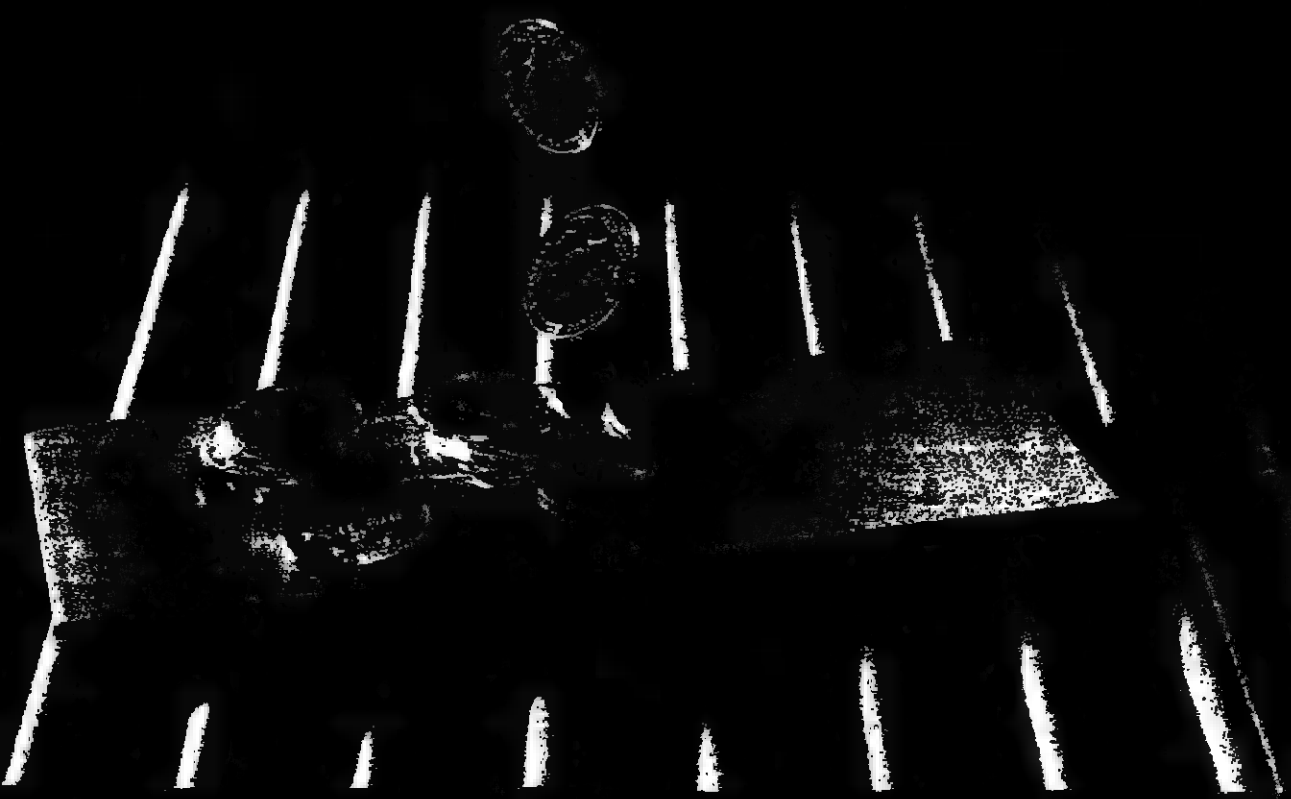
Si l'on se croit le projet de loi sur lequel ils ont planché, leur ambition n'est pas de « lancer dans une entreprise électorale de rénovation municipale, politique » mais d'« agir » et de « peser » sur la vie municipale, nationale et européenne en présentant des candidats aux élections. Car il est urgent, pour les rédacteurs de cette profession de foi, de réinsuffler une « passion civique » à une vie politique aujourd'hui « réduite à une guerre de chefs interminable, au sein d'appareils coupés de la société, vides de projets, d'idées et de militants ».

FRÉDÉRIC BOBIN



## BARCLAYS

# Gagnez de l'argent avec le compte chèque rémunéré Barclays.



Un vrai compte chèque avec toutes les souplesses et les facilités de votre compte chèque habituel, plus la rémunération au jour le jour de votre solde créditeur (jusqu'à 10 000 F) que vous avez à vous en occuper, voilà ce que la banque Barclays vous propose. C'est simple, c'est clair, c'est ce que tous les Français attendaient. Le compte chèque rémunéré Barclays existe depuis le 30 septembre. Renseignez-vous vite.

1614 BARCLAYS N° VERT 05.31.03.93

alternatives économiques  
N° 100  
NOUVELLE FORMULE







## SOCIÉTÉ

### CATASTROPHES

Après l'accident de l'avion-cargo d'El Al

## Le gouvernement israélien n'écarte aucune hypothèse

JÉRUSALEM

de correspondant

Accident? Attentat? Erreur de pilotage? A l'heure des condoléances et de la sympathie attirée, le gouvernement israélien, qui a envoyé lundi matin les premiers éléments d'une commission d'enquête dirigée par l'ancien commandant en chef de l'armée de l'air, le général de réserve

Lapidot, n'écartait encore, officiellement, aucune hypothèse sur l'accident de l'avion-cargo d'El Al, qui s'est écrasé dans les dunes d'Amsterdam.

La direction de la compagnie d'aviation israélienne, qui a constitué une propre commission d'enquête, dirigée par son directeur général adjoint, M. Yisrael Cherbin, l'appareil, qui était en partance pour Tel-Aviv, transportait une cargaison tout à fait inhabituelle: 114 tonnes de textiles, de parfums et d'appareils électroniques grand public. Le commandant de bord, les trois membres d'équipage et un passager, épouse d'un officier de la sécurité d'El Al, ont péri sur le coup.

«Je suis profondément choqué par cette horrible tragédie», a réagi le premier ministre d'Israël, Yitzhak Rabin, à son homologue néerlandais. «Notre cœur se joint à vous dans vos pleurs», a ajouté le président de la République, M. Herta et Pauline Herzog, a envoyé, par sa part, un message de condoléances à la reine Beatrix.

Lundi matin, la compagnie El Al avait maintenu son vol ordinaire, avec cinquante-six vols passagers et cargo prévus pour la journée. Interrogé par des journalistes locaux, le ministre de l'aviation, M. Uzi Baran, a fait savoir que ce «terrible désastre» ne devait pas avoir d'impact sur le tourisme en Israël, à condition que la catastrophe soit définitivement écartée.

«Je suis profondément choqué par cette horrible tragédie», a réagi le premier ministre d'Israël, Yitzhak Rabin, à son homologue néerlandais. «Notre cœur se joint à vous dans vos pleurs», a ajouté le président de la République, M. Herta et Pauline Herzog, a envoyé, par sa part, un message de condoléances à la reine Beatrix.

Lundi matin, la compagnie El Al avait maintenu son vol ordinaire, avec cinquante-six vols passagers et cargo prévus pour la journée. Interrogé par des journalistes locaux, le ministre de l'aviation, M. Uzi Baran, a fait savoir que ce «terrible désastre» ne devait pas avoir d'impact sur le tourisme en Israël, à condition que la catastrophe soit définitivement écartée.

PATRICE CLAUDE

### Interrogations autour de deux moteurs

La catastrophe aérienne d'Amsterdam comprend plusieurs inconnues. Il faudra le dépouillement des enregistreurs des paramètres de vol de l'avion - les «boîtes noires» - les enregistrements des conversations avec le contrôle aérien et ceux du radar pour comprendre ce qui s'est passé à bord d'un appareil apparemment en bon état de fonctionnement.

La cause officielle du crash du Boeing 747 cargo d'El Al est l'explosion qui s'est produite, une dizaine de minutes après l'envol, dans deux réacteurs. Ce cas est rarissime, car les problèmes d'échauffement d'un réacteur ne se communiquent pas à son voisin. Deux hypothèses peuvent être émises pour expliquer cette simultanéité: la première est l'explosion de la turbine de l'un des deux moteurs et la projection de morceaux de métal sur l'autre moteur qui n'aurait pas supporté ce bombardement; la deuxième est l'ingestion de volatiles par les deux turbines.

Cette dernière hypothèse est moins hasardeuse qu'on pourrait le croire. En effet, les oiseaux migrateurs abondent en cette sa-

ison dans les parages de la mer du Nord et les dégâts provoqués par un tel impact peuvent être considérables. Il est même possible que l'appareil n'ait pas pu, avec deux moteurs en marche, revenir au point de départ: un Boeing rempli de passagers a été posé au Japon avec un seul moteur en fonctionnement.

On ignore si, du moment où l'appareil a été lancé, une alerte a été donnée. Sinon, l'avion était difficile à manœuvrer. Si oui, un événement supplémentaire est venu compliquer la tâche du pilote qui tentait de maintenir en ligne et en altitude son appareil déséquilibré par le décrochage des deux réacteurs. Une défaillance structurelle des ailes aurait pu aggraver la situation. Le pilote ne pouvait pas attendre beaucoup de temps avant d'atterrir. Il a donc tenté de poser l'avion sur une piste d'urgence.

Al. F.

## Plus de 200 morts et disparus

Suite de la première page

Le nombre des morts s'élevait à 29, dont deux très grièvement atteints, un bilan communiqué par la mairie d'Amsterdam à midi. A ce moment, l'urgence était en début de phase. Les hôpitaux ont reçu deux heures: à l'hôpital d'Amsterdam, les blessés ont été soignés. Les secours ne s'attendaient plus qu'à relever des débris et des miraculés des débris des immeubles.

D'après le registre de la population tenu à l'hôtel de ville, les immeubles touchés étaient habités par 239 personnes. Mais ce chiffre semble faible pour des «HLM» regroupés dans neuf étages et mesurant plusieurs dizaines de mètres de long. D'autant que le «Bijlmermeer», essentiellement peuplé de milliers d'immigrés surinamais ou antillais, les familles nombreuses, est connue pour être volontiers fréquentée par des habitants clandestins, immigrés illégaux ou personnes non déclarées par leurs propriétaires.

En tout état de cause, l'accident du Boeing d'El Al pourrait avoir coûté la vie à quatre occupants de l'appareil, mais aussi à plusieurs dizaines de personnes. La police a déclaré, dès dimanche soir, s'attendre à un bilan de 150 à 200 victimes. 90 à 239 habitants environement recensés occupaient les 30 appartements totalement détruits de l'immeuble Kruitenberg. Dans l'immeuble Groeneveen, 50 appartements ont été soufflés.

### La fouille des débris

La journée du lundi 5 octobre a permis aux autorités et aux services de la protection civile d'Amsterdam de se faire une plus précise de l'ampleur de la tragédie. Dès l'aube, en effet, un vent fort qui a soulevé la poussière des débris, un peloton de 60 secouristes a commencé à fouiller les débris. Les pans de mur subsistant avaient été écartés au cours de la nuit par des

entreprises de travaux publics. «Les risques d'effondrement étaient grands», a expliqué le directeur des sapeurs-pompiers d'Amsterdam. Les équipes ont été envoyées de nuit pour secourir au plus vite d'éventuels survivants. Mais qu'ils soient rendus maîtres de l'incendie moins de quatre heures après son déclenchement. Les opérations de fouille devraient durer au moins quatre jours.

Les services de police ont un autre obstacle: la conduite de leur alimentant le quartier touché a dû être interrompue pour permettre la fermeture de l'extinction des foyers d'incendie résiduels. Mais à ces deux contretemps, les opérations de déblaiement ont été correctement déroulées. Un centre d'accueil des victimes et des proches a été mis vite en place dans un gymnase du quartier, malgré l'absence de curieux accourus dès l'annonce de la catastrophe. La télévision et la radio ont, à plusieurs reprises, lancé des appels au public pour qu'il «maîtrise sa curiosité» et boucler leur programme pour assurer une information «non-stop» sur ce drame, le plus important survenu aux Pays-Bas depuis l'inondation de la Zélande en 1953.

### L'hypothèse de l'attentat

La catastrophe aérienne date de 1981: un Fokker de la compagnie KLM s'était abîmé dans les environs de Rotterdam à cause du mauvais temps. Quant au Boeing d'El Al au-dessus d'Amsterdam, il s'est écrasé lundi matin entouré d'un certain mystère.

La chronologie des événements est établie. L'appareil avait décollé de l'aéroport Schiphol à 15 heures, en provenance de New-York. Le temps de compléter son chargement et de remplir ses réservoirs, et il avait redécollé à 18 h 22 en direction de Tel-Aviv. Mais, dix minutes plus tard, le commandant de bord signalait à la tour de contrôle «des problèmes en feu» et annonçait qu'il allait tenter d'atterrir pour un atterrissage d'urgence.

Les moteurs, endommagés puis perdus, auraient été retrouvés à quinze kilomètres à l'est d'Amsterdam, à leur analyse pourrait permettre de lever un coin du voile sur les causes de la catastrophe. Avarie technique, sur un avion en service depuis trois ans à El Al, ou sabotage? L'enquête d'El Al et la Haye a dit: «pas de crime ni de sabotage».

Il est l'aviation qui s'est retrouvé l'un des quartiers les plus denses d'Amsterdam alors que son équipage avait lancé un SOS. Lors de la conférence de presse donnée au milieu de la nuit, le maire de la capitale, M. Ed Van Thijn, a avoué qu'il ignorait si le commandant du Boeing avait respecté les procédures prévues en cas d'urgence et si celles-ci prévoyaient le déchargement des engins en péril vers les plans d'eau qui entourent la ville.

Mais il a précisé que la partie sud-est d'Amsterdam, qui est l'une des plus urbanisées, se trouvait dans un état de «normalité». Un autre coin du dynamisme de l'aéroport Schiphol est en développement de la ville au cours des dernières décennies, un avion toutes les trois minutes au-dessus de la tête de plusieurs dizaines de milliers d'habitants.

CHRISTIAN CHARTIER

### Les chutes d'avions sur des agglomérations

Les accidents occasionnés par la chute d'un avion (civil ou militaire) ou de débris d'avions sur des habitations sont fréquents:

- le 6 juillet 1988, un Mirage de l'armée de l'air pakistanaise s'écrase sur une zone résidentielle au nord de Karachi: 14 morts, 22 blessés;

- le 7 septembre 1988, un avion civil d'une compagnie régionale s'écrase sur un hôtel dans la province de Shanxi: 42 morts, plusieurs blessés;

- le 8 décembre 1988, un avion militaire américain s'écrase sur un quartier de la ville allemande de Remscheid: 5 personnes tuées, 11 blessées;

- le 21 septembre 1988, un Fokker s'écrase dans la PanAm: 170 morts, 11 habitants du village;

- le 3 septembre 1989, un Ilyouchine des forces cubaines s'écrase au décollage d'un quartier proche de La Havane: 170 victimes, 11 habitants du quartier;

- le 25 janvier 1990, un Boeing de la compagnie colombienne Avianca s'écrase dans une banlieue de New-York: 72 victimes;

- le 6 décembre 1990, un avion militaire s'écrase sur un collège dans les environs de Bologne, Italie: 12 morts, 80 blessés;

- le 16 avril 1992, un avion de l'armée kenyenne tombe dans les flammes sur un quartier pauvre de Nairobi: 50 morts.



POUR BIEN CHOISIR SA VOITURE, IL FAUT AVOIR LES BONS REFLEXES.

**1** Si on vous parle d'une très bonne voiture, assurez-vous de son origine.

**2** Si on vous dit qu'une voiture est à la pointe de la technologie, vérifiez quand même qu'elle ne coûte pas une fortune.

La Nouvelle Opel Vectra 93, une ligne encore plus élégante: le plus séduisant, dans la nouvelle Opel Vectra, c'est sa nouvelle ligne. De nouveaux choix de puissance: moteurs essence, Diesel ou Turbo Diesel, et surtout la nouvelle Vectra Turbo 2.0 litres 16 soupapes 204 ch (150 kW CEE), boîte 6 vitesses, transmission intégrale. De nouvelles normes de sécurité: système de ceintures de sécurité actives à l'avant, et système de protection latérale, composé de doubles barres en acier.



OPEL VOITURE PROPRE

3615 OPEL



## SOCIÉTÉ

JUSTICE

Dénouant une inculpation « politique »

### Les avocats de M. Henri Emmanuelli rendent public le procès-verbal de son premier interrogatoire

Les avocats de M. Henri Emmanuelli, inculpé le 14 septembre dernier de recel et complicité de trafic d'influence en sa qualité d'ancien trésorier du Parti socialiste, ont rendu public le procès-verbal de l'interrogatoire, conduit jeudi 1<sup>er</sup> octobre à Rennes, par le conseiller Renaud Van Rymsbeke dans le cadre de son enquête sur le financement illicite des partis politiques dans la Sarthe (le Monde du 3 octobre). Décidé à en appeler à l'opinion publique contre le magistrat rennais, le président de l'Assemblée nationale a ainsi montré qu'en ce qui le concerne la justice est vide.

Pour M<sup>re</sup> Philippe Lemaire, Patrick Maisonneuve et Gérard Wéber, qui ont distribué ce document samedi 1<sup>er</sup> octobre à la presse, le détail de cette longue séance (près de quatre heures) tendrait à prouver que le dossier est sans consistance. Tout en estimant que l'inculpation de leur client est injustifiée et que la démarche du juge est « non pas justifiée mais politique », les avocats de M. Emmanuelli n'ont pas de doute sur une réponse en suspension légitime.

Le procès-verbal d'interrogatoire diffusé avec l'accord de M. Emmanuelli illustre surtout un dialogue de sourds entre le président de l'Assemblée nationale et le magistrat rennais. D'un côté, le conseiller Van Rymsbeke, références à l'appel, rappelle les liens historiques du PS et du bureau d'études Urba ; il démontre le caractère national et l'organisation pyramidale de la collecte de fonds opérée dans toute la France, et donc la Sarthe ; il souligne le rôle du trésorier du PS dans cette structure et questionne, en cette qualité, le président de l'Assemblée nationale.

De l'autre côté, M. Emmanuelli oppose au magistrat, avec obstination, trois arguments : il ne voit pas, dans les citations et questions du juge, « l'existence d'un lien direct et personnel » entre sa personne et la possession de marchés publics dans le département de la Sarthe ; il a déjà répondu à ce genre de questions en juin 1991, la commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis. Enfin, il accuse le

magistrat d'avoir une démarche purement politique.

Pour l'essentiel, l'ancien trésorier du parti socialiste s'en tient à cette ligne de défense, exprimée formellement dès le premier échange : « Je me tourne vers M. le conseiller Van Rymsbeke et je lui demande s'il est à même de me produire un élément matériel prouvant ce lien direct et personnel. Si c'est le cas, je reste à sa disposition. Dans l'hypothèse contraire, je ne serai que renforcé dans ma conviction que, depuis le départ et souvent à la hâte, il ne s'agit pas d'incriminer le plus vite possible un homme, non pas en fonction de ce qu'il est, ou de ce qu'il aurait fait, mais de ses responsabilités politiques. Je demande donc à mon interrogateur de produire ces charges dont je n'ai pas trouvé trace dans le dossier. »

Cherchant à préciser le lien entre le trésorier du PS et les commissions perçues par Urba dans la Sarthe, M. Van Rymsbeke déclare alors : « La spécificité des sociétés du groupe Urba réside de ce qu'elles reversaient 30 % modifiables de ses recettes pour le compte du « national », que ces fonds aient été collectés dans la Sarthe ou ailleurs (...). Il apparaît que les fonds collectés dans la Sarthe

pour le compte du « national » se sont fondus dans une masse indistincte. » M. Emmanuelli rétorque : « Je m'inscris totalement en faux contre ces assertions, qui sont totalement contraires aux déclarations que j'ai faites devant la commission parlementaire et dont j'ai versé copie au dossier. Contrairement également aux déclarations de M. Monate du 6 juillet 1992, qui précisait : « J'ai géré ce groupe [Urba] et ses sociétés en toute indépendance. »

Le juge poursuit en citant, lui aussi, des propos de M. Monate, ancien PDG d'Urba, et de M. Laignel, ancien trésorier du PS, qui soulignent, au contraire, le lien direct entre le bureau d'études et le PS. M. Laignel, rappelle M. Van Rymsbeke, a déclaré à la commission parlementaire : « Le trésorier venait régulièrement du président du groupe. M. Monate, qui l'informait du contrôle régulier de la société, mais c'est la commission du contrôle financier du PS qui exerçait le contrôle sur les finances d'Urba. » Réponse de M. Emmanuelli : « Votre insistance à prononcer le nom de M. Laignel, membre du gouvernement, me paraît relever d'un souci permanent de donner à cette instruction un caractère politique. »

Dans l'un des plus grands établissements pénitentiaires d'Amérique latine

### Cent onze détenus tués lors d'une mutinerie à Sao-Paulo

La mutinerie qui avait éclaté, vendredi 2 octobre, dans le centre de détention de Carandiru à Sao-Paulo s'est achevée samedi par un véritable massacre. Cent onze prisonniers ont été tués, et soixante personnes blessées, parmi lesquelles vingt-cinq policiers.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

La rébellion a commencé vendredi après-midi, dans un pavillon sur une 2<sup>e</sup> étage de 7 200 détenus de l'un des plus grands établissements pénitentiaires d'Amérique latine. La bande pour le contrôle du trafic de la drogue dans le bâtiment réservé aux jeunes délinquants, a marqué le début des affrontements.

Les gardiens n'arrivant pas à contrôler les bagarres entre prisonniers, la destruction du matériel et les multiples foyers d'incendie qui se sont ensuivis, deux juges, à la demande du directeur de l'établissement, ont autorisé l'intervention des forces de l'ordre. Quatre-vingt-cinq policiers militaires du bataillon de choc, accompagnés de chiens, ont envahi la prison. La bataille, rangée entre les détenus et les policiers, a duré moins d'une heure dans une presque complète obscurité, l'électricité ayant été coupée. Les prisonniers ont fait exploser des bouteilles de gaz, et se sont battus, selon la police, avec des couteaux et une dizaine d'armes à feu en leur possession. La situation n'a été totalement maîtrisée qu'aux premières heures de la matinée de samedi.

Enquête sur l'action de la police

Pendant toute la journée des milliers de parents et amis des détenus se sont massés devant la prison afin d'obtenir des informations. Mais la destruction des archives, incluant les fichiers des personnes incarcérées, a rendu extrêmement difficile l'identification des victimes.

Les victimes

Alors que les bâtiments n'étaient que partiellement équipés de films

### Trois hommes se sont évadés en hélicoptère de la prison de Bois-d'Arcy

Trois détenus se sont évadés, dimanche 4 octobre, de la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines) grâce à l'intervention d'un complice, qui avait pris en otage un pilote d'hélicoptère. Cette opération, la quatrième selon ce scénario depuis le mois de juillet - dont l'une avait échoué - porta à quinze le total des évadés réussis depuis le début de l'année.

Michel Lepage, quarante-cinq ans, Farid Delys, trente-cinq ans, et Didier Lunel, trente ans, se trouvaient dans l'une des cours de promenade de la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy, en compagnie d'autres détenus, lorsqu'un hélicoptère qui venait de décoller de l'aérodrome de Saint-Cyr-l'École s'est posé dans la cour. Les trois hommes sont montés dans l'appareil, qui s'est ensuite dirigé vers un terrain de sport situé à Rocquencourt. Là, les trois hommes ont pris possession d'une Toyota grise. Un coup de feu n'a été tiré, conformément à un règlement qui l'interdit, à raison des risques d'explosion de l'appareil.

Des films anti-hélicoptère étaient en cours de montage au-dessus du terrain de sport de la prison, mais les détenus de promenade n'étaient pas équipés. Ces films, extrêmement lourds pour le terrain de sport, il a fallu poser des mâts à quinze mètres de haut qui pèsent chacun une tonne afin de les débrancher. Les mouvements collectifs de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Claude Karsenty, qui s'est rendu à la place dimanche après-midi, a rappelé au cours de sa visite que l'équipement des films des prisons françaises, lancé en 1987 et

aux prisonniers, en hantant du trottoir ou des immeubles voisins, pour connaître le sort de leurs proches. La sécurité avait été renforcée dans tout le quartier, situé dans la zone nord de Sao-Paulo. Le déroulement exact de cette mutinerie, la plus violente de l'histoire brésilienne (1), est loin d'être élucidé. Le secrétaire de la sécurité publique de l'Etat de Sao-Paulo, M. Pedro Campos de Franco, a indiqué qu'en fin d'après-midi, samedi le bilan complet de l'affrontement, quelques minutes avant la clôture du scrutin des élections municipales qui avaient lieu ce même jour. Refusant le terme de massacre - « Je ne veux pas utiliser cette expression », a-t-il affirmé - M. Pedro Campos de Franco a indiqué que l'Etat de la police avait destitué à l'issue d'une fuite massive les prisonniers.

Le gouverneur de l'Etat, M. Luiz Antonio Fleury, a déclaré que ce drame « révéla l'existence de bandes armées » et a déploré le nombre élevé de victimes. M. Fleury, tout en soulignant la nécessité d'une enquête, a précisé qu'une enquête serait menée pour savoir si l'action de la police avait été correcte ou s'il y avait eu des excès. Le président de l'Ordre des avocats de Sao-Paulo, M. Jose Batocchio, estimant « inconcevable qu'une supposée dispute entre délinquants fasse autant de victimes », a assuré que la commission des droits de l'homme mènerait à bien sa propre investigation.

DENIS HAUTIN-QUIRAUT

(1) La surpopulation dans les établissements pénitentiaires - la prison de Carandiru, construite en 1961, n'était prévue que pour 3 000 détenus et en abrita le double, à la fin des années 1980 et la fin des années 1990. Les conditions de détention ont été aggravées par la surpopulation. En 1987 à Sao-Paulo, 30 prisonniers avaient été tués lors d'une prise d'otage. Pendant le mois de juillet 1989, toujours à Sao-Paulo, 100 prisonniers ont été tués lors d'une révolte. En 1991, 18 d'entre eux ont été tués lors d'une émeute dans une prison de Rio-de-Janeiro.

## NOUVELLE VECTRA

VOIR LA TV

2

Si on vous dit qu'une voiture d'un prix accessible, informez-vous de son niveau d'équipement.

grées aux 4 portes, freinage ABS (en série à partir de GT). Un nouveau respect de l'environnement : matériaux grande partie recyclables, peintures moins polluantes, catalyseur nouveau standard dans sa catégorie : découvrez la nouvelle Opel Vectra. Sa technologie, ses performances et son prix vous séduiront. Nouvelle Opel Vectra. A partir de 85 500 F. (Vectra 1.6 i)

Opel Vectra 1.6 i, 1000 cc, 100 km/h en 12,5 s, 1700 cc, 170 km/h en 8,5 s, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s.

Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s.

Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s.

Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s.

Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s.

Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s.

Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s.

Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s.

Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s.

Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s.

Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s.

Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s.

Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s.

Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s.

Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s.

Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s.

Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s.

Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s.

Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s.

Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s.

Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s.

Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s. Opel Vectra 2.0 i, 2000 cc, 190 km/h en 7,5 s.

OPEL

Opel. Une idée neuve.



16 Le Monde ■ Mardi ■ octobre 1992 •

# Le Monde



Le Monde des Débats invite, chaque mois, des écrivains, des spécialistes, des chercheurs venant d'horizons très divers à s'exprimer de la façon la plus libre sur quelques-unes des grandes questions du moment. Pariant sur les vertus de l'écrit, le Monde des Débats souhaite ainsi aider à comprendre, avec le recul qui s'impose, les grandes évolutions d'une époque surinformée mais souvent désorientée.

**OFFRE SPÉCIALE DE LANCEMENT : 1 AN (11 NUMÉROS) : 216 F AU LIEU DE 330 F**

Oui, je m'abonne au Monde des Débats, au tarif exceptionnel de lancement, 1 an (11 numéros) : 216 F ■ lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, soit près de 4 mois de lecture gratuite (Offre valable jusqu'au 31/12/92)

Adresse ..... Code postal 

--	--	--	--

 Ville .....

**Vous trouverez ci-joint mon règlement :**

☐ Chèque joint

☐ Carte bleue n° \_\_\_\_\_

Expire 


**Date et signature obligatoires :**

☐ Carte Amex n° \_\_\_\_\_

Expire               

Bon à renvoyer impérativement avant le 31 décembre à :

Le Monde des Débats, service abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex / SUR MINITEL 3615, LEMONDE code ABO

**EN KIOSQUE LE 10 OCTOBRE / 10 F**

DB 02



## SOCIÉTÉ

# Les désordres de Cabourg

Rumeurs et recours devant les tribunaux : la discorde règne dans la cité balnéaire  
Son maire est au centre des polémiques sur fond d'affaires immobilières

### CABOURG

**Un envoyé spécial**  
Cabourg n'est plus Cabourg. L'élégance n'est plus sur les rivages chers à Proust. On s'y emploie comme ailleurs. La résidence secondaire du Parc des beaux quartiers, qui fait la précieuse, alanguie les plages du Calvados. Le 11 septembre, des banderoles incongrues sur même la façade du casino, bêtise bourgeoise construite en 1907 : « Occupé par l'ensemble du personnel pour défendre l'emploi ». Les employés et la direction étaient en grève. La fermeture de la « sécurité ». Dans l'attente d'un jugement du tribunal administratif de Caen, l'occupation a cessé mais les rumeurs continuent.

Au-delà du casino, la cité tout entière bruit d'une agitation inhabituelle. Il s'agit de l'argent, de procès, de champs de minant, d'opérations immobilières, de rumeurs et de « prix d'ami ». Un maire pour la contestation : M. Van Themsche (sans étiquette). « DVT » comme on l'appelle parfois. « Je n'ai rien à cacher », lance-t-il, agacé, aux journalistes. Certains de ses adversaires et le préfet du Calvados ne sont pas toujours du même avis.

Car « DVT » est bel et bien l'homme principal de la ville. Élu en mars 1989, cet homme volubile, que son caractère « enthousiaste mais insaisissable », a fait connaître au monde des courses. Agé de quarante-huit ans, vice-président de la Société d'encouragement au saut de haies (SECH), il est aussi président de la SECH (SECH de Caen), il fréquente les tribunaux de droit ou de la politique (droite et gauche). Ses ambitions - il souhaiterait présider la SECH - et ses ennemis du moment lui valent tout un tas de difficultés, notamment auprès des habitants propriétaires normands.

### Le casino et Casa nostra

Certains Cabourgeois, eux, lui reprochent d'être un « fâché immobilier ». L'opposition évoque déjà un « gouffre financier », que les exemples d'Angoulême et de Briançon. Alors que M. Van Themsche a toujours prétendu que les opérations immobilières étaient « financées par le privé » et que la ville n'aurait qu'à déboursé « cent centimes », le chiffre de la commune s'élève à 76 millions de francs, contre 11 millions en 1989. En outre, la municipalité fait l'objet d'une cinquantaine de recours devant le tribunal administratif de Caen, un record pour une commune de 3 700 habitants (200 en 1989). Il n'y a pas un projet de loi qui ne fasse l'objet d'une bataille de boucliers. Les adversaires du maire et son équipe ? Des associations de riverains, l'opposition municipal.

Le conflit le plus en vogue, celui du casino, l'emporte la municipalité, propriétaire des lieux, au concessionnaire, M. Hubert. Ce producteur de variétés, âgé de 45 ans, a été intronisé en 1971 par le maire de l'époque, Bruno Coquatrix. Le casino est aussi devenu, en 1985, le premier du pays pour la « boule » (sa seule activité de jeu).

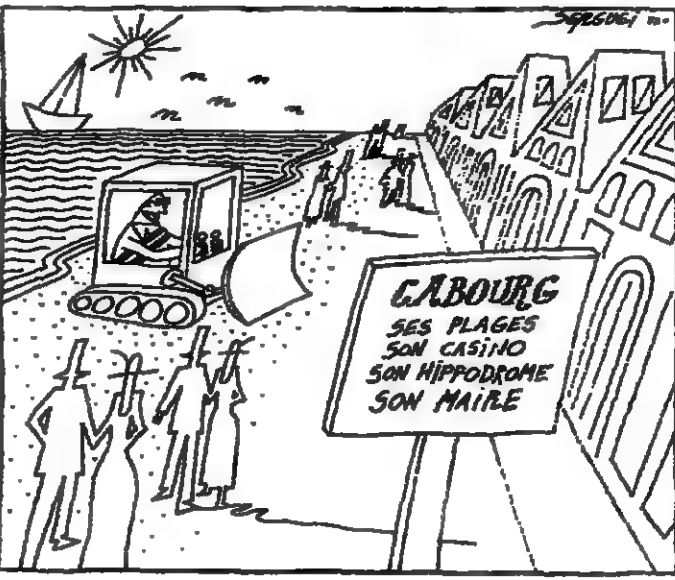
Or, l'endroit, qui comprend également deux discothèques et un cinéma, a vieilli. Une rénovation est devenue nécessaire. Assurant que M. Hubert n'a pas les moyens de faire face à une partie de ces travaux, le conseil municipal a estimé, après bien des atermoiements, à 15 millions de francs, « DVT » a décidé d'écarter au profit de la société Casa nostra international, propriétaire de casinos dans la région parisienne et de deux points de jeu en province.

Cette nouvelle préférence pour Casa nostra et son président, M. André des Krikkian, suscite bien des polémiques à Cabourg. Elle intrigue d'autant plus que M. Van Themsche n'a pas procédé comme l'y oblige un décret du 31 mars 1992, à une publicité au sein de la Communauté de communes. En effet, d'autorité la municipalité a fait passer le conseil municipal du 13 mai. L'équipe Van Themsche a commis une autre erreur. Le préfet, estimant que la manœuvre était entachée d'irrégularité, a déposé un recours devant le tribunal administratif de Caen qui, le 9 septembre, a donné raison à M. Van Themsche et a annulé le conseil du 13 octobre.

Le conflit d'intérêt n'est pas tout. Le conseil municipal sur l'état de vétusté du casino. Le 17 août, la Commission départementale de l'urbanisme a émis un avis défavorable à la poursuite de l'exploitation dans les conditions actuelles. Du 17 août au 3 septembre, le casino est, malgré tout, resté ouvert. « J'attendais la notification officielle. J'ai serré les fesses jusqu'à l'arrivée », se souvient M. Van Themsche qui, le 3 septembre, a signé l'arrêt de fermeture.

M. Van Themsche ne nie pas la situation financière. Mais il a toujours contesté l'argument d'urgence qu'il qualifie de « prétexte fallacieux ». L'évincer : « Si nos clients étaient en danger, il nous aurait fallu nous contraindre à fermer en début de saison et ne pas laisser des milliers de gens risquer leur vie en été. » Le tribunal administratif devra trancher ce litige. L'affaire serait anecdotique si elle ne s'ajoutait à d'autres dossiers, tout aussi complexes. Car les points de discorde sont légion en cette Cabourg.

D'abord, l'hippodrome. Dès son arrivée, M. Van Themsche a fait de ce petit hippodrome un enjeu politique d'envergure nationale capable d'accueillir des millions de spectateurs. Mais il n'y a pas un projet de loi qui ne fasse l'objet d'une bataille de boucliers. Les adversaires du maire et son équipe ? Des associations de riverains, l'opposition municipal.



11 millions de francs pour la construction d'une salle polyvalente et l'installation de projecteurs (les courses ont lieu en nocturne). Qu'obtient-elle en retour ? Pas le moindre centime sur les paris. La SECF paie un loyer annuel de 5 000 F. Quant à la salle polyvalente, dont la ville est propriétaire, elle est mise gratuitement à la disposition de la SECF qui l'utilise comme salle des jeux. Si, dans les soixante ans à venir, la ville voulait résilier la convention qui la lie à la SECF à propos de la salle, il lui en coûterait 27 millions de francs.

### « Affaire privée » et « prix d'ami »

Autre dossier : celui de la zone d'aménagement (ZAC) « Cabourg ». Il s'agit en fait d'un terrain de camping situé en bord de mer que son propriétaire a cédé pour 16 millions de francs, le 20 avril 1992, à un investisseur parisien, le cabinet Frank-Alexandre. M. Van Themsche assure qu'il s'agit d'une « affaire privée ». Certes. Mais le gérant de cette société, M. Alexandre Skowronski, est considéré comme l'un de ses proches. Il a même été son adjoint au Syndicat national des propriétaires du trot. Or, reste dans le milieu des courses.

Acquérant ce terrain, M. Skowronski savait qu'il n'était pas constructible car situé en front de mer. Mais il a déclaré à la mairie que la situation était « affaire personnelle ». Coïncidence ? Cinq jours après la signature de la promesse de vente, « DVT » invitait son conseil municipal à transformer ce terrain en ZAC, donc à le rendre constructible. M. Van Themsche, dont le but est de créer à cet endroit une base nautique et un hôtel, entend passer outre la loi littorale qui protège la « bande des cent mètres » (interdiction de construire certains types de bâtiments à moins de cent mètres du rivage). « Cette loi ne s'applique pas dans notre cas », explique-t-il. Le préfet pourrait de nouveau s'opposer et porter l'affaire devant le tribunal administratif.

Une autre transaction fait l'objet d'une polémique. La commune de la ville a vendu, en 1990, un terrain de 220 mètres carrés pour 3 millions de francs (42 F le mètre carré) à la société immobilière Investim. Selon M. Van Themsche, il s'agissait d'une « bonne affaire » pour la commune. Mais le terrain, d'après lui, 15 F. Or, fin 1990, une société anglaise a payé 9 millions de francs pour le même terrain. M. Corinne Lepage, avocate de profession et chef de file de l'opposition, se demande alors si Investim n'avait pas bénéficié d'un « prix d'ami », d'autant plus que l'actionnaire principal de cette société, M. Guy Leloup, est un proche de « DVT ». L'opposition avec lui la questionnement assure que l'hippodrome. Elle se tourne donc vers le tribunal administratif pour faire annuler la vente, estimant que la commune avait été lésée. Le tribunal rejette cette demande. Le Conseil d'État finit saisi. Après expertise, il apparaît que le terrain valait en réalité près de 200 F. Le 10 juin 1992, le Conseil d'État a annulé la vente.

« DVT » a donc des interlocuteurs favorables. C'est le cas du cabinet d'architecture Péron et Dangreux qui, avant même le premier coup de pioche, a déjà perçu 22 millions

de francs pour effectuer des études d'aménagement du casino et du grand hôtel attenant. L'un des projets, prévoyait des travaux d'un montant de 90 millions de francs et mettrait mal le charme des lieux, a été rejeté sur intervention du ministère de la culture. Les architectes leur copie. Ce changement de plans a été facturé 6 181 692 F.

Du casino à ZAC, les opposants ou le préfet se sont toujours efforcés de déjouer les tentatives juridiques de l'arrivée des bulldozers. La tactique s'est révélée efficace, mais n'a pas permis d'éviter des mouvements financiers auxquels la cour régionale a compté. M. Van Themsche s'intéresse prochainement. Sans doute se penchera-t-elle sur les activités de la Société d'économie mixte de Cabourg et de sa région (SEM-CAR), qui est intervenue dans la plupart des dossiers prêtant aujourd'hui à polémique. La commune a appelé à la rescousse pour renflouer ses comptes.

« DVT » est président de la SEM-CAR, qui est logiquement tenue de ses fonctions de maire. En revanche, son chef de cabinet à la mairie, Jean-Claude Letang, ne dit en ville qu'il est le « vrai maire de Cabourg », est aussi directeur général de la SEM-CAR.

### Un mystérieux « Prix d'excellence européenne »

« Nous n'avons rien à cacher. Mes deux fonctions ne sont pas incompatibles. Rien n'est illégal », certifie M. Letang, ancien collaborateur de François Légaré après avoir été l'adjoint à M. Michel Mouillot (maire de Cannes) du temps où celui-ci travaillait chez Ricard. Dans une lettre adressée le 19 décembre 1991 à M. Van Themsche, la région a compté les comptes évoquant déjà la question : « Vous (L...) que le préfet du Calvados a attiré l'attention sur le retard à dépôt de vos comptes (les SEMCAR) du premier trimestre 1992 ». Le déficit de l'exercice clos au 31 décembre 1990, lié à l'importance des rémunérations versées aux dirigeants, a été salué par la société. J'observe, en effet, que certains d'entre eux des fonctionnaires employés par la municipalité de Cabourg.

Le maire, un homme de caractère qui s'empare lorsque ses choix sont contestés (il a fait évacuer deux fois la salle du conseil municipal), se défend d'être un « bétonneur » et un « tyran », mais l'accumulation des dossiers fragilise sa position. « Cabourg est au bord de la catastrophe », assure les opposants. « Ils ne proposent rien », rétorque « DVT » émettant le vœu que Lepage, son adversaire le plus tenace, se « psychatise ». Cabourgeois, comptent les coups, dans l'attente d'éventuelles décisions judiciaires. La ville a pu se voir gratifier, en 1990, un mystérieux « Prix d'excellence européenne ». Le diplôme, en effet, mais la commune a versé 500 000 francs pour l'obtenir.

PHILIPPE BROUSSARD

## REPÈRES

### ENVIRONNEMENT

La commune de Laruns retire du Parc national des Pyrénées

L'ouverture prochaine d'une enquête publique portant sur le classement de la commune de Laruns (Pyrénées-Atlantiques) a provoqué une vive réaction de la commune. Les élus de Laruns ont demandé le retrait des territoires de la commune de la liste du Parc national des Pyrénées et rejettent le projet de classement du site du Soussouou.

M. André Fabre, maire de Laruns, a justifié cette décision par les contraintes qui résulteraient du classement de 5 000 hectares de ce territoire. L'instauration d'une zone d'intérêt naturel limiterait l'activité pastorale, ce qui est le cœur du projet de classement du Soussouou.

### NUCLÉAIRE

Manifestation intersyndicale pour le redémarrage du Superphénix

Quelque 1 700 personnes ont participé à une manifestation intersyndicale organisée, dimanche 4 octobre, à Crèvecœur-la-Grande (Seine-et-Marne), à l'appel des syndicats CGT, FO, CFTC, etc. Autonomes, pour demander le redémarrage du réacteur Superphénix. La CFTC, représentée par ses sections de Crèvecœur-la-Grande et de Châteauneuf-sur-Loire, a une partie de son territoire gaz-déclétric. De nombreux élus sont présents.

Le gouvernement a annoncé, le 29 juin, qu'il suspendait le redémarrage du Superphénix, le réacteur à neutrons rapides à sodium, à la protection des installations contre les fuites de sodium, et à la gestion des déchets radioactifs (actinides). M. Louis Vianney, ministre de l'Énergie, a estimé, dimanche à Crèvecœur-la-Grande, que cette décision n'est pas une concession faite à la sécurité. Il s'agit d'un ajout, que le premier ministre prenne en compte un potentiel, un patrimoine aussi important.

De la crise des banlieues à la crise du monde rural, quelles nouvelles formes de solidarité ?

VERSAILLES - PALAIS DES CONGRÈS  
14 et 15 octobre 1992  
PREMIERS « ENTRETIENS VILLES, CAMPAGNES »  
A L'INITIATIVE DU MOUVEMENT FRANCE PLUS

MERCREDI 14 OCTOBRE 1992

11 h 00 SÉANCE D'OUVERTURE

14 h 30 TABLE RONDE N° 1

La campagne, une chance pour les banlieues ?

17 h 30 TABLE RONDE N° 2

La campagne, un atout contre le chômage en milieu urbain ?

JEUDI 15 OCTOBRE 1992

9 h 30 TABLE RONDE N° 3

La décentralisation, une chance pour les campagnes ?

11 h 00 TABLE RONDE N° 4

L'Europe, une chance pour nos campagnes ?

14 h 30 TABLE RONDE N° 5

Villes, campagnes : vers de nouvelles solidarités ?

17 h 00 SÉANCE DE CLÔTURE

Pour travailler à formuler cette perspective de manière concrète, les premiers « Entretiens villes, campagnes » réuniront élus, experts et responsables de l'aménagement du territoire.

TROUVONS ENSEMBLE UN ÉQUILIBRE !

Avec le concours du secrétariat d'Etat chargé de l'aménagement du territoire, du conseil régional d'Ile-de-France, des conseils généraux de Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne et du Val-d'Oise

CONTACT PRESSE : FRANCE PLUS - Tél. : 40-38-40-00 - FAX : 40-38-92-06

An sommaire du « Monde de l'éducation » d'octobre

### Réussir à l'école

Comment devient-on bon élève ? Comment se méritent-ils dans le premier des des jeunes qui arrivent au lycée sans avoir redoublé et en se faufilant dans les bonnes séries ? Comment se fabriquent les « bonnes » classes ? Quelles sont, dans le succès des élèves, la part des professeurs et celle des parents ? Le Monde de l'éducation a mené l'enquête sur ce sujet tabou. Le soutien des familles est déterminant dans la réussite d'un élève. Mais les établissements peuvent nettement améliorer - ou aggraver - la situation. Un dossier à lire pour connaître les grands et les petits secrets de la réussite scolaire.

### Mais le bizutage !

Un fait distinctif des filières lycéennes, le bizutage, a pris un nombre croissant d'établissements, sous des noms bien différents : indigènes, lycéens, motivations, etc. et les réactions des lycéens ? Et comment y échapper ? Avec de larges extraits des récentes circulaires du ministère de l'éducation nationale sur le sujet.

Philosophie, le texte du projet de réforme : En exclusivité, le Monde de l'éducation publie le document intégral du projet de réforme des programmes de philosophie pour la rentrée 1994, qui est soumis à la consultation des enseignants.

La littérature des 15-18 ans : les enseignements de la littérature :

La campagne sur le référendum a été profitable aux thèses de la politique. Pierre Bédégovoy retrouve sa première place. Les socialistes reprennent des suffrages aux écologistes.

Le choix des mots, le poids des dicos :

Neuf dictionnaires pour jeunes au banc d'essai. Débutants, juniors, maîtres... comment trouver volume à sa taille.

La chasse aux poux : les écoles se mobilisent.

Le Japon : le prix du succès scolaire.

La revue de presse internationale de l'éducation, les aspects culturels des enfants et des adolescents.











مركزا من راصل

## CULTURE

### DANSE

# Consulter, construire, consolider

Brigitte Lefèvre trace un bilan de cinq ans d'action de la délégation à la danse

En 1987, la délégation à la danse est créée, sous la tutelle de la direction de la musique. Brigitte Lefèvre, inspectrice principale à la danse (depuis 1985), en prend la tête. Elle vient du terrain. Elle a interprété des ballets qui parlent de présent. Dans cette aventure, elle a un complice, Jacques Garnier (décédé en 1989). Ensemble, ils créent le Théâtre du Silence à La Rochelle, une des premières troupes de danse en province. Brigitte Lefèvre - administratrice générale de la danse à l'Opéra-Garnier depuis le 10 septembre (1) - esquisse un bilan du travail effectué en cinq ans.

« Quand la gauche arrive au pouvoir, l'institution est très en retard par rapport à l'effervescence du terrain. Une première mission a été de créer un milieu chorégraphique militant, volontaire, bourré d'idées et de talents prêts à se développer. En 1982, un premier appel à projets d'urgence est pris pour soutenir la création sur la base des centres chorégraphiques et des ateliers mis en place par Michel Guy. Les crédits gérés directement par la délégation sont de deux ordres : l'enseignement et la création/diffusion. En 1981, le premier poste s'élevait à 3,05 millions de francs, le second à 11,85 millions. Six ans plus tard, ces budgets sont respectivement de 5,5 millions et de 41,537 millions. En 1991, le budget 1992 est de 98,60 millions. La création, par François Létour, a une délégation à la danse est une étape. En 1988, l'année de la danse en France, les crédits alloués aux régions (10 millions de francs en 1992) : ce mouvement va permettre d'ancrer le développement chorégraphique. Désormais, à tous les échelons (municipal, départemental, régional), les réseaux des partenaires existent. Et qu'importe que ce soit au point ou que la danse ait une bonne virtuosité.

Les centres chorégraphiques nationaux (aujourd'hui au nombre de quinze) ne sont presque tous identifiés à des personnalités :

Dominique Bagouet à Montpellier, Régine Chopinot à Grenoble, Karine Saporta à Caen. Arrivés à maturité dans les années 80, ces créateurs se sentent suffisamment armés pour ouvrir leur art à d'autres chorégraphes, à des artistes, à des chercheurs. Bientôt installé au couvent des ursulines, Dominique Bagouet, par exemple, invite Trisha Brown à créer avec sa compagnie et installe une cellule d'insertion professionnelle pour danseurs.

#### Des formules de contrats-missions

Depuis 1989, le rôle des centres chorégraphiques, autrefois effacés, est parfois jugé lourd (budget global en 1991 : 40,2 millions de francs). La délégation invente des formules de contrats-missions destinées à irriguer les régions défavorisées, les résidences allant de trois mois à un an, et le statut de « chorégraphe associé » un lien pour trois ans. « Ces formules souples n'existent qu'en fonction d'une demande. D'ailleurs, nous n'aurions pas pu nous vanter de nos collectifs locaux n'avaient pas été créés, créés et fait des projets chorégraphiques. François Verret, par exemple, chorégraphe associé au Théâtre national de la danse et de l'image (TNDI) de Châteaufort, a voulu effectuer un travail, difficile, non spectaculaire, en milieu carcéral. Son contrat avec le TNDI s'achève. Il veut maintenant radicaliser son outil en sortant du pur circuit chorégraphique. Il souhaite créer une sorte de maison de quartier ouverte à la danse mais aussi à la parole pour lier la création à une pratique sociale quotidienne. Chaque chorégraphe est un cas à suivre. La délégation doit rester attentive aux demandes, fortifier les structures sans perdre de vue les artistes. »

Après le développement des outils et des structures d'accompagnement du spectacle vivant et à un moindre titre de sa diffusion, les efforts de la délégation vont se concentrer sur la formation : l'amélioration du statut

du danseur. « A quoi sert-il de parler de création, de diffusion, de répertoire si l'on ne se préoccupe pas de la formation ? » dit-elle. Les compagnies de jazz aiment bien former. C'est pourquoi elles sont rattachées au Centre d'information et d'animation du théâtre contemporain de la danse.

Le nombre de classes de « contemporain » a augmenté - pas assez vite - dans les conservatoires nationaux de la danse et les écoles municipales. On ne compte pas trente-trois à la Vilette, le Conservatoire national supérieur de la musique et de la danse accueille 130 élèves. A côté des deux options principales - classique et contemporain - l'apprentissage comporte dorénavant l'étude de la danse baroque, de l'écriture chorégraphique et musicale. Cette dernière matière manquant cruellement dans l'enseignement de la danse française. Une absence qui se vérifie en permanence, handicapant même les meilleurs chorégraphes.

Clair de bataille de la délégation : la loi sur l'enseignement qui fixe les modalités d'obtention du diplôme de professeur. Cette loi garantit la qualité des enseignants, mais impose un certain nombre de dispenses et d'équivalences, notamment les chorégraphes de haut niveau et les professeurs exerçant depuis plus de trois ans. Deux centres de formation ont été créés : l'Institut de formation des enseignants de la musique et de la danse, à Paris, le Centre de formation des enseignants de la musique et de la danse, à Lyon, le CAFEDM à Lille. « Dans le cadre d'une meilleure intégration de la profession, je me réjouis que nos diplômés aient la même valeur qu'un DEUG universitaire. Cela permettra des reconversions vers un autre métier », note Brigitte Lefèvre.

La délégation doit maintenant se pencher sur d'autres formes de chorégraphes. Des mesures ont déjà été prises pour les compagnies de danse baroque, comme à Dan-carles ou Barpès. L'aide aux formes de danse traditionnelles, leur inscription dans un mode d'ex-

pression contemporain, sont à l'étude. Il s'agit de les inscrire aux manuels de musiques traditionnelles qui, pour l'instant, ne les prennent pas en compte. Les projets, et l'enseignement de cette technique n'ont pas oublié la loi de la formation des profes-

seurs. La danse classique ? « Le ballet classique est l'un des nouveaux enjeux de la danse », estime Brigitte Lefèvre. Il a toujours eu ses outils et des moyens financiers importants. Aujourd'hui, la technique classique reste les styles les plus différents. Le travail de l'interprète n'a cessé d'évoluer depuis vingt ans. On s'interroge sur la notion de répertoire. L'expérience du Lyon Opéra Ballet est à ce titre exemplaire. « Elle est capable d'inviter des chorégraphes comme Angelin Preljocaj ou William Forsythe à danser pour lui. »

Cette décennie a également vu la création de la Chénithèque de la danse, des Ateliers du Théâtre national de la danse et de l'image de Châteaufort. Mais la danse n'est pas présente à la télévision, estime Brigitte Lefèvre.

Autre grand chantier en perspective : la conservation du patrimoine chorégraphique dans ses formes. Une étude du Conseil national de la danse en trace les grandes lignes. Selon Brigitte Lefèvre, il faut encore développer et élargir les circuits de diffusion. « Pourquoi les chorégraphes ne créent-ils pas de nouvelles formes d'exploration ? Pourquoi la danse ne s'exprime-t-elle pas dans un langage artistique unique avec autrui. Une société qui ne donne pas à la danse la place qui lui revient s'ampute de ses forces vives. »

DOMINIQUE FRÉTARD

(1) Elle a été remplacée par Chiffert. Celle-ci, dernière inspectrice pour la danse, était l'adjointe de Brigitte Lefèvre.

### MUSIQUES

## Nouvelles d'Espagne et d'Amérique

Un Festival différent, sur un thème inévitable

ALICANTE  
correspondance

Une Nocturne de Juan pour orchestre, le Festival de Musique pour vent, semble-t-il, rappelle l'entrée triomphale de Fidel dans La Havane, en 1959. La musique, classique et distinguée, n'a cependant rien de subversif. S'agit-il d'une œuvre subversive ? Au même programme de l'Orchestre symphonique de Valence, le concerto pour piano d'un compositeur cubain de Floride, Orlando Jacinto García.

Le Festival de musique contemporaine d'Alicante, huitième du nom, est soucieux des équilibres géographiques et politiques du monde. Juan Luis a proprement parler sur les curiosités, il a dû assumer une tâche des conséquences du thème véritable de l'édition 1992 : l'Espagne et les Amériques. Seule exception ou presque dans cette draconienne limitation : Luc Ferrari, compositeur français inclassable.

#### Hispanité universelle

La musique de l'Amérique du Nord constituait une des plus grandes richesses de la culture hispanique universelle. C'est à Bernstein, dont la *Symphonie* - un peu de Tchaïkovski par-ci, un peu de Mahler par-là - n'ajoute rien à l'héritage prestigieux de l'œuvre de West Side Story. L'« Américain » Varèse a été appelé en renfort. Mais si Parisien ne fut qu'un new-yorkais d'adoption.

Côté Amérique du Nord encore, on voit un jeune compositeur faire la démonstration de son verbiage persistant et de sa démagogie précoce (*Concerto pour violoncelle*, de Ramon Ramon), un autre se prend à chanter dans le style de Richard Strauss et lui emprunte les accents d'il y a cent ans (Miguel Angel Coria). On vit encore les musiciens de la survie d'une musique d'inspiration « hippie », mais des utopies du groupe canadien formé d'Alcides Lanza et de Sheppard).

Le rendez-vous musical d'Alicante n'est certes pas un festival de chefs-d'œuvre. Ses organisateurs en sont conscients. Cette année, la focalisation du répertoire apparaît comme une loupe à travers laquelle la présence de compositeurs d'intérêt régional. Toutefois, ce genre de panorama dépourvu de parti pris esthétique (et même, dans une certaine mesure, de critères qualitatifs) est loin d'être superflu. Il invite les velléités à se débarrasser, et qui sait, à se remettre en question.

COSTIN CAZABAN

Le festival a surtout permis d'avoir une image un peu plus précise de la création musicale latino-américaine, moins connue (sauf en ce qui concerne les compositeurs qui vivent ou ont vécu longtemps en Europe) et représentée seulement par une image pittoresque. Cette musique donne d'elle-même une image de stabilité, de permanence, d'indifférence aux événements que nous autres, Européens, nous le plaisir de croire universels et inévitables.

#### Un auditoire jeune

On relève bien sûr le nom de l'Argentin Alberto Ginastera (né aussi de Juan Carlos Paz, figure emblématique de la musique argentine, grand animateur et théoricien). Ginastera nous a laissé de nombreuses œuvres inspirées et originales, une maîtrise ignorée des contingences. On a inclus dans la sélection, à juste titre, les œuvres de la dernière émigration espagnole (d'après la guerre civile), celles de Rodolfo Huerta ou de Julian Barrios.

La musique hispanique était naturellement représentée par la plus grande œuvre du monde. Du maître Barcelonais Joaquín Homi (né en 1910) aux très jeunes (et plutôt vertes) David del Puerto et Javier Navas. Comme le thème du festival, Tomas Marco, ne s'est pas programmé lui-même - ce travail a été effectué en renfort. Mais si Parisien ne fut qu'un new-yorkais d'adoption.

Enfin, une surprise dans ce festival, « différent » à plus d'un titre, venait du public. Un auditoire jeune (surtout des universitaires) qui provient visiblement de familles d'artistes et de conservatoires. Un public poussé par une saine curiosité, ne pas par principe ce qui ne peut être compris au premier abord. Un type de public dont ne peut se prévaloir, en France, aucune institution, même celles qui deviennent virtuoses dans l'interprétation des œuvres d'adoption.

L  
U  
N  
D  
I



5  
O  
C  
T  
O  
B  
R  
E

VERONIQUE SANSON

SEULE AU PIANO

POUR

Le Concert d'un Soir

21H

PRÉSENTATION

FRANCIS ZEGUT

RTL

LES THÉÂTRES PRIVÉS

VOUS FONT

LEUR NUMÉRO!

42.72.48.48

NUMERO COMMUN DE RÉSERVATION

"C'est facile

d'aller au théâtre"

THEATRE

MONTMARTRE

ZIZI JEANMAIRE

MICHEL DUCHAUSSOY

Marcel et la Belle Excentrique

"ZIZI JEANMAIRE... voir et entendre une artiste

adorable."

LE MONDE

"MICHEL DUCHAUSSOY est un comédien excep-

tionnel... Un spectacle A VOIR A TOUT PRIX"

NOUVEL OBS.

AU FOYER DES 19H ASSIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS

LOCATION 43 22 77 71

FRANCE GABARD

PHILIPPE SÉGUR

LEUPOPE

FRANCE

A lire d'urgence,

pour comprendre l'Europe

et ne pas se laisser

prendre aux cliques







هذا من لامل

## ÉCONOMIE

### BILLET

#### Les médecins et la méthode Coué

Depuis le retrait, fin juin, du projet de loi sur la maîtrise des dépenses de santé, les remboursements de la Coué ont retrouvé leur rythme de progression. En septembre, la hausse de 0,1 % sur le mois de juin a été suivie d'une augmentation de 0,3 % en mai. Coïncidence ? Evidemment, non. Après avoir été mise à l'épreuve pendant plusieurs semaines par les pouvoirs publics, certains médecins libéraux paraissent considérer que l'âge est passé. Et qu'ils peuvent continuer à faire leur métier sans la mission première du libéralisme social : à savoir financer les dépenses de santé d'un corps médical pléthorique. Après avoir capitulé sans gloire, le gouvernement entend au principe présenter un projet de loi à la session d'octobre. Mais rien n'indique qu'il dispose des moyens parlementaires de parvenir à son but. Pour éviter une motion de censure, il doit se « couvrir » en faisant l'aval de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF). Jouant allègrement sur la proximité des élections législatives, celle-ci n'a pas l'intention de faciliter la tâche de M. René Teulade, ministre des affaires sociales. Elle se contente d'affirmer que les médecins libéraux ont une responsabilité dans le déficit de la sécurité sociale, mais qu'ils ne sont pas responsables de la hausse des dépenses de santé. Elle ne peut donc pas leur donner des conseils pour les aider à réduire les dépenses. En d'autres termes, le libéral a le choix : augmenter les cotisations pour financer les dépenses de santé ou laisser les dépenses de santé augmenter. Mais la hausse des cotisations n'est pas une option viable. Les dépenses de santé ont augmenté de 10 % en 1992, et l'augmentation de 1993 est prévue à 12 %. Les dépenses de santé ont augmenté de 10 % en 1992, et l'augmentation de 1993 est prévue à 12 %. Les dépenses de santé ont augmenté de 10 % en 1992, et l'augmentation de 1993 est prévue à 12 %.

JEAN-MICHEL NORMAND

### La livre sterling poursuit sa chute

#### L'Espagne demande une réforme technique du SME

A quelques jours du sommet extraordinaire des Douze, vendredi 16 octobre à Birmingham, plusieurs gouvernements viennent de prendre position au sujet d'une éventuelle réforme du système monétaire européen (SME). Le *Financial Times*, le premier ministre britannique, M. John Major, aurait accepté de mettre en veilleuse son projet de réforme du SME jusqu'après la tenue du sommet de Birmingham. Ces dernières semaines, les responsables britanniques ont fait de la réforme du SME la condition d'un retour de la livre dans le mécanisme de change (elle en est sortie le 16 septembre).

Le ministre espagnol de l'économie et des finances, M. Carlos Solchaga, a déclaré samedi à Madrid qu'il avait un entretien accordé au

*Financial Times* : « Le SME est presque totalement détruit ». Les amendements techniques importants permettraient d'assurer sa survie, nécessaire à la mise en œuvre de la deuxième étape de l'Union économique et monétaire (UEM), au 1<sup>er</sup> janvier 1994. Parmi ces amendements, M. Solchaga suggère la création d'un fonds multilatéral à réserves européennes, qui serait utilisé pour intervenir sur les marchés, visant à maintenir la parité de change.

A l'heure actuelle, les banques centrales interviennent principalement sur les marchés de change, par le biais d'accords de swap (échange de devises) ou de prêts à court terme financés par l'intermédiaire du FEM (Fonds européen de coopération monétaire). D'autre part, M. Solchaga, le Douze devrait entamer, avant même la tenue du sommet de Bir-

mingham, des discussions sur les parités de change au sein du SME. Le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, a déclaré pour sa part « très grave de commencer à parler de la création d'une Europe à plusieurs vitesses, juste parce qu'on a une sévère dépression sur la tempête des marchés ».

M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères, réfute pour sa part, dans une interview accordée au quotidien *Les Echos*, lundi 5 octobre, l'idée d'une « réforme circonstancielle » du SME. Selon lui, « les causes de la crise actuelle ne sont pas à rechercher dans le SME mais dans la situation des économies nationales ». En revanche, afin de sauver la monnaie d'autocritique, M. Dumas suggère la création d'un « contre-pouvoir politique », sous forme d'un conseil des ministres réunis à l'initiative de manière quasi permanente.

De plus, l'évidence, les membres du Comité de coordination relative à l'éventuelle réforme du SME, ainsi que les marchés des changes, sont toujours très agités. La livre sterling ne cesse de baisser vis-à-vis des principales monnaies européennes. Elle s'échangeait lundi 5 octobre au matin à 2,3780 deutschemark (son plus bas cours historique) et 8,12 F français (2,4390 marks et 8,31 F vendredi après-midi).

La peseta espagnole, qui fait toujours partie du mécanisme de change, s'inscrivait dans la même tendance. Des rumeurs de dévaluation des taux directeurs de la Banque d'Espagne ont circulé, mais ont été démenties. Le 5 octobre, avoir modifié les mesures de contrôle des changes dans le cadre de la loi du 22 septembre, maintenant les limites sur les prêts en pesetas non-résidents.

### Un an après le rapport Praderie

#### L'Etat consacre 1 milliard de francs aux entreprises d'insertion

On connait, il y a encore un an, les entreprises d'insertion : ce sont beaucoup développées depuis que M. Michel Praderie a remis son rapport *Entreprises et quartiers* au juillet 1991. M. Martine Aubry, ministre du travail, qui vient de faire un tour des actions engagées, en compagnie de M. François Londe, secrétaire d'Etat à la ville, a été étonné des chiffres éloquentes.

De 271, les entreprises d'insertion sont passées à 410 en 1992. Les entreprises d'insertion, qui étaient au nombre de 850, sont maintenant 1 410. Au total, le nombre de postes a doublé et correspond à l'équivalent de 10 000 emplois à temps plein.

A l'origine, l'Etat consacrait 72 millions de francs à ces opérations, budget qui a été doublé par la publication du rapport Praderie, puis porté à 100 millions en 1992 et qui devrait atteindre 150 millions en 1993. Compte tenu du soutien du Fonds social européen (FSE), qui a permis d'apporter 100 millions de francs, le ministre du travail a assuré qu'environ 1 milliard de francs, au total, était désormais mobilisable chaque année. Ce qui devrait permettre d'accueillir 100 000 personnes par an.

Avec le recul, toutefois, l'intérêt porté par les chefs d'entreprise pour les collectivités impressionne davantage. Les grands groupes ont accepté de détacher des cadres à temps plein ou à temps partiel dans des entreprises d'insertion. D'autres ont choisi d'entretenir des ateliers qui permettent de faire travailler des chômeurs de longue durée. A l'instar de la société *Alcatel*, qui a installé des ateliers de réparation de véhicules aux handicapés.

Plusieurs dizaines, enfin, ont adhéré à la Fondation nationale pour l'insertion que préside la PDG de Darty. Peu à peu, comme dans le cas du groupe de publicité Eurocom-RSCG, on découvre que

#### M. Madelin estime que le projet Sapin sur la publicité « ne sera pas voté en l'état »

Le projet de loi de M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, sur la prévention de la corruption et la transparence de la vie économique, qui contient un chapitre sur la publicité, devrait être examiné par l'Assemblée nationale du 13 au 15 octobre. M. Jean-Marie Le Guen, député socialiste de la Seine et un des trois rapporteurs, souhaite « inclure les hors médias - promotion, marketing direct, etc. - afin d'éviter un transfert de budget des annonceurs vers le secteur, qui subviendrait le droit de perpétuer les rémunérations occultes ».

Pour sa part, M. Alain Madelin, vice-président de l'ADP, juge le projet de loi « décevant ». Selon lui, ce projet est « indigne, le dernier jeu d'artifice d'un pouvoir finissant ». Il ne sera « certainement pas voté en l'état ».

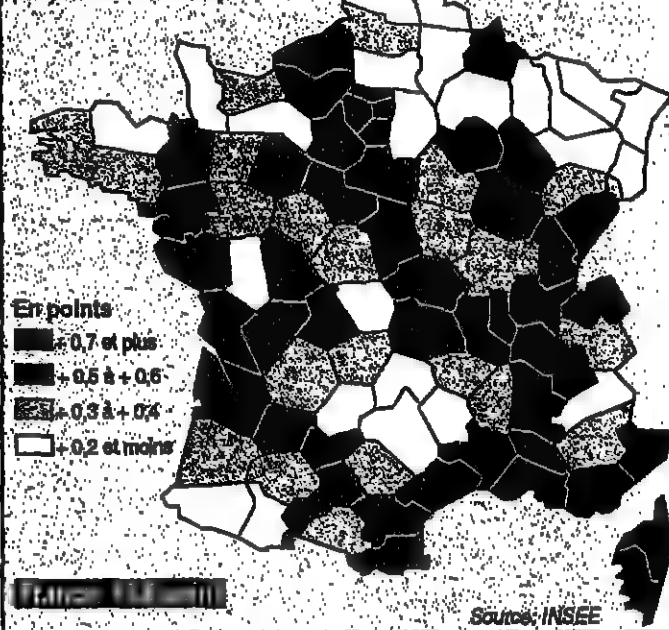
La paix en Europe (Catherine Samary) ; L'Europe centrale à la recherche d'une nouvelle cohésion (Jean-Yves Potell) ; La Grèce et l'impératif européen (Supplément) ; Les tensions méditerranéennes de l'Espagne européenne (Juan Goydolo) ; La Grèce contre le terrorisme (Luis Felipe de Alencastro) ; Canada : vers la libéralisation tranquille (Fukuo Caccia) ; Les incertitudes de la coopération franco-allemande (Philippe Lemaire) ; La culture américaine au service des institutions (Harbert I. Schiller) ; Les médias et la guerre du référendum en France (Serge Halimi).

Egalement en vente : Pour une refondation des pratiques sociales, un livre inédit de Félix Guattari.

En vente chez tous les marchands de journaux : 20 F.

### Chômage : de fortes disparités départementales

#### Variations des taux de chômage départementaux entre 1990 et 1991 (moyennes annuelles)



En hausse de 0,5 point en 1991, l'évolution du taux de chômage national (9,5 % de la population active) masque de fortes disparités départementales, selon les résultats d'une étude de l'INSEE diffusée lundi 5 octobre.

Dans un contexte d'embauches moins favorable, les disparités reflètent d'abord les rythmes de croissance des ressources en main-d'œuvre, que ce soit par pression démographique ou flux migratoires. Ainsi le chômage progresse-t-il le plus vite dans le couloir Rhodanien et le Midi méditerranéen, deux régions où le ralentissement de l'expansion peut plus absorber une main-d'œuvre en croissance.

Si le Nord-Pas-de-Calais, la Lorraine, la Picardie semblent épargnées par la hausse du chômage, c'est en raison d'un appauvrissement de leur main-d'œuvre lié aux mises à la retraite et aux départs des plus jeunes vers des zones plus actives. Restent certaines régions (Alsace, Seine-et-Marne) qui, grâce à une activité exceptionnelle, peuvent encore absorber une main-d'œuvre toujours en croissance.

# A ces prix là, vous n'avez pas le choix !



14 990 F TTC

Macintosh Ix86 40 + moniteur couleur



8890 F TTC

Macintosh LC 440 + moniteur 12" couleur + Claris Works

6290 F TTC

Macintosh Classic 240 + Claris Works

## AGENA

Concessionnaire Agréé Apple

Inouï ! Incompréhensible ! Inimaginable ! De telles conditions, les agences Agena agréées Apple peuvent vous les proposer. Filiale de VRG, le premier Groupe Européen de Services et de Distribution Informatique, Agena a 45 agences commerciales en France, des compétences certifiées par Apple en PAO, CAO et Gestion, et une gamme de services : la maintenance (52 000 micros sous contrat), l'ingénierie (connectivité et formation (90 salles équipées).

Agences agréées Apple  
Lille (20 56 11) - Paris (M) (16 00) - Rouen (63 63) - (31)  
33 44 - Le Havre (35 22 55 55) - Dijon (80 72 65 65) - Besançon (81 81 12) - Lyon (72 15 14 00) - Montpellier (67 50 42 50) - Nancy (83 98 15 95) - Reims (36 05 13 20) - Toulouse (61 36 76 36) - (99 28 08 08) - Brest (28 42 42) - Epinal (29) - 55 55 - Saint-Brieuc (96 78 21 31).



LES ARCHITECTES DE VOTRE INFORMATIQUE

OFFRE ALAB DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES

QUATRE PETITS EXERCICES À FAIRE ABSOLUMENT AVANT D'ALLER AU SICOR



# ÉCONOMIE

## AFFAIRES

Après avoir cédé son affaire à Ferruzzi

### M. Gilbert Ducros se lance dans la vente d'épices en surgelée

Quelques mois après avoir cédé son affaire à l'italien Ferruzzi, M. Gilbert Ducros repart, comme si de rien n'était, à la tête d'une épicerie et autres herbes aromatiques, qu'il entend maintenant vendre en surgelée. A soixante-cinq ans, il a un fils Yves et à son frère Marc, il a créé à Carpentras la société Gyma - inspirée des initiatives de son associé - qui vient de prendre le contrôle de L&L (La Surgelation bretonne), une petite entreprise implantée près de Brest. Même si l'activité n'en est qu'à ses débuts, M. Ducros « irrite » profondément l'ancien et le nouveau propriétaire de Ducros « envisage de réagir ».

En janvier, au moment où il a vendu la firme familiale carpentrassienne, M. Ducros a été particulièrement « irrité », précise le fondateur de l'entreprise. D'où sa décision de revenir vers le même

secteur d'activité en s'attaquant cette fois-ci, à une autre entreprise, à un nouvel associé, celui de la surgelation des épices. Ce choix n'est d'autant plus fort que M. Ducros n'avait jamais envisagé de céder son groupe, espérant le transmettre à ses enfants. Mais, dans la difficulté financière de l'entreprise, qui auraient pu être surmontées, les écueils ont été de divers ordres familiaux. « Nous étions arrivés en fin de possibilités de travail en commun et nous avons décidé collectivement de vendre l'entreprise », explique M. Michel Ducros, l'un des deux fils de Gilbert. Signe de ces malentendus, les quatre associés familiaux d'ici ne sont plus que trois dans la nouvelle entreprise appelée Gyma.

D. G.

## EN BREF

■ Les immatriculations d'automobiles ont reculé de 0,87 % en France en septembre. Les immatriculations d'automobile ont reculé de 0,87 % en France, en septembre, les données corrigées des variations saisonnières. Les ventes brutes, grâce à un plus grand nombre de jours ouvrables, les immatriculations ont progressé de 3,84 % à 147 416 unités. Les constructeurs français ont réalisé une bonne performance, totalisant 60,6 % de parts de marché, contre 60,2 % en janvier et septembre, grâce à l'excellente tenue des immatriculations de Citroën (+15,4 %) et de Renault (+4,9 %). Peugeot, en revanche, réalise une contre-performance (-9,6 %). Parmi les constructeurs étrangers, VAG (Volkswagen) et Nissan Motor Europe (Japan) enregistrent les plus fortes progressions, avec respectivement +47,1 % et +62,6 %. Les groupes Fiat (-19,5 %) et Ford (-13,9 %) poursuivent leur retrait.

■ Les Publications du Monde créent une rédaction à Lyon. Les publications du Monde (groupe CEP communication) viennent de créer à Lyon leur première rédaction permanente en région, confiée à M. Pierre Darnaud, qui s'appuiera sur des correspondants et des pigistes. Le groupe existe en outre une librairie et crée ainsi six emplois nouveaux. Il comptait jusqu'ici à Lyon un bureau commercial de deux salariés. Dans la région Rhône-Alpes, le Monde édite un total national de 10 054. Une politique de développement rédactionnelle s'est engagée, en février, une nouvelle rubrique, « Le Monde ».

■ Les immatriculations d'automobiles ont reculé de 0,87 % en France en septembre. Les immatriculations d'automobile ont reculé de 0,87 % en France, en septembre, les données corrigées des variations saisonnières.

■ L'hebdomadaire « Courrier International » fête son centième numéro. L'hebdomadaire « Courrier International », lancé le 8 novembre 1990, fête cette semaine son centième numéro. Composé d'articles traduits de journaux étrangers, il représente les deux tiers de la quarantaine de salariés, à travers plus de 5 000 titres de la presse internationale (le Monde du 11 novembre 1991), cette publication diffuse environ 65 000 exemplaires selon son éditeur et dépasse les 70 000 exemplaires à la fin de l'année. L'Office de justification de la diffusion lui attribue 50 000 exemplaires en 1991. Alexandre Adler, journaliste à Libération, spécialiste des questions de l'ex-empire soviétique, vient d'en être nommé directeur de la rédaction.

■ Textile : feu vert de la CEE, sous conditions, à l'accord entre ICI et Du Pont. La Commission européenne a approuvé, mercredi 30 septembre, sous certaines conditions, l'acquisition par la firme américaine Du Pont de Nylon dans les domaines de l'acrylique et du Nylon (le Monde du 25 avril). Les conditions posées par la Commission, Du Pont devra s'acquiescer à un certain nombre de mesures d'acquiescement à la production d'ICI en France de Nylon ainsi que les moyens de recherche concernés.

## REPÈRES

### COMMERCE

#### Accord Russie-Ukraine

Les chefs de gouvernement de Russie et d'Ukraine ont signé, le 3 octobre, des documents normalisant les relations économiques des deux pays, mises à mal depuis l'effacement de l'ex-URSS et la création de la CEI (Communauté d'États indépendants). Un accord commercial a été passé pour 1993, prévoyant notamment la livraison de pétrole russe à l'Ukraine.

A l'issue d'un entretien avec son homologue M. Valentin Simonenko, le premier ministre russe, M. Yegor Gerasimov, a déclaré que l'ex-Moscou entendait créer des « conditions normales » pour la mise en circulation de la nouvelle monnaie ukrainienne, la grivna. Selon M. Gerasimov, la question de la dette extérieure de l'ex-URSS a fait l'objet d'un accord conjoint, qui consiste en une réduction de la responsabilité collective des anciennes Républiques à l'égard de cette dette, pour en faire porter la charge par la seule Russie.

### CROISSANCE

#### L'OCDE revoit ses perspectives 1992 à la baisse

La croissance des vingt-quatre principaux pays industriels ne dépassera pas 1,5 % en 1992, a fait savoir vendredi 2 octobre l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Lors d'un discours prononcé devant le Conseil de l'Europe à Strasbourg, le secrétaire général de l'organisation, M. Jean-Claude Paye, a mis en cause le niveau trop élevé des taux d'intérêt réels. Déjà, en juin dernier, l'OCDE avait révisé à la baisse, de 2,2 % à 1,8 %, ses prévisions de croissance pour ses pays membres en 1992.

■ Le Liechtenstein veut adhérer à la CEE. Le principauté de Liechtenstein souhaite adhérer à la CEE, a déclaré, mardi 29 septembre, le prince Hans-Adam II à Vaduz. Le prince a indiqué, à l'occasion d'un symposium économique sur l'Europe, qu'il chargerait le gouvernement de déposer une demande d'entrée dans la CEE, indépendamment du résultat du référendum prévu sur le traité de l'Espace économique européen (EEE) au mois de décembre. (AFP)

■ RECTIFICATIF. C'est par erreur que nous avons qualifié M. Karl Otto Poehl de social-démocrate (le Monde du 4-5 octobre). Nommé président de la Bundesbank en janvier 1980 par le chancelier Helmut Schmidt, M. Poehl n'a jamais été membre d'un parti politique.

## TRANSPORTS

Ouverture du tunnel sous la Manche reportée au 15 décembre 1993

### Eurotunnel prévoit une augmentation de capital en 1994 ou 1995

Les perspectives d'ouverture du tunnel sous la Manche, évoquées par Eurotunnel, le concessionnaire de l'ouvrage, évoquent aujourd'hui des retards aux actionnaires une fois en service le 15 décembre 1993. Les dernières prévisions, en avril, faisaient état d'une ouverture entre le 15 septembre et le 15 novembre. Les prévisions initiales tablèrent sur le 15 juin 1993. Selon Eurotunnel, ces derniers retards sont imputables à TML (Transmanche Link), le groupement des entreprises d'infrastructures publiques responsables de la réalisation du tunnel.

Ces délais pèsent sur les prévisions de trafic et de recettes de même que les retards déjà constatés des livraisons des navires et des TGV. Les trains de passagers ne devraient être mis en service qu'en 1994. Les livraisons des TGV ne devraient être terminées qu'en 1994. Compte tenu de ces retards et des incertitudes sur la montée en puissance du trafic, Eurotunnel prévoit

des revenus pour le tunnel légèrement supérieurs à 5 milliards de francs, soit 1,45 milliard de moins que les revenus estimés par le concessionnaire en décembre 1991.

Eurotunnel a dépensé à ce jour un peu plus de 57 milliards de francs pour l'enveloppe disponible de l'ordre de 90 milliards de francs. Le concessionnaire prévoit qu'il disposera des fonds nécessaires jusqu'à l'achèvement des travaux mais prévoit une augmentation de capital en 1994 - opération évoquée au conditionnel en avril.

La concessionnaire, en matière de défaillance potentielle au titre de la convention de crédit, vient d'obtenir une dérogation des banques lui permettant de dispenser du paiement jusqu'au 30 novembre. Pour obtenir une dérogation permettant d'aller jusqu'à l'achèvement des travaux, Eurotunnel doit présenter au syndicat bancaire sa stratégie de financement après l'ouverture du tunnel.

qui prévoit l'augmentation du capital et un aménagement du régime des intérêts.

Enfin, Eurotunnel a fait le point, lundi 5 octobre, sur les négociations avec TML à propos du financement des équipements fixes d'un montant initial forfaitaire de 6,2 milliards de francs. Le concessionnaire a proposé en décembre 1991 à TML un règlement d'ensemble de 9,8 milliards de francs, dont 3,8 milliards sous forme d'instruments financiers (actions et obligations convertibles). Cette première offre, rejetée par TML, a été suivie d'une deuxième proposition cet été, elle aussi rejetée. Il semblerait aujourd'hui que le différend porte sur 2,5 milliards de francs. Eurotunnel, qui vient d'être dispensé par la Chambre de commerce internationale de payer 300 millions de francs mensuels à TML, n'y avait enjoint le comité d'experts.

MARTINE LARONCHE

La mise en service est prévue en 1999 ou 2000

### M. Philippe Essig propose une « concession de travaux et de services publics » pour la réalisation du TGV-Est

Pour que le TGV-Est soit vers 1999 ou 2000 Paris à Strasbourg en 1 heure 40 à 320 km/h, M. Philippe Essig, ancien président de la SNCF chargé d'une étude, préconise une contribution égale des collectivités publiques - État et collectivités territoriales - de 5 à 6 milliards de francs pour chacune. La réalisation du projet serait confiée à un consortium qui devrait assumer la majeure partie des risques financiers.

M. Philippe Essig, ancien président de la SNCF, a eu beau retourner le projet dans tous les sens, le TGV-Est entre Paris et Strasbourg a grandement besoin de l'argent public (État et collectivités territoriales) pour voir le jour. Chargé en septembre 1991 par M. Paul Quilès, alors ministre de l'équipement, de réfléchir à un montage juridique et financier du projet, M. Essig a remis son rapport au ministre de l'équipement, du logement et des transports, M. Jean-Louis Bianco.

La contribution de 3,5 milliards promise par les régions (Champagne, Alsace, Lorraine, et le Luxembourg) ne suffira pas à financer les 22,3 milliards de francs (1991) nécessaires à la réalisation des voies nouvelles du futur TGV-Est. M. Essig

partie d'un consortium de 5 à 6 milliards de francs collectivités territoriales, « cette dernière valeur pondant presque à l'équilibre des contributions de la SNCF suivant ses propres demandes ». L'État, note-t-il, devra apporter une hypothèse haute représente au total 12 milliards de francs pour l'État et les collectivités territoriales, plus 1,3 milliard de francs pour la CEE.

A qui incombera la réalisation du projet? M. Philippe Essig préconise un « portage extérieur à la SNCF », qui protège mieux les comptes d'une entreprise fortement endettée face à un prêt jugé peu rentable. Le choix d'une « concession de travaux et de services publics » a l'avantage pour la SNCF de faire peser le risque de trafic sur le concessionnaire, la juridiction pourrait être d'économie

mixte : droit privé, associant collectivités territoriales, ou un public à caractère industriel ou commercial. Le concessionnaire pourrait être l'État ou la SNCF. Mais l'État ou la SNCF, la formule d'une SNCF à la fois concessionnaire et exploitant, compte tenu de l'ambivalence des responsabilités entre le concessionnaire et la SNCF.

Afin de permettre le remboursement des emprunts sans peser sur l'équilibre de la SNCF et la solidité du concessionnaire, « l'application d'un tarif sensiblement majoré par rapport à celui des autres lignes », note M. Essig, qui étudie deux hypothèses d'augmentation de prix par rapport aux tarifs actuels de la SNCF, de 30 % et de 50 %.

M. L.

## INDICATEURS

■ BELGIQUE  
● Chômage : -1,7 % en un mois. - Le nombre des chômeurs a baissé en Belgique de 1,7 % en un mois de septembre par rapport à août, revenant à 418 000. Le taux de chômage rapporté à la population s'élève à 12 %. Les statistiques publiées par le Service de l'emploi et du travail. Par rapport à septembre 1991, l'augmentation du nombre des chômeurs est de 13,6 %.

QUATRE PETITS  
EXERCICES  
À FAIRE  
ABSOLUMENT  
AVANT D'ALLER  
AU SICOB.

Exercice n°1  
Essayez d'organiser  
deux fois par semaine une  
réunion avec  
collaborateurs des  
quatre coins du monde.

Exercice n°3  
Essayez d'envoyer  
un texte à Denver (Colorado)  
et de le recevoir annoté  
moins de 15 minutes.

Exercice n°2  
Essayez de joindre  
en moins de 15 minutes  
cinq de vos  
collaborateurs  
en déplacement.

Exercice n°4  
Essayez d'envoyer  
un fichier de 300 pages  
en 2 minutes, à l'autre  
bout de la France.

TOUTES  
LES SOLUTIONS  
SONT AU STAND  
FRANCE TELECOM  
AU SICOB,  
DU 5 AU 9 OCTOBRE,  
PARC DES EXPOSITIONS  
PARIS - NORD  
VILLEPINTE - HALL 1

Et si vous communiquiez avec les outils d'aujourd'hui?









## ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Alors que le climat social se dégrade à Abidjan

### Le premier ministre ivoirien veut maintenir «la gestion rigoureuse des dépenses publiques»

Le premier ministre de Côte-d'Ivoire, M. Alassane Ouattara, a participé à Abidjan, jeudi 1<sup>er</sup> octobre, à un débat télévisé retransmis direct par la télévision et les radio nationales. Alors que d'après les négociations se poursuivent à Washington concernant la nouvelle aide du Fonds monétaire international (FMI) à son pays, M. Ouattara a tenu une «conférence» dans l'avenir de la situation économique en Côte-d'Ivoire. Pourtant, à l'occasion notamment de la rentrée scolaire et du prochain lancement de la récolte de café et de cacao, le mécontentement grandit dans la capitale.

ABIDJAN

de l'envoyé spécial

Pour la première fois depuis sa nomination chef du gouvernement, le 7 octobre 1990, M. Ouattara a choisi de se livrer au exercice de présenter aux douze millions d'Ivoiriens les grands enjeux politiques, économiques et sociaux du pays. Cette «conférence» avait été largement annoncée par les journaux du Parti démocratique (PDCI), Côte-d'Ivoire (PDCI), la formation politique du président Félix Houphouët-Boigny, parti unique dans le pays jusqu'en mai 1990. Car il s'agissait d'une conférence de presse - mais bien d'une première : interrogé par douze journalistes dont cinq de la presse indépendante ou d'opposition, M. Ouattara a accepté de passer en revue tous les aspects de la crise aiguë que traverse le pays. Et, en plus des journalistes - modèle français oblige - douze représentants de la «société civile» avaient été invités. Pendant quatre heures, un étudiant, un professeur, un chômeur ainsi que des hommes d'affaires et des planteurs ont pu poser leurs questions.

A l'occasion, la situation que connaît actuellement le pays n'a pas été étrangère au

matériau par la Primature (siège du gouvernement). Depuis plusieurs jours déjà, les étudiants de l'université nationale d'Abidjan refusent de passer les examens de la session d'automne. Alors que la rentrée scolaire prévue pour le 1<sup>er</sup> octobre, deux mesures prises par le gouvernement agitant le campus : le transport ne sera plus gratuit pour les étudiants qui devront dorénavant payer 5000 francs CFA (60 francs français) par mois. En outre, la possibilité presque illimitée de redoublement - phénomène appelé ici le «paraphase atomique» - est supprimée. Les étudiants devront donc réussir plus rapidement leurs examens s'ils veulent continuer à bénéficier des avantages matériels qu'offre la vie universitaire - logement, repas subventionnés, etc. - avantages non négligeables. Ils à la dramatique situation de l'emploi en Côte-d'Ivoire, surtout pour les jeunes.

#### La fonction publique éparpillée

A ce stade de la jeunesse, auquel M. Ouattara a tenté de répondre en en appelant à la «responsabilité de tous» pour assurer, «comme dans une famille, la nécessaire compression des dépenses publiques», s'ajoute le mécontentement des planteurs qui attendent avec impatience que le gouvernement annonce - vers le 15 octobre - les prix garantis sur le cacao et le café, les deux plus importantes exportations du pays. Avec pour l'instant - une certitude : les prix continuent de baisser et les petits producteurs supportent déjà depuis de nombreuses années des pertes colossales. A partir de 1984, les cours mondiaux du café se sont effondrés de 1088 francs CFA à 175 francs CFA ; ceux du cacao de 1607 francs CFA à 265 francs CFA.

M. Ouattara a déclaré «préoccupé» des «difficiles» conditions de vie des producteurs, mais, a-t-il ajouté, «le marché mondial ne dépend pas de nous». Le Syndicat national des agriculteurs Côte-

d'Ivoire (SYNAGDI) avait pour sa part réitéré samedi 1<sup>er</sup> septembre la menace de grève, considérant que «le gouvernement ne tient pas compte des planteurs», critique reprise par la plupart des journaux d'opposition à l'heure où les petits producteurs doivent financer la scolarité de leurs enfants. «La gestion rigoureuse des dépenses publiques est une des seules garanties d'un retour à la croissance», a rappelé M. Ouattara, précisant que la dette externe de l'Etat ivoirien s'élève à quelque 1 200 milliards de francs CFA (24 milliards de francs français).

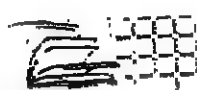
Le ministre a cependant clairement précisé qu'il n'était pas question de diminuer les salaires de la fonction publique (cent vingt mille personnes). C'est pourtant une condition exigée par le FMI pour donner son feu vert aux aides internationales. Dans l'immédiat, les mesures prises par le gouvernement en matière de lutte contre la corruption des fonctionnaires placent la Primature devant un troisième front : les menaces de grève récemment avancées par cette catégorie de fonctionnaires.

Réagissant à la fin de la prestation de M. Ouattara, M. Laurent Gbagbo, le leader du Front populaire ivoirien (FPI), principal parti d'opposition, s'est déclaré «choqué» de «l'optimisme» du premier ministre : «Il était le seul dans la salle à être optimiste», a-t-il souligné tout en précisant que «depuis le multipartisme, les pays sont agités et s'ils ne sont pas dans la rue, cette fois ce ne sera pas pour faire des cadeaux».

OLIVIER PIOT

### Un livre sur les relations dans l'entreprise d'après Montaigne...

Si je le trouve, je fais un essai !\*



3617 ELECTRE

TOUTES LES RÉFÉRENCES DE 350 000 LIVRES

Classés par auteur, titre, sujet, 350 000 livres disponibles en langue française, avec un résumé, 500 nouveautés par semaine.

Un service du Cercle de la Librairie

\*Tapez le sujet : entreprise

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### COMMUNIQUÉ CONJOINT ACCOR / WAGONS-LITS / S.I.H.S. / PLM

Le Conseil d'Administration d'ACCOR, PLM, S.I.H.S., SMN a approuvé le projet de fusion-absorption PLM, S.I.H.S., SMN par ACCOR et arrêté les parités d'échange suivantes :

- 1 action PLM pour 5 ACCOR ;
- 1 action S.I.H.S. pour 1 ACCOR ;
- 1 action SMN pour 3 ACCOR.

La réserve de l'approbation des commissaires aux comptes de la fusion, les parités d'échange seront proposées aux assemblées générales extraordinaires de chacune des sociétés concernées qui se réuniront le 15 décembre 1992 pour S.I.H.S., le 4 décembre 1992 pour les autres sociétés et vraisemblablement le 15 décembre 1992 sur deuxième convocation pour ACCOR.

A la suite de ces fusions, 1.629.920 actions ACCOR auront été remises aux actionnaires tiers PLM, S.I.H.S., SMN, avec effet de jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1993. CIR étant contrôlée par ACCOR, aucune action ACCOR ne sera émise.

Les actions représentées 6,77 % du capital ACCOR porté à 24.061.233 actions.

Les bénéficiaires des actions seront donc actionnaires de ACCOR aux parités suivantes :

• CWT (détenu par ACCOR) environ 70 %	4,88 %
• Actionnaires de PLM autres que CWT	1,45 %
• Actionnaires de S.I.H.S. et de SMN autres que ACCOR	0,44 %

### ALCATEL ALSTHOM

Réuni sous la présidence de M. Pierre SUARD, le 1<sup>er</sup> septembre 1992, le Conseil d'administration d'Alcatel Alsthom a examiné le rapport sur l'activité et les résultats du premier semestre, qui a été attesté par les Commissaires aux comptes.

Résultat net en progression de 20 % au 1<sup>er</sup> semestre 1992

Le résultat net part Groupe s'est élevé à 3.115 millions de francs, en augmentation de 20 % par rapport à celui du premier semestre 1991 pour un chiffre d'affaires consolidé de 79.477 millions de francs, en augmentation de 6 % par rapport au premier semestre 1991. Il intègre le résultat du premier semestre d'Alcatel NV à hauteur de 70 % comme tout au long de l'exercice précédent, le transfert à Alcatel Alsthom des titres Alcatel NV détenus par ITT ayant eu lieu début juillet 1992.

Le bénéfice net par action de 25,60 francs est en augmentation de 11 % le bénéfice par action totalement dilué s'établit à 24,70 francs en progression de 8 % par rapport à fin juin 1991.

#### Perspectives

Pour l'ensemble de l'exercice 1992, les tendances constatées à fin juin laissent prévoir une croissance du montant des ventes à taux de change constants voisine de celle observée au premier semestre. Sauf événement conjoncturel non prévu, le bénéfice par action calculé sur les actions en circulation que sur le capital totalement dilué devrait marquer une nouvelle progression par rapport à l'exercice précédent.

#### Comptes de résultat consolidés

(en millions de francs)	1 <sup>er</sup> semestre 1992	1 <sup>er</sup> semestre 1991	Exercice 1991
Chiffre d'affaires net HT	79.477	74.770	160.082
Résultat opérationnel	6.344	6.550	14.945
Résultat net part Groupe	3.115	2.599	6.180
Bénéfices par action (en francs)			
Bénéfice net par action	25,60	23,00	51,80
Bénéfice net par action totalement dilué	24,70	22,90	51,00

Les résultats peuvent être jugés satisfaisants compte tenu de la conjoncture dans laquelle s'est exercé le premier semestre. Le réajustement du résultat opérationnel s'explique par la dégradation du marché des équipements privés de téléphonie, la rentabilité des sociétés récemment acquises encore inférieure à la moyenne du Groupe et la réduction temporaire du programme d'équipement téléphonique en Espagne.

Le résultat net part Groupe s'entend après la mise en œuvre de plans de restructuration dont le coût a été partiellement financé par les cessions d'actifs immobilisés. Par ailleurs, il intègre une plus-value nette d'impôt de 437 millions de francs sur des cessions d'actions Alcatel Alsthom, qui se compare aux 630 millions de francs du premier semestre 1991.

#### Evolution du capital

Le Conseil d'administration a constaté la création de 3.483.613 actions consécutives à la conversion d'obligations en actions, levées d'options, souscription depuis le début de l'exercice ainsi qu'au paiement du dividende de 1991 en actions. Au 31 août 1992, le capital social s'élève à 5.328 millions de francs, représenté par 133,2 millions d'actions ayant jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1992.

#### Cooptation d'un administrateur

Le Conseil a décidé de coopter à dater de ce jour, en remplacement de M. Guy VERDEIL décédé, M. Jacques FRIEDMANN en qualité d'administrateur de la Société.

ALCATEL ALSTHOM EN DIRECT :

• MINITEL : 3616 Code CLIFF  
• Téléphone : 01 47 33 354

#### Treuhandanstalt

Des immeubles à vendre à Berlin et en RDA (Berlin, Leipzig, Dresden).

Le marché immobilier dans les nouveaux Länder : Chances et perspectives pour les investisseurs européens.

Une présentation d'immeubles par la filiale immobilière de la Treuhandanstalt au

Centre Français du Commerce Extérieur 10, Avenue d'Iéna 75015 Paris

Le lundi 19 octobre 1992 de 10 heures à 15 heures

Invitations à retirer auprès de Madame Chantal Roux Madame Laurence Alphandéry (tél. : 01 47 33 810).

#### SCIENCES-PO FORMATION

Diplôme de formation continue

### FINANCE D'ENTREPRISE

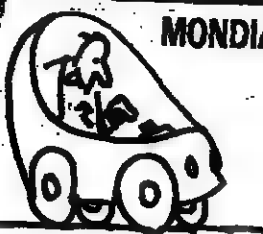
Formation approfondie à la finance moderne pour des cadres financiers expérimentés. Cycle réparti sur 2 ans : 20 journées de formation par an. Investissement professionnel validé par un diplôme de l'IEP de Paris.

Informations : Georges VERGINE, Service de Formation Continue Tél. : 45 49 51 16 - 45 49 50 97

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE





*Les constructeurs ont besoin de la formule 1 et des grands prix pour mettre au point des techniques qui serviront à la voiture de M. Tout-le-monde*

« J'en suis convaincu, répond Ber-  
nard Dandot, directeur automobile  
d'Intégrer dans le programme de  
recherche d'un constructeur. Nous ne  
sommes plus à une époque où il suf-  
faisait de dire qu'un produit était bon  
ou bon pour le vendre. Il faut le pro-  
uver. La démonstration d'un savoir-  
faire technique, d'une maîtrise  
technologique, est devenue plus  
par la compétition. Les techniciens et  
les services commerciaux de Renault  
se battent contre Honda, Fiat ou  
Ford. Ce n'est pas un hasard si  
Renault Sport affronte les mêmes  
adversaires sur les circuits. »

**GÉRARD ALBOUY**

*Autant que le prix, ce sont les équipements qui font la différence au moment de l'achat*

Pour la première fois, peut-être, le visiteur du Mondial aura tout intérêt à flâner dans les halls d'exposition que celui réservé à l'automobile. C'est chez les équipementiers aussi qu'il découvrira sa voiture de demain.

(\*) 736 watts = 1 cheval-vapeur.



## BOURSE DU 5 OCTOBRE

Compan-	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Compan-	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Compan-	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	%
4750	C.N.E. 3%	4945	4821	4820	-0.52	105	Gold Fonder	538	523	732	-1.35	2130	Légation C.R.	2130	2102	2088	-1.26
480	B.N.P. T.P.	816	810	810	-0.74	106	Gold L. France	362	351	279	-3.15	2135	Legation C.R.	2135	2107	2093	-1.26
485	O.L.Y.P.T.	276	268	268	-1.36	107	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2140	Legation C.R.	2140	2112	2098	-1.26
490	Remont. T.P.	540	542	542	+0.37	108	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2145	Legation C.R.	2145	2117	2103	-1.26
1070	Phon. Prod. T.P.	1626	1626	1622	-0.25	109	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2150	Legation C.R.	2150	2122	2108	-1.26
1075	Sans Gobes T.P.	1028	1028	1028	0.00	110	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2155	Legation C.R.	2155	2127	2113	-1.26
1080	ACCOR.	540	540	540	0.00	111	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2160	Legation C.R.	2160	2132	2118	-1.26
140	Acc. Léprie.	715	705	701	-0.60	112	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2165	Legation C.R.	2165	2137	2123	-1.26
145	Alcatel-Madon.	1617	1607	1608	+0.06	113	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2170	Legation C.R.	2170	2142	2128	-1.26
150	Alcatel-Madon.	1617	1607	1608	+0.06	114	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2175	Legation C.R.	2175	2147	2133	-1.26
155	A.L.P.L.	2360	2360	2360	0.00	115	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2180	Legation C.R.	2180	2152	2138	-1.26
160	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	116	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2185	Legation C.R.	2185	2157	2143	-1.26
165	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	117	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2190	Legation C.R.	2190	2162	2148	-1.26
170	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	118	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2195	Legation C.R.	2195	2167	2153	-1.26
175	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	119	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2200	Legation C.R.	2200	2172	2158	-1.26
180	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	120	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2205	Legation C.R.	2205	2177	2163	-1.26
185	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	121	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2210	Legation C.R.	2210	2182	2168	-1.26
190	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	122	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2215	Legation C.R.	2215	2187	2173	-1.26
195	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	123	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2220	Legation C.R.	2220	2192	2178	-1.26
200	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	124	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2225	Legation C.R.	2225	2197	2183	-1.26
205	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	125	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2230	Legation C.R.	2230	2202	2188	-1.26
210	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	126	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2235	Legation C.R.	2235	2207	2193	-1.26
215	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	127	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2240	Legation C.R.	2240	2212	2198	-1.26
220	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	128	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2245	Legation C.R.	2245	2217	2203	-1.26
225	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	129	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2250	Legation C.R.	2250	2222	2208	-1.26
230	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	130	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2255	Legation C.R.	2255	2227	2213	-1.26
235	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	131	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2260	Legation C.R.	2260	2232	2218	-1.26
240	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	132	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2265	Legation C.R.	2265	2237	2223	-1.26
245	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	133	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2270	Legation C.R.	2270	2242	2228	-1.26
250	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	134	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2275	Legation C.R.	2275	2247	2233	-1.26
255	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	135	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2280	Legation C.R.	2280	2252	2238	-1.26
260	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	136	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2285	Legation C.R.	2285	2257	2243	-1.26
265	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	137	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2290	Legation C.R.	2290	2262	2248	-1.26
270	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	138	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2295	Legation C.R.	2295	2267	2253	-1.26
275	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	139	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2300	Legation C.R.	2300	2272	2258	-1.26
280	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	140	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2305	Legation C.R.	2305	2277	2263	-1.26
285	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	141	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2310	Legation C.R.	2310	2282	2268	-1.26
290	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	142	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2315	Legation C.R.	2315	2287	2273	-1.26
295	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	143	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2320	Legation C.R.	2320	2292	2278	-1.26
300	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	144	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2325	Legation C.R.	2325	2297	2283	-1.26
305	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	145	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2330	Legation C.R.	2330	2302	2288	-1.26
310	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	146	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2335	Legation C.R.	2335	2307	2293	-1.26
315	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	147	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2340	Legation C.R.	2340	2312	2298	-1.26
320	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	148	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2345	Legation C.R.	2345	2317	2303	-1.26
325	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	149	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2350	Legation C.R.	2350	2322	2308	-1.26
330	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	150	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2355	Legation C.R.	2355	2327	2313	-1.26
335	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	151	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2360	Legation C.R.	2360	2332	2318	-1.26
340	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	152	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2365	Legation C.R.	2365	2337	2323	-1.26
345	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	153	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2370	Legation C.R.	2370	2342	2328	-1.26
350	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	154	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2375	Legation C.R.	2375	2347	2333	-1.26
355	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	155	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2380	Legation C.R.	2380	2352	2338	-1.26
360	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	156	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2385	Legation C.R.	2385	2357	2343	-1.26
365	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	157	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2390	Legation C.R.	2390	2362	2348	-1.26
370	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	158	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2395	Legation C.R.	2395	2367	2353	-1.26
375	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	159	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2400	Legation C.R.	2400	2372	2358	-1.26
380	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	160	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2405	Legation C.R.	2405	2377	2363	-1.26
385	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	161	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2410	Legation C.R.	2410	2382	2368	-1.26
390	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	162	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2415	Legation C.R.	2415	2387	2373	-1.26
395	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	163	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2420	Legation C.R.	2420	2392	2378	-1.26
400	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	164	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2425	Legation C.R.	2425	2397	2383	-1.26
405	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	165	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2430	Legation C.R.	2430	2402	2388	-1.26
410	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	166	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2435	Legation C.R.	2435	2407	2393	-1.26
415	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	167	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2440	Legation C.R.	2440	2412	2398	-1.26
420	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	168	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2445	Legation C.R.	2445	2417	2403	-1.26
425	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	169	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2450	Legation C.R.	2450	2422	2408	-1.26
430	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	170	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2455	Legation C.R.	2455	2427	2413	-1.26
435	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	171	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2460	Legation C.R.	2460	2432	2418	-1.26
440	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	172	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2465	Legation C.R.	2465	2437	2423	-1.26
445	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	173	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2470	Legation C.R.	2470	2442	2428	-1.26
450	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	174	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2475	Legation C.R.	2475	2447	2433	-1.26
455	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	175	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2480	Legation C.R.	2480	2452	2438	-1.26
460	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	176	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2485	Legation C.R.	2485	2457	2443	-1.26
465	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	177	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2490	Legation C.R.	2490	2462	2448	-1.26
470	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	178	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2495	Legation C.R.	2495	2467	2453	-1.26
475	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	179	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2500	Legation C.R.	2500	2472	2458	-1.26
480	A.G.F. S. Com.	378	378	378	0.00	180	Gold L. Lyonn.	450	439	257	-2.22	2505	Legation C.R.	2505			

**COMPTANT** (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
<b>Obligations</b>								
Emp. État 9,67/97			CITIRAIL (R)	2850		Paris Comm.		
10,00% 7/9/97	107 50	10 58	Comptoir	481 10	480	Pigei Havre...	1100	
Emp. État 14,04/01	103 85	10 58	Cr Industrielle	3700		Powertel	420	
Thomson 12,25 98		12 10	Cr Lyon Alésant.	316	320	Promotiv (S)	370	361
10,28% mars 98			Concorde	520	504	Publicis	570	568
OAT 10% 5/2000			Constr. Mtr. Paris	14		Promotiv (S)	119 30	114
OAT 5,9% 12/1997	104 30	8 65	Crédit Gén. Ind.	72		Raneco	125 20	121
OAT 6,8% 1/1998	102 02	8 65	Cr Unifonéal	370		Renpex	166	170
PTT 11,25 98			Daewoo	850	850	S.A.C.E.R.	440 10	443
CFM 10,00% 98			Dagblom	1728		S.A.F.I.A.	211	211
CFP 10,25% nov 80		5 72	Danisco Végét.	1767	1767	S.A.F.I.C. Alim.	193	
CPA 10% 8 1978...			Dider Steier	338	350	Saps	207	203
CMR Supex 5000P		2 24	Euro Banque Végét.	2091	2090	Santé Développement (F)	167	100
CMR Paribas 5000P	98 45	2 24	Eco	300	295	Sauv. du Méd.	515	538
CMR Suez 2000P		2 24	Enl. Mgr. Paris	4200	4200	Sauvonnex Int.	145	
CM 1/82 2000P	97	2 24	Enduro-Stratégie Cl.	470	475	S.C.A.C.	685	
CM 9% 88		4 01	Erde	372 30	372 00	Sonacel	365	365
CM 9% 88		2 04	Finlance	299 80		S.R.I. Part. (R)	140	
CM 10,50% p.c. 85	107 75	7 60	F.I.P.P.	88 55		Silico	513	518
CHARGE PCE 3% 100	1050 20		F.N.A.C.	1948	1761	Sinval	81	90
China			Horvatic (R)	440	437	S.I.P.H.	130	130
Alcatel 8% p. pay 89			Ind. Lyonnais	530		S.M.C.I.	100	
Ly. Enn. ex 6,5%	781		Industrie	515		Société	581	
Enn. ex 6,25 88			Fraserford	750		Solico	215	
			Fraser I.A.P.D.	418		Solico	100	880
			Fraser S.A. (L)	1381	1330	Solico	85 50	85
			Fr. Paul-Renaud	2050		Solico	2001	
			Gaume	414	400	Société Anonyme	651	604
			Gardien	242 50	240	Soudat	310	
			Gébel	462		Suez	518	
			G.F.C.	320	319	Tanger	2120	2005
			Groupe Victrola	815	785	Tecno-Artisan	221	

**SICAV** *Inflection*[illegible]

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**

**Renseignements :**  
**46-62-72-67**

### Hors-cote

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - \* : ding détaché - d : demande - e : prix précédent - m : marché complet

# ILIA

MBA



مركزاً من راصد

monde • Mardi 8 octobre 1992 •

La voiture de demain est une Audi.

Les ingénieurs Audi ont fabriqué un monstre. Le plus beau, le plus rapide des monstres : l'Avus. Moteur 12 cylindres en W, 509 ch, 340 km/h sur circuit, de 0 à 100 en 3 s. **Prototype**

Mais, au-delà des performances, impressionnantes soient-elles, le véritable enjeu était de rendre le monstre maîtrisable. L'équipant de toute la technologie Audi matière de. Le hasard n'a pas de place.

Audi

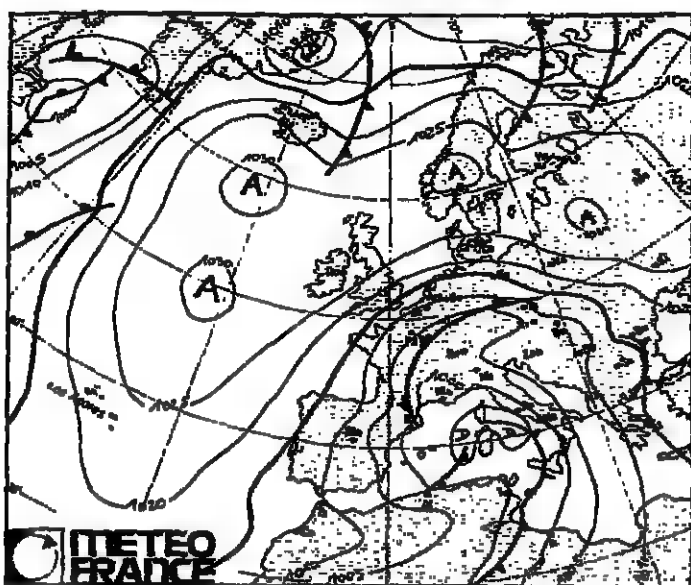




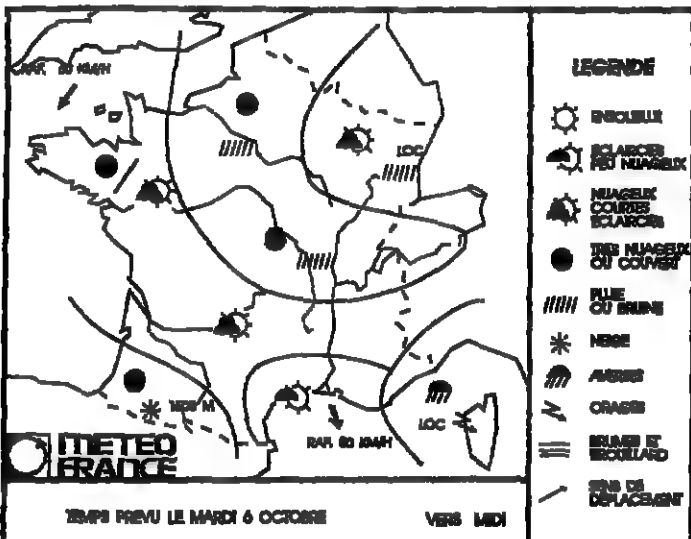
مذكرة من راحيل

## MÉTÉOROLOGIE

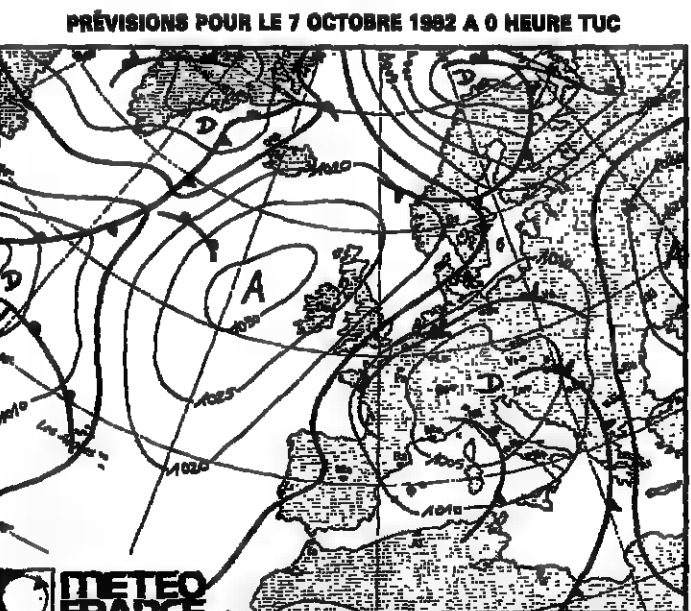
SITUATION LE 5 OCTOBRE A 11 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 6 OCTOBRE 1992



La météo est sur une grande partie du pays. Le matin, le ciel est couvert de nuages, le vent est fort et froid. Dans la journée, le ciel se dégage un peu, mais le vent reste fort. La nuit, le ciel est nuageux et il pleut localement. Les températures sont basses, entre 5 et 10 degrés. Les vents sont forts, surtout dans le nord et l'est du pays. Les précipitations sont faibles, mais il pleut localement dans le sud-est et le sud-ouest.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
le 4-10-1992 à 18 heures TUC et le 5-10-92 à 6 heures TUC											
FRANCE											
ALGER	20	15	C	TOULOUSE	18	12	C	LUXEMBOURG	14	10	D
BARCELONE	17	12	P	PARIS-MITRAN	15	10	C	MADRID	17	11	D
BELGIUM	15	10	C	STRASBOURG	14	9	C	MARRAKECH	25	18	C
BRETAGNE	14	9	C	LYON	13	8	C	MEXICO	28	20	C
CANARY	16	11	C	NANTES	12	7	C	MILAN	14	9	P
CHYPRE	18	13	C	NICE	15	10	C	MONTREAL	13	8	D
CORSE	16	11	C	ORLÉANS	12	7	C	MOSCOW	6	1	C
CUBA	18	13	C	RENNES	11	6	C	NEW-YORK	24	14	D
CYPRUS	18	13	C	ROUEN	11	6	C	OSLO	10	5	D
ESPAGNE	17	12	P	SARREBRUEGUE	10	5	C	PARIS-RENAULT	26	16	P
FINLANDE	14	9	C	STRASBOURG	14	9	C	PRAGUE	16	11	D
FRANCE	15	10	C	TOULOUSE	18	12	C	ROME	23	16	N
GERMANY	14	9	C	LYON	13	8	C	SEVILLE	25	14	D
GRÈCE	16	11	C	NANTES	12	7	C	SINGAPOUR	31	24	C
IRLANDE	11	6	C	NICE	15	10	C	STOCKHOLM	10	5	D
ITALIE	17	12	P	ORLÉANS	12	7	C	SYDNEY	19	13	C
JAPON	18	13	C	RENNES	11	6	C	TOKYO	23	16	D
LIBAN	16	11	C	ROUEN	11	6	C	TUNIS	27	16	D
LUXEMBOURG	14	9	C	SARREBRUEGUE	10	5	C	VARSOVIE	14	9	D
MAROC	18	13	C	STRASBOURG	14	9	C	VIENNE	15	10	P
MEXIQUE	28	20	C	TOULOUSE	18	12	C	VIENNE	15	10	P
MILAN	14	9	P	LYON	13	8	C				
MONTREAL	13	8	D	NANTES	12	7	C				
MOSCOW	6	1	C	NICE	15	10	C				
NEW-YORK	24	14	D	ORLÉANS	12	7	C				
OSLO	10	5	D	RENNES	11	6	C				
PARIS-RENAULT	26	16	P	ROUEN	11	6	C				
PRAGUE	16	11	D	SARREBRUEGUE	10	5	C				
ROME	23	16	N	STRASBOURG	14	9	C				
SEVILLE	25	14	D	TOULOUSE	18	12	C				
SINGAPOUR	31	24	C	LYON	13	8	C				
STOCKHOLM	10	5	D	NANTES	12	7	C				
SYDNEY	19	13	C	NICE	15	10	C				
TOKYO	23	16	D	ORLÉANS	12	7	C				
TUNIS	27	16	D	RENNES	11	6	C				
VARSOVIE	14	9	D	ROUEN	11	6	C				
VIENNE	15	10	P	SARREBRUEGUE	10	5	C				
VIENNE	15	10	P	STRASBOURG	14	9	C				
				TOULOUSE	18	12	C				

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel partiellement couvert	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

### IMAGES

## De Patrick Sabatier et de quelques grosses ficelles

A quoi ressemble une tête de l'audimat tombée du ciel ? On s'attend à voir un visage de Patrick Sabatier, interrogé par Michel Denisot sur la Plus, avec l'air d'un homme du brave public du gilet de Montfaucon, un air bedonnant et accidenté de la vieillesse. Etonnant renversement. Sabatier construit son image d'homme plein de vie, d'homme qui aime la vie, d'homme qui aime le public, d'homme qui aime la télévision. Sabatier construit son image d'homme plein de vie, d'homme qui aime la vie, d'homme qui aime le public, d'homme qui aime la télévision. Sabatier construit son image d'homme plein de vie, d'homme qui aime la vie, d'homme qui aime le public, d'homme qui aime la télévision.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ■ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

### Lundi 5 octobre

- TF 1**
  - 20.45 Variétés : Stars 90. Emission présentée par Patrick Sabatier. Avec Yves Lecoq, Popsic, Muriel Hermine, C. Jérôme, Clayderman, Christophe Deschamps, Dany Brillant, Alejandro Sanz.
  - 22.40 Magazine : Durand la nuit. Présenté par Guillaume Durand sur les quinze derniers jours. Invités : les frères Lambert, Kézia Jones.
  - 0.00 Magazine : Minuit sports. VTT, Automobile, etc.
- F 2**
  - 20.50 Jeu : Fort Boyard. Animé par Patrice Lemaire et Valérie Pascal.
  - 22.10 Visages d'Europe. Magazine : Savoir plus. Diagnostic. Présenté par Martine Allain-Régault et François de Closets. La cour et les valets. Présenté par professeur Bauffa, cardiologue à l'Hôtel-Dieu, professeur Apfelmus, nutritionniste à l'Institut Pasteur, professeur Doucet, cardiologue à l'Hôtel-Dieu, professeur Dabrowski, cardiologue à l'Hôtel-Dieu.
  - 23.35 Journal et Météo.
  - 23.50 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. Invités : Éric et Claude, auteur d'Océanie ; Hugues Calver, auteur de Les Juges parisiens ; M. Metagrin et M. Lyon-Caen ; Marc Dabrowski.
- F 3**
  - 20.45 Cinéma : Frantic. Film américain de Roman Polanski (1987).
  - 22.50 Journal et Météo.
  - 23.15 Océaniques. Le Portugal. 3. Passos, monsieur Personne, le roi Antoine.
  - 0.05 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.
  - 0.50 Musique : Portée de nuit. 1<sup>re</sup> partie de la Sonate en ut mineur K 457, de Mozart, par Anna Lubimov, pianoforte.
- CANAL PLUS**
  - 20.30 Le Journal du dimanche.
  - 20.35 Cinéma : Dick Tracy. Film américain de Brett Ratner (1992).
  - 22.15 Flash d'informations.
  - 22.20 Le Journal du dimanche. L'actualité des films et de l'essai et des livres.
  - 22.25 Cinéma : Prospero's Books. Film franco-britannique de Peter Greenaway (1991) (v.o.).
  - 0.25 Cinéma : Le 2<sup>e</sup> jour. Film américain de Brian Koppelman (1989).
- ARTE**
  - 20.40 Cinéma : La Famille. Film italien d'Enrico Scola (1988).
  - 22.40 Court-métrage : Anomalie. De Jean-François Trudon.
  - 23.50 Théâtre : Himmelheim ou la Maison du ciel. De Marcel Stelzer.
- M 6**
  - 20.45 Cinéma : L'Homme en danger. Film américain de Jerry London (1986).
  - 22.15 Téléfilm : Un jour, un mur. Magazine : Culture.

### Mardi 6 octobre

- TF 1**
  - 18.25 Feuilleton : Hôpital.
  - 18.15 Club Dorothée.
  - 18.10 Jeu : Une famille en or.
  - 17.55 Série : Hélène et les garçons.
  - 18.25 Feuilleton : Santa Barbara.
  - 18.55 Magazine : Coucou, c'est nous ! Présenté par Christophe Deschamps.
  - 19.00 Journal et Météo.
- GÉNÉRATION COUSTEAU**
  - Film : Horn. Le 1<sup>er</sup> octobre 20 20.
- F 2**
  - 20.45 Cinéma : L'Arme fatale 2. Film américain de James James (1989).
  - 22.45 Les Films dans les salles.
  - 22.50 Cinéma : La Loi de Murphy. Film américain de John Lee Thompson (1986).
  - 0.40 Magazine : Le Club de l'enjeu.
- F 3**
  - 18.25 Jeu : Questions pour un champion. Un livre, un jour.
  - 18.55 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
  - 20.04 Jeu : Hugoball.
  - 20.15 Documentaire : La Clémence.
  - 20.40 INC.
  - 20.45 Les Aventures de Timon. Le Temple du soleil. De Stéphane Bernasconi.
  - 21.40 Magazine : Tout pas rien. Mongolie : le territoire entre ciel et terre, de Corinne Glawacki et Philippe Bigot ; États-Unis : le cours du bucket, de Philippe Lallier et Philippe Mercier ; France : la route du fort, de Jean-Noël Roy et Michel Benjamin.
  - 22.25 Journal et Météo.
  - 23.05 Téléfilm : Le 1<sup>er</sup> jour, un mur. De Antonio de la Torre.
  - 0.30 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.
- CANAL PLUS**
  - 16.05 Cinéma : Le Mystère von M... Film américain de Robert Schwick (1987).
  - 18.00 En direct jusqu'à 20.30. Le 19-20 de l'information.
  - 18.30 Le 19-20 de l'information.
  - 18.50 Le Top.
  - 19.20 Magazine : Météo part ailleurs.
  - 20.05 Sport : Football. Championnat de France de D1 : Nîmes-Montpellier.
  - 22.30 Flash d'informations.
  - 22.35 Cinéma : La Maman trop jeune. Film américain de Paul Schrader (1990).
  - 0.35 Cinéma : La Femme de l'été. Film français de François Truffaut (1981).
- ARTE**
  - 17.00 Magazine : Macadam. Invité : le génie. Météo. Météo en Europe, d'Uli Pfau.
  - 17.55 Documentaire : Miles Davis and Friends. De Jean-Louis Le Goff (rediff.).
  - 19.00 Documentaire : La Mer de Chine. De Sergio M. L. de Almeida.
  - 19.20 Documentaire : El Megano. De Juan Carlos.
  - 19.45 Documentaire : Un Dia Fui. De Guillermo Centeno.
  - 19.55 Série : Monty Python's Flying Circus. De John Cleese, Terry Gilliam, Terry Jones, Graham Chapman, Eric Idle et Michael Palin.
  - 20.30 8 1/2 Journal.
  - 20.40 Série thématique. Le travail. Film proposé par Jacques Baynac et Pierre-André Boutang.
- M 6**
  - 18.15 Magazine : L'actualité musicale.
  - 17.15 Jeu : Zygopolis.
  - 17.35 Série : Campus.
  - 18.10 Série : Booker.
  - 19.00 Série : Les Routes du paradis.
  - 19.54 Six d'informations.
  - 20.00 Série : Madame.
  - 20.35 Divertissement : Le Mardi 1<sup>er</sup> jour.
  - 20.45 Téléfilm : Retour à la jungle. De Jean-Louis.
  - 21.30 Cinéma : Philadelphia Experiment. Film américain de Steven Raffill (1984).
  - 0.10 Magazine : Culture pub.
- FRANCE-CULTURE**
  - 20.30 Archipel. L'IFREMER.
  - 21.30 Trêve en Alsace. Des enfants de l'ex-Yugoslavie entre eux.
  - 22.40 Les Nuits magiques. La prison terminale. 1<sup>re</sup> partie. De Michel.
  - 0.05 Du jour au lendemain. Avec Valérie.
  - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
  - 20.30 Concert Alegria pour orchestre, de Gerhard. Répertoire portugais pour piano et orchestre, de Halffter. Nuits dans les jardins d'Espagne pour piano et orchestre, de de Falla. Symphonie n° 4, de Merckel, par l'Orchestre Sinfonica de Tenerife, dir. : Victor Pablo Perez ; sol. : Guillermo Gonzalez, piano.
  - 22.00 Les Voix de la nuit. De Henri.
  - 23.09 Ainsi la nuit. Pour guitares et ut majeur op. 21, de Carulli ; Quatuor à cordes n° 1 en ré mineur, de de Arriaga ; Duo pour piano et harpe op. 29, de Woelfl ; Carulli, de Montsalvatge.
  - 0.23 L'Heure bleue. Actualité des clubs de jazz, de Philippe.







# Le Monde

## La Bourse au guichet



Une idée en chemin : réserver dans les agences bancaires un « coin Bourse » qui permettrait aux six millions de petits actionnaires de gérer plus activement leur portefeuille et, qui sait, d'en attirer d'autres.

page 32

## Les agences photo empêtrées



Un conflit entre l'agence Gamma et les photographes à propos du rôle de la presse, qui s'étend, remettra en cause l'équilibre financier fragile de cette profession qui a ses lettres de noblesse en France.

page 33

## Les milieux financiers et l'immobilier



Après avoir alimenté la spéculation immobilière, les banques aggraveront aujourd'hui la déflation, explique Paul Fabra. Il est à craindre que leurs efforts ne soient au bout du compte payés par les contribuables.

page 44

MODE D'EMPLOI	32
Humeur, par Josée Doyère	
adrien. La cote des mots : Agüchegé. Bloc-notes. Lois et décrets.	
ACTUALITÉ	33 à 35
Reprise à Bangkok	
PERSPECTIVES	36
DOSSIER	43
Les technopoles	
OPINIONS	44 et 45
Livres : Dans les coulisses des banques. Notes de lecture. Comment éviter les turbulences monétaires.	
CONJONCTURE	46
La production industrielle : La déprime s'entretient. L'Asie du Nord : Combattre la crise. La Corée du Sud : La marche au Nord. L'hôtellerie : Nouvelle déception.	

# L'ÉCONOMIE

## Chers catalogues

Les Trois Suisses La Redoute Camif et les autres dépensent des fortunes pour leurs best-sellers semestriels

De quoi faire rêver plus d'un patron de presse. Avec une diffusion qui dépasse les cinq, six, voire sept millions d'exemplaires, les catalogues généraux de vente par correspondance sont de véritables « best-sellers » de librairie. La peine parus, ou se les arrache, d'autant qu'ils sont installés tout près de la caisse, au meilleur endroit. La fabrication de ces monstres de papier n'est pas une mince affaire. Un catalogue, c'est 43 000 tonnes de papier pour La Redoute (1 236 pages, 2 kg, 8 millions d'exemplaires); 12 000 tonnes de papier pour Les 3 Suisses (1 000 pages, 1,6 kg, 6 millions d'exemplaires); 8 500 tonnes pour la Camif, la société de vente par correspondance réservée aux fonctionnaires (900 pages, 2,2 kg, 14 millions d'exemplaires).

Cette entreprise d'envergure demande aux sociétés de vente par correspondance une organisation sans faille, et mobilise une permanence une centaine de personnes chez les plus grands. « Les consommateurs ne sont pas conscients du travail de bénédictin que représente un catalogue. La couleur de chaque pochette de tailleur est pensée pendant des semaines », explique Emile Pouillet, directeur catalogue de La Redoute.

Pascale Krémer

Lire page 22



## Allemagne : la crise des deux ans

Le 3 octobre 1990, les deux Allemagnes étaient officiellement réunies. Dans l'euphorie. Cela durera cinq ans, personne n'en souffrira et aucun impôt nouveau ne sera levé, promettait le chancelier Kohl. Deux ans plus tard, le bilan est amer. L'Ouest paye plus de 510 milliards de francs par an pour financer la reconstruction et la privatisation des nouveaux Länder. L'Est découvre le chômage. Et le décollage prévu n'est pas au rendez-vous, faute d'investissements privés et de compétitivité industrielle. Pour forcer la croissance, il faudra de l'argent, toujours plus d'argent...

Lire page 11 les articles de Sophie Gherardi et d'Eric Boucher

## L'insolente santé du tabac

Accusées de tous les maux, les cigarettes sont partout combattues. Pourtant les fabricants ne se sont jamais si bien portés. Bénéfices et rentabilités record, les géants du secteur ne cessent de se renforcer. Mais l'avenir est incertain

OCTOBRE 1492, Christophe Colomb aborde les premières îles au large des côtes américaines. À son arrivée, les indigènes lui offrent, outre des fruits, une plante inconnue, jaunâtre, sèche et parfumée : le tabac. De voyage en voyage, les explorateurs espagnols et portugais entassent dans les cales leurs caravelles ces grandes feuilles odorantes pour les ramener en Europe. La fumée se propage alors dans le Vieux Monde.

Après cinq siècles d'engouement est venu le temps du rejet. Depuis plusieurs années, le tabac, quel qu'il soit, est considéré comme le pire des maux. Venues d'outre-Atlantique, les campagnes antitabac se multiplient au nom de la protection de la santé de l'amateur de cigarettes et de son entourage. Le consommateur et le fabricant sont tous les deux visés par cette offensive, dont l'intensité varie selon les pays. Progressivement, l'espace réservé aux volutes de fumée dans les lieux publics ou au travail se restreint, tandis que la publicité pour les différentes marques est limitée quand elle n'est pas interdite. Sans parler des procès.

« La consommation mondiale annuelle, évaluée à 5 500 milliards de cigarettes, est en baisse depuis dix ans », affirme Jean-Paul Truchot, délégué général du Centre de documentation d'information sur le tabac (CDIT), mais la situation est contrastée. Les ventes ont baissé de 15 %

« cinq ans aux États-Unis (580 milliards de cigarettes en 1991) et augmenté d'autant sur le premier marché du monde qu'est la Chine (2 000 milliards). » Dans la Communauté européenne, la consommation est stable (605 milliards) alors qu'en Europe de l'Est, le marché est évalué à 750 milliards de cigarettes - 310 milliards pour l'ex-URSS, - la situation varie considérablement selon les pays.

PLEINE FORME • Mais, pour l'instant, les fabricants de cigarettes restent en pleine forme et même augmentent leurs profits, tout en vendant la quasi-totalité de leurs productions dans les pays les plus industrialisés.

À voir leurs comptes, l'industrie du tabac rêve. Non seulement les bénéfices progressent chaque semestre, mais la production, et la vente, de cigarettes se révèle une activité plus rentable que la moyenne. Elle permet en effet souvent à un fabricant de dégager une marge représentant 10 % du chiffre d'affaires, un niveau très élevé comparé aux autres secteurs d'activité. Le numéro deux mondial de l'agroalimentaire, numéro un du tabac, l'américain Philip Morris, tire près des deux tiers de ses profits des ventes de Marlboro, la cigarette la plus vendue au monde, dans sa branche tabac qui couvre 42 % de son activité globale. Même perfor-

formance pour R.J.R. Nabisco, dixième groupe mondial agroalimentaire et numéro un de la cigarette. Le groupe Winston, Camel, Salem dégage 30 % de ses bénéfices totaux du tabac pour des ventes qui ne représentent qu'un peu plus de la moitié de son activité.

Cette rentabilité n'a pas échappé aux prédateurs. L'homme d'affaires franco-britannique Jimmy Goldsmith a voulu s'attaquer au conglomérat BAT (British American Tobacco) en 1989. Cette OPA géante a échoué de justesse. Mais les dirigeants en ont été quittes à réorganiser le groupe. Ils ont conservé uniquement les plus rentables, au premier rang desquels... le tabac, où BAT est numéro deux mondial en exploitant multiples marques comme John Player, Kent, Lucky Strike, Benson and Hedges...

Cette rentabilité apparemment miraculeuse s'explique pourtant facilement. Les fabricants de tabac jouissent quand ils sont cotés, les fabricants justifient d'abord leurs performances par la simplicité même du produit qu'ils réalisent. « Une cigarette c'est toujours un tube cylindrique rempli de tabac avec un filtre au bout », entend-on les différents transformateurs.

Dominique Gallois

Lire la page 30

## RENCONTREZ 76 UNIVERSITÉS/ÉCOLES DE GESTION AU FORUM MBA DE PARIS

En trois heures, au même endroit, le même jour :  
- Rencontrez les responsables des admissions et du financement de 76 programmes MBA Américains et Européens  
- Questionnez-les sur les procédures d'admission  
- Renseignez-vous sur les profils des candidats admis, les parcours académiques et professionnels, les niveaux de GMAT et TOEFL.  
- Informez-vous sur les contenus des programmes  
- Participez au séminaire « THE MBA and YOU »  
- Achetez, à des prix préférentiels, le GUIDE OFFICIEL de préparation au GMAT que le GUIDE des PROGRAMMES MBA.  
• Frais d'accès : 30 F

Date : Mercredi 14 Octobre 1992, de 14 h. à 20 h.  
Adresse : HOTEL HILTON INTERNATIONAL, 15, Avenue de Suffren 75015 Paris  
Tél. : 43 73 92 00

FORUMS

The only forum sponsored by Graduate Management Admission Council



# MODE D'EMPLOI

## FINANCES

### La Bourse au guichet

En s'alliant avec des banques pour créer des comptoirs spécialisés dans les agences, la Société des Bourses françaises part à la recherche du petit actionnaire

Si les banques, au grand nombre de nombreux intermédiaires, ont fini depuis longtemps leur rôle dans la profession financière en prenant des participations significatives dans les sociétés de Bourse, le contraire n'était jamais produit. En signant une charte de partenariat avec des banques régionales pour créer des « points Bourse » dans les agences, la Société des Bourses françaises (SBF, Bourse de Paris) a lancé une opération pilote qui vise à faire passer l'huile parmi les investisseurs bancaires.

Le constat était simple : une banque n'a jamais proposé au guichet d'une banque une chose que des OPCVM (organismes de placement collectif en valeurs mobilières) « maison » pour la plupart. Vous n'avez pas incité à acheter l'action cotée, en vantant les mérites, les possibilités de croissance, le potentiel de développement de l'entreprise ? Fort peu.

DES MILLIONS de francs de fonds de placement, la durée de son immobilisation ainsi que le degré de risque, ou vous proposez des services monétaires, des produits à court terme ou des fonds de placement. A cela plusieurs raisons : le prescripteur n'a pas le temps de faire ces produits « maison », dont la commercialisation est, de surcroît, bien maîtrisée. Ces produits ont aussi l'avantage de ne pas troubler le travail du guichetier, car ils comportent peu de risques alors que l'investissement est engagé beaucoup plus à long terme.

D'autres raisons moins évidentes : également retenu l'absence de la SBF, il y a France, selon une étude vieille d'un an, conjointement par la Caisse de Bourse et la SOFRES, six millions d'actionnaires individuels. Un chiffre non négligeable qui traduit l'attrait incontestable du placement en actions et l'importance des petits actionnaires sur le marché.

Mais deux millions d'actionnaires « actifs », c'est-à-dire achètent et vendent. Il faut donc, comme dit Jean-François Théodore, président de la SBF, « dissiper la peur » selon

lequel le marché boursier n'est pas adapté aux besoins des actionnaires individuels : il faut soit le rendre plus accessible, soit le rendre plus sûr. Le marché français, garantissant à tous les investisseurs l'égalité de traitement, obéit. De fait, la télématique et l'informatique permettent aujourd'hui au « petit actionnaire » d'intervenir pratiquement comme un professionnel sur le marché et, élément non négligeable, ont réduit considérablement le coût des transactions. Aujourd'hui, un ordre de Bourse ne revient pas plus cher que l'achat de six en actions.



Ne pouvant intervenir directement sur le marché, la SBF a cherché le moyen d'entrer en contact avec les « petits porteurs ». Elle a tourné vers les banques, avec lesquelles a été conclue une convention de partenariat. Le lancement du plan d'épargne en actions (PEA) a fourni une occasion propice.

Pour mettre en pratique cette convention, la SBF a donné son accord à une opération-pilote et a mené des actions à Lyon, Nancy, Lille, Nantes et Toulouse avec les banques populaires, la société nançaise Varin-

Bernier, les Caisses régionales de Crédit agricole, le Crédit du Nord et la Banque Courtois. Celles-ci réserveront dans chaque agence un espace spécifique, baptisé « point Bourse ». En contrepartie, la SBF assurera la formation des personnels et leur fournira les moyens matériels nécessaires, notamment un écran. Chronométré pour suivre les cours des valeurs en direct ainsi qu'une documentation permettant d'expliquer le fonctionnement du marché boursier ou la façon d'obtenir le meilleur rendement de son portefeuille. L'actionnaire potentiel devrait, en principe, trouver là un lieu capable de le guider dans le dédale du marché et le maniement des actions.

Si l'on en croit les banquiers, il n'est plus nécessaire de disposer de sommes importantes pour pouvoir intervenir en Bourse. Selon Marcel Klein, directeur du développement à la Banque populaire de Lyon, les clients possédant une épargne de l'ordre de 30 000 à 50 000 francs disposent, pour composer et gérer leur portefeuille, de services comparables à ceux dont bénéficient des clients plus fortunés, notamment des analyses financières faites par les banques sur les entreprises - car il n'est toujours pas question pour la plupart des agences de se lancer dans le conseil. Aux Banques populaires, par exemple, les clients pourront faire leur choix parmi 200 valeurs suivies, les unes figurant dans l'indice CAC 40, d'autres au second marché.

A terme, si l'idée fait son chemin, les actionnaires « non actifs » devraient reprendre le chemin de la Bourse et, pourquoi pas, en entraînant d'autres dans leur sillage. Les banques offriront un service supplémentaire, rémunérateur dans l'avenir, et permettant déjà d'employer à de nouvelles tâches des agents disponibles, sans avoir à supporter le coût de leur conversion. A condition que le « service » apporté au futur actionnaire soit réel. En tout cas, un échec pourrait de sérieuses questions sur les motivations du petit actionnaire, dont le « profit » est toujours incertain.

François Bostmaison

## HUMEUR ■ par Josée Doyère

### Bakchich aérien

VOUS avez entendu ça, sur vos radios ? Air France, notre compagnie nationale, incite les passagers occasionnels ou potentiels à choisir de préférence les avions plutôt que ceux de ses concurrents étrangers. Normal. Mais cette incitation est assortie d'une condition : si vous le faites, en achetant à « Fréquence Plus » (une émission de radio spécialement créée pour la circonstance), vous gagnerez des points qui vous vaudront... des billets gratuits pour vos vacances (selon un barème assez compliqué). En fait, normal, diriez-vous. Le parfum de coin, le désespoir, pratiquent une politique de fidélisation, la base de leur succès. Plusieurs achats vous valent un objet supplémentaire et gratuit. Ce n'est rien d'autre que la version moderne du système à la structure des marchés d'aujourd'hui.

Là, il y a un « plus ». Qui est le plus souvent ? Les responsables d'entreprise, patrons ou cadres supérieurs. Normal. Qui paie les billets d'avion ? L'entreprise, privée ou publique. Normal encore. Qui bénéficie du billet gratuit ? Pour les « clients », le voyageur lui-même. Ah bon ? Si l'on est propriétaire de son entreprise, pas de problème. Si l'on est salarié - même de haut niveau - il se transforme en représentant d'Air France, à son propre profit... et l'on veut croire qu'il n'agit pas ainsi contre l'intérêt bien compris de son employeur. Mais enfin, humain, trop humain, il peut céder à la tentation.

Et le tentateur, c'est une compagnie nationale. Voyons, voyons, pour le Petit Larousse, la « corruption », c'est le fait de « soudoyer quelqu'un pour qu'il agisse contre son devoir ». Bien sûr, l'objectif de cette

campagne de « fidélisation » n'est pas de faire agir l'intéressé contre son devoir, mais, par ricochet, cela peut l'y inciter. Et moi, ça me chiffonne. A Air France, on plaide les nécessités de la concurrence. « Nous, nous n'offrons que des kilomètres à parcourir, et pas des manières de fournir ou des voitures, comme chez Atlantic, ce qui est intéressant en France ».

Mais enfin ! C'est au bas du tableau institutionnel. N'aurait le prince Bernhard du Pays-Bas avait eu quelques annes, accusé qu'il était de « lockhopper » (un peu trop de complaisance ?). En France, aujourd'hui, maintenant, le Parlement va se pencher d'un projet de loi « éthique » pour limiter le financement des partis politiques, et par ailleurs la corruption tombe sous le coup de la loi.

Je voudrais bien qu'on m'explique la différence entre la loi pour une boîte BTP de construire une cabane en l'apine, un projet de loi sur la maison (suivant l'importance du contrat escompté) pour l'adjoint au maire chargé des permis de construire, la loi pour un industriel d'acheter hors prix un journal publicitaire dans un journal national et le fait pour une compagnie aérienne d'offrir des kilomètres à tel directeur d'une banque nationale. J'avoue que la différence me paraît mince.

Ce qui m'en fait en fait au BTP - et à d'autres, parce que le « petit bakchich » est beaucoup plus répandu qu'on ne pense, dans notre beau pays - c'est d'en faire la publicité à la radio !

(1) Le Monde du 31 octobre 1976, entre autres.

## LA COTE DES MOTS

### Aguichage

Pour séduire gélutheux et rouquins, c'est-à-dire les jeunes gens et les jeunes filles d'Eve jouent - entre autres - à accrocher-cœur, ces boucles de cheveux collés à plat sur la tête. Mieux usuel sans doute, le mot guiche désigne ces mêmes mèches de cheveux plaquées sur le front ou les tempes des enjôleuses... Et c'est ce guiche qui, peut-être, est à l'origine du verbe aguicher, « provoquer, exciter » (et, par extension, « attirer, séduire »), via agacher.

Pour stimuler l'appétit des consommateurs, les industriels de la mercatique pratiquent, eux, l'aguichage, un terme qui, pour l'instant, n'est guère supplanté par l'anglicisme *teasing* (de la tease, figuré : « harceler, taquiner, asticoter »...). On rencontre aussi le verbe : « publicité mystère », et l'expression : « campagne de teasing ». En communication publicitaire, l'aguichage consiste à créer la curiosité et l'intérêt des consommateurs potentiels, voire du grand public, en ne délivrant qu'au « compte-gouttes » les messages relatifs au lancement d'un produit nouveau, l'apparition d'une nouvelle marque, etc. La campagne d'aguichage se déroule donc en principe sur plusieurs semaines, par voie d'affiches, de panneaux, à la radio, à la télévision...

Les premières affiches, les premiers messages radiodiffusés ou télévisés ne révèlent rien ! C'est le principe de ce style de campagne publicitaire, en effet, dont les auteurs, lors de ces premiers messages, ont recours à des formulations propres à susciter le mystère, la surprise, et, par conséquent, à susciter l'intérêt. Le public est ainsi, par exemple, devant des panneaux ne comportant qu'un ou deux logos obscurs, un signe de ponctuation, un unique mot suivi de points de suspension, un mot érotique... La gamme est large quand l'imagination est au pouvoir ! Ce premier - et hermétique - message est nommé aguiche. Avec une précision, vous aurez tout... dévoilé, ou pressenti sur l'aguichage !

Jean-Pierre Collignon

## BLOC-NOTES

### D'une semaine... à l'autre

**PIERRE BERGÉVOY** : « LE FRANC NE SERA PAS DÉVALUÉ ». Le 27 septembre, au « Grand Jury RTL-Le Monde », le premier ministre a notamment déclaré qu'il n'entendait pas mener « une politique sociale de crédit », ni relancer d'une manière prématurée l'activité (le Monde du 29 septembre).

**11 DE CHÔMEURS EN MOINS AU MOIS D'AOUT**. Les chiffres du ministère du travail, le 28 septembre, établissent à 2 881 100 le nombre de demandeurs d'emploi en données corrigées (30 300 chômeurs de moins qu'en juillet). Le taux de chômage, calculé selon les normes du BIT, recule pour se situer à 10,2 % (le Monde du 29 et du 30 septembre).

**PLAIDOYER DES DOCTES EN FAVEUR DE L'UNION MONÉTAIRE**. Les ministres des finances de la Communauté européenne, réunis à Bruxelles, le 28 septembre, ont réaffirmé, dans le communiqué publié, leur attachement à l'union économique et monétaire et au traité de Maastricht, dont ils considèrent la ratification comme prioritaire (le Monde du 30 septembre).

**LE PROJET DE BUDGET 1993 PRÉSENTÉ EN CONSEIL DES MINISTRES** le 30 septembre. Les dépenses de l'Etat restent atteignent 1 567,2 milliards de francs, soit une augmentation de 3,4 % par rapport au budget de 1992. Le recul des recettes générales de l'Etat est de 2,8 %, soit de 34,5 milliards de francs par rapport à la loi de finances 1992. Le déficit budgétaire prévu atteint 165,4 milliards de francs, presque le double du chiffre retenu dans la loi de finances initiale pour 1992, qui était de 89,9 milliards. Ce projet est construit sur l'hypothèse d'un taux de croissance pour l'année prochaine de + 2,6 % (contre + 2,1 % en 1992) et du maintien d'une inflation à 2,8 % en 1993 (contre 2,5 % en 1992). La priorité à l'éducation nationale est confirmée avec 281,8 milliards de francs (+ 7,2 % par rapport à 1992) et la création de dix mille emplois (le Monde du 29 septembre, du 1<sup>er</sup> et du 2 octobre).

**LES MARCHÉS FINANCIERS SONT ENTRAÎNÉS**. La lire et le yen de non-volatilité ont été attaqués le 30 septembre et le 1<sup>er</sup> octobre. Les marchés financiers ont été proches de leurs plus hauts niveaux historiques face au deutschemark au 1<sup>er</sup> octobre.

**MARDI 6 OCTOBRE**. Brighton (Grande-Bretagne). Congrès annuel du Parti conservateur (jusqu'au 9 octobre).

Paris. Projet de loi sur la réforme du code de procédure pénale à l'Assemblée nationale (jusqu'au 8 octobre).

Paris la Défense. « Forum-expos Liaisons sociales » en présence de M<sup>me</sup> Martine Aubry (jusqu'au 8 octobre).

**MERCREDI 7 OCTOBRE**. San-Antonio (Texas). Signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.

**JEUDI 8 OCTOBRE**. Bonn. Le traité sur l'Union européenne (traité de Maastricht) soumis en première lecture au Parlement.

France. Ouverture de l'enquête d'utilité publique sur le tracé de la TGV Méditerranée.

Paris. Mondial de l'automobile à la porte de Versailles (jusqu'au 11 octobre). Présentation de la nouvelle Renault « Twingo ».

**VENDREDI 9 OCTOBRE**. Bonn. Conférence ministérielle extraordinaire sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

Bichkek (CEI). Réunion conjointe des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEI.

**SAMEDI 10 OCTOBRE**. Bruxelles. Entretiens CEE-USA sur le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), à propos du commerce mondial (jusqu'au 11 octobre).

Paris. Rassemblement national du syndicat CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens).

**DIMANCHE 11 OCTOBRE**. Copenhague. Election présidentielle anticipée.

Roumanie. Deuxième tour de l'élection présidentielle.

Rome. Réunion du Conseil national de la Démocratie chrétienne (jusqu'au 12 octobre).

Géorgie (CEI). Elections législatives.

Etats-Unis. Débat télévisé mettant en face George Bush et Bill Clinton, deux des trois candidats à l'élection présidentielle.

**LUNDI 12 OCTOBRE**. Stockholm. Attribution du prix Nobel de médecine ou de physiologie (le 13 : économie ; le 14 : physique et chimie ; le 16 : paix ; Oslo).

Séville. Fermeture de l'Expo 92.

Pékin. Visite d'Etat du président égyptien Hosni Moubarak (jusqu'au 16 octobre).

## COURRIER

### Défense de la Lettonie

L'article du 22 septembre 1992 signé Marie-Agnès Croizet, sur la situation économique en Lettonie, appelle à la « défense » de la Lettonie, en quittant la sphère soviétique, se soit coupée de son *Hinterland*, qui lui fournissait matière première et débouchés, et grâce auquel elle jouissait d'un « statut économique certain ». Il faut tout d'abord demander de quelle coupure il s'agit. De même que le Benelux n'est coupé ni de l'Allemagne, ni de la France, les Républiques de l'Union soviétique font partie de la réalité quotidienne. Cette même réalité montre par contre l'état désolant de cet *Hinterland*, avec lequel l'abaissement de tout accord commercial est sujet à des imprévisibles au caractère parfois presque irréaliste. C'est ainsi que le premier ministre de Lettonie, Ivars Godmanis, a été obligé de constater que les accords établis au début de cette année avec la Russie se sont soldés par un échec. Le premier élément de ces accords, par exemple, était une livraison de carburant qui n'arriva pas comme convenu. C'est donc plutôt la dégradation de l'économie de la Lettonie que la Russie qui explique pourquoi, entre autres, l'approvisionnement énergétique est en état précaire pour cet hiver. Quoi qu'il en soit, il y a une quasi-paralysie des échanges avec le pays de l'ex-URSS et « la politique des changes instaurée le 8 août dernier » est proprement injuste envers les efforts fournis par l'Etat letton. Il serait plus judicieux de parler des difficultés de l'ex-URSS à établir des relations commerciales sans relations de domination.

Quant à la perte de débouchés, il n'est pas exact de dire que la réduction des importations de produits d'armement - plus de 80 % des importations ex-soviétiques ? Et quelles industries ? L'implantation de nouvelles industries en Lettonie, outre toute raison économique, a été une grande partie œuvre à but colonisateur. Elles importaient des matières

premières, se transformait une main-d'œuvre elle-même importée, pour exporter les produits finis ! Désormais, la qualité des produits est de plus en plus insuffisante à l'heure où les frontières se sont ouvertes aux produits occidentaux. Reste une industrie sans objet, restant des immigrants dont, pour beaucoup, la seule loyauté était celle de leur propre bien-être à un régime impérialiste qui ne respectait pas les logiques régionales et ne considérait que celle d'une planification absurde. Resterait maintenant des immigrants potentiellement sans travail, qui représentent une charge sociale pénible pour le petit Etat letton.

Roland Lappaka  
Münster (Allemagne)

## DES LEXIQUES



En communication, marketing, droit...

A partir de 65,00 F

HACHETTE Technique



## ACTUALITÉ

# Les agences photo empêtrées

Un conflit banal entre une agence et ses photographes  
sur le mode de rémunération et les conditions de couverture sociale met en cause la situation d'un secteur particulièrement sensible et l'image même d'une profession

C'est un conflit banal, entre un employeur et ses salariés. Mais il risque de bouleverser toute une profession singulière, la photographie de presse, un secteur culturel, médiatique, où la France est en pointe, car les trois principales agences mondiales, Gamma, Sygma et Sipa, particulièrement en cause, sont installées à Paris.

Tout est parti de l'agence Gamma et d'un désaccord entre les photographes permanents — une vingtaine — et leur employeur sur les modalités de rémunération. Si les ventes de photos en France sont payées en salaires, et les auteurs, par conséquent, affiliés au régime général de la sécurité sociale, les ventes à l'étranger, qui représentent, en moyenne, les deux tiers environ de leur revenu, quant à elles, elles sont payées avec cotisation au régime des artistes auteurs, l'Agessa (Association pour la gestion de la sécurité sociale des auteurs).

Ce système a été mis en place en 1986. À Gamma, tous y avaient intérêt : l'agence, qui versait seulement 1 % de charges patronales sur les ventes à l'étranger, et les auteurs, qui étaient ainsi exonérés de charges sociales. Mais, devant le refus de Gamma de payer intégralement en salaires, les auteurs ont attaqué l'agence devant le tribunal des affaires de sécurité sociale, le 10 décembre 1991.

L'IMPASSE du statut de travailleur est en effet l'impasse : Gamma est une agence de presse, ses photographes, détenteurs d'une carte professionnelle, sont des journalistes, et doivent être rémunérés comme tels. L'agence a donc peu de chances de ne pas être condamnée par le tribunal, le 16 novembre prochain. Avec les procédures d'appel et de cassation, elle peut gagner deux ans. Mais déjà l'affaire agite la profession : le litige touche une quinzaine d'agences, qui travaillent plus ou moins avec la presse, et un millier de photographes. Des façons différentes, mais la situation des agences et des photographes. D'un côté, les grandes agences dont l'activité est en majorité liée à la presse, essentiellement Gamma, Sygma et Sipa, qui dominent le marché, avec des millions d'affaires allant de 10 à 100 millions de francs en 1991. Leurs photographes, qui ont une obligation de « fidélité » et prennent souvent des risques (la guerre en Yougoslavie par exemple), ont intérêt à être payés en salaires — et le demandent.

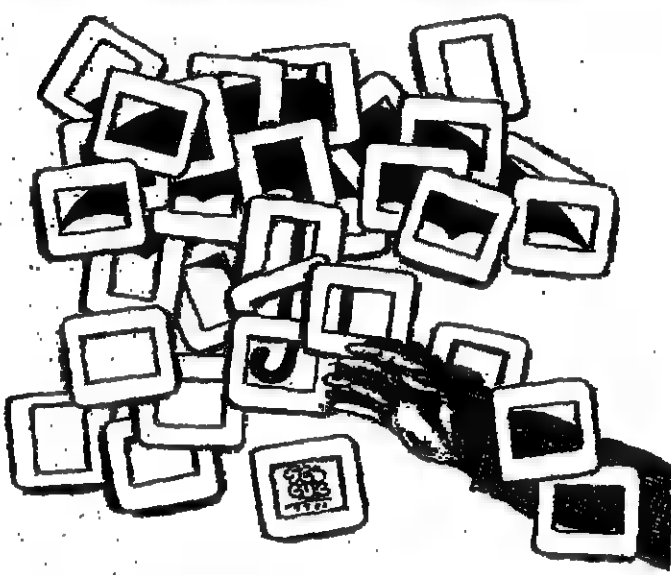
Comment, cependant, payeront-elles les 45 % de charges patronales ? « Nous n'en avons pas les moyens », répond Jean Monseux, directeur de Gamma. « Nous devons fermer boutique », affirme Hubert Henricot, directeur de Sygma. De fait, si ces agences ont connu une bonne année 1991, grâce à la guerre du Golfe, Sygma et surtout Sipa sont en situation précaire : la première s'achemine vers un exercice 1992 comme en 1989 et 1990, la seconde a connu le déficit deux années de suite (13 millions de francs en 1991 pour un chiffre d'affaires de 83 millions).

Augmenter le prix des photos ? « Impensable », affirment tous les observateurs. Sauf pour quelques magazines, le budget

**Certains envisagent d'abandonner leur statut d'agence de presse.**

images des journaux est fragile, surtout dans la période de crise actuelle. « Faire payer les photographes, c'est leur faire perdre la possibilité de vendre leurs photos », dit un observateur. Ce serait une rupture du contrat de travail, impossible à négocier avec des syndicats — que l'on n'envisage pas pour l'instant. Les agences pourraient chercher d'autres portes de sortie : réduire l'équipe « permanente » à la « virile », trop coûteuse, en faisant appel à des photographes installés dans des pays étrangers où la législation est plus souple. Quelle que soit la solution, elle pourrait entraîner des turbulences.

La situation des autres agences — Magnum, Rapho, Vi-



Editing... pour en citer quelques-unes — est tout autre. Beaucoup plus petites, avec un chiffre d'affaires tournant autour de 10 millions de francs, elles travaillent beaucoup moins pour la presse, mais des proportions variables — elles ne suivent pas l'actualité au jour le jour — et paient les photographes uniquement en droits d'auteur. Pourtant elles bénéficient aussi du statut d'agence de presse (pas de statut professionnel, avantages fiscaux). Bref, « elles touchent le beurre et l'argent du beurre ».

IRRÉGULIER • Une situation irrégulière, mais qui correspond à la philosophie de ces agences, comme de la quasi-totalité de leurs photographes, qui se conforment à cet état de fait. Des « auteurs », « je ne veux pas être le patron des autres », dit un photographe. « Je ne veux pas être le patron des autres », dit un photographe. « Je ne veux pas être le patron des autres », dit un photographe. « Je ne veux pas être le patron des autres », dit un photographe.

Pour les agences, le surcroît, le paiement en salaires est quasiment impossible : « Notre marge

beneficiaire est de 1 % à 2 %. Si j'ai fait 100 % de charges patronales, on ferme », dit Marc Grosset, qui est aussi responsable du Saphir, principal syndicat d'agences photographiques. A Magnum, Patrick Zachmann souligne que « les photographes sont actionnaires de l'agence. Nous payons donc nous-mêmes les charges patronales, et nous n'aurions plus que 30 % à 35 % du montant des ventes ».

Pour continuer à payer les photographes en droits d'auteur, des agences comme Magnum ou Rapho envisagent donc d'abandonner leur statut d'agence de presse pour celui d'agence d'illustration. Le problème de la « déqualification » de la presse pour cette activité, mais ce changement serait une sorte de révolution culturelle : « Agence d'illustration », ça fait « coloriage », rappelle le photographe Guy Desquerres, de Magnum, qui précise, en effet, que l'agence des Carlier-Bresson, Raymond Depardon, Sébastien Salgado, Joseph Kessel, ou Bruno Barbey sont un « pionnier du journalisme photographique ». Ce qui est grave avec l'application du code de travail, c'est l'abandon de la « presse », explique Patrick Zachmann.

Mais syndicats et organisations professionnelles comme l'Association nationale des journalistes-reporters photographes (ANRP) ou l'Union des photographes professionnels (UPC) s'ar-

boutent : « Puisqu'elles sont des « auteurs », qu'elles abandonnent le statut d'agence de presse : l'application stricte des lois aura l'avantage de clarifier la multitude de statuts fiscaux et sociaux que l'on trouve dans cette profession », dit Roger Pic, président de l'UPC.

INVESTISSEMENTS • Les enjeux ne s'arrêtent pas là. Le secteur est en pleine mutation, et les financiers ont fait leur entrée dans les entreprises jusqu'ici familiales. En 1990, le groupe Ume Communication a pris 60 % du capital de Sygma. Le groupe d'investissement Schroder a racheté 47 % de Gamma, ce qui a permis à celle-ci de multiplier par vingt son capital et de racheter plusieurs agences spécialisées (Girardon, Lila, Explorer, Spookey). Le Monde du 2 mars 1991, mais au détriment de la relation de confiance entre les photographes et la direction, qui avait fait son succès dans les années 70 : « Mes sommes d'argent des pions », affirme Patrick Apesteguie, photographe.

Des problèmes auxquels d'autres risquent d'être confrontés. « Quand on achète les investissements auxquels nous devons faire face dans l'archivage et la trans-

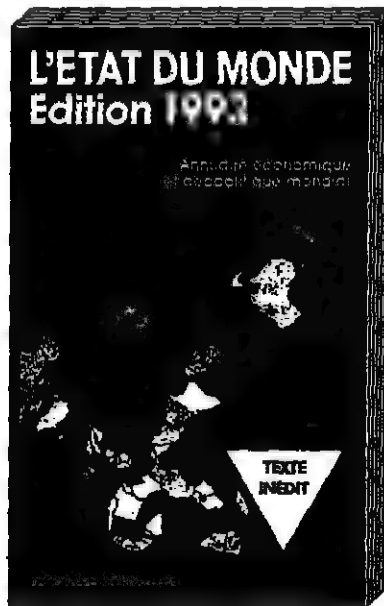
mission électronique des photos, la situation fragile des petites agences, les concentrations d'entreprises et les risques de monopole, il y a derrière ce problème un enjeu social, un vrai enjeu qualitatif », résume François Huet, de Magnum.

En tout cas, l'affaire Gamma a mis à nu quelques vicissitudes : depuis octobre 1991, une quarantaine de photographes affiliés à l'Agessa ont été avisés par cette dernière que la loi de travail leur obligeait à se tourner vers le régime général de sécurité sociale. Des photographes — aux points de vue opposés — qui s'interrogent sur leur statut. Des agences en proie à des difficultés. « Les années à venir derrière nous », avoue Hubert Henricot. Les uns et les autres se tournent aujourd'hui vers les pouvoirs publics dans l'espoir d'un amendement de la législation. Mais les points de vue divergent au sein des ministères intéressés (culture, travail, affaires sociales). Comment à la fois appliquer la loi, protéger les photographes, et ne pas mettre en péril les agences ? L'équation est-elle insoluble ?

Michel Guerrin

## L'ETAT DU MONDE 1993

annuaire économique et géopolitique mondial



Le seul annuaire qui offre un diagnostic à la fois politique et économique sur tous les États du monde. Un bilan de l'année pour les 225 États et territoires de la planète, y compris les républiques de l'ex-URSS et de l'ancienne Yougoslavie.

**Le plus complet  
Le plus fiable  
Le plus lu**

■ 260 articles inédits, rédigés par plus de 100 spécialistes. ■ 80 pages de statistiques, 12 000 données mises à jour. ■ 46 pages de cartes, 90 bibliographies thématiques, un index de plus de 2000 entrées. ■ Les dessins de Plantu.

Le Dossier de l'année : La nouvelle donne de l'économie mondiale.



Pascal Krémer

(1) Le catalogue printemps-été sort à la mi-décembre et sa conception débute en avril.

## Chers catalogues

Suite de la page 31

Charles Malinquet, directeur de la communication à la Camif, réchérchit : « Il y a un travail énorme de gestion des sous-traitants, qui ne sont pas loin de la centaine : agences de mannequins, photographes, photographeurs, imprimeurs... »

La conception d'un catalogue, enfant d'été de la VPC, naît au mois d'octobre, quatre mois à peine après la fin du catalogue hiver précédent, les catalogues de VPC se mettent au travail pour le catalogue automne-hiver de l'année suivante, qui paraît en juin (1). Première opération : déterminer le nombre de pages attribuées aux différents types d'articles : mode homme, femme ou enfant, mobilier, hi-fi, jouets... Au sein de ces rubriques, il y a une surface réservée aux différents styles : « citadin », « sportswear », « jeans », par exemple, pour la mode féminine.

Un travail de réflexion très délicat, mené conjointement par les services de communication, de marketing, et par les acheteurs. Dans les réunions de travail, on évoque l'évolution des « socio-styles » (plus simplement, styles de vie), et le « profil des clients ». L'architecture générale du catalogue se dessine. Une construction subtile, assure Emile Pouillet : « Le catalogue doit avoir un rythme, ne pas lasser, alterner les différents types de modes, les produits petits prix et ceux de grande qualité. » De janvier à mars, les acheteurs choisissent

les produits. Au pronon de leurs aspirations de ventes, ils déterminent ensuite avec les maquettistes la place qu'ils occuperont dans le catalogue et le nombre d'articles présentés par page. Des maquettes très détaillées sont conçues, qui ne laisseront plus la moindre liberté aux photographes : la position très précise du mannequin est prévue.

Début avril, toutes les sociétés de VPC se retrouvent en Floride, à Miami. C'est là que le plus souvent les photos sont prises, même pour les catalogues automne-hiver. Le voyage est un peu cher, mais la ville est dotée de laboratoires photo fort bien équipés, les journaux sont variés et le beau temps garanti. Pas question en effet d'immobiliser les équipes de photographes et de mannequins (ces derniers sont payés 10 000 F la journée en moyenne) dans l'attente du retour des beaux jours.

GROS MAGAZINES • Arrive enfin la phase industrielle. Une véritable course contre la montre, de la fin mars au mois de juin. Pour « coller » au plus près à l'actualité de la mode, les sociétés de VPC repoussent en effet le plus possible cette dernière étape. Pour accélérer l'impression du catalogue, elles ont toutes recours à plusieurs imprimeurs (quinze pour La Redoute, en France, mais surtout à l'étranger (Allemagne, Italie, Pays-Bas). Les différents cahiers de catalogue sont brochés, puis envoyés dans les bureaux de poste pour les clients fidèles. Les autres lecteurs les trouvent en librairie ou dans les kiosques. « Le catalogue de la fabrication d'un catalogue gé-

ral équivaut à celui de la conception d'un hypermarché », dit René Jullé, directeur du catalogue aux Éditions de la Camif. « Il représente 1 % du chiffre d'affaires de La Redoute », précise Emile Pouillet.

Un investissement aussi lourd ne laisse pas place à l'erreur. Le catalogue doit être au goût des clients, offrir l'air de la nouveauté, des nouveautés, des nouveautés. Depuis une quinzaine d'années, les catalogues ne sont plus « à la page ». Ils ont longtemps eu une image vieillotte. Mais, aujourd'hui, les sociétés de VPC ont toutes des agences de communication intégrées très efficaces, qui évaluent de très près les réactions de la société. C'est aussi Anne Lardoux, rédactrice à la rubrique mode de Marie-Claire.

Les progrès ont été tels que les catalogues ressemblent de plus en plus à des gros magazines de mode. Avec leurs pages de mode, la championne olympique Linda Evangelista pour La Redoute ; Les 3 Suisses, de leur côté, ont obtenu la collaboration de Patrick Dupond, de danses Maïlys et des petits maîtres de l'Opéra de Paris.

Les créateurs les plus en vogue présentent leur collection d'hiver, et les catalogues d'un genre nouveau ont fait leur apparition : La Redoute a organisé dans son dernier catalogue printemps-été un concours pour visiter Euro Disney. Les 3 Suisses ont mis en compétition cet hiver les jeunes stylistes européens. Les couvertures des catalogues pré-

sentent plus de produits, mais de plus en plus aussi un visage de femme en gros plan. Françoise Meunier, directrice de la communication chez Quelle, reconnaît que le catalogue Quelle « tend à se rapprocher du magazine féminin ». « Mais nous sommes quelques lignes en deçà sur les points forts du catalogue. Nos mannequins, populaires et sexy, sont proches de ceux de Femme actuelle, de Voix ou de Maxi, qui ont le même lectorat que nous. Et pour que les clients reconnaissent les visages dans nos catalogues que dans ces journaux, nous mettons les mannequins dans des situations de fête ou de séduction. » Même à La Redoute, on convient qu'« il est normal que les catalogues ne soient pas trop éloignés de ce que les femmes lisent d'habitude ».

Malgré tout, les catalogues ont d'autres atouts que les magazines de mode. Tout est gratuit est banni : il faut montrer l'intérêt des articles. « On doit leur faire rêver, mais on ne doit pas leur donner la réalité. Le catalogue doit être un monde à part », avertit Emile Pouillet. Il est vrai qu'une fois diffusé, contrairement aux magazines, le catalogue ne fait que commencer sa longue vie. Ce sont les commandes qui lui assurent ensuite une rentabilité.







# La Thaïlande rebondit

Investissements, exportations, tourisme ont redémarré : l'économie thaïlandaise n'a pas souffert de la crise politique. Dans un climat de confiance retrouvé un vaste programme d'équipement devrait faciliter le développement du pays

Si le gouvernement constitué par Chuan Leekpai, nommé premier ministre le 23 septembre (le Monde du 28 septembre), dix jours après les élections générales en Thaïlande, est stable, la situation économique devrait retrouver le rythme rapide des années passées. L'économie a mieux encaissé que prévu la crise provoquée par la répression brutale des manifestations en faveur de la démocratie.

■ correspondant

**Q**UAND, en mai dernier, les foules avaient envahi Bangkok pour protester contre l'arrogance du pouvoir militaire, les milieux d'affaires s'étaient inquiétés. Ils avaient carrément frémé lorsque l'armée avait tiré sur les manifestants qui demandaient le renvoi du premier ministre de l'époque, le général Suchinda Krapayoon. Et ils n'avaient commencé à respirer que lorsque le roi était descendu dans l'arène, le 20 mai, pour tenter de mettre fin à la crise (le Monde du 23 mai).

**A** l'initiative des Japonais, les investissements en crédits étrangers ont repris. Les banques ont même leurs prêts dès le mois de juillet sans en durcir les termes.

La situation était préoccupante. La crise politique intervenait à un moment où la guerre du Golfe, qui clignotait commençait à s'allumer. Pendant quatre semaines consécutives, 1990 compris, ce royaume de 55 millions d'habitants avait été en proie à une dépression économique, avec un PIB déclinant en moyenne 10 % par an. En 1991, on avait constaté un ralentissement (7,5 %). Le tourisme, principale source de devises, avait marqué le pas : 5,1 millions de visiteurs cette année-là, après un record de 5,3 millions en 1990. Le flux des investissements étrangers s'était ralenti : 2 milliards de dollars contre 2,5 milliards l'année précédente.

Les affrontements de mai y ajoutaient un nouvel élément de risque politique. Du coup, le taux de croissance de 8 % prévu pour 1992 avait donc été révisé à la baisse.

En juin, les officiels parlaient plus d'une fourchette de 6,7 % à 7,4 %. Ils se montraient pessimistes, un trop prudent, mais la reprise a été plus rapide que prévu. Le gouvernement intérimaire d'Anand Panyarachun, nommé en juin par le roi, a fait le nécessaire pour rétablir un climat de confiance.

**SÉRÉNITÉ** ■ Surtout, l'économie a prouvé, encore une fois, qu'elle ne manquait rien de rien. A la veille du scrutin du 13 septembre, Pankaj Pakkiam, secrétaire général du National Economic Development Board, estimait déjà que le PIB de croissance serait, cette année, de 7,6 %, et, le moins des troubles politiques que la formation du gouvernement Chuan Leekpai ne laisse pas entrevoir, on peut même dire que le rythme de croissance devrait au moins être maintenu en 1993.

Le secteur touristique, le plus sensible, aborde une année relative sérénité la prochaine saison (novembre à mars). Le nombre des visiteurs devrait égaler en 1992 celui de l'année précédente. Les recettes seront un peu inférieures (4,28 milliards de dollars, contre 4,48 milliards en 1991) car, pour relancer ce secteur, le gouvernement a promu la promotion de la promotion du mois de juin. En juillet-août, les hôtels de première catégorie ont retrouvé un taux d'occupation moyen de 55 %, contre 50 % à la fin de l'année de la brutale répression de mai. La confiance aidant, investissements étrangers ont repris, à l'initiative des Japonais, premiers investisseurs en Thaïlande ces dernières années : les banques ont rétabli leurs prêts dès le mois de juillet sans en durcir les termes.

**INFRASTRUCTURES** ■ Surtout, les exportations ont resté dynamiques : elle a dépassé 11 % pendant le premier trimestre de 1992 (alors que les importations devaient baisser de 20 % cette année, selon les estimations actuelles). Les raisons en sont la reprise des investissements étrangers (surtout depuis 1987) ; le secteur plus compétitif des produits thaïlandais, notamment grâce au dévaluisme de 1991 (passant de 5,7 % en 1990 à 6 % en 1991) ; une diversification récente des produits exportés et des réductions de coûts destinées à l'ouverture sur le Proche-Orient, l'Europe de l'Est, l'Indochine et les pays de l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, qui regroupe, outre la Thaïlande, Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et Singapour).

Le « tigre », économie thaïlandaise industrialisée, la Thaïlande a connu de sérieux handicaps. Le revenu annuel moyen par

habitant y est inférieur à 2 000 dollars et ce chiffre cache de fortes disparités de revenus. Le niveau de vie est quatre fois plus élevé à Bangkok et dans ses environs industriels que dans le Nord-Est sous-développé où vivent 40 % de la population.

Les infrastructures n'ont suivi la forte expansion économique, provoquant des goulots d'étranglement, notamment dans le domaine des communications. Les ministères de la capitale l'empêchent de devenir un centre régional de services, et un terrain pour la reconstruction des ruines de l'ancienne Indochine. En outre, le royaume n'a pas suffisamment investi dans le développement, parfois au détriment de l'environnement, ce qui a aussi nu au tourisme.

Les planificateurs thaïlandais ont, cependant, commencé à corriger sérieusement le tir. En l'espace de cinq ans, par exemple, la mise en service de trois millions de lignes téléphoniques ou plus que doubler la capacité des télécom-

munications. On a entamé deux grands programmes routiers pour décongestionner Bangkok, en attendant que la grande métropole soit dotée, à l'horizon 2000, de réseaux de transports collectifs.

**C**ent mille diplômés sortent chaque année des universités cinq fois plus qu'il y a dix ans, mais 30 % seulement ont une formation scientifique ou technologique.

(ferroviaires et aériens) et que de nouvelles autoroutes la relient aux provinces voisines qui s'industrialisent rapidement. Enfin, dans le secteur du tourisme, des fonds ont été

récemment dégagés pour une campagne lancée pour dépolluer des stations balnéaires qui, comme Pattaya, ont perdu beaucoup de leur attrait.

**FORMATION** ■ Les universités ont mis les bouchées doubles, mais leurs efforts se heurtent encore à deux obstacles : la faiblesse relative du budget de l'éducation nationale (de 3 % à 3,5 % du PNB, contre de 7 % à 7,5 % la Malaisie voisine) et la pérennité d'un système de formation adapté aux besoins de l'économie : techniciens de niveau, experts-comptables, gestionnaires. Cent mille diplômés sortent chaque année des universités et collèges universitaires thaïlandais, cinq fois plus qu'il y a dix ans, mais 30 % seulement ont une formation scientifique ou technologique.

A moyen terme, l'expansion devrait bénéficier également à la progression de la consommation et des investissements internes, qui compensent, en grande partie, l'accroissance

relative, depuis deux ans, des investissements étrangers. En outre, les deux gouvernements successifs dirigés par Anand Panyarachun - celui que les généraux avaient mis en place après le coup d'Etat de février 1991 et le gouvernement intérimaire de quatre derniers mois - ont pris des mesures d'assainissement fiscal et financier qui ont permis de porter des fruits. Les réserves de devises de l'Etat atteignent une vingtaine de milliards de dollars, ce qui correspond à six mois de demi d'importations.

Le fait que le nouveau premier ministre Chuan Leekpai, un politicien à la fois intégriste, réaliste et habile, soit engagé à poursuivre l'œuvre économique de son prédécesseur laisse penser qu'après avoir réussi son industrialisation la Thaïlande peut désormais envisager une diversification de son économie en investissant dans les services, capital et technologie, la troisième phase de son développement.

Jean-Claude Pomonti

Nous Visons  
Le Même Objectif.

Renault accorde une grande importance à l'animation permanente de son réseau. La taille de la première entreprise française implique évidemment des populations importantes. Qu'il s'agisse de stimulation ou d'ateliers de réflexion, notre choix du Club Med s'est fondé sur deux critères.

D'abord, sa capacité à faire bouger plusieurs milliers de personnes... effectif considérable que le Club accueille dans des sites que l'on peut moduler en fonction de l'enjeu et des groupes concernés.

L'autre critère majeur de ce choix est d'ordre historique et culturel : une relation de partenariat basée sur le professionnalisme et la confiance. Nous accompagnons le Club dans son développement en utilisant toutes ses nouveautés et ses nouvelles méthodes. Et le Club Med nous accompagne dans notre réussite en nous aidant à motiver notre réseau.

Cette synergie est bien perçue par nos commerciaux : joue un rôle important dans nos animations. Elle engendre un climat de confiance qui permet à nos concessionnaires, agents et vendeurs d'échanger leurs expériences, de parler de leurs problèmes et de leurs succès avec toute simplicité. C'est le même climat de confiance qui permet aux équipes du Club de travailler avec parfaite intelligence et aux équipes pour, là aussi, obliger chacun à dépasser. Le Club est une entreprise qui ne cesse de se remettre en cause, de rapprocher toujours plus de ses clients, d'innover et témoignent deux fabuleux voiliers Club Med 1 et Club Med 2. De son côté, Renault a considérablement évolué, et son image aujourd'hui celle d'une entreprise qui propose des voitures innovantes, qui gagne en Formule 1, qui gagne à l'exportation... Le Mondial de l'Automobile 1992 concrétisera les raisons de notre position de leader non seulement en terme de produits aujourd'hui sur tous les segments de marché, mais aussi en terme de créativité : le concept monospace, d'environnement avec les véhicules électriques.

Le Club Med et Renault progressent dans la même voie. Celle de la recherche de l'excellence.



Patrick MARZLOFF  
Directeur du Marketing France RENAULT

h'h

**Club Med Affaires**  
**DESTINATION : L'EXCELLENCE**

Pour tous renseignements envoyez votre carte au Club Med Affaires place de la Bourse 75088 PARIS CEDEX 02 ou téléphonez au (1) 42 96 44 44



**D.G.**



Au Mondial - le dernier avant la nouvelle européenne, - les Européens sauront qu'ils abondent, en ordre dispersé, le début. Le fer au mur. Les ventes de porcelaine le fer sur un autre continent. Déjà faibles, les ventes au Japon déclinent. Aux Etats-Unis, elles représentent plus de 10 % mar-



MONDIAL DE L'AUTOMOBILE



## La bataille des « petites »

Avant deux ans, tous les constructeurs européens auront renouvelé leurs petites cylindrées  
Contre les Japonais et au nom d'une nouvelle conception de l'automobile

**P**EUGEOT a, depuis l'an dernier, la 100 Citroën dessinée par la AX. Fiat vient de lancer sa Cinquecento. Volkswagen travaille avec Swatch, le célèbre horloger suisse, sur un projet de « Swatchmobile ». La filiale suédoise de la marque, Suzuki, la remplaçante de la Marbella, Ford peaufine la petite pour la Fiesta. Et la Twingo de Renault est assurée d'être l'événement du Mondial de l'automobile.

Si le calendrier des constructeurs est respecté, les six grands constructeurs généralistes européens (Volkswagen, Audi-Sat, Fiat, Peugeot-Citroën, Renault, General Motors-Opel, Ford-Europe) auront d'ici deux ans renouvelé leur offre de petites cylindrées.

Rien à voir avec un toilettage « cosmétique ». Les Corsas, Fiats, Super 5, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

Une obsolescence, affirment-ils, dans laquelle les plus achetés se révèlent inefficaces. Discours marketing ? Sans doute. Dans tous les pays industrialisés, les ventes d'équipement des foyers en premier véhicule dépassent désormais allégrement la barre des 75 %. Les marchés européens ont parvenus à maturité.

**La stratégie japonaise**

Une génération de véhicules, vendue de « révolutionnaire », d'abord agglomération le désir de renouvellement. « Une automobile n'est pas un réfrigérateur qu'on remplace quand il est cassé. Les motifs de renouvellement sont complexes. C'est un achat lourd. La situation financière des ménages, le niveau de leur endettement, l'état de leur trésorerie, pèsent, bien sûr, mais d'autres facteurs beaucoup plus subjectifs, intervenant aussi », expliquait récemment le PDG de Renault, M. Louis Schweitzer.

Lutter contre la banalisation de l'automobile est devenu une priorité. Et la petite cylindrée

tenait le terrain d'action le plus efficace. La petite cylindrée est vraiment quelque chose de très particulier. C'est un investissement très affectif. Marie-Françoise Zeller, responsable des services marketing et études clientèles chez Peugeot, ne peut plus s'en faire. En achetant un véhicule haut un milieu de gamme, les consommateurs cherchent, avant tout, à afficher un statut social. La petite cylindrée est celle de la personnalité et du caractère. « L'un de nos nouveaux a priori si l'on songe que, au fil des ans, la possession d'une 1 CV, est devenue un signe distinctif évident, voire un peu de snobisme. Mais cette familiarité avec l'automobile qu'on aime à créer les heureux concepteurs de la fameuse Citroën ou, dans un autre registre, ceux de l'Austin Mini relevait du coup de génie ponctuel. Aujourd'hui, elle s'intègre dans des stratégies rigoureusement planifiées.

Le créneau des petites cylindrées représente un bon tiers des immatriculations des voitures neuves en Europe. De l'avis des grands constructeurs européens, ce segment restera relativement protégé durant les sept prochaines années.

L'accord automobile CEE-Japon négocié l'an dernier a ouvert la porte du marché européen aux importations japonaises jusqu'au 31 décembre 1999. A cette date, la liberté des échanges sera totale. Durant la période transitoire, en échange de la levée des quotas officiels qui protégeaient certains marchés nationaux, les importations japonaises seront surveillées, leur montée en régime progressif avec un plafond fixé à 1,23 million d'unités pour un marché européen estimé à 15,1 millions de véhicules en 1991. Les lois, en fait, les observateurs, les constructeurs nippons ont dû de « remplir » le niveau d'exportations qui leur est assigné avec des berlines haut de gamme à forte marge. L'offensive sur les petites cylindrées sera d'ailleurs différente. Un souci en moins pour les constructeurs européens, qui avaient tout le cratère des Nippons en ce domaine.

Congestion des grandes agglomérations, saturation de l'air, les problèmes d'échappement, les difficultés d'entretien, les contraintes pesant sur le développement de l'automobile au Japon depuis longtemps. Les constructeurs nippons ont donc développé

une gamme de « midget » véhicules à petite cylindrée (moins de 1000 cm<sup>3</sup> maximum) dont les ventes ont été dopées par la législation en matière de circulation.

**La logique des années 90**

Les acquéreurs de midgets étaient dispensés de l'obligation imposée à tous les automobilistes nippons dans les grandes villes de posséder un emplacement de parking. Ce « privilège » a été supprimé le 1<sup>er</sup> janvier 1990. Les fabricants japonais pouvaient être tentés de réorienter leur production locale sur la grande exportation. Telle ne semble pas être leur intention.

Pour autant, les Européens restent sur leurs gardes. A l'image d'un Renault qui a singulièrement multiplié les petites cylindrées, au point de faire coexister trois modèles (la Super 5, dont la production est terminée, la Clio, lancée en 1990, et la Twingo) dans la même catégorie.

Occupé à remonter sa gamme, le constructeur hexagonal n'a pas pu

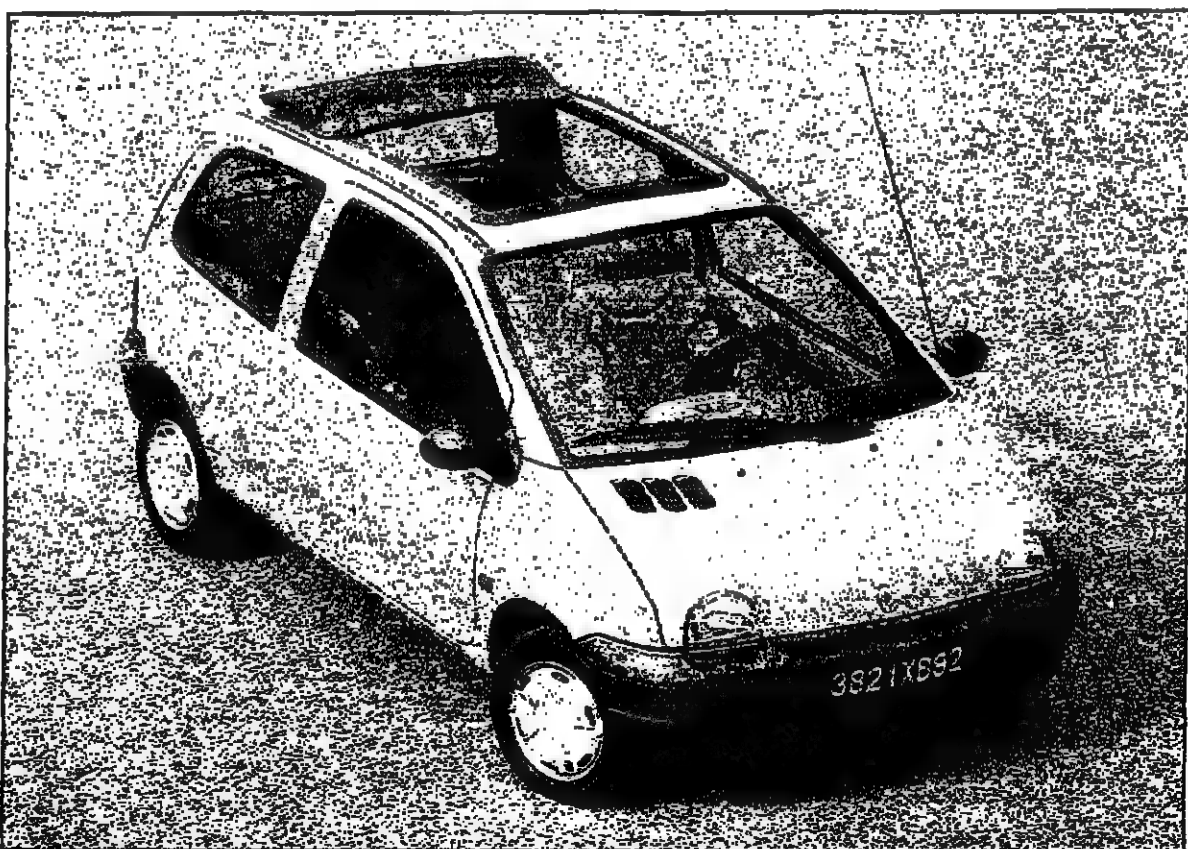
autant détailler la catégorie dite économique inférieure. La Clio visait à créer la rupture, à donner l'image « rustique » de la petite voiture française. Le pari a été gagné si l'on en juge par son succès remporté en Allemagne.

Le modèle Clio est intéressant en soi. La logique de croissance des années 80 est respectée. La Clio est plus grande que la Super 5, elle est plus longue que la Renault 5. Comme la Peugeot 205, elle a une silhouette à la fois sportive et rassurante. La 106 Peugeot est passée sous la barre des 1000 cm<sup>3</sup>, tout comme la Cinquecento de Fiat. Avec sa Twingo, le constructeur français a fait plus franchement dans la logique des années 90 : dimensions illipitiques, meilleure utilisation de l'espace grâce à l'aspect compact, matériaux, les petites cylindrées sont devenues vraiment petites et « branchées ». Volkswagen avec la Lupo devrait pousser cette évolution à son terme.

CAROLINE MONNOT

## La Twingo contre les idées reçues

Petite à l'extérieur et spacieuse à l'intérieur, joujou et vraie voiture  
la nouvelle Renault se montre audacieuse et sage à la fois



**N**UL doute que la Twingo, pour laquelle Renault a choisi le nom de Twingo, l'automobile comme lieu de naissance, va bouleverser quelque peu les idées reçues en matière de petite automobile. M. Raymond H. Lévy, qui vient de quitter la Renault, l'entreprise et qui n'aura pas pu, à quelques semaines près, lancer lui-même la bouteille de champagne sur le futur, avait réclamé de l'audace pour ce nouveau modèle de voiture à la française. Les sommes servies.

Tout comme l'Espace - de Renault encore mais avec un nom qui prend le départ une place privilégiée dans le domaine des véhicules familiaux à grande contenance pour un volume extérieur raisonnable, la petite voiture conçue à Boulogne-Billancourt ne manquera pas de donner, plus tard, à d'autres constructeurs, un exemple européen qui a vu mettre en circulation quatre millions d'automobiles de petit gabarit l'an dernier, il faut mieux, pour un « généraliste », dans la perspective des grandes batailles qui s'annoncent, précéder la concurrence que la suivre. C'est ce que fait Renault, ce modèle très original la marque au losange.

La Twingo est un monocoque de

3,43 m de long pour 1,63 m de large, ce qui est exceptionnel pour un petit véhicule. Sa hauteur (1,42 m) est tout autant. Les voies sont plus larges (1,41 m) à l'avant qu'à l'arrière (1,37 m). L'empattement (2,34 m) représente près des deux tiers de la longueur de la voiture, ce qui met, véritablement, les quatre coins du châssis. Cette disposition ajoute à l'originalité de la silhouette marquée par un phare à demi-lune, à l'avant. On aura compris que les caractéristiques répondent à une priorité au souci de fournir un maximum de place aux occupants et à leurs bagages, pour assurer l'harmonie d'un dessin équilibré.

A l'intérieur, la Twingo apparaît tout aussi accueillante, ce qui n'empêchera pas les critiques à l'égard des formes naïvement conviviales et de la planche de bord fondue par un cadran à affichage digital que les couleurs suaves qui peuvent avoir des effets. Elles ne sont pas sans rappeler certains crèmes glacés de leur enfance. Les bambins aimeront.

Ce qu'aimeront aussi plus les parents, c'est la place disponible à bord, le nombre de rangées

et surtout la banquette arrière motorisée sur glissière à plus d'un mètre, qui fait du volume du coffre du simple au double presque. Tout peut s'escamoter à l'arrière, les sièges deviennent éventuellement lits.

La Twingo, qui pourrait paraître un beau joujou à l'usage moderne, est en fait une vraie voiture dont l'équipement, par ailleurs, apparaît complet.

**Un projet de 3,7 milliards de francs**

Vitres teintées, lunette arrière chauffante, essuie-glace monobal à pantographe, appui-tête, allume-cigare, montre sont au rendez-vous, la direction à l'arrière ne semble pas prévue. Dommage pour un véhicule dont la première vocation, au départ d'un moteur de 1 239 cm<sup>3</sup> ouvert à la route (5 CV fiscaux pour 40 kWh, soit 55 km/h à 5 300 tours), reste urbaine. En revanche, la climatisation sera disponible sur option comme le toit ouvrant, seules entorses au principe retenu par le cahier des charges qui a voulu que le modèle soit livré pour moins de 100 000 francs, avec un seul moteur dépollué, une seule carrosserie (à trois portes) et un seul d'équipement.

Il a fallu trente-trois mois pour mettre sur le papier puis au point,

en pré-production, la Twingo. Et 3,7 milliards de francs, ce qui semble, au regard d'autres lancements, plutôt peu. Il est vrai que la nouvelle venue, qui sera fabriquée à Flins (800 exemplaires par jour) en Espagne, à 400 par jour, utilisera pour l'essentiel les outils de production installés pour la Clio.

Cette nouvelle petite Renault qui ne sera lancée qu'au début de 1993 va entrer sur le marché, si l'on s'en tient au moins au gabarit, de la 106 Peugeot (disponible désormais en 4 portes) ou de l'AX de Citroën à la Y10 de Lancia, restylée et raffinée, se sont installées avec plus ou moins de succès sur le marché. La Fiat Cinquecento, qui aurait pu être la plus dangereuse des petites étrangères (3,27 m de long), connaît des difficultés de production en Pologne, et la toujours jeune Mini de Rover (3,11 m) vieillit tout à fait favorable à un terrain commercial. Cette venue qui devrait plaire, malgré sa audace, son style, Renault, par ses temps qui courent, n'est-il pas du côté des gagnants ?

CLAUDE LAMOTTE

## La Swatch-mobile se fait attendre

Swatch espère rééditer dans la voiture le succès obtenu dans l'horlogerie

**J**E ne comprends pas votre impatience. On croit que M. Nicolas Hayek va proposer une voiture en deux ans et demi, alors que les constructeurs mettent en cinq à six ans pour sortir un nouveau modèle. Le président de SMH (Société micro-électronique d'horlogerie), auréolé du succès de la montre Swatch - 100 millions de pièces vendues en neuf ans - se présente avec vigueur d'avoir pris du retard sur son projet Swatch-mobile. Pourtant, annoncée en 1990 à l'horizon de cinq ou six ans, la sortie du nouveau produit est repoussée aujourd'hui à l'été.

Le projet : une petite voiture urbaine, innovante, écologique et surtout provocatrice, produite en grande série en Europe, en France. Avec pour partenaire Volkswagen, avec qui SMH a signé en 1991 une société d'investissement. Bien sûr, il ne s'agit pas de marier la rigueur allemande et l'inventivité des ingénieurs sans cravate de M. Hayek. Une alliance qui vise à la future Swatch-mobile un système de distribution, un service après-vente et une maintenance dans le style Swatch. Ce qui n'empêche pas le PDG de SMH d'envisager une collaboration avec Renault pour l'ingénierie et la production. Cette collaboration ne semble pourtant plus d'actualité : « Nous avons eu l'année 1992, précise M. Philippe Guédon, PDG de Matra-Automobiles, il nous a intéressés par un montage de partenariat en plastique, ces contacts ne nous ont pas plu. Nous n'en avons pas fait d'autres projets avec Renault. Les bonnes intentions, mais la concrétisation ne fait attendre, à l'heure où les grands constructeurs mondiaux travaillent à leur projet, les salons des prototypes de voitures électriques urbaines.

« C'est inutile de vouloir des fausses voitures ou de simples carrosseries qui ne verront jamais le jour. Nous ne présentons pas de prototypes, car nous ne sommes pas prêts, ajoute M. Hayek. Nous essayons plusieurs systèmes de propulsion en électrique, mais nous n'en avons pas encore choisi un : la batterie électrique pose des problèmes difficiles à résoudre. C'est sans doute pourquoi le président de SMH parle parfois de moteur hybride (propulsion électrique relayée par un moteur classique) ou de quatre moteurs électriques (un dans chaque roue). Evidemment, le choix du mode de propulsion est fondamental : électrique signifie production en petites quantités dans un marché qui n'existe pas pour l'instant, alors que le moteur mixte ouvrirait à SMH les portes de la grande série.

M. Nicolas Hayek refuse également

de préciser ses intentions sur le prix - qui devra être bas - le processus de production - la carrosserie. C'est pourtant le dernier domaine où Swatch pourrait surprendre. Le moteur électrique est en effet plus solide que celui à explosion : le constructeur, qui gardera donc son véhicule plus longtemps, devrait être sensible à ces possibilités de modification du « look » de sa voiture ou de certains éléments de carrosserie. C'est une direction dans laquelle travaillent aussi les ingénieurs de Peugeot.

Le cocktail lancé par Swatch dans le domaine des montres, grâce à son succès en haute qualité, à son prix et sa provocation, a-t-il une chance de réussir l'automobile ? Dans le téléphone et les lunettes, ses deux premiers essais de diversification, les résultats sont moins convaincants. Or la construction automobile est autrement plus difficile. La réussite ou l'échec du nouveau projet sont d'autant plus délicats à prédire que le président de SMH entretient un flux calculé autour de son projet et fait circuler de faux prototypes.

**« Des idées que l'on tue »**

Seule certitude, le sauveur de l'horlogerie suisse a déjà réussi l'un de ses paris : faire réagir l'industrie traditionnelle. Car, de la technique, l'originalité de M. Hayek, surtout dans un appel vibrant à la résurrection de l'industrie européenne et nord-américaine, qui lui a permis de faire face à l'agressivité des Japonais. Son arme : des petites équipes d'ingénieurs motivées par une ambition de complexité. « Nous sommes, assure M. Hayek, alors que dans les grandes structures les réactions contre les changements sont très violentes. Il y a des idées que l'on tue chez les autres. Moi, j'ai créé une culture d'entreprise où l'on écoute les gens ».

La perspective de donner une leçon à une vieille industrie barricadée derrière ses quotas d'importation et frileuse devant le défi de l'automobile de l'an 2000 plaide manifestement à M. Hayek. D'autant plus que certains constructeurs ne cachent pas leur scepticisme devant cet horloger qui se pique de produire des voitures. Le président de SMH a pour lui un beau jeu de souligner qu'il a passé une moitié de sa vie à la tête de Hayek Engineering SA, un cabinet de conseil qui travaille pour Mercedes ou Volkswagen. Il faisait, il prend un risque : victime d'un succès médiatique prématuré, le projet pourrait arriver un peu tard, car les constructeurs « classiques » semblent avoir déjà un tour de roue d'avance sur lui.

MICHEL LEFEBVRE



(1) ☐ de ☐ ces véhicules ☐ loués. ☐ propriétaire devra, à l'achat, ☐ une caution importante pour ☐ batteries. ☐ l'ordre de 5 000 francs par exemple, ce qui le conduira, ☐ plus naturellement ☐ à rendre ☐ batteries usagées ☐ un ☐ récupération et ☐ recyclage.



مركزاً من راصيل

Tant mieux, son conducteur a l'air si fragile.

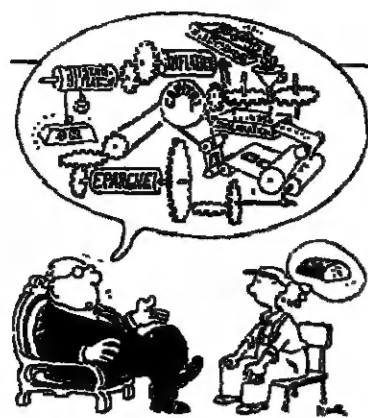
sécurité active ■ passive. Carrosserie et châssis ■ aluminium ultra léger pour que le freinage ABS soit aussi fulgurant que l'accélération. Système Quattro, Avus. pour une route infallible, même ■ haute vitesse. Et bien sûr Procon-ten ■ Airbag. Avec l'Avus, Audi ■ réussi ■ créer le premier monstre dont l'homme n'a pas ■ avoir peur 36 15 Audi.

dans une Audi. Audi





formule 1



Nées en France sur le modèle de la Silicon Valley californienne au début des années 70, les technopoles, réseaux constitués d'industries de pointe, d'universités et de laboratoires de recherche, sont aujourd'hui à un tournant de leur histoire. Le concept initial de parc à la campagne « intelligent », excentré des agglomérations, s'efface au profit de celui de « dynamique urbaine » comme à Montpellier. Objectif : injecter le « virus » technopoles dans le tissu urbain pour le rendre à son tour intelligent et éviter le risque de dégradation des cellules expérimentales isolées. Une évolution quasi inéluctable, comme l'attestent les difficultés de la pionnière, Sophia-Antipolis, confrontée en 1990 à de graves problèmes d'infrastructures liées à son propre succès. Parallèlement, telle des araignées, les technopoles étendent leur toile en se regroupant au niveau régional, comme dans le Sud-Est avec la route des Hautes Technologies, et en entamant leur internationalisation. Car la France, aussi gloutonne de technopoles qu'elle soit, n'est pas seule dans son cas. Selon la délégation à l'aménagement du territoire (DATAR), on comptait en effet, en 1990 près de 180 parcs à travers l'Europe. S'appuyant sur le programme européen Sprint, consacré à l'innovation et au transfert de technologies, une action pilote de coopération entre les sites de Bari (Italie), de Séville (Espagne) et de Montpellier a commencé dernièrement, donnant un relief particulier à l'Europe des régions. Au fil des années, les technopoles sont donc devenues un moteur de développement économique pour les collectivités locales. Toutes les régions françaises sont aujourd'hui concernées. Si sa réalité économique et sa dynamique sont incontestables, le concept ne fait donc pas l'unanimité chez les hommes de l'art. En tout état de cause, son application n'a pas réglé, comme par un coup de baguette magique, tous les problèmes de l'économie régionale...

Dossier préparé par Catherine Lévi

#### BIBLIOGRAPHIE

- *Vingt technopoles, un premier bilan*, DATAR, la Documentation française, 130 F, 214 pages, octobre 1990.
- *Annuaire France Technopoles*, France 1992.
- *Atlas international des technopoles*, DATAR, Syros Alternatives, 390 F, 236 pages, quatrième trimestre 1991.
- *Géographie des technopoles*, Georges Benko, Masson Géographie, 1991.
- *La fièvre des technopoles*, Jacques de Certaines, Syros Alternatives, 1988.

L'ECONOMIE

## DOSSIER

# Les technopoles

Le Monde • Mardi 6 octobre 1992 43

### Quelles sont leurs caractéristiques ?

■ Nées dans la mouvance de la célèbre Silicon Valley, avec Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes) et les zones de Meylan, près de Grenoble (Isère) et de Nancy-Brabois (Meurthe-et-Moselle), les technopoles se sont multipliées sur le territoire, tout en diversifiant les modèles économiques et les formes institutionnelles. On en compte aujourd'hui une quarantaine dont dix fonctionnent à plein régime.

“ Une technopole ne se décrète pas, elle se mérite ”

Henri Curien,  
ministre de la recherche  
et de l'espace.

Une technopole est toujours le fruit de la rencontre entre des industries de pointe souvent d'une même spécialité (biotechnologies, par exemple), des universités, des laboratoires de recherche et des responsables locaux. Quelles que soient les combinaisons, le principe est toujours le même : favoriser le dialogue, l'échange et la mise en commun de moyens (travail en réseau), en réunissant sur le même site ces différents acteurs. Cela afin de créer « une fertilisation croisée » selon l'expression de Pierre Laffitte, fondateur de Sophia-Antipolis, génératrice de croissance d'innovation technologique et de création d'emplois. Pour faire vivre le réseau, les régions mettent en place les infrastructures nécessaires : routes, télécommunications, et services généraux (hôtellerie, banque, tennis, etc.). De leur côté, les responsables de technopoles assurent le fonctionnement quotidien : promotion, recherche d'entreprises, animation, montage de dossiers, etc. Pour l'animation, le montage de dossiers, la technopole de Nancy-Brabois par exemple organise, pour l'animation, des petits déjeuners à thème, possède pléthore de services généraux, comme un club hippique, et dispose d'une structure spécialisée pour les créateurs d'entreprise...

#### LEXIQUE

**TECHNOPOLE** : zone d'activités économiques où travaillent des industries de pointe, des centres de recherche et des universités, qui se structurent entre eux de multiples façons selon le principe du travail en réseau. Chaque technopole française a ses propres caractéristiques (voir typologie).

**PARC TECHNOLOGIQUE** : la plupart du temps sous-ensemble d'une technopole, il est composé d'entreprises à vocation « haute technologie », mais ne possède ni laboratoires de recherche ni universités. Par exemple, le parc de la Vatine à Rouen réunit une soixantaine d'industriels spécialisés en biotechnologie végétale, informatique, électronique, etc.

**PARC SCIENTIFIQUE** : il intègre des entreprises de pointe et des laboratoires de recherche, mais ne comprend pas d'universités. C'est le cas d'Agropolis, l'un des parcs scientifiques de la technopole de Montpellier.

**PÉPINIÈRES** : ce sont des immeubles à loyer modéré équipés de services communs, en informatique notamment, où sont hébergées des entreprises en création. Exemple : le Centre européen d'entreprises et d'innovation de la technopole de Nancy-Brabois.

**TECHNOPOLIS MULTIPOLAIRES** : elles s'organisent autour de plusieurs pôles géographiques et thématiques comme Bordeaux Technopolis : Montescieu (génie biologique et médical), Bordeaux Technowest (aéronautique et spatial), Bordeaux Uniter (matériaux nouveaux, électronique), Bordeaux (négoce, finances).

**VILLES ET AGGLOMÉRATIONS TECHNOLOGIQUES** : la technopole est intégrée dans la ville, comme au Mans.

**ESPACE TECHNOLOGIQUE** : il regroupe différentes technopoles à l'échelle régionale, comme la Cité scientifique Ile-de-France sud, ou la route des Hautes Technologies, dans le Sud-Est, ou, à l'échelon international, l'axe Montpellier/Séville/Bari.

### Quelle est leur utilité ?

■ A priori tout le monde semble gagnant. Les entreprises bénéficient d'un environnement « high-tech » agréable et propice à leur développement, qui a fait le succès de Sophia-Antipolis. Elles peuvent mettre en place des partenariats technologiques avec l'université et la recherche. Par exemple, sur la technopole de Toulouse, Elf Biologie Sanofi a confié à une chercheuse de l'université un travail sur un sujet « pointu » sortant de ses compétences habituelles, la même chercheuse trouvant auprès de l'industriel les moyens matériels pour continuer ses propres travaux. Les conditions paraissent donc idéales pour déboucher le traditionnel cloisonnement du système français entre entreprises, recherche et formation.

Manifestant leur volonté de ne pas être écartés des grands axes de la vie économique, les collectivités territoriales (villes, groupements de villes) trouvent aussi une configuration favorable à leur développement. Ainsi, les vieilles régions industrielles disposent d'un outil de reconversion et de changement d'image de marque comme Metz, Nancy ou Saint-Etienne. Dans un autre contexte, René Monory, président du conseil général de la Vienne, explique à propos du Futuroscope de Poitiers : « Nous n'avons aucune chance de rattraper les autres départements français, sauf à créer un choc psychologique qui nous différencierait des autres. »

Les technopoles s'intègrent aussi dans une recherche d'aménagement du territoire équilibré et répondent donc aux préoccupations de la DATAR. Elles évitent notamment que le potentiel de recherche et d'innovation reste concentré dans les grands groupes et sur la région parisienne. Enfin, les emplois créés par les technopoles sont tout bénéfice pour l'Etat qui peut ainsi économiser ses deniers.

Dans les sept technopoles les plus avancées, hormis Paris-Sud, estimé l'Atlas des technopoles (Sophia-Antipolis, Nancy, Meylan, Rennes, Lyon, Toulouse et Montpellier), plus de 1 500 entreprises se sont installées, 35 000 emplois ont été implantés par création ou délocalisation, et près de 4 000 hectares réservés pour les accueillir.

### Quelles sont leurs difficultés ?

■ Si la recette est séduisante, la mayonnaise, elle, est difficile à prendre et peut finir parfois par mal tourner... L'investissement de départ pour la région est toujours très élevé : d'après les experts, de 100 millions à 1 milliard de francs sur dix ans. Les projets démarrent toujours lentement, et parfois périclitent. Saint-Etienne, par exemple, a bien du mal à structurer un projet de développement cohérent. Et il faut plusieurs années avant de mesurer les retombées.

Par ailleurs, il ne suffit pas de créer une technopole pour régler les vieux antagonismes entre acteurs. Les démêlés Entreprises se sont focalisés sur les technopoles. A telle enseigne que la DATAR, pourtant concernée au premier chef, est restée de longues années absente de la scène. A Toulouse, par exemple, les critiques ont fusé : Etat et pouvoir régional d'un côté, manque d'intérêt pour les questions économiques de la part des élus de l'autre. L'histoire des technopoles est aussi jalonnée de querelles entre projets rivaux au sein d'une même région comme dans le Sud-Est entre Marseille et Aix-en-Provence. La région parisienne s'étant elle-même structurée « en technopole géante », elle maintient toujours son avance...

Mêmes nuances à apporter au tableau côté industriels. En 1990, le bilan de la DATAR rapportait que sur la ZIRST (Zone pour l'innovation et les réalisations scientifiques et techniques) de Meylan (Isère), régnait un climat de concurrence aigüe, la protection de la confidentialité des résultats devenant un problème majeur au sein des PME innovatrices.

Des technopoles peuvent également être victimes de leurs succès, comme Sophia-Antipolis, où le développement des équipements collectifs et des infrastructures a pris du retard sur la croissance du parc, avec les risques d'asphyxie qui en découlent.

Enfin, les difficultés économiques aidant, de nombreuses municipalités n'ont pas hésité à rebaptiser abusivement, de simples zones industrielles du label de technopoles pour attirer des entreprises et donc créer des emplois. Cette concurrence - jugée malhonnête et nuisible - a incité les « vraies » à se regrouper au sein d'une association France technopoles qui a déposé la marque.

### Quel impact économique ?

■ Il n'est pas facile de mesurer l'impact économique réel des technopoles. Sur ce point, partisans et adversaires de la formule se renvoient dos à dos. Grand sujet de discord : la création d'emplois sur les sites. Celle-ci tient-elle, par exemple, à la présence de grandes entreprises ayant délocalisé une partie de leurs activités ou à leur propre dynamique ? C'est le problème posé par Meylan (Isère), où un tiers des emplois a été créé par deux entreprises : Morlin Gerin et le Centre national d'études des télécommunications.

“ Dans les technopoles, on innove au niveau des technologies, mais aussi des pratiques économiques et relationnelles entre acteurs de culture différente et souvent... concurrents ”

Philippe Loesch,  
conseiller  
développement technopoles.

Autre question : peut-on dire qu'une technopole n'est pas créatrice d'emplois si elle enregistre au cours d'une année des flux de sortie supérieurs aux flux d'entrée ? C'est le cas de Rennes qui, annuellement, fin 1989, 920 emplois créés et 1 280 transférés. La querelle concerne également leur impact régional. Les uns arguent qu'elles créent une dynamique régionale et les autres, *a contrario*, qu'elles instaurent une région à deux vitesses, avec, d'un côté, des pôles sur-équipés et, de l'autre, des « déserts ».

Un choix, jugent-ils, d'autant moins justifié que le développement des nouvelles technologies de l'information va à l'encontre de telles concentrations. D'autres s'opposent même au concept de « ségrégation high-tech », estimant qu'on est en train de recréer les régions de mono-industries d'hier. Un aménagement du territoire rétrograde. Pas simple...

#### TYPOLOGIE

Bâties sur le même principe de base (réseau), les technopoles françaises prennent néanmoins des formes très diverses. Voici quelques exemples représentatifs de cette variété.

■ Sophia-Antipolis, la pionnière. Inaugurée en 1969, avec l'objectif de réconcilier croissance économique et qualité de la vie, elle se présente sous forme d'un parc de 2 300 hectares, entouré d'une très large ceinture verte. Conçue sur le principe du site unique, en dehors de l'agglomération de Nice, elle compte plus de 800 entreprises et organismes s'intéressant en particulier aux domaines suivants : informatique, électronique, télécommunications, santé et énergie.

■ Paris-Sud, la géante. Rassemblant à elle seule 43 % du potentiel recherche-développement français elle abrite des grandes écoles prestigieuses (HEC, Supélec, Polytechnique, ENSIAA, etc.) et relie un réseau de technopoles et de sites, en particulier les agglomérations d'Evry, Massy, Saint-Quentin et Melun-Sénart. Points forts : informatique, électronique, biotechnologies, énergie, automobile, aéronautique, mécanique et instrumentation de précision.

■ Grenoble, la montante. La Zone pour l'innovation et les réalisations scientifiques et techniques de Meylan est formée, côté entreprises, de PME de l'informatique et de l'électronique. Elle est l'un des maillons d'un tétrapôle en cours de constitution, destiné à entraîner un développement économique plus global de Grenoble et de l'Isère.

■ Montpellier, l'exhaustive. Cinq pôles d'activité (agro-alimentaire, médical, informatique, télécommunications, tourisme-loisirs), 6 universités, 12 grandes écoles, 450 entreprises et 25 centres de recherche sont répartis dans différents parcs qui font vivre toute l'agglomération au rythme « technopolitain ».

■ La Rochelle, la maritime. L'eau, l'agro-alimentaire, la francophonie, tels sont les trois piliers de cette technopole qui baigne dans l'information.

■ Poitiers, l'aristocratique. Le Futuroscope ne revendique pas le titre de technopole. Pourtant, il en possède tous les ingrédients : un parc de loisirs scientifiques, une aire de formation consacrée aux technologies audiovisuelles, une zone d'activité et de puissants moyens de communication.

#### Les réseaux français





سكزا من راصح

CHRONIQUE • par Paul Fabra

## Les milieux financiers et l'immobilier

C'EST l'ensemble du système monétaire-financier qui est, directement ou indirectement, touché par la déflation qui frappe de plein fouet l'immobilier. Redoutant un effondrement du marché, les banques s'efforcent par tous les moyens de le soutenir. Ce faisant, elles risquent, au détriment de l'économie tout entière, de pousser à son paroxysme une crise qui est largement la conséquence de leur action passée. Sans les crédits qu'elles ont, sans compter, octroyés aux promoteurs et acheteurs de 1986 à 1990 (comme naguère aux emprunteurs latino-américains...), jamais la spéculation à la hausse n'aurait pu se développer comme elle l'a fait durant cette période.

La France n'est pas seule dans ce cas. Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, dans les pays scandinaves, la situation est au moins aussi grave. Mais l'économie mixte qui caractérise notre pays a ses règles particulières de silence. Les responsabilités étant partagées entre le public et le privé, les compères choisissent de se taire aussi longtemps que cela est possible. Le défaut de transparence sera payé par le public. Un éminent (et jeune) banquier de la place a fini, toutefois, par manger le morceau. Font froid dans le dos les chiffres que vient de citer André Lévy-Lang, président de Paribas. Les engagements dans l'immobilier des banques (privées et nationalisées) ainsi que des organismes publics et para-publics avoisineraient les 500 milliards de francs, soit 160 à 200 milliards de plus que les estimations datant de septembre 1991.

A Stockholm, les plus grandes banques et compagnies d'assurances sont virtuellement en faillite après avoir, pendant la dernière décennie, participé frénétiquement à un boom boursier et immobilier sans précédent dans le calme royaume. Le très libéral et très conservateur gouvernement de Carl Bildt se voit contraint de procéder à leur nationalisation, ce fait pour évaluer le pire. Le taux du marché monétaire reste désespérément accroché à 40 %, bien que la couronne ne soit plus directement menacée. A Paris, le taux au jour le jour est encore de 15 %. La crise récente des monnaies n'aurait-elle pas révélé un mal plus profond ? La déflation immobilière n'en serait-elle pas la manifestation la plus immédiatement dangereuse ?

La plus préoccupante dans la progression de l'en-cours bancaire, c'est l'ampleur du phénomène de rétention qu'elle implique. Etant donné l'arrêt brutal des nouvelles opérations, l'augmentation ne peut avoir qu'une cause : les multiples stratégies défensives des établissements prêteurs ou « porteurs » visant toutes à empêcher l'épreuve de la mise en vente d'un parc immobilier pléthorique (pour les bureaux notamment). Les méthodes peuvent être différentes. Elles aboutissent au même résultat.

Où bien la banque a récupéré, dans le patrimoine du débiteur défaillant, le gage qu'elle y détenait, mais elle le garde en stock, en attendant des jours meilleurs. Dans ce cas, l'établissement financier, de prêteur s'est mué en actionnaire. Le hic est qu'il s'agit d'un actionnaire avec très peu de fonds propres. La difficulté est aggravée par les exigences d'une convention internationale en cours d'application par les établissements financiers. Obligation leur est faite d'augmenter la proportion de leur capital par rapport au total de leurs actifs (ratio Cooke). En s'arc-boutant sur leur patrimoine immobilier, les banques diminuent d'autant leur capacité à étendre leurs affaires, par exemple en prêtant aux PME.

Où bien, et c'est probablement le cas le plus fréquent, la banque créancière s'est résignée à porter à bout de bras tel promoteur, telle société immobilière endettée auprès d'elle jusqu'au cou. Là encore, il s'agit d'éviter une augmentation de l'offre d'immobilier sur un marché déjà déprimé. Pour écarter cette terrible éventualité, l'établissement prêteur est disposé à accorder des délais, non seulement pour le remboursement du principal — « restructuration » de la dette, — mais aussi pour le versement des intérêts. Non acquittés à la date à laquelle ils auraient dû l'être, ceux-ci s'ajoutent au capital. D'où l'accroissement de l'en-cours.

Dans les deux hypothèses, l'établissement prêteur s'est substitué à son débiteur. Cela lui coûte cher. Pour financer l'opération de « portage » (pour une fois, le jargon de la profession dit bien ce qu'il veut dire), les établissements financiers empruntent eux-mêmes au taux de 10 %, plus depuis deux semaines. La ponction faite ainsi sur les ressources existantes est en

soi un facteur permanent de tension sur le marché monétaire (qu'on devrait appeler « marché des créances à court et moyen terme »). C'est ici que l'on voit la déflation houter la déflation au risque de provoquer une rupture.

En immobilisant des fonds afin de soutenir leur clientèle privilégiée — celle qui était à la pointe de la spéculation — les banques assèchent le marché des capitaux. Voudraient-elles prêter aux innombrables entreprises viables mais aujourd'hui menacées par la récession qu'elles ne le pourraient pas : leur ratio engagements/capital serait dépassé. Le prétexte est tout trouvé pour refuser de prendre de nouveaux risques. Mais ce respect des règles prudentielles est plus formel que réel. Ses conséquences sont contrairement au but recherché. Pour tout dire, cette sagesse est illusoire et anti-économique.

Faire crédit aux entreprises industrielles et commerciales, fondamentalement saines, dont il vient d'être question serait beaucoup moins risqué que de s'enfermer dans l'immobilier pourri. Celui-ci est surgi de terre quand on préparait fébrilement, dans l'attente du grand marché intérieur européen de la radieuse année 1993, le Grand Paris, le Grand Londres, le Grand Stockholm des affaires. On ne se remettra sans doute pas de sitôt de cette facétie euphorique.

Il est une autre implication de l'action des banques dont il convient de tenir compte pour mesurer la gravité de la situation créée par leurs tentatives, probablement vaines, d'éloigner

d'elles les retombées de leur course aveugle aux profits les plus faciles pendant les années de la reprise. A la fin de la dernière décennie, les banques en étaient arrivées à prêter aux promoteurs 90 % de leurs besoins de financement (voir notre chronique « Déflation et capital », le Monde du 15 septembre).

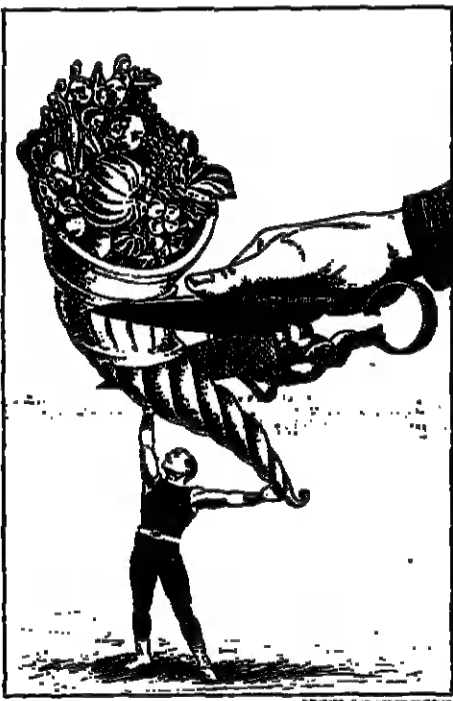
Les commissions et les taux étaient calculés au vu d'études de rentabilité fondées, sur l'hypothèse explicite que les prix de vente, pendant les dix-huit à vingt-quatre mois précédant l'achèvement des travaux, auraient monté de 30 % à 40 %. C'est, grosso modo, le pourcentage de baisse enregistré à l'occasion des rares transactions qui ont encore lieu depuis la fin de 1990.

L'effet naturel de la stratégie défensive suivie le plus généralement (avec de courageuses exceptions) est d'accroître le caractère non liquide du marché. Pas moyen d'échapper à l'inevitable logique des crises de déflation (contraction brutale du crédit suivi par une chute des prix) nées des excès en sens contraire perpétrés pendant la période antérieure : pour que la machine reparte, il faut remettre en mouvement les liquidités prises au piège.

Où le gel des actifs immobiliers dans les actifs bancaires débouche sur ce paradoxe : il existe d'un côté un vaste parc de bureaux et d'appartements sous-utilisés et de l'autre une demande solvable insatisfaite. Les termes de la solution ne sont pas difficiles à définir. Pour débloquer la situation, il faut que les vendeurs potentiels acceptent de vendre aux nouvelles conditions du marché. C'est seulement à cette condition qu'on pourrait obtenir une saine détente des taux d'intérêt.

Cette solution « logique » n'a, aux yeux des professionnels, qu'un inconvénient : elle risque fort d'entraîner pour les propriétaires subrogés d'insupportables pertes. Leurs craintes sont certainement justifiées. Mais on voit aussi à quelle impasse elles les mènent, et, à leur suite, l'économie tout entière. Voilà pourquoi, il est sans doute temps que les autorités responsables se préoccupent sérieusement du problème. Certains professionnels préconisent une réévaluation des bilans. La dernière remonte à l'année 1978. Les plus-values latentes qu'une telle opération dégrèverait sur une période aussi longue pourraient permettre d'éponger des moins-values plus récentes. Cette méthode est-elle vraiment appropriée ? Sans doute vaut-elle d'être mise à l'épreuve.

A trop tarder, le gouvernement risque d'être acculé à une solution à la japonaise (ou à ses avatars scandinaves) : la prise en charge par l'Etat d'une partie des créances irrécouvrables accumulées par le système bancaire. En clair, cela consiste à faire supporter par le contribuable l'aventureuse gestion des banques. Une seule chose est certaine : la réflexion d'abandon que la crise inspire aux banquiers et aux compagnies d'assurances peut se justifier à l'échelle de chaque établissement pris en particulier ; à partir du moment où il se généralise, le résultat ne peut être pour tous que désastreux.



NICOLAS HUBERT

LIVRES

## Dans les coulisses des banques

Yves Grafmeyer regarde vivre une population des guichets aux centres administratifs. Une description précise d'un milieu spécifique touché à son tour par l'évolution technique

LES GENS DE LA BANQUE  
d'Yves Grafmeyer.  
PUF, coll. « Sociologies »,  
284 p., 188 F.

DANS le sillage des classiques de Michel Crozier (*Le Phénomène bureaucratique* et *Le Monde des employés de bureau*), dont les recherches remontent (déjà !) à une trentaine d'années, Yves Grafmeyer s'intéresse aux « gens de la banque ». Son poste d'observation : la Société lyonnaise de banque, membre du groupe CIC, première banque régionale avec un réseau d'environ 300 agences réparties sur le quart sud-est de la France. De nombreux entretiens ont permis à l'auteur de construire un questionnaire très pointu « destiné à repérer comment s'organisent dans le milieu étudié les rapports entre les origines (sociales et géographiques), les cursus scolaires, les carrières et les représentations associées à la banque et à ses métiers ».

Un travail de fourmi comme les aime les sociologues de terrain. L'auteur ne cherche pas à faire briller des idées générales à partir de la masse de documentation qu'il a recueillie, mais à rester au plus près des données quantitatives et qualitatives retenues. C'est sûrement moins séduisant pour le lecteur pressé mais plus sérieux.

CURSUS • On reste d'abord à l'extérieur de l'entreprise, le chercheur s'employant à analyser les positions sociales des parents, les alliances, les lieux de résidence du personnel. Puis il repère comment s'opèrent l'entrée dans la banque et les étapes du cursus. « Massivement, les employés sont des jeunes des deux sexes... Les grades sont en majorité des femmes et les cadres sont surtout des hommes ».

Comment se traduisent les mutations du secteur bancaire sur le collectif de travail ? Les années 70-80 marquent un tournant décisif : c'est à ce moment-là seulement que se manifestent les effets

de la crise rencontrée six ans plus tôt par la plupart des autres activités économiques, car le pouvoir d'achat des ménages continue de croître, et — ce qu'on appelle d'un affreux néologisme — leur « bancarisation » se poursuit.

C'est à l'heure même où l'aggravation des risques industriels finit par se répercuter dans la sphère financière que l'apparition de nouvelles technologies oblige les banques à opérer des choix décisifs en matière d'investissements. Au milieu des années 80, les banques effectuent environ 18 % des dépenses de la France en informatique, alors qu'elles ne représentent que 3 % de son PIB. La modification des tâches doit se faire rapidement avec les tensions que l'on sait, auxquelles s'ajoutent plus tard celles qui précèdent la diversification des activités bancaires, le développement des fonctions d'accueil et de conseil à la clientèle.

Le travail en agence, « modèle réduit de l'entreprise », manifeste bien la distinction entre commerce et administration, le guichet et l'arrière-guichet, ce dernier tendant à s'étoffer par rapport à la « vitrine ». Bien sûr, l'agence est insérée dans un réseau d'unités connectées à un centre. Notation intéressante : la déconcentration de l'équipement informatique peut se traduire aussi bien par une réelle décentralisation des procédures et des décisions que par un renforcement du poids de l'ordinateur central et de ceux qui en assurent le contrôle.

Les images de la profession sont un peu brouillées du fait de la diversité des métiers exercés. Aux questions posées sur les inconvénients et les avantages du travail, les intéressés appartiennent beaucoup plus sur les avantages : sécurité de l'emploi, possibilité de faire carrière (la formation professionnelle interne très poussée remédiant souvent au bas niveau des diplômes à l'entrée), les rémunérations et les avantages spéciaux, l'intérêt du travail, les contacts

humains. Sur le chapitre des inconvénients, un fort contingent n'a pas répondu (40 %) et de faibles pourcentages notent « le travail peu intéressant » (16 %), les rigidités bureaucratiques (13 %), les conditions de travail (8 %).

Qu'est-ce qui change dans la carrière ? D'abord une incitation plus forte à la mobilité : « Il s'agit à la fois d'assurer les reconversions imposées par les changements technologiques, de réduire les cloisonnements et d'améliorer la qualification des personnes ». Ces nouvelles contraintes affectent les salariés de façon très inégale selon leur origine géographique, mais « rester dans la localité, c'est pratiquement renoncer à faire une carrière dans la banque ».

SORTIS DU RANG • Sur le chapitre des titres, des grades, des postes, on perd un peu pied tellement la spécificité bancaire s'affiche ici avec le nombre de ses cadres « sortis du rang », plus important qu'ailleurs, les mélanges de classifications à l'ancienneté et au mérite, les rotations entre les commerçants et les administratifs, etc. Des vues intéressantes dans les réponses à la question : « Quel moyen vous paraît le meilleur pour obtenir de l'avancement ? ». Les uns parlent de « performances », les autres de « conscience professionnelle », de l'importance des diplômes. Mais un fond de pouvoir ne discernent pas vraiment de profil de carrière. « Dans l'industrie, dit-il, on avance souvent sur un seul rail, alors que nous sommes une gare de triage ».

Un ouvrage fouillé où il manque pourtant des choses essentielles à nos yeux : le chiffre des salaires, des primes, des avantages, et les rapports du personnel avec les syndicats. Les « gens de la banque » n'ont-ils jamais entendu parler de la défense professionnelle ? Sans doute d'exister-il pas d'Ariette Lagulier dans chaque agence, mais enfin...

Pierre Drouin

### NOTES DE LECTURE

psychologiques, mais qui, sur certains points, paraît délibérément optimiste. Le pouvoir d'achat des nouveaux venus sera-t-il de nature à stimuler la croissance ? Leur formation sera le plus souvent à la charge du pays d'accueil. Mais en ces temps de morosité, un souffle de générosité, voire d'utopie, fait du bien.

P. D.

UN VIEUX BARBU  
DANS LA CHAUDIÈRE  
de Charles Dumas.  
Ed. La Digitale.  
Baye (29300 Quimperlé),  
122 pages, 85 F.

Dix livres savants sur la condition ouvrière en apprendront moins peut-être que ce bouquin d'un peu plus de cent pages écrit à la plume d'un ancien salarié « de base » d'une industrie nationale d'appareils de chauffage, mais qui a une longue expérience militante (dans les mouvements de jeunesse, dans le syndicalisme CGT des métaux). L'ouvrage est percutant, drôle, bourré d'informations et de scènes vécues, voire de citations de grands auteurs.

Qu'est-ce qui fait marcher ce qu'il appelle « le bastringue productif » ? La, c'est encore le bon vieux taylorisme avec ses cadences, sa hiérarchie tatillonne, mais aussi ses panées et ses incidents multiples réduits par le système D des travailleurs. L'attitude des ouvriers vis-à-vis de l'usine ? On va « au chagrin » quand on va au travail, mais on aime ces machines, l'ambiance et cette « affectivité sociale » irremplaçable. Les rapports avec la direction ? Il faut aller vers la gestion participative.

Charles Dumas aime citer cette phrase de Marx qu'il lisait dans la *Critique de l'économie politique* dont, nous dit-il, il masquait la couverture à l'atelier par

le traité de galvanoplastie de chez Dunod : « Les matériaux de l'économie sont faits de l'active et agissante vie des hommes ».

P. D.

L'ECONOMIE BRITANNIQUE  
DEPUIS 1945  
de Yvonne Riches.  
La Découverte, coll. « Repères »,  
123 pages, 45 F.

Le « déclin britannique » est un thème qu'on aborde volontiers en France (avec le reste de roserie qui anime encore les relations entre deux ex-puissances). Mais c'est trop souvent sur des données imprécises, datées, voir carrément erronées.

La lecture de cet ouvrage concis et pertinent comble les lacunes et permet de comprendre, par exemple, les vicissitudes de la livre sterling. Depuis un demi-siècle, la gestion du change a été pour la Grande-Bretagne « une véritable casse-tête ». Réagissant au coup par coup, en abusant de l'arme des taux d'intérêt, les autorités monétaires ont contribué à accentuer le comportement cyclique des consommateurs et, au bout du compte, à déprimer l'investissement productif national.

Que penser de l'expérience des années Thatcher ? Les contradictions de cette période sont ici exposées avec clarté : si les Britanniques ont en quelques années rattrapé le niveau de consommation des autres grands pays européens, ils se sont retrouvés au bout du compte piégés par des taux d'intérêt particulièrement élevés. Les canaux du système éducatif, l'aménagement de la base productive, le creusement des écarts sociaux et régionaux laissent au début des années 90 une Grande-Bretagne structurellement affaiblie.

S. Gh.



Comment éviter les turbulences monétaires

## Sauver le SME

par ANDRÉ GRJEBINE (\*)

Le SME n'est plus viable dans sa forme actuelle. La spéculation a forcé le livre sterling et la lire à sortir du SME, l'Espagne a dévalué la peseta avant de rétablir un contrôle des changes, mesures également appliquées au Portugal et en Irlande. Si les attaques contre le franc ont échoué, ce n'est sans doute que partie remise. Contrairement à ce qui a été affirmé, il n'y a pas de partage des tâches entre la Bundesbank et ses partenaires. Certes, les banques centrales des pays à monnaie forte interviennent pour soutenir les monnaies attaquées, mais elles s'emparent ensuite de demander le remboursement de leurs créances, soit directement, soit par l'intermédiaire du Fonds européen de coopération monétaire (FECOM). La charge de la stabilité monétaire pèse donc exclusivement sur les pays dont les monnaies sont attaquées.

Il conviendrait, au contraire, de considérer que les pays excédentaires sont au moins aussi responsables des déséquilibres que les pays déficitaires, et que ces derniers n'ont donc pas à rembourser aux pays excédentaires les réserves que ceux-ci accumulent. Pour ce faire, il suffirait de décider que les banques centrales des pays membres détiennent désormais leurs actifs non plus quasi exclusivement en dollars, mais principalement en écus ou en monnaies des pays de la Communauté. Après tout, n'est-ce pas le mécanisme qui a joué en faveur des États-Unis ?

L'argument selon lequel le gonflement des réserves de la Bundesbank en devises européennes ne serait pas acceptable en raison de son impact expansionniste ne tient pas. La Bundesbank pourrait, en effet, stériliser les liquidités créées à la suite d'achats de devises en réduisant d'autres formes de création monétaire comme elle l'a souvent fait dans le passé. L'impact déflationniste recherché par les autorités monétaires serait alors limité à la seule Allemagne, alors qu'actuellement celle-ci fait supporter le poids de sa politique déflationniste à ses partenaires. Rien n'interdirait, par ailleurs, à une banque centrale « victime » d'entrées de capitaux excessives de prendre des mesures à l'encontre de ces entrées.

Cela dit, en règle générale, il est souhaitable qu'une plus grande rigueur dans un pays déficitaire soit compensée par une relance dans le pays excédentaire. Faut-il rappeler que, dans le système de l'étalon-or, si les sorties d'or qui soulevaient un pays déficitaire réduisaient sa masse monétaire et donc sa croissance, en revanche, un excédent extérieur provoquait l'appréciation de la monnaie et une relance de l'économie excédentaire. Il rendait ainsi plus difficile les exportations et favorisait les importations, et, plus généralement, la satisfaction du marché intérieur. Actuellement, les pays excédentaires contrecarrent le plus souvent ces mécanismes. Ils surenchérisent sur les politiques d'austérité de leurs partenaires et renforcent les tendances monétaires déflationnistes. Tel qu'il fonctionne actuellement, le SME est donc plus déflationniste même que l'étalon-or.

### Plus grande symétrie

En 1987-1988, M. Balladur, alors ministre de l'économie et des finances, avait plaidé auprès de ses collègues européens en faveur d'une telle « européanisation » des réserves de change des banques centrales. Il n'a pas été entendu, faute d'avoir une position de rechange. L'objection généralement faite à une telle proposition est qu'elle consisterait à obliger les pays à monnaie forte à financer indéfiniment les déficits de leurs partenaires. C'est pourquoi cette réforme devrait être assortie d'une deuxième règle, selon laquelle, au-delà d'un certain seuil d'accumulation de réserves de change, les pays excédentaires seraient astreints à révaluer leur monnaie, la perte de réserves de change contraignant déjà les pays déficitaires à dévaluer la leur. Cette seconde règle permettrait de tirer les conséquences de la crise monétaire, laquelle a rappelé, qu'il n'est pas possible de maintenir durablement un taux de change contra nature. Or il était clair que le lire et la livre étaient surévaluées par rapport aux performances économiques de l'Italie et du Royaume-Uni.

Il paraît d'autant plus justifié d'établir une plus grande symétrie au sein du SME que l'Allemagne est largement bénéficiaire de ce système sans lequel l'appréciation de sa monnaie aurait été et serait beaucoup plus forte. La seule alternative à cette réforme consisterait à faire participer le franc à une zone mark élargie. Cette perspective, actuellement envisagée, pourrait être amorcée par un nouveau statut de la Banque de France qui assurerait son indépendance et renforcerait par là même sa crédibilité, et par un resserrement des marges de fluctuation à 1 % seulement entre le franc et le mark.

Cette fuite en avant ne serait pas sans risques graves pour notre économie. La France s'épuiserait à suivre la politique de la Bundesbank qui nous condamnerait à la déflation en raison de taux d'intérêt excessivement élevés — absolument pas adaptés à notre situation, — et parce que la surévaluation du franc compromettait notre compétitivité alors que notre équilibre extérieur est déjà très fragile. Une telle évolution pourrait conduire à terme à un éclatement de l'Union monétaire, d'abord parce qu'on voit mal comment les pays faibles qui ne bénéficieraient plus du soutien de leurs partenaires pourraient un jour regagner le « noyau dur », d'autre part parce que, selon toute vraisemblance, les autorités françaises ne pourraient pas imposer durablement de tels sacrifices à leur peuple.

(\*) Economiste à la Fondation nationale des sciences politiques, Centre d'études et de recherches internationales. Dernier ouvrage publié : *La Politique économique ou la maîtrise des contraintes*, Points-Seuil, 1991.

## Sauver le franc

par GILLES SAINT-PAUL et CARLOS WINOGRAD (\*)

Les marchés de devises ont connu au cours des semaines dernières des attaques spéculatives contre les monnaies « faibles » du SME : livre, lire et peseta. Le franc français a été également l'objet de pressions qui ont rendu nécessaire une intervention massive de la Banque de France et de la Bundesbank. On peut s'interroger sur l'origine de ces pressions. Elles sont généralement dues à une reconnaissance par les marchés d'une situation peu saine devant conduire à une perte de réserves et un abandon inévitable des parités : mauvaise compétitivité due à des différentiels d'inflation persistants, déficits budgétaires répétés conduisant à un excès de création monétaire, etc. Cependant, contrairement à l'Italie — qui souffre d'un problème budgétaire andré-mique — et à la Grande-Bretagne — qui est entrée dans le SME avec une compétitivité faible, — la France jouit d'une situation fondamentalement saine. Le différentiel d'inflation avec l'Allemagne a été éliminé : le taux allemand est aujourd'hui supérieur au taux français. La désinflation s'est traduite par une nette amélioration de la balance des paiements depuis 1989.

La situation des finances publiques est également favorable puisque le déficit public est estimé à 2,3 % du PIB. En Allemagne, au contraire, la réunification s'est révélée coûteuse en termes de déficit budgétaire et d'accélération de l'inflation. Au total, l'état des finances publiques en Allemagne, sans justifier l'alarmisme des responsables de la Bundesbank, est moins sain qu'en France. On peut donc se demander si la spéculation contre le franc possède le moindre fondement. C'est en tout cas dans le sens d'une réponse négative que vont les déclarations récentes de Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank, et de Theo Waigel, ministre allemand des finances.

Cependant, le comportement des marchés n'est pas aussi irrationnel qu'on pourrait le croire au vu des performances de l'économie française. Les événements des deux dernières semaines ont contribué à ébranler la confiance dans le maintien des parités. D'une part, la sortie de la lire et de la peseta du SME et la dévaluation de la peseta ont créé un « précédent », après une période de cinq ans sans réajustement. D'autre part, la courte marge du « oui » lors du référendum fragilisait le processus de convergence vers l'union monétaire, rendant moins improbable un abandon de l'alignement du franc sur le mark.

### Une crédibilité importée

Bien que les politiques monétaires et budgétaires qui ont été menées depuis 1985 soient largement compatibles avec le niveau actuel du franc, celui-ci est avant tout déterminé par les « anticipations » sur ce que seront ces politiques dans le futur. Dans la perspective d'un maintien de ces performances, le franc n'a rien à craindre. Mais les tensions que l'on vient d'observer nous indiquent que, pour les opérateurs sur les marchés des changes, ces performances sont « conditionnelles » au maintien du franc dans le SME à des parités fixes. Désinflation et orthodoxie budgétaire étaient en effet les corollaires inévitables de cette appartenance, puisque toute divergence avec la politique allemande doit se traduire, *in fine*, par une perte de réserves et une attaque spéculative devant forcer un réajustement. Le système monétaire européen, en accroissant les coûts d'une politique inflationniste, est ainsi un facteur de crédibilité des autorités françaises.

Pour les marchés, l'anticipation d'un affaiblissement des liens avec le mark se traduit par une pression à la baisse sur le franc ; un éventuel divorce est donc perçu, à tort ou à raison, comme impliquant un relâchement des politiques monétaires et budgétaires — ce qui révèle en fait le caractère largement importé de la crédibilité française.

La santé actuelle de l'économie française est donc une condition nécessaire, mais non suffisante, pour garantir la stabilité du franc. Dans la perspective d'un éclatement ou d'un assouplissement du SME (comme par exemple un élargissement des bandes de fluctuations ou une accélération des réajustements), il peut être souhaitable de renforcer la crédibilité de la politique monétaire française par des moyens institutionnels. De tels moyens pourraient être :

• L'autonomie de la Banque de France, avec par exemple des gouverneurs irrévocablement nommés pour cinq ans, et cela même si la réputation de discipline ne s'acquerra qu'au cours du temps et au vu du comportement des gouverneurs successifs désignés par le pouvoir public.

• Le vote d'une loi au Parlement — adoptée par une large majorité, par exemple, les deux-tiers — fixant, pour une période de plusieurs années, un plafond pour le déficit public, de manière à exclure la possibilité de monétisation de la dette, y compris par des gouvernements issus de l'alternance.

Il est à noter que de telles mesures satisfieraient aussi bien les tenants de l'indépendance monétaire de la France que les partisans de l'union monétaire européenne. Pour les premiers, elles renforceraient la crédibilité du franc dans le cas d'un abandon volontaire du SME. Pour les seconds, elles permettraient de satisfaire aux critères de convergence de Maastricht et de réduire les risques d'attaques spéculatives et d'éclatement du SME.

(\*) Economistes au Département et laboratoire d'économie théorique et appliquée (DELTA).



La crise qui a ébranlé le système monétaire européen au cours des dernières semaines n'est pas définitivement enrayée. Tôt ou tard les attaques de la spéculation reprendront, et le franc, qui seul a réussi à résister à la tourmente, risque d'en faire à nouveau les frais. Pour résoudre le problème, estime André Grjebine, il faut créer un réel partage des tâches entre les différents États européens et ne pas laisser les pays dont la devise est attaquée défendre seuls la stabilité monétaire. Afin de contraindre les pays à monnaie forte à prendre réellement leur part du fardeau, il suffit d'obliger toutes les banques centrales à détenir leurs actifs non en dollars mais en devises européennes, et d'astreindre les pays excédentaires à

réévaluer leur monnaie au-delà d'un certain seuil d'accumulation de réserves de change. S'agissant du franc, les attaques récentes n'étaient pas justifiées par la situation économique actuelle de l'Hexagone, soulignent Gilles Saint-Paul et Carlos Winoograd, mais par l'anticipation d'un changement de politique. La crédibilité de la devise française repose en fait sur la pérennité de ses liens avec le mark, et tout relâchement, réel ou supposé, de ces liens déclenche aussitôt des attaques. Pour renforcer réellement le franc, la France devrait accroître l'indépendance de sa banque centrale et fixer, par loi, un plafond pour le déficit public, de façon à rassurer définitivement les milieux financiers.

## LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LA SANTÉ FINANCIÈRE DE VOTRE PROCHAIN PROSPECT, PARTENAIRE OU EMPLOYEUR.



Une visite commerciale coûte cher. Alors il faut bien la préparer, bien savoir qui est votre prospect, quelle est sa taille, sa surface financière, son dynamisme, ses dirigeants.

Sur votre minitel, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire sur les entreprises :

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés, nom du gérant, du PDG, des membres du Conseil d'Administration,
- bilans et comptes annuels (SA et SARL),
- chiffres-clés (chiffre d'affaires, résultat net),
- Renseignements sur les défaillances d'entreprises notamment les déclarations de cessation des paiements.

Vous pouvez aussi commander les extraits Khis,

les copies de bilans, les États de privilèges, les engagements en crédit-bail, les recevoir sans vous déranger et les payer par Carte Bancaire.

Que votre prochain rendez-vous soit avec un prospect, un éventuel partenaire ou un futur employeur, préparez-le bien en consultant le 36.29.11.11 pour déjà découvrir votre interlocuteur.

Vous gagnerez du temps et de l'argent.



36 29 11 11  
INFOGREFFE

La source de l'information sur les Entreprises

GIE INFOGREFFE TELEMATIQUE  
1, quai de Corse 75161 PARIS CEDEX 04  
Tél. : (1) 43.29.06.75

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
SCIENCES et MÉDECINE



# CONJONCTURE

L'Europe s'enlise. Après les pronostics annonçant des mois durant une reprise dont on ne décèle toujours aucun signe précurseur, les secousses financières de ces derniers jours pourraient bien avoir consommé les dernières chances de la voir apparaître d'ici à la fin de l'année. Au tableau (noir) de la conjoncture européenne, tous les ingrédients sont en effet réunis pour précipiter la chute de la production :

- la dépréciation du dollar érode la compétitivité des exportateurs européens, sans pour autant apporter l'espoir d'un regain de croissance aux Etats-Unis, tant les importations mondiales restent amorphes ;
- les perspectives de la demande intérieure se dégradent de mois en mois à mesure que la situation de l'emploi se détériore et que les plans

## INDICATEUR • La production industrielle

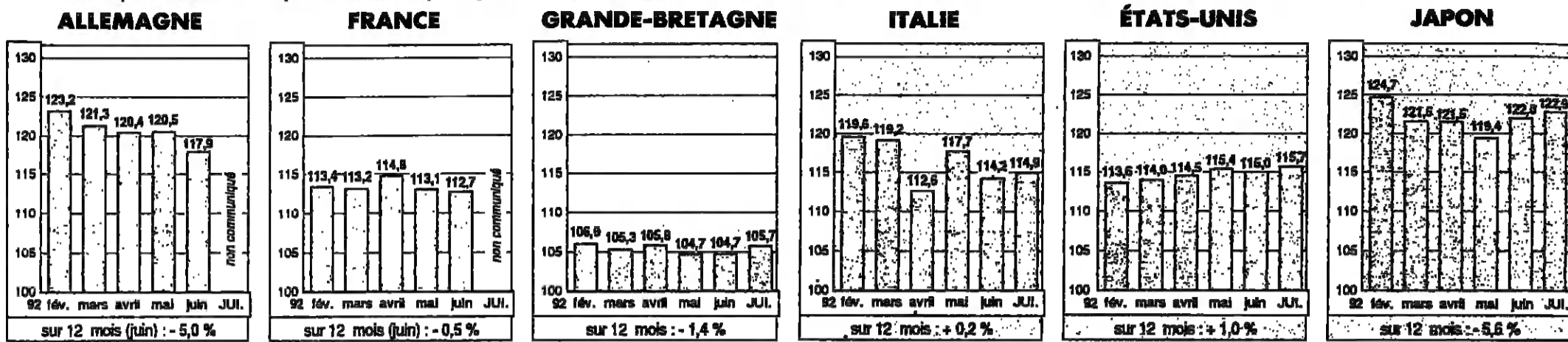
### La déprime s'entretient

d'investissement des entreprises sont revus à la baisse. Résultat : après des mois de réduction, les stocks pèsent encore sur les trésoreries et les effectifs sont jugés trop lourds ;

- les turbulences financières, outre le trouble qu'elles sèment, suffisent pour paralyser un peu plus le comportement des agents économiques, ont éliminé les dernières marques de confiance et entraîné un durcissement considérable des conditions de crédit.

Ce sombre diagnostic n'épargne aucun pays d'Europe. L'Italie et la Grande-Bretagne, malgré le surcroît de liberté monétaire qu'elles s'accordent en reprenant leur indépendance à l'égard du SME, ne sont pas mieux loties que les autres.

Tout juste auront-elles évité que leur conjoncture intérieure ne se dégrade davantage encore, mais il est peu probable, compte tenu de l'environnement extérieur, qu'elles trouvent dans la dévaluation de leurs monnaies de quoi relancer leurs économies. L'achèvement de la construction européenne s'engage bien mal.



Indices de la production industrielle - énergie incluse, hors bâtiment et travaux publics - en données corrigées des variations saisonnières. Base 100 en 1985. Sources nationales.

## RÉGION • L'Asie du Nord

### Combattre la crise

ALORS que les économies occidentales naviguent à vue en espérant la fin de la dépression, l'Asie du Nord y échappe pour l'essentiel, ou se donne les moyens de la combattre en grand.

Le plan de redressement japonais est le plus important jamais mis en œuvre, avec une enveloppe de 10 700 milliards de yens (1) équivalant à 15 % du budget de l'Etat. Pour rassurer le Kabutocho, les autorités ont d'abord permis, le 18 août, aux banques de décharger leurs bilans des moins-values boursières, et promis de les aider à racheter leurs actifs immobiliers dépréciés. Résultat : l'indice Nikkei est remonté de 26 % en dix jours.

Les mesures de relance adoptées le 28 août comportent surtout des travaux publics (pour les trois quarts de l'enveloppe), des prêts aux PME et des incitations fiscales aux investissements, aidées par un taux d'escompte à 3,25 %. Mais, alors que la part de la consommation des ménages dans le PNB a chuté de 30 % à 56 % depuis 1986 (contre 64 % dans la CEE et 68 % aux Etats-Unis), le gouvernement a refusé les réductions d'impôts réclamées pour la doper, bien que les prix restent sages à + 2,3 % en rythme annuel. Sans doute réserve-t-il cette mesure pour les législatures de 1993.

Les autorités ont décidé d'agir sur l'agence du Plan diagnostiquant un ralentissement de l'économie pour le vingt-deuxième mois consécutif, et les entreprises prévoient pour 1992-1993 des profits en baisse de 20 % en moyenne - et jusqu'à 65 % pour la sidérurgie. Mais le Japon échappe toujours aux conséquences les plus déstabilisantes de la crise. Le taux de chômage reste à 2,1 %. La cohésion intacte de l'administration et du monde des affaires permet d'organiser le sauvetage des établissements financiers les plus touchés. Les excédents commerciaux ont atteint au premier semestre un nouveau record de 62,8 milliards de dollars, en progression de 42,7 %. L'exercice budgétaire 1991-1992 a dégagé un excédent de 1 500 milliards de yens. Sauf si la montée du yen se poursuit jusqu'à gêner les exportations, la croissance devrait atteindre 2,5 %.

A Taiwan, elle pourrait monter jusqu'à 8 %, tirée par une consommation robuste : les ventes d'automobiles ont augmenté de 13 % au premier semestre. Le principal souci reste l'inflation, alimentée par les dépenses du plan d'infrastructures 1992-1997 et par la tension extrême sur le marché du travail (1,3 % de chômeurs seulement). La Banque centrale a dû revenir à une politique monétaire stricte, en relevant le taux de base à plus de 9 %.

Le commerce poursuit son rééquilibrage géographique. La part des Etats-Unis dans les exportations est tombée de 48 % en 1986 à 29 %, celle de la CEE passant de 10 % à 18,4 % et celle de la Chine - via Hongkong - de 8 % à 16,3 %. Non sans problèmes : l'ex-

cédent commercial a diminué d'un cinquième au premier semestre. Mais Taiwan enregistre encore un excédent commercial mensuel moyen de 900 millions de dollars, et ses réserves de devises couvrent quinze mois d'importations...

Les investisseurs restent néanmoins sur la réserve. La Bourse se traîne (- 9 % en juillet). L'investissement ne représente que 22 % du PNB, contre près de 40 % en Corée et plus de 30 % au Japon, reléguant un développement fondé d'abord sur des PME à faible intensité capitaliste.

En Chine, les réformes s'accroissent. Sur 740 prix industriels encore contrôlés par l'Etat, 593 ont été libérés au 1<sup>er</sup> septembre. Un décret a précisé les conditions pour déclarer en faillite, fermer ou réorganiser les entreprises d'Etat : 1 700 ont été touchées au premier semestre, contre 1 000 en 1991. Les 4 000 entreprises à capitaux étrangers qui se sont établies ont investi 6,4 milliards de dollars au cours du seul premier trimestre, contre 12 milliards pour toute l'année dernière. Tirée par les zones économiques spéciales et le secteur privé (10 % de la production industrielle contre 7 % en 1991), la croissance pourrait avoisiner 10 %.

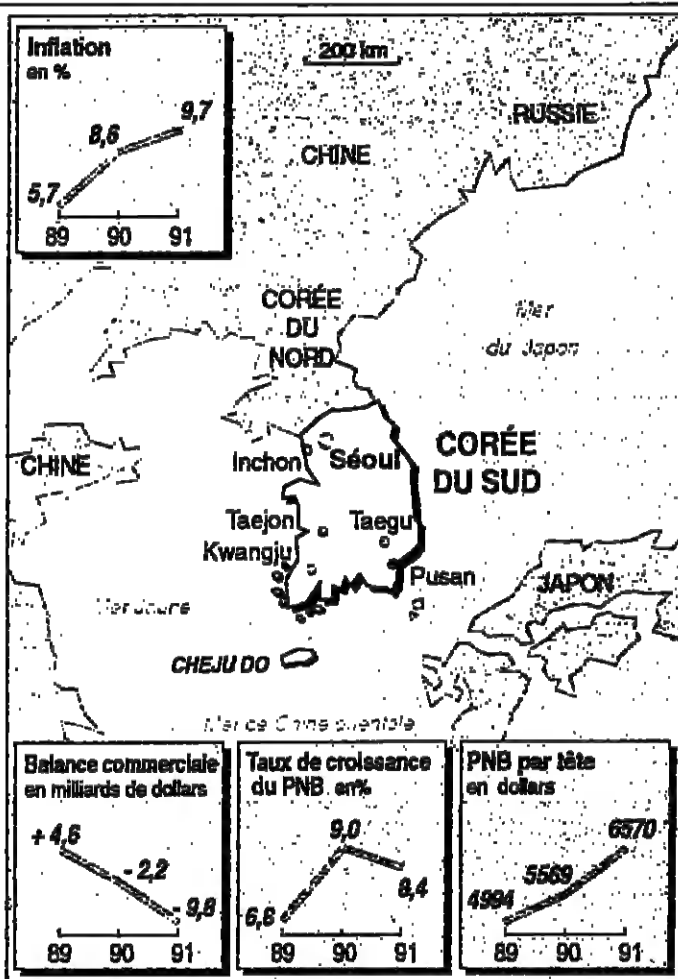
Après une pointe à 12 % en avril, l'inflation semble retomber autour de 5 % en rythme annuel. Un résultat étonnant qui s'explique par de bonnes récoltes, mais aussi par l'arrivée sur le marché de quantités croissantes de biens et par les possibilités offertes pour éponger l'épargne par 250 000 entreprises municipales et des millions de coopératives qui proposent des participations au public.

Plus que les prix, le chômage semble être le danger majeur. On recense déjà 7,5 millions de chômeurs urbains, et la réforme des entreprises d'Etat menace des millions d'emplois. Toutefois, le pouvoir paraît assez fort pour garder la situation sociale sous contrôle, en pariant qu'une croissance accélérée générerait assez tôt des emplois nouveaux.

Pour sa part, Hongkong semble parier sur le succès des réformes. L'indice boursier a gagné 42 % en cinq mois, et n'a décéléré en juin que pour repartir en septembre. La croissance devrait atteindre 5 % (contre 3,9 % en 1991). La consommation progresse de 15 % en rythme annuel et l'investissement est actif, aidé par des taux d'intérêt en baisse. L'inflation s'assagit : 9 % en rythme annuel contre 12 % en 1991. Le principal élément d'incertitude est à Washington, où les réticences du Congrès à reconduire la clause de la nation la plus favorisée au bénéfice de la Chine pourraient provoquer une crise qui ferait perdre à la colonie jusqu'à 4,5 milliards de dollars de revenus sur ses activités de transit, et 0,7 point de croissance.

Jean-Marie Bouissou

(1) 100 yens valent 3,95 francs



## PAYS • La Corée du Sud

### La marche au nord

L'économie coréenne est entrée dans une phase critique de son développement. Depuis 1990, le commerce est dans le rouge, même si le déficit des paiements n'excède pas 3,2 % du PIB. Les exportations traditionnelles (textile, chaussure) sont minées par les hausses de salaires, alors que l'électronique ou l'automobile peinent à pénétrer les marchés exigeants des pays avancés. Si les exportations se sont redressées au premier semestre (+ 8,7 %), c'est grâce à une percée dans les pays en voie de développement (+ 40 %). Mais la Corée doit lutter pour ouvrir des débouchés adaptés aux biens intermédiaires qu'elle produit, tout en investissant pour une nouvelle avancée technologique.

Le refroidissement de l'économie reste la priorité du gouvernement. Il devrait atteindre cette année son objectif des «trois sept» : 7 % de croissance, 7 % d'inflation et 7 milliards de dollars de déficit commercial, contre respectivement 8,4 %, 9,7 % et 9,8 milliards en 1991. Mais les stocks s'accumulent et la production industrielle chute. La Bourse est atone. Les projets d'infrastructure ont dû être revus à la baisse. Les scandales politico-financiers se multiplient. Confronté à une élection présidentielle difficile en décembre, le Parti démocrate libéral pourrait bien desserrer les freins. Il vient d'imposer au ministre des finances un budget supplémentaire de 380 millions de dollars...

La stratégie de la «marche au

Nord» du président Roh Tae-woo vise en partie à relancer le développement sur une base élargie. Profitant de l'absence du Japon empêtré dans les Kouriles, Séoul a accordé, dès 1991, un prêt de 3 milliards de dollars à l'ex-URSS. Aujourd'hui, la Russie conditionne son remboursement à l'octroi de nouveaux prêts. Néanmoins, un nouvel accord, conclu le 1<sup>er</sup> septembre, prévoit la participation des grands conglomérats (*chaebols*) à la reconversion de l'industrie militaire russe.

La normalisation avec la Chine s'accompagne d'une percée commerciale : 3,7 milliards de dollars d'échanges en 1990, au bénéfice de la Chine, et près de 10 milliards cette année, avec un léger excédent coréen. Les PME du textile investissent en Chine du Nord (dans le Shandong), où vivent des millions de personnes d'ascendance coréenne, et Pékin leur a proposé l'exclusivité d'une vaste zone industrielle près de Tianjin. A terme, on pourrait voir rouvrir la voie ferrée Pusan-Séoul-Pyongyang-Shenyang, qui fut l'axe du développement régional sous l'occupation japonaise. Mais le Sud est-il aujourd'hui en mesure d'assumer le fardeau de la réunification avec le Nord, qui exigerait entre 300 milliards et 600 milliards de dollars d'investissements sur dix ans - soit de quatre à huit fois le budget total de l'Etat ? C'est la question fondamentale pour l'avenir économique de la péninsule.

J. - M. B.

## SECTEUR • L'hôtellerie

### Nouvelle déception

MOROSE. Le mot revient sur toutes les lèvres. Pour les hôteliers, l'année 1992 est jusqu'à présent décevante. Cette branche enregistre depuis deux saisons une baisse de fréquentation. La crise du Golfe n'a fait que l'accentuer, comme si elle avait cristallisé une angoisse latente née d'une mauvaise conjoncture générale apparue à posteriori.

A ce contexte, sont venus s'ajouter, au mois de juillet en France, particulièrement dans l'hôtellerie saisonnière, les manifestations des routiers, la pluie et un calendrier scolaire contraignant. Certains hôtels traditionnels ont vu des annulations de séjour tomber en cascade. Meilleur, le mois d'août n'a pas permis de retrouver le niveau de fréquentation précédant la crise du Golfe. Certains établissements, comme les grands hôtels de la Côte d'Azur, recevant une clientèle très aisée, ont retrouvé un remplissage normal, mais d'autres n'ont «récupéré» la saison qu'en diminuant leurs prix, donc au détriment du chiffre d'affaires ou des bénéfices. Enfin le mois de septembre, qui avait bien commencé, s'est achevé dans les intempéries - voire les inondations dans le Sud-Est.

Les chaînes intégrées, tournées vers une clientèle régulière, moins sensible aux fluctuations saisonnières, constatent elles aussi un réel repli. Si les hôtels à Paris et en Ile-de-France ont retrouvé le taux d'occupation de 1990 (80 % contre 75 % en 1991), il en n'est pas de même en province. Pour l'ensemble de la France, on devrait péniblement atteindre en fin d'année le chiffre de 1991 (65 %, contre 67,7 % en 1990).

Chaque groupe enregistre ses propres fluctuations. Accor, malgré un «rattrapage» de fréquentation sur l'été, se retrouve fin août en retrait de deux points sur 1991, et les présidents du groupe, déçus, prêtent l'oreille aux suggestions d'économistes. Evergure (groupe Taittinger), avec un taux d'occupation de 66 %, a perdu 2 points par rapport à août 1991, mais en incluant les soixante-cinq hôtels (Campanile et Première Classe) ouverts depuis le début de l'année.

qui contribuent à faire passer le chiffre d'affaires global de 690 millions à 800 millions de francs. Ellait, troisième groupe français, dans un marché jugé «de plus en plus difficile» par les directeurs financiers, retrouve sur l'ensemble de ses établissements, avec 62,2 %, presque le taux d'occupation de 1990 (62,5 % contre 61 % en 1991).

Dans l'ensemble, seuls les hôtels une étoile nouvelle formule, que multiplient les grands groupes hôteliers, font le plein, avec un taux d'occupation allant jusqu'à 85 % pour Nuit d'Hôtel (Climat de France) : la chambre de 130 à 145 francs pour deux ou trois personnes, sinon plus, devient accessible à une population qui fréquentait les campings, les gîtes d'étape, les auberges de jeunesse, quand elle n'attire pas le public des deux étoiles...

Le marché devient incertain, tant la clientèle évolue. Les hôtels travaillant avec des sociétés et dont les bénéfices reposent en grande partie sur l'accueil de séminaires ou sur les repas d'affaires constatent que, cherchant à diminuer leurs frais généraux, les entreprises espacent ces rencontres, négocient les prix. Les familles économisent sur les frais de restaurant ou préfèrent d'autres hébergements, car les Français restent fidèles aux séjours en famille et en résidence secondaire. Ainsi s'expliquent sans doute les divergences entre la progression globale du tourisme enregistrée en 1991 - ou les estimations faites avant les vacances - et les constats des hôteliers : l'hôtellerie représente moins de 8 % des hébergements «marchands», qui eux-mêmes ne forment que la moitié des hébergements (la France compte notamment le premier «réseau» européen de résidences secondaires).

La prolifération des hôtels de chaîne - particulièrement les deux étoiles - ou l'ouverture de grands complexes (comme Euro Disney), qui rendent la comparaison avec les années précédentes difficile, contribuent aussi à saturer localement le marché et à nourrir la déception et même le pessimisme.

Maryse Dufaure

